

Débats

PRISONS

Un clou dans le cœur

Par JEAN-JACQUES DUPEYROUX

L'AN dernier à la Santé, un détenu tentait de se donner la mort en s'enfonçant un clou dans le cœur. Chaque année dans nos prisons, des dizaines de suicides ; en nombre croissant. Plus de deux mille automutilations, parfois les plus atroces. On essaiera d'imaginer ce que peut être, dans les périodes de grande chaleur, une vie commune à quatre, voire à cinq, vingt-trois heures, sur vingt-quatre, dans un réduit crasseux privé d'air et dont la cuvette, non isolée, est l'ornement principal. Dans nombre de cellules de la Santé - blocs C et D, - pas de lavabo : un robinet pend au-dessus de la cuvette. Plus précisément, parfois, dans celle-ci.

Il est de revenir une fois de plus sur la proportion considérable de ceux qui, n'ayant pas été jugés, sont prisonniers innocents. Car sur les allocations d'une justice de classe prompt à emprisonner les plus pauvres - dans sa très grande majorité la population carcérale se caractérise par une misère extrême, financière et culturelle - mais qui fait preuve par ailleurs de la plus grande mansuétude à l'endroit de ceux qui, sur les routes, fréquemment récidivistes, tuent chaque année plus de six cents enfants et en laissent trois mille à quatre mille gravement handicapés.

Insistons toutefois sur deux points de grande actualité : 1. - Les détenus âgés de moins de vingt-cinq ans représentant environ 40 % de la population carcérale. On observe que pour avoir droit au RMI (revenu minimum d'insertion), il faut en principe être âgé d'un mois vingt-cinq ans. Curieuse loi du 10 décembre 1988 qui commence par déclarer solennellement, dans le droit fil du préambule constitutionnel, que « toute personne... a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence », mais qui, aussitôt après, refuse ce droit aux moins de vingt-cinq ans.

Pourquoi cette exclusion ? On a notamment estimé qu'il serait fâcheux de donner à des jeunes, dès le départ, un statut, une étiquette, une mentalité d'assistés ; qu'il fallait, pour leur insertion, user de démarches spécifiques, etc. Fort bien ! C'est vrai que depuis une douzaine d'années ont été heureusement concoctés trente-trois « plans jeunes » : toujours renouvelés. Mais le labyrinthe le plus habile et le plus complexe entre les innombrables formules retenues par ces plans, toutes de durée très limitée, est incapable d'éviter le chômage à la foule de ceux qui n'auront pas eu l'heur de trouver une véritable embauche. Et s'il est également vrai qu'une allocation de chômage particulière, dite d'insertion, a été instituée à l'intention des jeunes en panne, cette allocation, d'une durée maximale d'un an, ne concerne que les jeunes... ayant obtenu certains diplômes : illustration parfaite de « l'effet Matthieu » (1).

En réalité, reconnait-on aux moins de vingt-cinq ans droit à ce pis-aller qu'est le RMI, c'était avouer expressément l'insuffisance fondamentale de notre société à prendre en charge tous ses jeunes par des processus normaux d'insertion : emploi, formation, stages... Image insupportable : plus simple de causer le malheur ! Mais ce n'est pas en niant le problème que l'autruche le supprime. Ce cela plaise ou non, force est de constater que quantité de jeunes n'ont accès ni à un emploi, ni à des mesures spécifiques de formation ou d'insertion. C'est très joliment dit : « on ne fait rien pour eux ». Mais ce n'est pas en niant le problème que l'autruche le supprime. Ce cela plaise ou non, force est de constater que quantité de jeunes n'ont accès ni à un emploi, ni à des mesures spécifiques de formation ou d'insertion. C'est très joliment dit : « on ne fait rien pour eux ». Mais ce n'est pas en niant le problème que l'autruche le supprime.

choses ; mais ce n'est pas cela qui les fait échapper à une condition d'assistés !

Il est inutile de se raconter des histoires : quand une société s'offre strictement rien à des légions de jeunes, elle les condamne à la délinquance, avant de les condamner pour cette délinquance ; et de s'en débarrasser en les entassant dans des prisons-dépotoirs. Avec les innombrables cercles vicieux que l'on sait.

Les affiches électorales croquent sous les bêtes... Nombre des enfants qui, aujourd'hui, rient sur les parades seront plus tard jetés à la poubelle par la même société qui prétend voir le gage de son avenir et le symbole de son renouveau !

Digne de Raymond Devos

2. - Mais dans l'incohérence, il y a, si l'on ose dire, mieux. Quantité d'étrangers se trouvent en situation irrégulière sur notre territoire, notamment parce qu'ils y sont entrés de façon clandestine ou de façon frauduleuse. Cette irrégularité doit normalement entraîner reconduite à la frontière, que celle-ci soit directement ordonnée par l'autorité administrative ou prononcée par la justice à l'expiration d'une sanction pénale pour infraction à la législation sur les étrangers, condamnation presque toujours assortie d'une interdiction du territoire qui interdit elle-même toute régularisation pendant sa durée, généralement de trois ans.

Encore faut-il qu'un Etat étranger accepte ces indésirables ou indésirés. Pas de problème pour ceux dont les papiers attestent la nationalité : leur pays devra les reprendre. Mais l'affaire se complique sérieusement en l'absence de tels documents, soit que l'intéressé n'en ait jamais eu, soit qu'il les détruise parce qu'il ne veut en aucun cas rejoindre un désert, ou une dictature, soit qu'il les ait égarés au cours de ses errances, soit que les lui ait volés, ce qui est fréquent ; etc. Bien entendu, si l'immigré sans papiers se déclare ressortissant d'un pays qui n'est pas le sien, ce dernier ne le reconnaitra pas pour tel et le refusera. Mais il est aussi des Etats qui, soucieux de ne pas se charger de chômeurs supplémentaires, font automatiquement la sourde oreille : ils laissent traîner indéfiniment leurs vérifications, ou même - c'est le cas bien connu du Maroc, entre autres - opposent à toute démarche non fondée sur des documents irréfutables des dénégations systématiques : « On ne connaît pas ; mille regrets... » Les démagogues rances du Front ouest du Choc de cela qui précèdent bruyamment de renvoyer « chez eux » tous les immigrés en situation irrégulière se gardent bien de préciser comment ils régleront ce petit problème.

Lorsqu'un pays n'accepte de le récupérer, l'étranger en situation irrégulière peut éventuellement être assigné à résidence. Il peut aussi tomber dans un engorgement pénitentiaire sans fin : condamnation en correctionnelle pour infraction à la législation sur les étrangers, prison, renvoi à l'autorité administrative à fin de reconduction hors du territoire, impossibilité d'exécution, remise en liberté sans que la situation soit en rien régularisée, clandestinité donc (facilement génératrice de délinquance) ; et, tôt ou tard, retour à la case départ : nouvelle condamnation, nouvelle peine de prison, nouveau renvoi à l'autorité administrative, nouvelle remise en liberté sans régularisation, etc. Kafka !

Autrement dit, en remettant en liberté l'étranger en situation irrégulière dont aucun Etat ne veut, on le remet instantanément en état d'infraction, punissable, à la législation sur les étrangers. Ainsi peut-il être condamné indéfiniment à des peines de prison... pour être resté sur un territoire dont il ne peut sortir. A moins qu'on ne veuille l'inciter à passer frauduleusement une de nos frontières ? Oh !

J'ai sous les yeux la fiche pénitentiaire d'un Maghrébin né au Maroc mais pour lequel ce pays refuse tout laissez-passer, condamné huit fois de suite à des peines de prison croissantes uniquement pour infraction à la législation sur les étrangers ! Absurdité digne d'un sketch de Raymond Devos : on s'écarterait d'il ne s'agit pas de situations de détresse généralement insoutenables.

Problème insoluble ? Sa solution, en tout cas, est loin d'être évidente ! C'est certain. Raison de plus pour en finir avec des conditions de vie par trop dégradantes dans certaines prisons carcérales par les incohérences diverses de notre système social sont autorisées à louer un récepteur de télévision : ils peuvent y suivre, avec grand profit, la cohue des émissions consacrées au Bicentenaire de la déclaration des droits de l'Homme...

Une heure, tout de même, dans ces ténébreuses. S'ils en ont les moyens - car en prison aussi un sort très différent est fait aux riches et aux pauvres, - ceux qui sont précipités dans l'auvers carcéral par les incohérences diverses de notre système social sont autorisées à louer un récepteur de télévision : ils peuvent y suivre, avec grand profit, la cohue des émissions consacrées au Bicentenaire de la déclaration des droits de l'Homme...

(1) - « A celui qui a on donne, mais à celui qui n'a pas on enlève même ce qu'il a » (Evangile selon saint Matthieu).

EUROPE

Abstentions et commémorations

Par ALFRED GROSSER

EN 1978, 80,7 % des électeurs français votèrent pour la première assemblée européenne élue au suffrage universel, bien que les principaux partis leur aient dit : « Votez que mes vœux, j'empêcherai cette assemblée d'avoir du pouvoir » 1984 : on n'en est plus qu'à 56,7 %. 1989 : cette fois, l'assemblée à élire a reçu de nouveaux pouvoirs qui commencent à la faire ressembler à un vrai Parlement. Et voici que la participation tombe à 48,9 % chez nous !

Les causes ? Une au moins est évidente : la manque de franchise, la manque de courage. Oui, il faut appeler à s'indigner au Parlement de Strasbourg et à son champ d'action élargi, face au conseil et à la Commission de Bruxelles, aurait été ainsi créé un pouvoir parlementaire, le système européen ayant été en passe de dépasser les parlements nationaux. Or cela, on ne voulait pas l'avouer franchement !

D'autant plus qu'on aurait alors accepté de transférer sur l'assemblée européenne un peu de la légitimité, un peu de la symbolique démocratique qui reste confiée à l'idée parlementaire même sous la V^e République, pourtant prodigue en mécanismes de limitation des possibilités du Parlement. L'Europe communautaire est en train de naître dans les faits, c'est-à-dire par les contraintes qu'elle exerce légèrement sur les politiques nationales, sans qu'elle soit perçue comme une légitimité nouvelle.

Une légitimité ne s'édifie pas seulement sur des souvenirs, mais le souvenir contribue à la constituer ; à la fortifier. Le moins que l'on puisse dire, c'est que la vague de nos commémorations, que la rage de commémorer luxueusement est entièrement détachée de la perspective européenne. La tour Eiffel, gloire de Paris, a peine nous est-il suggéré qu'elle est située en France. Alors l'Europe... Pour autant que d'images disponibles sur les antennes et sur les pulsions culturelles communes de 1889 et des décennies suivantes !

Le privilège de liberté

Et la Révolution française telle qu'on la célèbre, c'est-à-dire à partir de ses élans généraux et de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ! Une impulsion française dans un ensemble international avec des impulsions préliminaires anglo-américaines. Avec de multiples trahisons françaises des idées proclamées, de Napoléon et Louis XVIII à Vichy et aux guerres de décolonisation, avec des régressions et d'horribles échecs ultérieurs.

Jusqu'à cette Europe d'aujourd'hui, héritière de 1789 lorsqu'elle est née pour une large

part comme acte de résistance commune à une menace totalitaire, puis lorsqu'elle s'est ouverte à la Grèce, à l'Espagne et au Portugal parce que ces trois pays venaient de sortir de la dictature et aspiraient à développer leur démocratie interne par la participation communautaire. Héritière aujourd'hui des belles aspirations de 1789 aux yeux des peuples de l'Europe de l'Est. Quand, dans ses admirables réponses à Anne Sinclair, Bronislaw Geremek a calmement exposé, l'autre dimanche, ce que Welesse et les siens attendaient aujourd'hui de nous, ce n'est qu'accessoirement à la France qu'il s'adressait. L'interlocuteur interpellé, c'était notre Europe communautaire, si peu conciliante de son privilège de liberté, si peu engagée dans l'action générale pour la liberté des autres. Le Sept sur Sept de Geremek ne figurait pourtant pas parmi les manifestations du Bicentenaire. Dommage !

Espérons qu'on se rappellera l'an prochain avec la commémoration, le 9 mai, de la déclaration Schuman de 1950, acte de naissance de l'Europe communautaire. Comme elle tombe au lendemain du 8, elle pourra être placée dans la continuité de la victoire des droits de l'homme sur l'inhumanité absolue - une victoire coûteuse remportée après d'innombrables souffrances qui aurent pu être évitées si la solidarité des démocrates libéraux avait joué après 1919 comme dans l'Europe d'aujourd'hui...

BIBLIOGRAPHIE

« La France et l'islam », de Bruno Etienne

La laïcité n'est pas un péché

libanais, indiens, voire belges que l'on sait.

Quasi intouchable du côté arabo-musulman, parce qu'il fut un « compagnon de route » des nationalistes algériens, Bruno Etienne peut se permettre dans son récent livre *La France et l'islam* de jeter quelques cailloux dans le vaste lac, cher nous, des idées reçues à propos de l'islam : « La laïcité est contrainte par des tactiques minoritaires s'affirmant avec force aujourd'hui... »

Un cri d'alarme

L'erreur de nos gouvernants, depuis 1980, a été de croire qu'on pouvait à la fois « intégrer et donner le droit à la différence ». Résultat politique : « l'Armée des Algériens et la Sécurité militaire algérienne contrôlent une partie du culte musulman en France ». Et l'auteur de conclure crânement : « A tout prendre, je préfère que les mosquées soient vaguement contrôlées par les renseignements généraux français plutôt que manipulées par les services secrets d'Etat fort peu démocratiques... »

Depuis les *Banlieues de l'islam*, de Gilles Kepel (Seuil, 1987), on ne pouvait plus ignorer les efforts de l'Algérie, mais aussi de l'Arabie saoudite et d'organisations musulmanes d'obédiences variées pour superviser l'islam en France. Le travail de Bruno Etienne contient un véritable cri d'alarme face à « ce contrôle d'Etat étranger et de ligues islamiques qui s'étend à toute l'Europe... »

L'existence d'une « fédération », « Eglise » ou « consistoire » musulman français aurait, outre son caractère national, le grand avantage de pouvoir mettre en valeur les pas accomplis vers la laïcité par ceux des musulmans déjà intégrés dans notre société, mise en valeur dont ne peuvent évidemment se charger, sauf à se dégrader, les représentants de régimes où la laïcité est un péché, où la supériorité de l'islam sur les autres religions est un dogme, où les mariages de musulmans avec des non-musulmans sont strictement interdits...

L'argument, souvent entendu outre-Méditerranée, selon lequel « l'islam n'ayant pas de clergé ne

peut se mettre dans le moule du christianisme ou du judaïsme », ne tient pas car la religion de Mahomet comporte bel et bien une hiérarchie religieuse, à cette différence près qu'elle ne connaît pas de sacerdoce. De toute façon, cette « Fédération musulmane française », souhaitée par Bruno Etienne, devrait évidemment donner au moins autant de place aux civils qu'aux religieux.

Ce plaidoyer serait définitivement convaincant si, dans la perspective d'une Europe « ayant donné un statut aux deux Catalognes, aux deux Pays basques, à la Corse » etc. Bruno Etienne n'imaginait tout à trac et en contradiction, selon nous, avec son projet d'islam français, « un département - les Bouches-du-Rhône par exemple - en auto-nomie musulmane ! » Nul doute que cette suggestion enchantera les Marseillais, y compris ceux de foi musulmane, mais qui sont venus goûter chez nous aux vertus de la laïcité...

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(*) *La France et l'islam*, de Bruno Etienne, Hachette, 320 p., 118 francs.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Imprimé en France
à Paris-DX
1989

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037
Reconnu d'intérêt public par le décret n° 111 du 12-07-85-41.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDPUB 206 136 F

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur général : Bernard Woutas.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Correspondant en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarifs : FRANCE 365 F, BELGIUM 399 F, SUISSE 504 F, AUTRES PAYS 700 F

3 720 F, 6 1401 F, 12 2802 F

12 1300 F, 1300 F, 1300 F, 2600 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 03-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse détaillés ou précédés : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire pour les noms propres et capitales d'imprimerie.

SECTEURS DE POINTE

INGÉNIEURS ! INFORMATIENS !

DEUX RENDEZ-VOUS EMPLOI EXCEPTIONNELS

Dans le Monde du :
LUNDI 26 JUIN daté mardi 27
MARDI 27 JUIN daté mercredi 27

Etranger

CHINE : l'aggravation de la répression

Un peuple humilié

Ce qui se passe actuellement en Chine est proprement ignoble. Le pouvoir — ou du moins ceux qui prétendent le détenir — gouverne sous le double signe de la vengeance et de la délation.

Les exécutions qui ont eu lieu mercredi 21 et jeudi 22 juin, et dont il n'est pas permis de douter qu'elles seront suivies de beaucoup d'autres, sont le fait d'autorités qui, après avoir été bafouées dans leur puissance, veulent reconnaître leur force dans toute sa rigueur. Le train, dont l'incendie était reproché aux trois condamnés de Shanghai, venait d'écraser six jeunes manifestants, mais le ministre n'avait lui-même fait aucune victime et la municipalité de Shanghai s'était apparemment efforcée de « gérer » la crise en évitant qu'elle ne s'envenime. Qu'importe ! Ce qui compte, c'est que les dirigeants de Pékin expriment par ce sanglant message leur total rejet de ce qui s'est passé pendant quelques semaines, jusqu'au 3 juin, sur la place Tiananmen.

Vous avez voulu manifester, pour un peu plus de démocratie, un peu moins de corruption ? Et voilà le prix. Et pour que les choses soient bien claires, une large foule avait été corvée — renouant avec des usages que l'on croyait heureusement abandonnés — pour voir les trois condamnés recevoir une balle dans la nuque.

C'est là qu'apparaît le second trait qui caractérise aujourd'hui le comportement du pouvoir en Chine : cette volonté d'associer la population à la répression, de lui en faire partager, de force si nécessaire, la respon-

sabilité. La campagne de délation en était un premier signe, qui a déjà vu une sour dénoncer un frère et des villageois se précipiter vers le poste de police à l'apparition d'un inconnu dans leur localité. Il n'est jusqu'à la télévision, montrant les scènes d'arrestations et d'interrogatoires, mais aussi les images où tout un chacun est invité à reconnaître des « coupables », qui ne contribue à cette mise en condition où tout habitant de la République populaire est invité à se sentir une âme de fil.

Tout cela, observent des esprits bêtes, n'est pas très nouveau. Des méthodes semblables ou approchantes ont été utilisées par exemple à l'époque de la répression qui a suivi, dans les années 50, la brève déstalinisation des « cent fleurs ». Délation et meurtres ont également été à l'honneur, si l'on peut dire, aux heures les plus noires de la Révolution culturelle. Et la chasse aux « parasites de la bande des quatre », après la mort de Mao Zedong, ne fut pas non plus menée par des procédés très différents. Que ne disaient-ils alors de cette « altérité » chinoise, qui, si elle n'expliquait ni ne justifiait de telles meurtres, évitait à ceux qu'elle étonnait, au loin, de chercher à les comprendre.

Mais c'était il y a plus de dix ans. En 1978 encore, les badauds pékinois ne faisaient pas leurs réveries politiques qui s'affichaient sur les défilés du « Mur de la démocratie ». On a vu, le mois dernier, de quel côté était la population de Pékin. Qui peut ignorer qu'un souffle nouveau est passé sur la

Chine, avec la bénédiction, justement, de ce même Deng Xiaoping qui préside aujourd'hui à la répression ? Que les Chinois, et pas seulement les étudiants, ont découvert — notamment à travers cette même télévision qui veut en faire maintenant des dénonciateurs — des images d'un monde extérieur à travers lesquelles transparaissent certaines valeurs moins étrangères qu'ils ne le pensaient peut-être autrefois à leurs usages et à leurs traditions ? Un certain humanisme, par exemple, porteur d'exigences en matière de justice, de droit, de démocratie. Leur demandera-t-on demain d'oublier tout cela, les premières libertés qui leur avaient été consenties — d'expression notamment — comme si cette avancée dans la modernité n'avait été en réalité qu'un fâcheux malentendu, entretenu, bien sûr, par des « contre-révolutionnaires » mal intentionnés.

En une décennie, le peuple chinois avait peut-être plus gagné en maturité politique que pendant les trente premières années de la République populaire. Il ne peut se sentir qu'humilié, au plus profond des consciences, par le rôle qu'on s'applique aujourd'hui à lui faire jouer et le silence craintif auquel on le contraint.

C'est une marche à rebours de l'histoire, accomplie avec les moyens les plus déshonorants, et dont les conséquences seront aussi considérables que durables dans les rapports, en Chine, entre gouvernements et gouvernés.

ALAIN JACOB.

La situation sur le continent a politisé la population de Hongkong

La répression sur le continent a réussi, en quelques semaines, à politiser la population de Hongkong qui, aujourd'hui, après quarante ans de voisinage méfiant, se sent chinoise.

HONGKONG de notre envoyé spécial

Des petits groupes d'activistes, mégaphone en main, postés à un carrefour piétonnier stratégique, haranguent la foule, qui ne les ignore plus, contrairement à ce qui se serait produit il y a quelques semaines encore. Un groupuscule trotskiste s'est arrogé droit de cité permanent devant l'entrée du Star-Ferry, la navette reliant l'île Victoria à la péninsule de Kowloon, par où transitent quotidiennement des milliers d'employés de bureau. Ils exposent textes et œuvres graphiques à la gloire des leaders étudiants de Pékin. Des passants s'arrêtent, lisent, examinent — ceux-là même qui auraient d'ordinaire continué leur chemin sans jeter un regard.

Naissance d'une identité

Un peu partout, on voit, accrochées aux poteaux ou aux glissières de circulation, des banderoles noires aux caractères blancs, couleur signe de deuil, pleurant le sort des « compatriotes meurtris ». Et aussi, par endroits, des modèles de pétitions adressées à Londres pour obtenir le droit de refuge en faveur des 3,5 millions de détenteurs d'un passeport britannique qui ne leur

confère pas, pour le moment, tous les avantages de la citoyenneté.

La télévision, la presse écrite, les conversations, toute la vie tourne maintenant autour des événements de Chine et de leurs conséquences pour l'avenir de Hongkong. Même pendant la révolution culturelle, l'énorme « majorité silencieuse » hongkongaise était, dans l'ensemble, restée muette. Les incidents qui s'y étaient alors produits — consistant à une tension diplomatique entre Pékin et la Grande-Bretagne — n'étaient le fait que d'une minorité manipulée par les gardes rouges, décidés à saboter la politique étrangère de modération que Zhou Enlai entendait maintenir afin de ne pas tarir la poche aux cailloux d'or.

Mais, en deux semaines d'une répression sanglante et implacable des dissidents ou supposés tels, M. Deng Xiaoping ou ceux qui dirigent en son nom ont réussi ce que quarante années de voisinage méfiant avec le mastodonte communiste n'avaient pu accomplir : politiser, rendre vivement consciente la société de la quatrième place financière du monde. Et la faire accoucher de sa propre identité : les Hongkongais se sentent aujourd'hui Chinois, et non plus citoyens de seconde classe assis entre les deux chaises que l'histoire laisse sur ces rochers.

Le lobby libéral des Martin Lee et Szeto Wah, ces personnalités qui tentaient depuis des années de rapprocher la classe moyenne, contre les ambiguïtés de la formule de rétrocession mise au point, sans consultation locale sérieuse, par Londres et Pékin, peut d'une certaine façon, remercier les auteurs de la répression pékinoise. Cette fois, on les écoute.

Même l'apparition publique, à la mi-juin, pour une série de séminaires et conférences de presse, d'un des dissidents chinois les plus en vue parmi ceux qui ont eu la chance de ne pas se trouver en Chine populaire ces derniers temps, le journaliste Lin Binyan, est en soi un événement. Il n'y a pas si longtemps, le gouvernement de Hongkong aurait prudemment prié M. Lin de s'abstenir de toute déclaration susceptible de provoquer l'ire de Pékin — comme lorsque, jadis, il interdisait des films et autres œuvres critiques envers la Chine communiste.

M. Lin, qui vit aux États-Unis depuis un an, et y demeure pour le moment, a prédit que le régime pékinoise, tel qu'il s'est réorganisé autour d'un Deng Xiaoping sur le soir de sa vie, « ne durera pas plus de deux ans » et risque d'être renversé par une révolution de palais ou un soulèvement populaire armé.

Que cet espoir tienne ou non du venin pieux, il est révélateur, dans la bouche d'un ancien collaborateur du *Quotidien du peuple* qui n'a jamais renié le marxisme. M. Lin, dénonçant dans la nouvelle direction qui se met en place à Pékin une « cabale réactionnaire » coupée du gros de l'appareil d'Etat chinois, a mis toute sa popularité — récente — auprès d'un certain public citadin chinois derrière le chef déchu du parti, M. Zhao Ziyang, en qui il voit le seul recours pour le régime. Car, estime-t-il, la Chine « n'a malheureusement pas encore d'autre choix » que d'être dirigée par le Parti communiste.

L'espoir de voir se constituer, malgré la répression en cours, une « faction libérale » au sein du PC chinois est d'autant plus vif à Hongkong que ce sont les hommes ass-

milés à cette tendance qui sont les plus présents dans les institutions non officielles émanant du continent et le représentant ici. Toutes les entités économiques ou paragouvernementales communistes de Hongkong tournent, depuis la charge militaire du 3 juin contre les manifestants de Pékin, au ralenti. Leurs membres attendent de voir si la bourgeoisie répressive va durer pour prendre des décisions quant à leur avenir.

Le phénomène a été accentué par le fait que l'un au moins des grands journaux pro-communistes de la colonie, le *Wen Wei Po*, a été critiqué par les autorités du continent pour avoir dénoncé l'action de l'armée début juin et la répression qui a suivi.

Nouvelles propositions

Dans le même temps, des propositions reviennent à remettre en cause l'accord sino-britannique de 1984 sur la rétrocession du territoire en 1997, commentant à l'usage, stimulées par l'impact économique qu'aura en la tragédie de ce printemps sur Hongkong.

Déjà, l'industrie du tourisme se plaint de perspectives sombres pour l'avenir à moyen terme. Près de 30% des visiteurs venus à Hongkong l'an dernier y transitaient avant ou après un séjour en Chine populaire. Le plus gros contingent des 3,6 millions de visiteurs enregistrés en 1988 était constitué des Chinois de Taïwan en route vers le continent à la recherche de parents et de placements financiers. Autant de gens, naturellement, qui ne vont pas se précipiter à présent pour frapper à la porte d'une Chine populaire ayant retrouvé son image de montre insupportable après de la population de sensibilité nationale.

Parmi les propositions qui se font jour figure celle de l'avocat Martin Lee, pour l'établissement d'une relation de type confédéral entre le continent et le territoire ou encore celle d'un autre « lobby » libéral, M. Huang Chen-ya, qui demande que le territoire soit loué aux Nations unies pour cinquante ans. Le gouverneur, Sir David Wilson, a dû se rendre à la mi-juin à Londres pour tenter — sans succès — d'obtenir des assurances nouvelles sur la responsabilité de la Grande-Bretagne envers ses enfants chinois perdus. Dans un rare éditorial, l'importante *Far Eastern Economic Review* a appelé les milieux libéraux de la colonie à « saisir l'occasion ». « C'est maintenant ou jamais », a lancé la *Review*, pour que tout ce que Hongkong compte de personnalités influentes s'efforcent d'attirer les perspectives d'avenir se mobilise pour susciter des pressions internationales sur Londres, les appels directs au 10 Downing Street n'ayant pas l'air de produire d'effets notables.

En attendant, une fausse atmosphère de « business as usual » flotte sur le territoire aux 5 millions d'habitants. Fausse, sauf peut-être pour cette firme de prêt-à-porter de sport qui a lancé une série de T-shirts devant en principe faire fureur, à l'effigie des principaux leaders étudiants de mouvement contestataire de Pékin. Loin de la revanche de l'histoire sur les T-shirts « Che Guevara » qui défileront sur l'Asie du Sud-Est il y a une vingtaine d'années et s'y vendent encore par endroits.

F. D.

Les autorités ont fait exécuter sept autres condamnés à mort

(Suite de la première page.)

La télévision n'est pas allée, pour le moment en tout cas, jusqu'à renouveler la démonstration qui avait été faite il y a près de dix ans au lancement d'une campagne massive d'exécutions visant à freiner la criminalité : les télespectateurs n'ont pas vu d'images des trois ouvriers, dont la mise à mort a été annoncée par la lecture d'une dépêche.

Les exécutions en Chine sont opérées par la police armée à l'aide d'une balle de revolver tirée dans la nuque du condamné placé à genoux devant la foule afin que nul n'en ignore. La balle de revolver est facturée à la famille du supplicié. Hormis l'arme, rien n'a changé dans ce rituel depuis l'ère impériale : le condamné était tenu dans la même position, devant le public, pour avoir la tête tranchée au sabre.

Ces trois premières exécutions ont été suivies, jeudi matin à Pékin, de celles de sept autres émeutiers, condamnés à mort le 17 juin pour avoir mis le feu à un matériel militaire et attaqué des soldats. L'agence Chine nouvelle avait publié dans la soirée de mercredi une dépêche donnant la parole à des « sources » non précises s'indignant des appels lancés, en particulier aux États-Unis, pour demander la clémence envers les onze émeutiers déjà condamnés à mort dans la campagne de répression. Prenant une nouvelle fois à partie la station de radio La Voix de l'Amérique, l'agence officielle chinoise, qui semble désormais bien tenue en main par les autorités de la loi martiale, a souligné que les organes de justice « n'ont jamais arrêté ou passé en justice quiconque pour avoir seulement participé à des manifestations », et que les condamnés à mort s'étaient rendus coupables de « crimes monstrueux » dans l'insurrection du 3 juin. Il reste une condamné à mort encore en vie.

D'autres condamnations à la peine capitale devraient intervenir. Le Cour populaire suprême a pris soin d'envoyer une circulaire à tous les tribunaux du pays pour leur ordonner de passer « promptement », en jugement les émeutiers ayant pris part au soulèvement et de leur infliger les peines les plus sévères prévues par la loi. Il est seulement demandé aux organes de la justice de faire en sorte que les faits soient clairement établis et les preuves dûment fournies pour chaque cas, les affaires « importantes ou typiques » devant faire l'objet d'une large publicité dans les médias officiels.

Sur l'ampleur de la répression, M. Li Peng a réaffirmé à l'intention de son visiteur pakistanais qu'il ne s'agissait que de punir « une minuscule minorité de criminels » et que

son gouvernement serait « clément à l'égard du grand nombre de ceux qui ont participé aux cortèges et manifestations, aux sit-ins et aux grèves de la faim ». Il n'est donc que de servir ce qu'est « une minuscule minorité » dans un pays de onze cents millions d'âmes.

Aucun étudiant n'a cependant — pour l'instant — été condamné à mort, et l'on sait qu'en réponse aux démarches diplomatiques effectuées au cours des derniers jours, des responsables chinois ont fait valoir à leurs interlocuteurs occidentaux que les autorités étaient en tout état de cause « plus clémentes » envers les étudiants qu'envers les ouvriers.

Celles-là ont commencé d'une certaine façon à reconnaître l'ampleur du mouvement de mécontentement qui a abouti au drame du début du mois. M. Li Peng lui-même a dit à

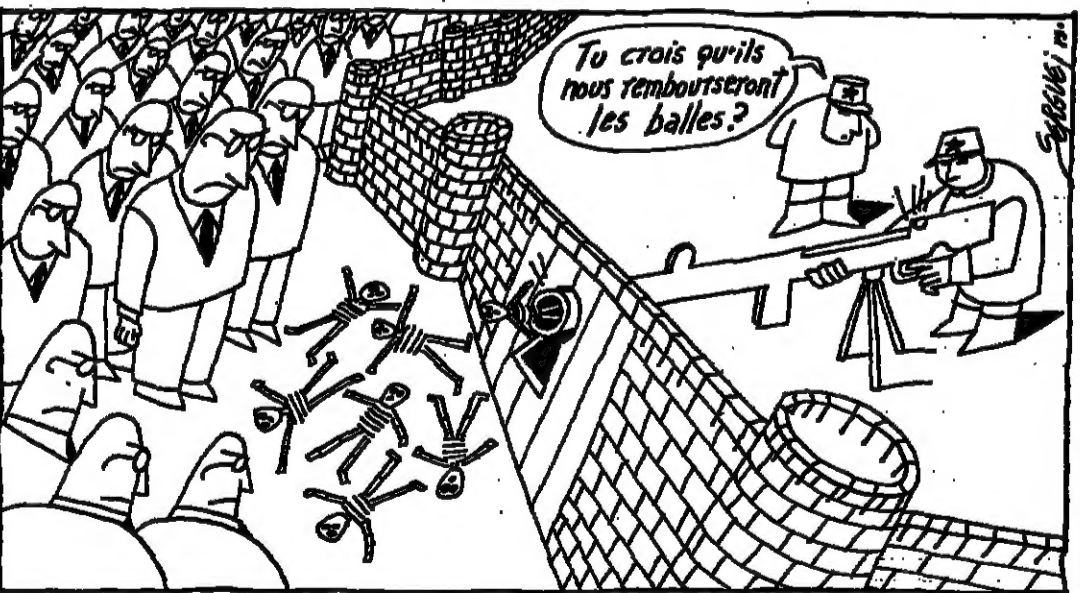
retraite et à faire tomber M. Li Peng. Il reconnaît au passage que cette campagne a mené, après le début du mois de mai, à des manifestations ayant rassemblé « jusqu'à plus d'un million » de personnes et que « toute la ville de Pékin » — ce qui est assez exagéré — était un temps convertie du slogan « A bas Deng Xiaoping ! ». En fait, on avait plus souvent lu ou entendu une demande pressante à M. Deng pour qu'il « descende du trône ».

La situation est « normale »

L'article, dont Chine nouvelle, en diffusant le texte sur ses téléscripteurs, a précisé qu'il était signé mais n'a pas dit par qui, vise surtout à dédouaner M. Li Peng d'un certain

pays en temps normal. M. Zhao Ziyang n'est pas encore nommé — le porte-parole du gouvernement, M. Yuan Mu, avait lui aussi évité de citer son nom dans une interview à la chaîne américaine de télévision NBC à la fin de la semaine dernière, — mais l'article s'attaque contre le fait que certains délibérations de cette instance, et surtout les divergences qui s'y étaient exprimées, furent transmises aux leaders de l'agitation étudiante avant même d'être couchées sur le papier.

Après avoir donc démenti, au vu de cette « conspiration », que la loi martiale ait été décrétée « afin de réprimer les étudiants et le peuple », l'article évite de dessiner toute perspective de levée des mesures d'exception. « A présent, la situation à Pékin est pratiquement revenue à la normale, et la situation sur



son interlocuteur que « le problème central est que certains gens, en Chine et à l'étranger, n'aiment pas le système socialiste et la direction du Parti communiste chinois ». Les autorités ont également fait publier, dans la prochaine livraison de l'hebdomadaire *Beijing Information* — qui avait été un des derniers organes de presse à présenter favorablement le soulèvement pacifique de Pékin au moment de la répression, — un très long article d'autojustification exposant la thèse de la « rébellion contre-révolutionnaire » en détail.

L'article, dont la longueur même est évocatrice des années du maoïsme, cite quantité de déclarations et d'affiches apposées par les étudiants pour démontrer qu'il y avait bel et bien une campagne « primordiale » visant à contraindre M. Deng Xiaoping à prendre sa

nombre d'accusations publiques qui ont été formulées à son égard et envers son gouvernement pendant les cinquante jours d'agitation ayant suivi la mort de Fu Yaobang. Il est, en particulier, précisé que le décès de celui-ci ne résultait pas d'une algarade qu'il aurait eue avec le fils adoptif de Zhou Enlai. L'article fait aussi longuement l'apologie des dispositions d'urgence adoptées par plusieurs branches de l'administration pour venir en aide aux étudiants grévistes de la faim sur la place Tiananmen. C'est une manière de réitérer l'accusation d'insécurité que la population avait portée contre le gouvernement.

Mais son paragraphe politique est le plus important et celui où il est précisé que la cause de tous les troubles se trouvait au sein du comité permanent du bureau politique du parti, le groupe de cinq hommes qui dirige effectivement le

le plan national est également stable », a assuré M. Li Peng à son visiteur d'Islamabad. Le gouvernement, a du reste, fait preuve d'un bel optimisme en lançant, à compter du 1^{er} juillet, un emprunt à trois ans d'un montant de 12 milliards de yuans (21,5 milliards de francs) au taux d'intérêt indexé sur l'inflation.

Mais l'article de *Beijing Information* conclut sur une note laissant présager que les dispositions de la loi martiale ne seront pas levées de sitôt, puisque, selon l'auteur, « les troupes de la police armée et le personnel de la sécurité publique sont en train de gagner la compréhension d'un nombre de plus en plus grand d'étudiants et de masses populaires ». On ne voit donc pas, pour quel quelconque voudrait dégrader cette harmonie.

FRANCIS DERON.

AMOUR

MARC MENANT

HAINE D'AMOUR

d'un amour qui se déchire

هكذا من الأصل

هناك أمنة لا حول

Asie

La répression en Chine et les réactions dans le monde

Washington baisse pavillon

Plus de 400 exécutions selon un journal de Hongkong

En plus des dix personnes déjà exécutées pour « crimes contre-révolutionnaires » à Shanghai et à Pékin, et de dix-sept autres pour « crimes » à Jinan, quatre cents exécutions auraient déjà eu lieu dans toute la Chine, selon le journal de Hongkong *Ming Pao*.

L'organisation humanitaire Amnesty International (4, rue de la Pierre-Levée, 75533 Paris Cedex 11, téléphone 43-36-74-74) manifeste son inquiétude devant cette vague d'arrestations et de condamnations à mort de personnes accusées d'avoir participé au mouvement démocratique. Selon les informations recueillies par Amnesty, ces arrestations ont touché un certain nombre de responsables des syndicats indépendants d'étudiants et d'ouvriers. Amnesty a ainsi répertorié dix-sept étudiants (dont sept à Pékin et quatre à Shanghai), douze syndicalistes ouvriers (dont sept à Xian), trente et un « contre-révolutionnaires » inculpés de chefs d'accusation idéologiques à ceux des dix personnes déjà exécutées.

En outre, un général ayant refusé de faire ouvrir le feu à ses troupes le 4 juin aurait été jugé en cour martiale et passé par les armes. Amnesty a lancé des actions urgentes pour venir en aide aux personnes arrêtées.

Alors que les réactions internationales à l'exécution des premières victimes de la répression qui a suivi l'écrasement du mouvement démocratique de la place Tiananmen se multiplient, la presse chinoise poursuit sa campagne contre les États-Unis. Pékin a aussi annoncé l'arrestation de neuf personnes pour « espionnage » au profit de Taiwan, au cours de la période d'agitation étudiante. Elles sont détenues à Pékin, à Shanghai, à Canton et à Shenyang.

Le gouvernement ouest-allemand a exprimé mercredi 21 juin son « profond bouleversement » devant ce « dangereux

retour à l'époque d'un totalitarisme sans égard pour les humains » et réitéré son appel à la clémence. A Londres, M^{re} Thatcher s'est déclarée « absolument horrifiée », lançant un appel à Pékin à « ne pas persécuter ceux qui cherchent simplement les moyens de parvenir à la démocratie » ; le Foreign Office, pour sa part, « déplore » que les exécutions aient eu lieu malgré la demande de clémence lancée par les Douze, qui évoqueraient la situation en Chine lors de leur réunion au sommet à Madrid la semaine prochaine. « Vive indignation » de

la Belgique, qui estime que l'attitude du gouvernement chinois « ne peut que compromettre la crédibilité de la Chine ». « Horreur » des Pays-Bas, dénonciation de la « brutalité » de ces « lamentables exécutions » par le ministre espagnol des affaires étrangères, « étonnement et désespoir grandissant » du premier ministre néerlandais « l'immense tragédie » pour le chef du gouvernement australien, « émotion » au congrès de l'Internationale socialiste réuni à Stockholm, toutes les réactions sont extrêmement sévères à l'égard de la répression entreprise par les autorités de Pékin.

des appels à la clémence lancés aussi bien par Washington que par d'autres capitales.

Aucune sanction nouvelle n'est envisagée en réponse aux exécutions, a encore expliqué M. Baker : « Il s'agit là de relations importantes entre les États-Unis et la Chine, et nous devons chercher à les préserver autant que possible ». Sur ce, M. Baker, qui ne tenait visiblement pas à s'étendre sur le sujet, a fait valoir qu'il était en retard pour le déjeuner auquel il devait participer en compagnie de M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères.

Lundi, soit peu avant les exécutions de Shanghai, les États-Unis avaient annoncé quelques modestes mesures venant s'ajouter à la suspension des ventes d'armes décidées quinze jours

plus tôt : il s'agissait cette fois de la suspension des ventes de responsables de haut niveau et d'un blocage des crédits sollicités par la Chine auprès des institutions financières internationales (le Monde du 22 juin).

Ces décisions ont apparemment épuisé pour le moment la capacité de réaction de l'administration, ou tout au moins cette dernière souhaite-elle de toute évidence marquer un temps d'arrêt dans le crescendo des sanctions. Mais, au lendemain des premières exécutions, un tel temps d'arrêt apparaît forcément comme un aveu de faiblesse. La méthode de l'administration publique ayant de toute évidence échoué, Washington espère-t-il désormais, en baissant la voix, limiter non seulement les dégâts causés à ses relations avec Pékin, mais même le nombre des suppliciés ?

En France

POINT DE VUE

Pour sauver notre honneur

par Pierre Bergé
PDG de Yves Saint Laurent

NOMMÉ en 1986 conseiller supérieur de la République populaire de Chine par le gouvernement de M. Deng Xiaoping, j'ai décidé d'abandonner ces fonctions. Pourquoi ? L'épreuve pour la Chine et les Chinois des sentiments mêlés d'affection et d'admiration. L'ouverture économique que nous avons connue laisse présager l'établissement de la démocratie. Tout militait dans ce sens et tout semblait y conduire.

Ce qui vient de se passer soulève l'indignation. Il ne s'agit de rien d'autre que la Chine et les Chinois. Alors, c'est ça le communisme, et ça ne changera donc jamais ? Pour ce qui me concerne, je refuse de le croire, et la confiance que j'ai placée en M. Gorbatchev est intacte. Ce qui se passe aujourd'hui à l'Est permet de conforter nos espoirs. Les élections polonaises et le fait qu'elles aient eu lieu — prouvent que cette confiance n'est pas trahie. Je sais bien que dans beaucoup de pays le communisme résiste, mais que l'ambellie vienne d'URSS soixante-dix ans après la révolution est un symbole qu'il faut saluer.

Mobilisation et solidarité

● Mobilisation de chercheurs et universitaires français. — Trois cents intellectuels français qui participent à la formation d'étudiants chinois en France ou en France ont appelé leurs collègues à s'associer à leur protestation et à manifester leur solidarité avec les universitaires et chercheurs chinois. Les personnes intéressées pourront écrire à M. J. K. LIPS 11, IPN, bêt. 100 M, 81406 Cergy, Cedex, ou téléphoner au 69-41-51-92.

● Concert de solidarité pour le peuple chinois. — L'association France liberté, fondation Danielle Mitterrand et Solidarité Chine présentent, mercredi 28 juin, au Zénith, un concert en faveur du peuple chinois. L'opération est soutenue par Médecins du monde, la Ligue des

droits de l'homme, Dix mille avocats pour la Chine et l'organisation Huang He-Fleuve Jaune. Les profits de la soirée iront à un collectif d'étudiants chinois résidents en France, ainsi qu'à l'association Solidarité Chine.

● Opération de parrainage en faveur des étudiants chinois. — Le Figaro et France-Inter ont lancé une action pour venir en aide aux étudiants chinois en France en demandant à des particuliers de se proposer pour adopter un ou deux étudiants chinois en France. Les intéressés pourront écrire au Figaro, 37, rue du Louvre, 75002 Paris, en précisant : « Une adresse pour la Chine » ou taper sur minitel 3615 code RF.

BIRMANIE

Un manifestant tué lors de la dispersion d'une réunion d'opposants

Bangkok (AFP). — Une personne a été tuée et une dirigeante de l'opposition interpellée à Rangoun, mercredi 21 juin, au cours d'une manifestation de commémoration des sanglants affrontements de juin 1988, a annoncé la radio birmane. Thein Moe, un opposant âgé de trente-six ans, a été tué lorsque les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur une centaine de manifestants à Rangoun, a précisé la radio. Le secrétaire de la Ligue nationale pour la démocratie (NLD), M^{re} Aung San Suu Kyi, l'un des dirigeants de l'opposition au régime militaire, interpellée peu avant la fusillade, a été retenue une heure dans les locaux de la police avant d'être relâchée, selon la radio.

Ces manifestations ont débuté, mercredi matin, devant le siège du NLD, principal parti d'opposition à Rangoun, où M^{re} Aung San Suu Kyi et l'ancien général Tin Oo, président du NLD, avaient fait un discours devant quelque quatre cents sympathisants, a précisé la radio. Les incidents de mercredi sont survenus quarante-huit heures après la réouverture des écoles primaires birmanes, qui était apparue, lundi, comme la première étape du processus de normalisation à la suite des manifestations antigouvernementales de l'été dernier qui avaient conduit au putsch du 18 septembre. Malgré la loi martiale en vigueur depuis lors en Birmanie, des manifestations de commémoration des incidents sanglants de juin 1988 avaient déjà eu lieu en mars dernier.

Proche-Orient

ISRAËL : après avoir été malmené par des colons

M. Shamir agite le spectre de la « guerre civile »

Jérusalem. — Conspué et malmené mardi 20 juin par des centaines de colons israéliens en colère lors des funérailles de l'un d'entre eux, près de l'implantation d'Ariel dans le nord de la Cisjordanie (le Monde du 22 juin), le premier ministre israélien Itzhak Shamir a agité mercredi le spectre d'une guerre entre juifs.

« Il faut à tout prix éviter la guerre civile ! », a-t-il averti sur les ondes de la radio nationale, ajoutant : « Hier, j'ai eu peur pour Israël ». M. Shamir a appelé ses concitoyens à conserver leur « sang-froid » et a mis en cause « une poignée d'extrémistes » dans les violences qui l'ont visé durant l'enterrement de Frederick Rosenthal, quarante-huit ans, un résident d'Ariel assassiné samedi à coups de poignard par trois Palestiniens. — (AFP.)

LIBAN

Un mort et quatorze blessés lors de raids israéliens

Un combattant palestinien a été tué et quatorze personnes ont été blessées, mercredi 21 juin, lors de raids menés par l'aviation israélienne contre des bases du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général au sud de Beyrouth (nos dernières éditions du 22 juin), près des localités de Naamé et de Damour, selon un bilan fourni par le FPLP-CG de M. Ahmed Jibril.

Un responsable palestinien a en outre indiqué que les dégâts matériels étaient « importants » et que plusieurs véhicules militaires avaient été détruits, mais que les objectifs apparemment visés — « des grottes fortifiées dans les collines » n'avaient pas été atteints. — (AFP.)

Horreur et indignation

● M. François Mitterrand a déclaré, mercredi 21 juin, dans un texte diffusé par l'Elysée, que « la conscience s'indigne devant l'exécution des trois jeunes manifestants de Shanghai ». « Me faisant l'interprète de l'émotion et de la réprobation du peuple français, a poursuivi le président de la République, je lance un appel solennel aux autorités chinoises pour qu'elles fassent preuve de clémence à l'égard des autres personnes condamnées à la peine capitale ».

● M. Michel Rocard a jugé « abominable » cette triple exécution en Chine. Participant aux travaux du XVIII^e Congrès de l'Internationale socialiste à Stockholm, le premier ministre a estimé qu'« un régime qui se déconsidère à ce point se met au ban de la société internationale et se met aussi en situation d'avoir le désaccord et le rejet de tout son peuple ». Rappelant que, « dès les premières mesures répressives prises par le pouvoir chinois, [il] avait annoncé, en accord avec le président de la République, le gel des relations avec la Chine ».

● M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a qualifié d'« atroce » ce qui se passe en Chine, estimant que « les circonstances de ces exécutions (...) font de ce point de vue des décisions de justice de véritables assassinats ». Ne jugeant « plus possible » d'entretenir des « relations normales » avec ce pays, M. Dumas a indiqué, au cours de la séance de questions d'actualité à l'Assemblée nationale, qu'il avait « prescrit le réexamen de l'ensemble de nos programmes de coopération, la réduction au strict minimum des effectifs de nos diplomates et l'interruption des visites et échanges de haut niveau ». De plus, le gouvernement « a pris des dispositions en faveur des étudiants, boursiers et chercheurs chinois résidents en France et que les événements dans nos pays ». Enfin, M. Dumas a annoncé que la France allait saisir le conseil européen qui se réunit, le 26 juin à Madrid, de la situation en Chine.

● L'Assemblée nationale a observé mercredi, à la demande de M^{me} Michèle Alliot-Marie, députée (RPR) des Pyrénées-Atlantiques, une minute de silence à la mémoire des trois manifestants exécutés à Shanghai. Samedi, le Sénat en a fait de même à l'initiative de M. Claude Estier (PS).

● Le Parti socialiste a « manifesté sa condamnation la plus ferme et son indignation la plus vive après la répression sanglante ». « L'exécution de sang-froid de ces hommes fait franchir d'un coup plusieurs degrés supplémentaires dans l'horreur », a ajouté M. Henri Emmanuelli, porte-parole du PS.

● Sous le titre « Crime d'Etat contre le socialisme », l'Humanité publie, en première page, le télégramme que M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a adressé à Deng Xiaoping, dans lequel il « proteste avec indignation contre les exécutions de ce mercredi 21 juin et exige la vie sauve pour les autres hommes et femmes condamnés à la même peine, et l'arrêt de la répression ».

● M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a « condamné avec force », au nom de son mouvement, « la répression féroce » engagée en Chine et a exprimé son « horreur » et son « indignation » devant cette triple exécution. « Cet acte barbare intervenu après un simulacre de procès ne peut, a-t-il ajouté, que soulever l'indignation de ceux qui sont attachés aux idéaux de liberté, de démocratie et de respect de la personne humaine ».

● Harlem Désir, président de SOS-Racisme, et trois représentants de la Coordination des étudiants chinois en France et de l'Association d'aide aux victimes de la répression en Chine ont été reçus, à l'Elysée, par M^{me} Caroline de Marjorie, chargée de mission à la cellule démocratique. Ils lui ont remis une lettre, signée par dix mille personnes et adressée à M. Mitterrand, lançant « un appel pour sauver les vies condamnées à mort en Chine ».

(Publié)

AUX NÉERLANDAIS RÉSIDANT EN FRANCE

En tant que ressortissant néerlandais résident en France, vous avez le droit de participer aux prochaines élections de la Deuxième Chambre du Parlement néerlandais, qui auront lieu le 6 septembre 1989. Pour cela, vous devez vous inscrire sur le Registre Electoral aux Pays-Bas avant le 11 juillet prochain.

Les formulaires d'inscription peuvent être obtenus auprès du Consulat des Pays-Bas le plus proche de votre domicile ou à l'Ambassade des Pays-Bas, 7, rue Eblé, 75007 Paris, n° de téléphone : 16-1-43066188.

UTILISEZ VOTRE DROIT DE VOTE

Abol Hassan
BANI SADR
avec la collaboration de Laurent Chabry
LE CORAN
ET LES
DROITS DE L'HOMME
Un volume 168 pages 98 FF
Maisonneuve & Larose

SOLIDARITÉ AVEC LES CHINOIS EN LUTTE CONTRE LA TYRANNIE

Les soussignés se déclarent solidaires des victimes du coup de force perpétré contre le peuple de Pékin et, à travers lui, contre le peuple chinois tout entier. Ce coup de force a été décidé par une poignée de généraux prétoriens et de défenseurs d'un ordre militaire-bureaucratique suranné. Ils condamnent avec vigueur les responsables de ce coup de force, des massacres et de la répression, dignes de ceux des Vangsaïls de 1871 et de ceux de Tchang Kaï-chek à Shanghai en 1927. Ils demandent l'annulation de toutes les condamnations à mort. Ils apportent leur soutien au peuple chinois dans sa lutte pour la démocratie, deux cents ans après le début de la Révolution française.

Ils se félicitent de ce que le gouvernement français ait décidé de « geler à tous les niveaux » ses relations avec la Chine et lui demandent plus spécialement : a) de refuser toute collaboration avec le pouvoir issu du coup de force de Pékin ; b) de suspendre toutes les exportations de matériel militaire ou policier vers la Chine ; c) de retirer aux entreprises françaises qui soutiendraient encore travailler avec la Chine le bénéfice de la garantie de la COFACE aussi longtemps que les Chinois resteront sous la coupe d'une dictature militaire ; d) de continuer à secourir les étudiants chinois en France susceptibles de se trouver privés de leur bourse par leur gouvernement, Paris, le 6 juin 1989.

Acher Philippe, Alizon Viviane, Aubas François, Aubas Lucie et Raymond, Bahi Abbas, Balian Roger, Bardos Claude, Barsky Daniel, Barthe Nicolas, Baji Jean-Pierre, Bianco Lucien, Bonnin Michel, Boore Marie-Claire, Bottiro Jean, Bouchet Daniel, Bousquet Georges, Bourcier Claude, Brou Michel, Bruner Claude, Cadart Claude, Cao Hui Thuan, Carlier Alain et Michel, Carlier Yvonne, Choquet Gustave, Couderc Martine, Coyaud Maurice, Crozier Michel, Cullot Antoine, Dazurac-Castellu Didier, Delidit Michel, Dermandin Alain, de Sousa Mirella, Détrart Michel, Domenech Jean-Marie, Duranton Henri, Elstad Ivor, Elisseff Daniel, Ellenstein Jean, Fabre Guilhem, Fayo Jean-Pierre, Földi François, Froyen Jean, Gay Jean-Paul, Giba François, Hassner Pierre, Hénery Martine, Hervouët Yves, Jacoby Daniel, Jamin Anne-Marie, Jaulin Bernard, Jull-Bard Jacques, Julien François, Kahn Bruno, Kaniok-Kan Tching, Karel K.S., Kooch-Mirand Lucie, Korn Henri, Lacouture Simone, Lamouroux Christian et Claude, Laroche Claude, Le Dang Truong, Le Van Quang, Leduc Henri, Lefort Claude, Lohi Jean, Lohy André, Lohy Bernard-Henri, London Lisa, Lucas Alain, Maître Jacques, Malenoud Miriam, Mandrague André, Marceau Léo, Mathieu Jean-Paul, Mezaudon Martine, Merin Pierre, Mourier Anne-Marie, Mayor Paul-André, Meyers Anne, Milhaz Jean-Claude, Nguyen Duc Nham, Nguyen Ngoc Gio, Nivard Jacqueline, Parnet Thierry, Parnet Hélène, Peyraube Alain et Elisabeth, Philippe Anne, Pic Roger, Pignat Édouard, Pisoni Edgar, Ponsan Jean-Pierre, Poul Jean-Pierre, Quenon Max, Quéré Yves, Rappaport Roland, Renaud Pierre, Schwartz Laurent, Salgman Maxime, Roux Alain, Rygloff Alexis, Schepis Pierre, Schwartz Laurent, Thibault Paul, Touraine Alain, Thuy Van Thao, Trillot Pierre, Vandermeersch Léon, Varnant Jean-Pierre, Vidal-Naquet Pierre, Vitaré Yves, Zifanoff Wojtek.

Signatures à adresser à : Laurent Schwartz, 37, rue Pierre-Nicolas, 75006 Paris. CCP : 15 017 42 J Paris (si possible 300 F. Mention : Solidarité-Chine).

Diplomatie

Le conflit du Sahara occidental

Tournée régionale de M. Perez de Cuellar pour « accélérer » le processus de paix

Effectuant une tournée de plusieurs jours pour régler le conflit du Sahara occidental, M. Javier Perez de Cuellar devait arriver à Alger dans la soirée du jeudi 22 juin. Avant une brève rencontre avec le président Diori, le même jour à Dakar, il a eu des entretiens avec le colonel Ould Taya, chef de l'Etat mauritanien, et le Mahen Meoussa Traoré, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, associée à la recherche d'une solution par l'ONU.

La tournée du secrétaire général des Nations unies avait commencé au début de la semaine par une visite de deux jours au Maroc. M. Perez de Cuellar s'est déclaré « très encouragé » par deux entretiens qui lui ont permis de repartir avec « une idée très claire de la volonté du roi Hassan II et de son gouvernement de continuer, et si possible, d'accélérer » le processus de paix, rapporte l'AFP.

Malgré cet optimisme de commande, les espoirs nés de l'accord du 30 août 1988, par lequel le Maroc et le Polisario ont accepté un plan de paix de l'ONU pour l'autodétermination du territoire par référendum, tardent à se réaliser. Les discussions échouent sur le rôle et l'importance numérique de l'armée et de l'administration marocaines pendant la période qui précéderait le scrutin. En dehors des questions de procédure, les divergences sur le fond demeurent. Tout en affirmant sa disponibilité pour le dialogue, le Polisario campe sur une position consistant à évoquer « les relations privilégiées » entre la République arabe sahraïenne démocratique et le royaume du Maroc. Autrement dit, les dirigeants sahraïens, ou du moins une majorité d'entre eux, n'ont pas abandonné l'espoir d'arracher l'indépendance malgré le caractère incontournable aléatoire de soutien de

l'Algérie, réconciliée avec Rabat au nom de l'union maghrébine.

Après une rencontre directe avec le roi Hassan II — la première depuis le début du conflit — en janvier à Marrakech, le Polisario avait saisi la « position courageuse » de son interlocuteur et évoqué la possibilité d'un « accord complet et définitif ». Sans ces fleurs, Rabat a vu un piège consistant à faire consacrer le Polisario comme seul interlocuteur valable. Mécontent de la publicité faite aux entretiens, on explique au Maroc qu'il ne s'agit nullement de négociations directes mais simplement de la réception de sujets « égarés », qu'il faut essayer de ramener « dans le droit chemin », notamment grâce à des conversations avec les Sahraouis restés fidèles à la monarchie chérifienne et vivant dans le royaume.

Le souci constant de ne pas placer l'adversaire sur un pied d'égalité a ainsi conduit Rabat à refuser la médiation du Comité international de la Croix-Rouge pour le rapatriement de deux cents prisonniers marocains, dont le Polisario a annoncé, le 9 juin, la prochaine libération à titre de « geste de bonne volonté ».

Une course derrière le mur

Les Sahraouis affirment détenir au total deux mille cinq cents prisonniers de guerre marocains. Si ces derniers sont en aussi grand nombre — ce qui n'est pas établi — la plupart n'ont pu être capturés qu'à la fin des années 70, époque à laquelle le Polisario avait marqué des points sur le plan militaire. Depuis, la construction du mur de défense, par étapes successives, a mis l'armée royale à l'abri de revers majeurs. Un évènement récent confirme que Rabat contrôle de mieux en mieux la situation : avec l'accord des autorités, un raid, appelé « Objectif Sud » et ouvert à des camions, a traversé toute la zone, du nord au sud.

Inscrite au calendrier de la Fédération française de sport automobile et de la Fédération internationale, l'épreuve, à laquelle participent onze Soviétiques, consistait à atteindre la Sierra-Leone, depuis Clermont-Ferrand, en moins de vingt jours, du 20 mai au 9 juin.

Après leur arrivée à Tanger par voie maritime, les pilotes ont repris le volant pour le Sud marocain. La course est devenue vraiment originale quand ils ont pénétré dans la région de Bordj Bou Arrer Newel, ces anciens ports espagnols mis en valeur par les Marocains depuis la construction du mur de défense. Des routes ont été ouvertes, et il est possible à tout le monde de se rendre à Dakla par avion, sans formalités. Mais, sur les quelque 300 kilomètres qui séparent Dakla de la frontière mauritanienne, il y avait naguère une poche d'insécurité : quelques avions étrangers avaient été abattus par le Polisario au-dessus du désert, des pêcheurs avaient été capturés à proximité du littoral.

L'extension du mur de défense jusqu'à la frontière mauritanienne, à la fin de l'automne 1988, avait modifié la situation, mais jamais l'armée marocaine n'avait permis une incursion étrangère en ces confins sahariens. Or, le 1er juin, les concurrents du raid « Objectif Sud » ont parcouru 250 kilomètres de route et de piste avant d'être pris en charge par l'armée marocaine qui leur a fait franchir le mur de défense pour qu'ils puissent ensuite passer la frontière mauritanienne.

Par petites touches, en facilitant une telle épreuve sportive, en encourageant la touche internationale à El-Ayoun, en nouant des contacts avec des investisseurs d'autres pays, comme appont à ses propres apports de capitaux pour le développement d'un littoral saharien désertique, le Maroc veut faire participer l'étranger au pari sur la pérennité de sa présence dans les « provinces du Sud », quel que soit le temps que demandera la solution diplomatique.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Les instants les plus mythiques ne sont pas les plus chers

ATHENES 990 F

LONDRES 585 F
CORSE 590 F
ROME 850 F
PALERME 990 F
DAKAR 1 810 F
MONTREAL 1 990 F
ANTILLES 2 690 F
LA REUNION 3 600 F
BANGKOK 3 800 F
PAPEETE 6 950 F

VOLS ALLER RETOUR AU DEPART DE PARIS. PRIX A PARTIR DE

NOUVELLES FRONTIERES

OUVERT JUSQU'À 22 HEURES DU 22 AU 29 JUIN

12 RUE AUBER 42 73 10 64
36 15 NF

L'exode des Turcs de Bulgarie

Le secrétaire général de l'ONU exprime sa « préoccupation »

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a fait part, mercredi 21 juin, à New-York, de sa « préoccupation » au sujet de l'exode en Turquie de près de cinquante mille Bulgares de souche turque.

Des membres de son cabinet vont prendre contact à ce propos avec les chefs des missions turque et bulgare aux Nations unies. Il a exprimé l'espoir qu'une solution humanitaire sera rapidement trouvée à ce problème.

De son côté, M. Ali Mohammad Besharati, vice-ministre iranien des affaires étrangères, a fait savoir à l'ambassadeur de Turquie à Téhéran que son pays était prêt à « jouer le rôle de médiateur entre Sofia et Ankara pour régler le conflit concernant les musulmans de Bulgarie ».

Le président du Parlement de Téhéran, M. Rafsanjani, compte se rendre en Bulgarie au mois de juillet. L'Autriche et la Libye avaient déjà offert leurs bons offices. Mercredi, la Jordanie et le Koweït ont exprimé leurs regrets et leurs inquiétudes devant l'aggravation de la situation des musulmans de Bulgarie « confrontés à des actes portant atteinte à la liberté d'expression de leurs croyances ».

A Sofia, le ministre bulgare des affaires étrangères, M. Peter Mladenov, a rejeté la thèse selon laquelle la Bulgarie serait en train de « déporter des citoyens de souche turque ». Dans une interview à l'agence BTA, il s'est déclaré inquiet « quant à l'avenir des quelque quarante mille réfugiés ». En effet, selon ses informations, Ankara envisagerait de transporter une partie de ces réfugiés à Chypre-Nord et dans les régions bordées de la Turquie. « Cela constituerait une provocation », a ajouté le ministre, car ces régions appartiennent à d'autres peuples — le peuple chypriote et le peuple turc ».

Les Turcs de Bulgarie continuent à quitter leur pays au rythme de quatre mille par jour. Selon des témoignages recueillis à la frontière, les autorités bulgares auraient donné à certaines personnes « vingt-quatre heures pour partir ».

D'autres auraient été obligées d'abandonner des membres de leur famille dans les villages, ainsi que leurs biens. — (Reuters, AFP.)

Le chef de la diplomatie vietnamienne à l'Elysée

M. Nguyen Co Thach confirme que la conférence sur le Cambodge aura lieu en août à Paris

A l'issue de l'audience que lui a accordée à l'Elysée M. François Mitterrand, M. Nguyen Co Thach, ministre vietnamien des affaires étrangères, a déclaré, mercredi 21 juin, que la conférence internationale sur le Cambodge s'ouvrira à Paris « au cours de la première semaine d'août », probablement « le 3 ou le 4 août ». M. Thach, qui est également vice-premier ministre, est également qualifié de « homme » des relations franco-vietnamiennes et déclare qu'il avait transmis à M. Mitterrand une invitation du président Vo Chi Cong à visiter le Vietnam. Cette invitation, s'il est indiqué à l'Elysée, a été accueillie « avec intérêt ».

Le Cambodge est l'objet d'un deuxième entretien, jeudi, entre M. Thach et M. Roland Dumas, qui se sont déjà rencontrés mercredi en fin d'après-midi. Le chef de la diplomatie vietnamienne a également été reçu mercredi par M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, et Jean-Marie Ransch, ministre du commerce. Vendredi, il sera reçu à déjeuner par M. Michel Rocard.

Recevant l'amiral William Crowe

M. Gorbatchev qualifie les Etats-Unis de « partenaires »

On est en train de passer « de la notion d'ennemi à celle de partenaires » dans les relations entre les Etats-Unis et l'URSS, a déclaré mercredi 20 juin M. Mikhaïl Gorbatchev, qui recevait au Kremlin l'amiral William Crowe, chef d'état-major des armées américaines.

L'amiral Crowe a pu, au cours d'un séjour d'un mois en URSS, visiter un certain nombre d'installations militaires et assister à des simulations d'opérations qu'il a décrites comme « défensives ». Il a indiqué que sa rencontre avec le président soviétique avait permis de « clarifier les incompréhensions », en particulier sur la question des armements conventionnels. Estimant que la mise en application de

la nouvelle « doctrine défensive » annoncée par les Soviétiques prendrait du temps, il a aussi exprimé son scepticisme quant au montant du budget militaire (77,3 milliards de roubles) révélé récemment. Les « incertitudes » ne seront levées qu'après une réforme des prix qui permettrait de comparer les budgets des deux pays, a-t-il dit.

Au cours de la même conférence de presse, le général Moïseïev, chef des forces armées soviétiques, a révélé qu'une partie des conscripts des pays baltes et du Caucase allaient désormais être affectés dans la région de leur domicile, comme le demandent certains mouvements politiques dans les Républiques concernées. — (AFP.)

A la veille du sommet de Madrid

Plusieurs pays de la Communauté sont sans gouvernement stable

C'est le président Christos Sarantis et non M. Papandréou qui représentera la Grèce au conseil des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté européenne les 26 et 27 juin à Madrid, a-t-on annoncé mardi à Athènes. Le chef de la Nouvelle démocratie, M. Constantin Mitsotakis, avait estimé mardi à Athènes que M. Papandréou n'était plus habilité à se rendre à ce sommet après que son parti eut perdu la majorité aux élections législatives du 18 juin.

La Grèce n'est d'ailleurs pas le seul pays membre de la Communauté à aborder dans une situation intérieure incertaine cette importante échéance européenne, puisque trois autres chefs de gouvernement, l'Ita-

lien, le Néerlandais et l'Irlandais, sont actuellement chargés d'expédier les affaires courantes.

La grande bataille de Madrid, à savoir l'approbation ou non du processus devant conduire à l'union monétaire proposée par le rapport du comité Delors se jouera, il est vrai, essentiellement à trois (France, Allemagne d'un côté, Grande-Bretagne de l'autre), M. Felipe Gonzalez ayant, en tant que président du Conseil européen, la lourde responsabilité d'orienter les négociations. M. Mitterrand devait recevoir jeudi à l'Elysée M. Helmut Kohl pour un déjeuner essentiellement consacré à la préparation du sommet de Madrid.

مجلس الوزراء

هكذا آمنه الأصل

6 Le Monde • Vendredi 23 juin 1989 •

"Tiens, j'entends l'Europe!"



Shell, première société européenne, lance Shell Superplus un nouveau supercarburant, à la fois sans plomb et plein de puissance. Grâce à un indice d'octane de 98, Shell Superplus optimise les performances de la majorité des véhicules actuels équipés ou non de pot catalytique.

Plus pur et plus propre il assure une meilleure protection de la nature.

Shell Superplus est agréé techniquement par la plupart des constructeurs automobiles européens.

Avec Shell Superplus, Shell offre à l'Europe une route plus facile et un environnement plus sain.



Pour Shell l'Europe existe déjà.

Afrique

TCHAD

Paris s'efforce d'apaiser les inquiétudes de M. Hissène Habré

N'Djamena (AFP). — La France a réaffirmé son attachement au respect de l'intégrité territoriale du Tchad à l'occasion d'une visite de trois jours que le secrétaire d'Etat à la défense, M. Gérard Reaon, a achevée mercredi 21 juin dans ce pays.

Reçu mardi par le président Hissène Habré, M. Reaon lui a remis une lettre de M. François Mitterrand indiquant que la France souhaitait voir progresser le dialogue engagé par la Libye et le Tchad, et qu'elle suivait avec attention tout ce qui pourrait menacer le processus de paix entre ces deux pays, a-t-on appris de sources tchadiennes et françaises.

A l'issue de son entretien, M. Reaon a déclaré qu'il n'était « prévu » aucune « nouvelle modification » du dispositif militaire « Espérance » déployé par la France à partir du 16 février 1986 pour donner un coup d'arrêt à la troisième offensive libyenne en six ans au Tchad.

Ce dispositif a été allégé fin janvier par la suppression de la station radar de Moussoro, dans le nord-ouest du Tchad, ce qui a permis de réduire les effectifs d'« Espérance » de 1 700 hommes à 1 500 hommes. Ces effectifs, qui ont constamment fluctué en fonction de la situation, s'élevaient à 2 700 hommes en février 1987.

La lettre du président Mitterrand répondait à un message que M. Habré lui avait fait parvenir une

quinzaine de jours auparavant, dans lequel le chef de l'Etat tchadien indiquait que la Libye faisait de nouveaux plans des menaces sur le Tchad.

Lors d'un entretien accordé à l'AFP, le président Habré a précisé qu'il ne s'attendait pas dans l'immédiat à une grande offensive de l'armée libyenne dans le nord de son pays, comme par le passé, mais qu'il redoutait des opérations de guérilla dans l'est, menées à partir du Soudan par des rebelles tchadiens recrutés et armés par Tripoli, et en particulier par la Légion islamique.

Le chef de l'Etat a évalué les effectifs ainsi rassemblés par Tripoli dans la province occidentale soudanaise du Darfour à quelque cinq cents hommes. Il a estimé que ce nombre ne pourrait que croître dans la semaine à venir, car, a-t-il affirmé, le colonel Kadhafi, « beaucoup d'argent » pour recruter des Tchadiens immigrés en Libye pour y travailler.

Selon le président Habré, ces opposants tchadiens ne disposent pas pour l'instant de blindés, mais de véhicules tout-terrain armés de lance-roquettes multiples légers, de canons de 105 sans recul, de bi-rakets de 14,5 et de lance-roquettes anti-chars. Pour lui, un tel armement permettrait de mener des raids efficaces à l'intérieur du Tchad à partir d'une frontière longue et difficile à surveiller à cause du relief très accidenté.

ANGOLA

M. Jonas Savimbi, chef de l'UNITA, dément tout projet d'exil

BOA-ESPERANÇA (Angola). — M. Jonas Savimbi a coupé court aux rumeurs qui le donnaient sur la voie de l'exil en proclamant, à quelques heures de l'ouverture, jeudi 22 juin, d'un important sommet africain, qu'il n'était pas question pour lui de quitter son pays alors qu'une lutte de vingt-trois ans, d'abord contre les colonialistes portugais, puis contre le régime marxiste de Luanda, s'apprête, croit-il, à porter ses fruits.

« Le train est en marche et les pourparlers continueront », a-t-il dit à propos de la réunion au cours de laquelle il a été invité, mercredi, à Boa-Espérance, trois correspondants de la presse occidentale basés à Johannesburg. Petit camp composé de quelques luttes dans le sud-est de l'Angola, Boa-Espérance (Boa-Espérance en portugais) se trouve au nord de la frontière namibienne, à l'est de Jamba, la « capitale » de la zone « libérée » par l'UNITA.

L'inquiétude de M. Savimbi s'expliquait par la multiplication, ces derniers jours, des informations

le donnant pourtant pour un exil soviétique. Ce fut d'abord l'hebdomadaire de Lisbonne, *Tempo*, suivi dimanche par le *Sunday Times* de Johannesburg. Tous deux citaient comme source le représentant de l'UNITA dans la capitale portugaise, Alcides Sakala. M. Savimbi a assuré que M. Sakala n'avait jamais tenu de tels propos.

A ses yeux, la balle est maintenant dans le camp adverse, selon que le MPLA acceptera ou non de négocier directement avec l'UNITA, éventualité que le régime de Luanda a exclue jusqu'à maintenant. Sur le terrain, explique-t-il, il existe un consensus de facto au sujet de la trêve unilatérale décrétée en mars par l'UNITA à la demande du président ivoirien Félix Houphouët-Boigny, et prorogée récemment jusqu'au 24 juillet. Les seules opérations militaires de l'UNITA sont de nature défensive, dit-il, le MPLA lançant encore quelques petites attaques. Il se dit d'autant plus sûr de lui qu'il aurait reçu ces derniers jours de Washington, « par écrit », précise-t-il, l'assurance que l'administration Bush poursuivra son aide militaire à l'UNITA tant que le MPLA recouvrira celle de Moscou.

Depuis l'arrêt de l'aide sud-africaine, en août 1988 (dans le cadre des négociations sur l'indépendance de la Namibie et le retrait des Cubains d'Angola), les Etats-Unis constituent le principal allié de l'UNITA. — (AFP.)

Fin de la visite à Paris du président Gouled

Entre la France et Djibouti, des « relations exemplaires »

« Les liens qui nous unissent sont d'une qualité exceptionnelle, et ce malgré la terminologie en usage qui les transforme en simples relations bilatérales. » Cette phrase de M. Hassan Gouled Aptidon résume à elle seule les « relations exemplaires » entre la France et Djibouti, que la visite officielle qu'a achevée, jeudi 22 juin, le président djiboutien aura permis, selon son entourage, d'« intensifier » encore.

Une visite (qualifiée de « fructueuse » par la délégation djiboutienne) qui aura permis d'apaiser les quelques craintes qu'avait pu nourrir, un moment, le président Gouled concernant les effectifs des forces armées stationnées à Djibouti : ces effectifs seront maintenus à leur niveau actuel, soit près de quatre mille hommes. Une présence, le président Gouled l'a expressément dit, qui « est nécessaire pour longtemps encore » et en laquelle les autorités djiboutiennes voient un facteur de stabilité tant pour la sécurité de Djibouti qu'à l'échelle de la région.

Même satisfaction djiboutienne concernant l'aide économique et financière apportée par la France, et notamment l'aide budgétaire. D'un

montant de 37,5 millions de francs en 1989 (elle était toutefois de 120 millions de francs en 1980), cette dernière faisait l'objet d'un accord sur dix ans expirant cette année. Or on indique dans l'entourage du président Gouled que le principe d'une reconduction de cette aide est désormais acquis, même si les modalités restent encore à déterminer. A cet égard, Djibouti s'engageait à fournir des garanties pour une période minimum de cinq ans.

Sur le plan politique, un sujet ne pouvait manquer d'être à l'ordre du jour des entretiens du président Gouled, notamment avec M. François Mitterrand : les troubles qui agitent constamment la région (en Somalie ainsi qu'en Ethiopie) et qui représentent de gros risques de déstabilisation pour Djibouti. Ces derniers, en outre, considérablement le développement économique d'un pays pauvre en ressources naturelles et dont la vocation ne peut être, de ce fait, que celle de « plaque tournante ». D'où le vœu exprimé par M. Hassan Gouled qu'enfin « la paix, le dialogue » puissent prévaloir chez ses voisins.

Y. H.

A TRAVERS LE MONDE

Hongrie

Nouvelles concessions à l'opposition

A la demande de l'opposition, le Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH) a accepté, mercredi 21 juin, de retirer cinq projets de loi qui devaient être présentés au Parlement la semaine prochaine.

Ce retrait a été annoncé par le ministre d'Etat, M. Imre Pozsgay, au cours de la seconde session de pourparlers entre le parti, plusieurs organisations proches du régime et neuf mouvements indépendants d'opposition.

Comme la première — qui s'était ouverte le mardi 13 juin — cette table ronde est retransmise par la télévision hongroise. L'objectif des discussions est d'assurer une coopération entre la région et l'opposition en vue de préparer les premières élections libres depuis 1947. Celles-ci doivent avoir lieu en 1990.

Mercredi, M. Pozsgay a souligné qu'à l'avenir, aucune loi ne soit soumise au Parlement sans une consultation préalable de l'opposition.

Les cinq projets de loi retirés concernent la nouvelle Constitution, les élections, la présidence de la République, le fonctionnement des partis politiques et la création d'une cour constitutionnelle. En contrepartie, l'ORT, qui regroupe les neuf mouvements d'opposition, a accepté de discuter des problèmes économiques avant les élections, alors qu'elle refusait jusqu'à présent de prendre la moindre responsabilité en ce domaine tant qu'elle n'aurait pas la possibilité de briser le pouvoir. — (AFP, AP, UPL.)

Nicaragua

Le gouvernement confisque les plantations de trois opposants

Les autorités de Managua ont ordonné, mercredi 21 juin, l'expropriation de trois importantes plantations de café, accusées de provoquer « l'anarchie et le chaos social », a annoncé le ministre de la Réforme agraire, le commandant Jaime Wheelock. Les trois propriétaires visés, MM. Nicolas Bolanos, Amoldo Aleman et Jaime Cuadra, sont des dirigeants de l'Union des planteurs (UNCAPEVIC) et sont liés au Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), très critique envers le gouvernement. — (AFP, AP.)

Pérou

Tension au sein de la coalition de droite

L'ancien sénateur Mario Vargas Llosa a fait connaître mercredi 21 juin qu'il renonçait à être candidat du Front démocratique, le FREDEMO, cette coalition de trois partis de droite qui l'avait désigné comme son candidat à la présidence de la République le 4 juin. Le scrutin est prévu pour mai 1990. Le mouvement Libertad, de Vargas Llosa, l'Action populaire, de l'ancien président Belaunde Terry, et le Parti populaire chrétien de M. Bedoya Reyes, ancien maire de Lima, se sont aussitôt réunis pour tenter de faire revenir l'écrivain sur sa décision, indique l'agence France Presse. Un différend a éclaté au sein du FREDEMO sur la répartition des candidatures aux maires des principales villes du pays.

Amériques

PANAMA

Les militaires acceptent des négociations avec l'opposition

Le ministre des affaires étrangères du Panama, M. Jorge Ritzer, a fait connaître au secrétaire de l'Organisation des Etats américains que les forces de défense dont le chef est le général Manuel Noriega, « homme fort » du pays et « bête noire » des Etats-Unis — ont accepté la proposition formulée la semaine précédente par l'OEA : participer à des négociations avec l'opposition

sur l'avenir politique de la République centraaméricaine. La grave crise de régime que traverse depuis près de deux ans le Panama avait débouché sur une impasse après l'annulation des élections du 7 mai, dont la grande majorité des observateurs internationaux ont estimé qu'elles avaient été largement gagnées par l'opposition. — (AFP, AP.)

ÉTATS-UNIS

Brûler le drapeau est un droit

WASHINGTON
de notre correspondant

Les citoyens américains ont le droit de brûler leur drapeau. Ainsi en a décidé, mercredi 21 juin, la Cour suprême des Etats-Unis, à cinq voix contre quatre, au terme d'un débat au cours duquel les lignes de partage traditionnelles entre conservateurs et libéraux se sont trouvées brouillées.

La décision, formellement choquée dans un pays où le patriotisme est une vertu, a fait l'ouverture de la plupart des journaux télévisés — éclipçant les exécutions en Chine. La Cour suprême a statué en appel d'un verdict prononcé à Dallas contre un manifestant qui avait brûlé un drapeau américain en marge de la convention républicaine réunie dans la ville en 1984 (avant la réélection de Ronald Reagan). Il avait été condamné à un an de prison.

Brûler le drapeau national, a estimé la Cour suprême, peut être assimilé à l'exercice de la liberté d'expression, telle qu'elle est garantie par le premier amendement. Le juge Anthony Kennedy — connu pour ses opinions conservatrices et nommé à la Cour suprême par M. Reagan —

a justifié ainsi son propre vote, et celui de la majorité : Beaucoup de gens, a-y compris ceux qui ont porté ce drapeau au combat, seront stupéfaits par notre décision. (...) Mais nous devons parfois prendre des décisions que nous n'aimons pas. (...) Il est dévouement mais fondamentalement que le drapeau protège ceux qui le méprisent.

Au total, deux juges réputés conservateurs se sont joints à trois libéraux pour approuver cette décision, tandis qu'un libéral fonctionnaire de marine) a mélangé sa voix à celle de trois autres conservateurs pour s'y opposer. La composition de la Cour suprême, fortement influencée par les nominations successives auxquelles a procédé M. Reagan, est le sujet de préoccupation pour beaucoup d'Américains, qui craignent une remise en cause de certains droits — en particulier du droit à l'avortement.

Le jugement concernant le droit à la profanation du drapeau, qui vient après une décision confirmant certaines dispositions destinées à lutter contre la discrimination des minorités, est de nature à les rassurer.

J. K.

L'HERMÈS Editeur

13 rue Séguier 75006 PARIS Tél. (1) 46.34.05.25

préparations aux B.T.S. 100 publications:

manuels, outils de...
Annales thématiques: énoncés et corrigés.
droit, économie, gestion,
comptabilité, langues des affaires

Catalogue et spécimen sur simple demande écrite

Diffusion exclusive:

MEDILIS SA, 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél. (1) 46.34.07.70
EDILIS SARL, 29 rue Garibaldi TUNIS Tél. 353795

L'époustouflante diversité de l'information, les voix européennes et chinoises qui se répondent, en font un document exceptionnel, en même temps qu'un discours prémonitoire. Mais aussi un roman d'aventures admirablement ficelé. L'écriture est d'une étonnante fluidité, jouant avec l'espace et le temps... Un livre clef. Un tour de force.

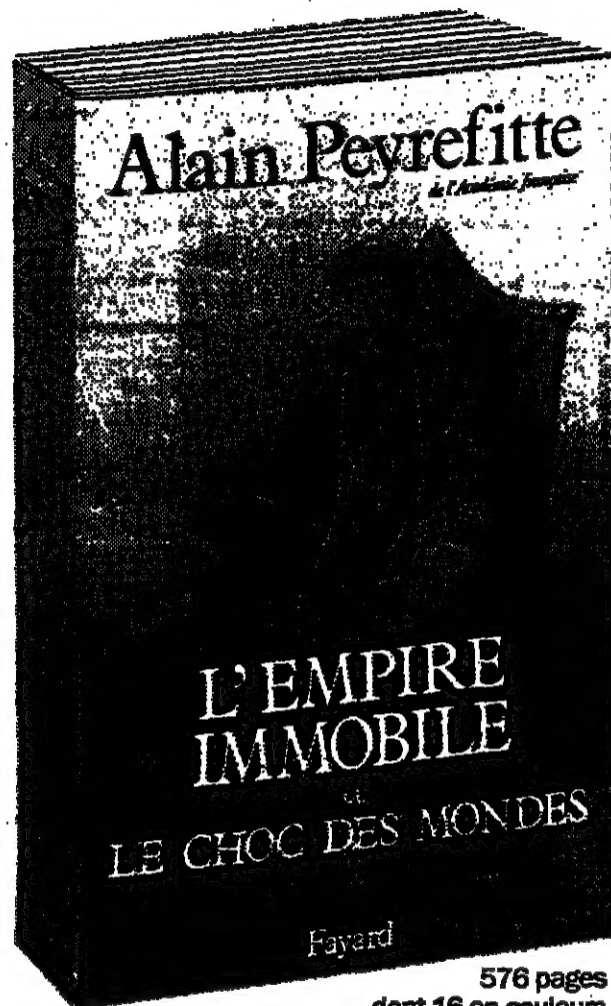
Pierre-Jean REMY, *Le Monde*

Ouvrage dense et précieux, d'où le lecteur sort éberlué et ébloui. De bout en bout fascinant, il incline à réfléchir sur notre temps.

Hélène CARRERE d'ENCAUSSE, *Le Figaro Littéraire*

Superbe... extraordinaire... fantastique... Une lumière crue, éblouissante, celle-là même du roman vrai.

Lucien BODARD, *Le Point*



576 pages
dont 16 en couleurs
140 F

Moi, j'ai trouvé ce livre vraiment extraordinaire. Cela m'a appris mille choses... Si c'était signé par n'importe quel jeune historien, on dirait: quel livre magnifique !... Je rêve d'un film fait à partir de votre livre.

Bernard PIVOT, *Apostrophes*

Incroyable... Extraordinaire coup de projecteur... Voilà la merveilleuse histoire restituée par ce livre, qu'on devore comme un roman d'aventures.

Georges SUFFERT, *Le Figaro magazine*

Extraordinaire histoire ! Vous faites partager, Alain Peyrefitte, votre fascination pour cette Chine du XVIII^e siècle à nos jours. Avec un sens du pittoresque et du permanent qui rend cette aventure d'un bout à l'autre passionnante.

Jean-Pierre ELKABBACH, *Europe n°1*

Une extraordinaire stéréoscopie... Un livre intelligent, admirablement informé.

Pierre DAD, *Le Quotidien de Paris*

"L'Empire immobile" retrace l'histoire de la mission Macartney: mission ratée; mais ouvrage réussi.

Françoise GIROUD, *Le Nouvel Observateur*

Ce qui rend ce livre exceptionnel, c'est l'autre face, le regard chinois sur l'ambassade... Une splendide illustration de ce que Peyrefitte appelle "un autisme collectif".

J.R. ARMOGATHE, *La Croix*

FAYARD

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A37 puis OSP

UNE CHAMBRE
au Palais de Justice de Paris
le Jeudi 29 Juin 1989, à 14 h 30
en UN LOT
Bâtiment C, au 6^e étage
à PARIS (5^e)
82, bld Port-Royal
et 305, rue Saint-Jacques
Mise à prix : 60 000 F
S'adresser à M^{re} SEJOURNE BOURSOT,
avocat à Paris 1^{er}, 25, rue du Louvre
Tél. : 40-28-44-44
Au greffe du tribunal de grande instance de PARIS

APPELLEMENT DE 3 PIÈCES
au rez-de-chaussée et 2 caves
au PERREUX-SUR-MARNE (94)
23, rue Claude-Jean-Romains
Mise à Prix 70 000 F
S'adresser à M^{re} YACNET, avocat
à Champigny-sur-Marne (94)
20, rue Jean-Jaurès. Tél. : 47-06-94-22
M^{re} BOUDRIOT et VIDAL DE VERNEUX
avocats à PARIS (8^e) 33, bd. Malesherbes. Tél. : 45-24-36
S'inscrire pour visiter
le 29 Juin 1989, de 14 h 30 à 15 h 30.

LOGEMENT A MAISONS-ALFORT (94)
21, rue Joubert
MISE A PRIX : 35 000 F
S'adresser à M^{re} Patrick VARINOT, avocat à Nogent-sur-Marne (94130)
166 bis, Grande-Rue. Tél. : 48-71-03-78 - Minitel : 3616 JAVEN

PAVILLON A FONTENAY-SOUS-BOIS (94)
3, rue du Bois-des-Joncs-Marins
sous-sol, rez-de-chaussée, 1^{er} et 2^e étage
MISE A PRIX : 100 000 F
S'adresser à M^{re} Patrick VARINOT, avocat à Nogent-sur-Marne (94130)
166 bis, Grande-Rue. Tél. : 48-71-03-78 - Minitel : 3616 JAVEN

PAVILLON A LA QUEUE-EN-BRIE (94)
19, square Chateaubriand
Rez-de-chaussée : entrée, garage, cellier, 1^{er} étage : séjour, cuisine, salle
commune, WC - 2^e étage : 4 chambres, salle de bains
MISE A PRIX : 100 000 F
S'adresser à M^{re} Patrick VARINOT, avocat à Nogent-sur-Marne (94130)
166 bis, Grande-Rue. Tél. : 48-71-03-78 - Minitel : 3616 JAVEN

APPARTEMENT 2 P.P., 4, 6, 8, RUE DE POUY
à PARIS-13^e, au 2^e étage, bdt. B, GARAGE au sous-sol
S'adresser à M^{re} C. GASTENEAUX-MALANGEAU et
BOITTELLE-COUSSAU, avocats associés à
PARIS (6^e), 2, rue de l'Odéon, tél. 46-33-02-21.
Les avocats près le TGI de Paris. Sur les lieux pour visiter.

UN LOCAL COMMERCIAL
à PARIS-13^e, au 2^e étage, bdt. B, GARAGE au sous-sol
S'adresser à M^{re} C. GASTENEAUX-MALANGEAU et
BOITTELLE-COUSSAU, avocats associés à
PARIS (6^e), 2, rue de l'Odéon, tél. 46-33-02-21.
Les avocats près le TGI de Paris. Sur les lieux pour visiter.

UN APPART. DE 4 P.P. A ROMAINVILLE (93)
4, 6, 22, r. des Fontaines - 22 à 34, av. Lénine au 1^{er} ét. du bdt. C
CAVE, EMPLACEMENT DE GARAGE
M. à P. : 220 000 F
S'adresser à M^{re} BOURGEOISET, avocat
à Asnières-sous-Bois (93), 3, av. Germain-Papillon
Tél. 48-66-62-68 - M^{re} BOUDRIOT et VIDAL DE VERNEUX, avocats
35, bd. Malesherbes, PARIS (8^e) - Tél. 45-22-04-34
Sur place pour visiter, le 30 Juin 1989 à 11 heures

PROPRIÉTÉ de 13 hectares
comportant bâtiments à usage de colonie de vacances
SAINT-VICTOR - MONTVILLAINX
(Puy-de-Dôme)
LIBRE - MISE A PRIX : 342 000 F
M^{re} Yves TOURAILLIE, Avocat à Paris (9^e), 48, r. de Cléry. Tél. 48-74-45-83
M^{re} Alain PERNOT, Syndic à Paris (1^{er}), 44, rue de Rivoli. Visites : prendre
rendez-vous avec M. SERRIER - Tél. 73-94-32-16.

2 LOCAUX COMMERCIAUX et 3 Caves
dans un Immeuble
à PARIS 19^e - 8 à 16 Rue Jules-Romains
Mise à prix : 150.000 F
S'adresser à Maître Denis TALON, Avocat à la Cour d'Appel de PARIS,
y demeurant, 20, Quai de la Mégisserie. Tél. : 42-36-59-25 - la S.C.P.
BOUSSAGEON et GUITARD, Avocats à la Cour d'Appel de PARIS,
y demeurant, 20, Quai de la Mégisserie. Tél. : 42-36-41-59 et à tous Avocats près
le Tribunal de Grande Instance de PARIS.

MAISON D'HABITATION
le Jeudi 29 Juin 1989, à 14 h 30
sur sous-sol - R. de Ch. : entrée, salle de séjour, W.C., cuisine aménagée, 1^{er} étage :
3 chambres, salle de bain, 2 salles d'eau, W.C. - 2^e étage : grenier aménagé en une
pièce avec pendule - annexe : garage avec 1 pièce
sur un terrain de 9 a 98 ca
LA VARENNE-SAINT-HILAIRE (94)
Lien dit « Champignolles » - Commune de SAINT-MAUR-DES-FOSSES
8-10, rue Dautelle
MISE A PRIX : 1 200 000 F
S'adresser à M^{re} LABROUYET-CUPILLARD, avocat à LA
VARENNE-SAINT-HILAIRE (Val-de-Marne), 46, avenue Albert-1^{er}, Tél.
42-83-12-73 - M^{re} PLAISANT, avocat à VINCENNES (Val-de-Marne), 6, rue de
Colmar, Tél. 43-28-67-05 - M^{re} Bruno CHAIN, avocat à PARIS (7^e), 19, avenue Rapp,
Tél. 45-25-42-00
Sur les lieux pour visiter le LUNDI 27 JUILLET, de 10 h à 11 h.
MINITEL : 36-16 JAVEN.

Europe

URSS

Moscou doit faire face aux conséquences des exodes provoqués par les troubles d'Asie centrale

MOSCOU
de notre correspondant

On ne s'entre-tue plus, semble-t-il, en Asie centrale, mais, outre que les manifestations s'y sont étendues à de nouvelles villes, il faut maintenant faire face aux conséquences de la violence, des exodes et du sang. Sur un fond d'accalmie relative et précaire, il faut organiser le départ de centaines de familles caucasiennes du Kazakhstan, chercher de trouver, en Russie principalement, des possibilités de travail et de logement pour seize mille Turcs méshis auxquels il a fallu faire fuir l'Ouzbékistan et l'embarquer, bien sûr, d'éviter de nouveaux dérapages.

Pour tout gouvernement, dans n'importe quel contexte, le défi serait redoutable mais, pour M. Gorbatchev, il frise l'impossible. Les finances de l'Etat, on ne cesse désormais plus de le dire, sont à sec. Tout déplacement de population suscite non seulement des drames humains, mais de nouvelles tensions nationales puisque les nouveaux venus, démunis de tout et bagarés, viennent partager et donc accroître la misère de ceux qui les accueillent de plus ou moins mauvais gré.

Et enfin, et surtout, dans cet immense pays où la centralisation est telle que Moscou décide de tout mais ne contrôle pas grand-chose, le Kremlin est dépendant, là, des pouvoirs locaux. Tel premier secrétaire de ville ou de région, tel comité local du parti, responsable de la milice, du KGB ou de l'approvisionnement peut sans problème jeter de l'huile sur le feu par simple inertie, par incapacité et naturellement aussi en brouillant volontairement les cartes.

« Front panislamique »

Or, en Asie centrale, et tout particulièrement en Ouzbékistan, où les conflits politico-criminels de l'époque Brejnev ne pardonnent pas à l'équipe actuelle l'assaut lancé contre elle depuis quatre ans, la péroratoire n'a guère pénétré. Les élections parlementaires s'y sont déroulées à l'ancienne. Peu de votes sont tombés dans les appareils, et il apparaît maintenant, avec une quasi-certitude, que les massacres bestiaux de Méshis (au moins une centaine de victimes) ont été soigneusement organisés dans un but de déstabilisation politique. C'est le vice-ministre des Affaires Intérieures, le quotidien du ministère de

la défense, l'*Etoile rouge*, expliquait ainsi, mercredi 21 juin, que les Méshis avaient en fait payé les refus de s'associer à la création d'un front panislamique unifié, dont le but aurait été d'enlever à la création d'une République musulmane d'où auraient été expulsés les chrétiens - c'est-à-dire principalement les Russes.

Brutalement déportés de Géorgie par Staline à la fin de la guerre, les Méshis auraient, selon le vice-ministre, constitué un pacte « symbole d'union de toutes nationalités ». Tout empiétement de rationalisme policier, cette thèse prête évidemment à discussion, mais le fait est que plusieurs responsables méshis ont confirmé les grandes lignes et que, dix après dix, pratiquement tous les journaux centraux s'interrogent sur l'étrange incapacité des fonctionnaires locaux du Parti et du KGB de voir les préparatifs de pogroms aussi évidents que le marquage de maisons, sans parler des distributions de tracts haineux et de l'organisation de rassemblements de masse illégaux.

On est là en pleine ambiguïté puisque bien des forces conservatrices en rajoutent dans la dénonciation de la préméditation pour obtenir un raidissement du Kremlin. Les blocs - nouvelle confirmation d'une réalité connue - ne sont absolument pas homogènes. Il n'y a pas de complot central mais il y a des convergences d'intérêts et des satisfactions implicites. Il y a, en un mot, une situation objective, faite de pauvreté, de rancœurs d'insécurité et donc d'antagonismes nationaux, dont tout adversaire de M. Gorbatchev peut jouer sur tous les registres - du sang à l'appel à faire cesser l'écoulement de sang en faisant rentrer tout le monde dans le rang.

Or, tandis que l'ambassade de Turquie à Moscou reçoit chaque jour un peu plus de Méshis désireux d'émigrer vers un pays dont ils parlent après tout la langue, des manifestations ont déjà éclaté en Géorgie à la seule idée que les expulsés d'hier pourraient revenir réclamer terres et maisons. Parallèlement, dans chacune des villes de Russie où on les a - temporairement - envoyés, les appartements qui leur sont

ouverts passent sous le nez de familles qui attendent un logement depuis cinq ou dix ans. Les rayons vides deviennent un peu plus vides, et partout autorités et populations locales se demandent si ces réfugiés musulmans ne sont là que pour quelques mois ou pour longtemps.

Séquestration

Personne ne le sait - ni le Kremlin ni les Méshis - et l'instabilité se répand ainsi que ces rescapés qui reviennent leur cauchemar d'il y a quatre ans. A Frounzé, capitale de la Kirghizie, où quatre cents d'entre eux ont échoué, depuis une dizaine de jours, leur arrivée a ainsi réveillé, et brutalement accélééré, un mouvement massif de séquestration de terres lancé au début du printemps par des milliers d'habitants illégaux de la ville.

Comme Moscou et toutes les capitales de républiques, Frounzé attire en effet des masses considérables qui n'ont théoriquement pas l'autorisation d'y vivre et ne figurent donc pas sur les listes de demandeurs de logements. Les plus démunis vivent dans les rues, les autres se débrouillent en sous-loquant un lit ou une chambre, et à Frounzé, près de cinq mille ouvriers, ingénieurs et artistes, ont soudain décidé de s'approprier des terres vacantes et d'y construire - comme au Far-West - leur maison.

Voyant cela, les réfugiés se sont immédiatement joints au mouvement, et aucune protestation des autorités n'a, pour l'instant, intimidé quiconque. Le bilan officiel des émeutes de Novy-Ouzen est maintenant de quatre morts. Tout laisse penser qu'il est en réalité plus élevé encore, et, tandis que les manifestations s'étendent, aux villes avoisinantes, les *Levanta* révélaient mercredi soir les revendications avancées. On veut le départ sous huit jours de tous les ouvriers venus du Caucase et de leurs familles, la libération de tous les émeutiers arrêtés, l'embauche de tous les jeunes chômeurs kazakhs. Et tout veut aussi que soit livré à la population son responsable du maintien de l'ordre à Novy-Ouzen.

BERNARD GUETTA.

Le ministre des cultes a-t-il été limogé ?

Après la presse allemande il y a quelques semaines, le quotidien britannique *The Independent* croit savoir que M. Konstantin Khartchev, président du conseil pour les affaires religieuses près le conseil des ministres de l'URSS, a été limogé. Selon notre confrère londonien, M. Khartchev aurait déplié à la hiérarchie de l'Eglise orthodoxe russe par son attitude trop « souple » à l'égard de l'Eglise uniate d'Ukraine, ses catholiques de rite oriental dont les activités avaient été interdites sous Staline et que le patriarcat de Moscou veut maintenir dans cette condition.

Selon d'autres indications, M. Khartchev, ancien diplomate, aurait choqué les conservateurs du parti par son attitude réformatrice et sa dénonciation, trop vive à leurs yeux, de la politique passée à l'égard de la religion. Ses successeurs seraient d'ailleurs, selon *The Independent*, un apparatchik beaucoup plus traditionnel, M. Iouri Khristorodov, qui fut pendant de longues années sous Brejnev premier secrétaire du parti à Gorki (la ville où était exilé l'académicien Seloussov) et plus récemment président du Soviet de l'Union du Soviet suprême de l'URSS. Il vient d'être remplacé à cette fonction par l'académicien Primakov.

L'accident du paquebot « Maxime-Gorki »

Selon certains témoins des membres de l'équipage étaient ivres

Les traits tirés, les yeux rouges par le manque de sommeil, mais un immense soulagement perceptible sur tous les visages, les premiers passagers du paquebot norvégien *Maxime-Gorki*, entré en collision avec un iceberg au large du Spitzberg, ont débarqué, le 21 juin, à l'aéroport de Düsseldorf, en RFA.

Une foule nombreuse de journalistes, de parents et amis très chargés de bouquets de fleurs, les attendait. « Mon Dieu, c'était un enfer, ces blocs de glace de plusieurs mètres de haut », a raconté l'un des passagers du *Maxime-Gorki*, à bord duquel se trouvaient essentiellement des Allemands de l'Ouest retraités. « Sept heures et demie dans les glaces, sur un petit bateau de sauvetage », ajoutait un autre. « Il y a eu brusquement un choc, nous étions au lit, et j'ai gardé encore mon pyjama sous mon manteau », a poursuivi un autre.

Les plus mauvais souvenirs, pour la plupart d'entre eux, viennent de l'attente angoissée des secours dans le froid, la brume, le gîte du navire et les vagues qui secouaient durement le paquebot.

Selon l'agence Reuters, un médecin norvégien, qui a participé à l'opération de secours du paquebot, a affirmé qu'un grand nombre des membres d'équipage étaient ivres au moment de l'accident. Mais un responsable de la défense norvégienne a toutefois déclaré qu'il n'y avait aucune raison de penser que l'alcool était à l'origine de cet accident. Selon d'autres témoignages, le navire allait beaucoup trop vite, par temps de brouillard, lorsqu'il a heurté l'iceberg.

Ce sont les chantiers allemands de Bremer-Meyer qui vont réparer le navire accidenté. (AFP, Reuters.)

Vente au Palais de justice d'EVRY, le MARDI 4 JUILLET 1989, à 14 h
MAISON D'HABITATION
Rez-de-jardin : cuisine, chambre, 1 pièce aménageable. - Rez-de-chaussée : entrée, deux pièces. - 1^{er} étage : deux pièces, salle de bain.
sur terrain de 3 a 63 ca
SAVIGNY-SUR-ORGE (91)
112, avenue Frontenault
MISE A PRIX : 250 000 F
Pour tous renseignements : s'adresser à Maître Jean-Michel PRADALIE, avocat à MENNECY (Essonne), 2, rue de Milly, tél. 64-57-02-44

Vente sur Saisie Immobilière au Palais de Justice de PARIS
le Jeudi 29 Juin 1989 à 14 h 30 en UN LOT
2 LOCAUX COMMERCIAUX et 3 Caves
dans un Immeuble
à PARIS 19^e - 8 à 16 Rue Jules-Romains
Mise à prix : 150.000 F
S'adresser à Maître Denis TALON, Avocat à la Cour d'Appel de PARIS,
y demeurant, 20, Quai de la Mégisserie. Tél. : 42-36-59-25 - la S.C.P.
BOUSSAGEON et GUITARD, Avocats à la Cour d'Appel de PARIS,
y demeurant, 20, Quai de la Mégisserie. Tél. : 42-36-41-59 et à tous Avocats près
le Tribunal de Grande Instance de PARIS.

Vente sur Saisie Immobilière au Palais de Justice de PARIS
le Jeudi 29 Juin 1989 à 14 h, en UN LOT
UN LOCAL COMMERCIAL et CAVE
dépendant d'un ensemble Immobilier sis
à PARIS 17^e - 102 et 104 Rue Lemercier
situé dans le Bld. sur Rue, au rez-de-chaussée à gauche de la porte d'entrée de l'immeuble comprenant : une grande remise avec porte cochère, un débarras, une cuisine, une pièce, cabinet d'aisances, une escalier donnant accès au premier étage (non compris dans le lot) CAVE au sous-sol à laquelle on accède directement par un escalier intérieur
Mise à Prix : 120.000 F
S'adresser pour tous renseignements : Au Cabinet de la SCP SCHMIDT GUERRE, société d'Avocats, 76, Avenue de Wagram à PARIS 17^e
Tél. : 47-63-29-24

ITALIE : patron de la lutte anti-Mafia

Le juge Giovanni Falcone a échappé de justesse à un attentat

ROME
de notre correspondant

Une énorme coup de chance. Impossible de qualifier autrement ce à quoi Giovanni Falcone, prince de la traque anti-mafieuse, doit aujourd'hui d'être vivant.

Vingt kilos de dynamite, un détecteur commandé à distance et quelque part au loin sur la « grande bleue » un hors-bord sans doute avec un homme dessus, une paire de jumelles au cou et un petit bouton sur une boîte noire, à portée de main. On a vu ça mille fois au cinéma mais, pour la police italienne, en ce moment le scénario a tout de l'hypothèse probable. Tout Falcone le sait, le « Falcon » - Falcone en italien - a l'habitude de prendre ses quartiers d'été dans cette villa du bord de mer à l'orée de la ville. Cela le change un peu de la « vita blindata », la « vie blindée », qu'il subit jour après jour depuis plus de dix ans avec son épouse, juge comme lui, mais pour enfants.

Sobriété-dix hommes, des as du tir instinctif, sont officiellement chargés de sa protection. Chaque jour, pour l'escorter dans ses déplacements, le « Falcon » en choisit huit, désignés au dernier moment pour parer à toute éventualité. Ceux qui restent veillent sur le bureau-bunker qu'il occupe au premier étage du palais de justice de Palerme et sur son appartement en ville.

Les « grandes familles » hounouées

Il y avait trois jours, le mercredi 21 juin, que l'homme le plus protégé d'Italie avait gagné la villa balnéaire de son beau-frère quand, dans la lumière d'une nouvelle aube ensoleillée, un garde sur le toit eut le regard attiré par un drôle de sac vert en contrebas des rochers. Ce matin-là, il était dit que Giovanni Falcone n'aurait pas à gémir et qu'il ne passerait donc pas ses derniers moments de l'engin de mort qu'on découvrit peu après à l'intérieur du sac. En moins de temps qu'il n'en faut pour l'écrire, le célèbre juge aux yeux rieurs fut enfoncé dans son Alfa blindée et conduit en lieu sûr. Plus tard, dans la journée, tout ce que l'Italie compte de politiciens, petits et grands, devait déverser dans les micros des médias toute la commémoration de circonstance.

Reste que, pour la première fois de mémoire sicilienne, la « Fiesura »

a manqué un « cadavre exquis » (1). Le plus « exquis » de tous peut-être depuis l'assassinat en 1982 du général Carlo Alberto dalla Chiesa, super-préfet de Palerme, abattu en pleine ville avec sa jeune épouse.

Né en mars 1939 au cœur de Palerme - « ce qui me donne un atout pour les battes, dit-il souvent, car je suis comme un piston » - le petit Sicilien bedonnant aux fines moustaches de VRP est devenu le symbole par excellence du combat anti-mafia. Pas seulement en Italie d'ailleurs mais partout, et notamment aux Etats-Unis où, avec son ami le procureur Giuliano de l'Etat de New-York, il a sérieusement bousculé un certain nombre de « grandes familles » enrichies dans le trafic de poudres blanches.

Tel est Giovanni Falcone, mi-Elliott Ness (l'incorruptible), mi-Sherlock Holmes, froid comme l'acier trempé qui carne la vie qu'il s'est choisie. En onze années de fonctionnement au tribunal de Palerme, combien de mafiosi le « petit juge au cerveau électronique » a-t-il fait disparaître, n'est-ce pas ? Il n'en a pas moins, des centaines sans doute, que c'est lui, à la tête de son fameux « pool de magistrats anti-Mafia », qui a tissé avec patience les fils barbelés de tous les maxi-procès de ces dernières années.

« Quand la Mafia tue, expliquait-il naguère, c'est qu'elle est en crise. » Maigre consolation pour les veuves dira-t-on. Mais le « Falcon » sicilien sait de quoi il parle et nul doute qu'il sache aussi pourquoi la pierre veut sa peau...

PATRICE CLAUDE.

(1) L'expression, courante en Italie, s'applique aux plus hauts représentants de l'ordre institutionnel abattus par la Mafia. Un journaliste connu ou un homme d'affaires en vue peut aussi constituer un « cadavre exquis » ou « excellent ».

● RECTIFICATIF. - En raison d'une mauvaise transmission, une erreur s'est glissée dans l'article de Philippe Lemaitre sur la candidature de l'Autriche à la CEE (le Monde du 22 juin). Il fallait lire, dans les déclarations du député libéral Friedrich Frischenschlager : « C'est l'illusion, le fantasme de la double monarchie (et non : double minorité). Le rêve d'une Mitteleuropa marquée par la parité ».

Politique

La querelle sur l'amnistie relègue au second plan le projet de loi sur le financement des partis

Paradoxe : au moment même où l'ensemble de leur contenu est connu avec précision, les projets de loi sur le financement des campagnes électorales et des partis politiques sont momentanément relégués au second plan. A l'exception d'une disposition promise, une nouvelle fois, au premier rang des commentaires et des polémiques : l'amnistie.

Quand ? Comment ? Pourquoi ? La valse des questions a repris, mercredi 21 juin, à un rythme endiablé, jetant le gouvernement et certains élus socialistes, par ailleurs acquis aux projets et à la clémence qui les accompagnent, dans l'embarras et le trouble.

Les relations entre la justice et le monde politique, la trop fréquente soumission de la première aux intérêts de la seconde, la proposition attribuée aux hommes publics à comploter entre eux, à l'abri des regards indiscrets, le pardon de leurs fautes, réelles ou supposées, vénielles ou graves, alimentent ces questions.

Le « trouble » n'est pas l'apanage des spécialistes de haut cri, tel M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, qui juge que « l'on dit que tout le monde est concerné, mais, en fait, il y a une mainmise dans l'œil de son royaume et un tant dans celui du PS ».

Les magistrats, par les voix de certaines de leurs organisations syndicales, résistent, de leur côté, à l'évidence — contestable selon eux — de l'amnistie promise ou du non-lien dans l'affaire Luchaire. « Quatre-vingts pour cent des magistrats réclament un changement de leur statut : c'est fait, brosse le Syndicat de la magistrature, proche de la gauche. De bouffons de la République, nous voilà transformés en acteurs du Gaiopoli du Luxembourg ».

De la conclusion de l'affaire Luchaire, l'Union syndicale des magistrats (modérée) tire la conclusion que « le moment est venu de soustraire les magistrats du parquet à leur actuelle

subordination au bon vouloir du prince, en leur offrant un statut rénové », qui comporterait « toutes les garanties d'une véritable indépendance ». L'USM déplore, aussi, « qu'une fois encore, on cherche à faire porter la justice la responsabilité des décisions du pouvoir politique ».

Une part au moins de cette perplexité ou de ce doute a gagné certains députés socialistes, alors même qu'ils ont voté le projet, les avis divergent sur le temps et la tactique qui conviendraient à l'ensemble de la manœuvre.

L'exposé des motifs

Nous publions l'exposé des motifs du projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques.

« Lorsque est en cause l'intégrité des responsables politiques dans un régime démocratique, il n'y a qu'une chose pire que des soupçons injustes : des soupçons qui pourraient ne pas l'être.

Soupons seulement, dans l'un et l'autre cas, parce que l'opacité même, la plus souvent, rend les preuves difficiles, ce qui a d'ailleurs comme effet non pas de supprimer la suspicion mais de la généraliser.

Il s'agit dans l'opinion une perception globalement péjorative et déshabituée d'un personnel politique crédité de plus d'astuce que d'honnêteté.

Il faut reconnaître en retour qu'on prête à cette même opinion bien plus de candeur qu'elle n'en a lorsqu'on prétend lui faire accroire que les dépenses électorales considérables faites à son intention sont financées par les cotisations de militants dévoués, seule ressource avouée jusqu'à une date récente.

La démocratie ne saurait s'accommoder plus longtemps d'une hypocrisie condamnable en elle-même et de sauf-justification d'exploitations, de subterfuges, qui voient s'accumuler des sommes et des profits des scandales.

Une première fois en 1987, le président de la République a voulu qu'il soit mis fin à des pratiques anciennes, sans être véritablement. Ainsi est née la loi du 11 mars 1988.

Ce fut un premier pas significatif mais insuffisant. Au moins a-t-il permis qu'à l'exception des révélations, elles sont plus ou moins graves mais sont autant de brèches ouvertes à la malversation.

Aussi le président de la République a-t-il décidé de poursuivre son œuvre qu'il avait engagée hier en demandant au gouvernement d'aller plus loin encore.

A cette fin, il importe de poursuivre et d'atteindre simultanément trois objectifs : diminuer les

dépenses, clarifier les recettes, aggraver les peines.

I. — Diminuer les dépenses.

L'essentiel du combat politique se livre sans cesse défilé. C'est là une évidence trop souvent oubliée. A travers la presse, qu'elle soit écrite, radiophonique ou télévisée, les Français sont quotidiennement informés des positions et des idées défendues par chacun, de l'action conduite par les pouvoirs publics et des réactions qu'elle provoque dans l'opposition. Pour qui reste fidèle à la conception de la politique qui privilégie la confrontation des idées sur celle des personnes, cela seul devrait suffire.

Naturellement, il n'en est rien. Qu'on souhaite exprimer ses conceptions, soit même et davantage, qu'on tente de se faire une notoriété ou qu'enfin on estime devoir compenser la partialité traditionnelle attribuée aux organes de presse, il est jugé indispensable de mener campagne.

Il reste que dans le doute la tentation subit de dépenser plus que son concurrent pour espérer faire mieux.

Et c'est en prévision de cela que chacun cherche à se procurer les sommes dont il croit avoir besoin. L'enjeu lui paraît tel qu'il pourra céder à l'envie de l'origine ou rigoureux sur la méthode, et c'est ainsi que se met en place l'engrenage douloureux qui peut conduire un militant dévoué à manipuler de l'argent d'origine douteuse.

Aussi est-ce sur le besoin qu'il faut commencer par agir, en plafonnant efficacement les dépenses.

La première mesure en ce sens remonte à 1986, lorsque le législateur a très sagement refusé la proposition qui lui était faite d'autoriser la publicité politique à la télévision.

Le présent projet va au-delà puisqu'il ne se contente pas de fixer un plafond des dépenses, mais limite également les possibilités matérielles de recours aux formes les plus coûteuses de publicité politique.

Dans ces conditions, la recherche de financement n'a plus lieu de se faire à tout prix, il n'est de toute façon pas possible de dépenser utilement les sommes exorbitantes collectées.

En outre, les limites quantitatives ainsi imposées stimuleront les efforts qualitatifs et, accessoirement, la manière, imaginative ou non, moderne ou désuète, rationnelle ou démodée, efficace ou impuissante, dont partis et candidats sauront se servir pour attirer l'attention des électeurs et pour leur fournir les indications précieuses sur leur qualité prévisible dans l'exercice des mandats.

II. — Clarifier les recettes.

En 1989 pour la première fois, les partis et groupements politiques ont bénéficié du financement prévu par la loi du 11 mars 1988. Cela constituait un progrès indiscutable mais insuffisant.

Ce financement, en premier lieu, se limite aux formations représentées au Parlement, en ce qui a pu pour double effet, d'une part, d'exclure celles qui n'ont pas accédé lors même qu'elles peuvent avoir une

existence réelle, d'autre part, de faire fleurir des groupements, qui, au contraire, semblent n'avoir d'existence éphémère que le temps de percevoir un virement annuel.

C'est pourquoi le présent projet envisage, à l'instar du système en vigueur en Espagne, d'allouer aux formations politiques présentes dans un nombre significatif de circonscriptions une somme calculée en fonction du nombre de suffrages recueillis tandis que ceux des partis qui sont représentés à l'Assemblée nationale recevront de surcroît une somme proportionnelle au nombre de leurs députés.

Mais il reste que le financement public n'est pas à la hauteur du besoin, même limité comme il le sera. A partir de là, deux solutions sont concevables : l'une tend à relever ce financement public, l'autre à le compléter.

Revaloriser le financement public pour le mettre au niveau convenable aurait comme conséquence d'abord un effort budgétaire notable à un moment où il est difficile, ensuite l'acceptation de ce que le financement de la vie politique soit mis pour l'essentiel à la charge du contribuable.

Cela pourrait naturellement s'envisager. Mais certains exemples étrangers nous démontrent que le financement public, même élevé, s'ajoute aux financements occultes bien plus qu'il ne s'y substitue.

C'est pourquoi il paraît plus sage et plus réaliste de permettre les financements privés, voire de les favoriser, avec comme contrepartie le fait qu'ils soient clairs, identifiés et plafonnés.

Avec un tel système, dont le Québec a fait l'expérience heureuse, la transparence est sauve, et chacun en profite : les partis et candidats qui rencontrent moins de difficultés que naguère à accéder à des financements nouveaux dès lors qu'ils sont admis : les donateurs, personnes physiques ou morales, qui peuvent contribuer avec l'esprit libre, dès lors qu'ils trouvent dans l'existence du plafond un rempart efficace contre toute exigence abusive ; les finances publiques, enfin, qui peuvent être ainsi soulagées d'une fraction importante du coût de la démocratie.

La chose est aujourd'hui rendue possible par une tolérance nouvelle. Contribuer à une œuvre d'intérêt public n'est plus considéré comme un caractère jugé peccamineux ; ce n'était tolérable qu'en cachette, et l'on a même vu des carrières se briser pour avoir soutenu des formations ou candidats malheureux.

Nous n'en sommes heureusement plus là, et le développement de la vie démocratique, à travers les alternatives successives, permet désormais des avancées inconnues hier.

Mais il demeure que les partis et groupements politiques ont eu souvent la tentation compréhensible de se réfugier derrière l'article 4 de la Constitution, qui garantit le libre exercice de leur activité, pour refuser toute immixtion dans leurs affaires internes.

III. — Aggraver les sanctions.

La contrepartie légitime de l'ensemble des mesures ainsi prises est que ne pourraient avoir aucune espèce d'excuse ceux qui les enfreindraient dans l'avenir.

Il a pu se trouver des gens pour commettre des malversations à des fins d'enrichissement personnel. Ceux-là sont malhonnêtes. Il s'en est trouvé, en nombre beaucoup plus élevé, pour en commettre afin de financer leurs activités politiques, pensant ne pouvoir faire autrement. Ceux-là sont fautes, mais également victimes d'un système pernicieux.

Les dispositions nouvelles mettent fin à ce système. Dès lors, il est naturel que la loi soit intraitable à l'égard de quiconque la transgresserait désormais. Et c'est pourquoi il est proposé de renforcer les peines existantes ou, parfois, de les modifier pour les rendre plus effectives.

C'est dans cet esprit général que le titre premier prévoit un ensemble de dispositions consacrées aux campagnes électorales. Parmi elles, figurent notamment l'extension du régime de plafonnement des dépenses électorales, l'obligation de constituer des associations électorales, les habilités à recevoir des dons, et la création d'une commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques. Ainsi, une instance collégiale exercera le contrôle objectif nécessaire et transmettra au juge compétent, sans jamais se substituer à lui, tout ce qui paraît susceptible de constituer un manquement.

S'il est vrai que le projet qui vous est soumis met particulièrement l'accent, pour des raisons d'évidence, sur les périodes électorales, il n'entend pas laisser les autres dans l'ombre, car l'intégrité ne peut connaître d'écarts. C'est pourquoi le titre 2 porte sur le financement des partis politiques et envisage l'existence d'associations de financement, instruments privilégiés de la transparence recherchée. De plus, il est proposé d'aménager le mode de financement public des partis politiques.

Le titre 3, quant à lui, porte sur le fonctionnement des collectivités territoriales et introduit des dispositions clarifiant certaines procédures par lesquelles transmettent trop souvent des financements indus.

Enfin, le titre 4 comporte diverses dispositions, au nombre desquelles figure l'amnistie de ceux qu'on a qualifiés plus haut de partiellement victimes d'un système de financement de la vie publique jusqu'ici très défectueux.

Les titres et les intertitres sont de la rédaction.

Les malhonnêtes et les fautes

Ce souci légitime ne peut évidemment plus s'imposer avec la même vigueur dès lors qu'ils recueillent des fonds d'Etat. En effet, un autre principe constitutionnel trouve alors à s'appliquer, celui qui, dans l'article 14 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, prévoit le contrôle sur l'emploi de la contribution publique.

Aussi l'obligation d'une comptabilité est-elle prévue dans le projet, de sorte que ceux qui la tiennent soient ainsi protégés contre toute forme de suspicion.

III. — Aggraver les sanctions.

La contrepartie légitime de l'ensemble des mesures ainsi prises est que ne pourraient avoir aucune espèce d'excuse ceux qui les enfreindraient dans l'avenir.

Il a pu se trouver des gens pour commettre des malversations à des fins d'enrichissement personnel. Ceux-là sont malhonnêtes. Il s'en est trouvé, en nombre beaucoup plus élevé, pour en commettre afin de financer leurs activités politiques, pensant ne pouvoir faire autrement. Ceux-là sont fautes, mais également victimes d'un système pernicieux.

Les principales dispositions

Nous repreneons ci-dessous sous forme synthétique les dispositions du projet de loi et du projet de loi organique énoncées ou analysées dans nos éditions des 15, 16, 17, 21 et 22 juin.

• **AMNISTIE.** — En l'état, le projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques prévoit :

« Sont amnisties toutes infractions commises avant le 15 juin 1989 dans la mesure où les faits reprochés ont été accomplis pour assurer, directement ou indirectement, le financement de campagnes électorales ou de partis politiques à l'exclusion des infractions prévues et réprimées par les articles 132 à 138 et 295 à 298 du code pénal.

« Les effets de l'amnistie prévue par le présent article sont ceux que définissent les dispositions du chapitre IV de la loi n°88-828 du 20 juillet 1988 et portant amnistie.

« Les contestations relatives au bénéfice de l'amnistie sont, si elles concernent des condamnations pénales définitives, soumises aux procédures de compétence et de procédure prévues par l'article 778 du code de procédure pénale.

« En l'absence de condamnation définitive, les contestations sont soumises à la juridiction compétente pour statuer sur la poursuite.

« L'amnistie résultant des dispositions de la présente loi est constatée par l'application de l'article 769 du code de procédure pénale, par le ministère public près la juridiction ayant prononcé la condamnation, agissant soit d'office, soit sur requête du condamné ou de ses ayants droit.

« La décision du ministère public peut être contestée dans les condi-

tions prévues au troisième et au quatrième alinéas du présent article ».

Les articles 132 à 138 du code pénal répriment la contrefaçon monétaire et la mise en circulation de fausse monnaie. Les articles 295 à 298 qualifient les meurtres et les assassinats.

• **ASSOCIATION ELECTORALE.** — Intermédiaire obligé pendant l'année qui précède le jour du mois d'une élection pour le rassemblement des fonds destinés au financement d'une campagne. Les candidats et les communes de moins de neuf mille habitants ne sont pas concernés. L'association électorale est dissoute de plein droit trois mois après le dépôt du compte de campagne du candidat qu'elle soutient. Avant l'expiration de ce délai elle est tenue de se prononcer sur la validité de son actif net (...) soit à une autre association électorale, soit à une association de financement d'un parti politique, soit à plusieurs établissements reconnus d'utilité publique.

• **CANDIDAT.** — « Est réputé candidat, prévoit le projet de loi, celui qui fait publiquement connaître son intention de se présenter à une élection ou bien accompli, ou laisse accomplir à son profit des actes de propagande en vue d'une élection.

• **COMMISSION NATIONALE DES COMPTES DE CAMPAGNE.** — Forme de cinq membres nommés pour cinq ans par décret du président de la République, elle examine les comptes de campagne, statue sur leur validité, les approuve et, en cas de rejet ou de réformation, au terme d'une procédure contradictoire.

En cas de rejet ou de constat de dépassement du plafond, la commission saisit le juge des élections et,

le cas échéant, le procureur de la République ».

• **DONS.** — Possibles pour le financement de la campagne d'un candidat ou de plusieurs candidats lors d'une même élection ou encore pour le fonctionnement des partis ».

« Ils ne peuvent excéder 50 000 F s'ils émanent d'une personne morale » ; « outre qu'une association électorale » pour ce qui concerne les campagnes.

Personnes morales de droit public, casinos et cercles de jeux ne peuvent financer un parti ou la campagne d'un candidat qui ne peut, en outre, en aucun cas, recevoir « des contributions ou aides matérielles d'un Etat étranger ou d'une personne physique de nationalité étrangère ou d'une personne morale de droit étranger ».

• **GESTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.** — Afin d'améliorer l'information sur la gestion des collectivités territoriales le code des communes prévoirait désormais l'obligation pour les autorités territoriales d'informer « dans un délai de huit jours, le représentant de l'Etat dans le département ou son délégué dans l'arrondissement d'un marché public au titre de l'avis », dans les mêmes conditions du commencement de l'exécution ». Les pièces du marché soumis au contrôle de légalité seraient transmises au représentant de l'Etat dans le département dans un délai de quinze jours à compter de sa signature.

D'autre part, le code électoral se verrait complété par une disposition prévoyant : « A compter du premier jour du sixième mois précédant le mois au cours duquel il doit être procédé à des élections générales, dans une collectivité territoriale, aucune campagne de promotion publicitaire des réalisations ou de

la gestion de cette collectivité ne peut être organisée sur son territoire ».

• **INELIGIBILITE.** — D'une durée d'un an elle peut sanctionner les candidats qui n'ont pas déposé leur compte de campagne dans le délai prescrit ou lorsque ce compte de campagne est « rejeté à bon droit » ou encore lorsque le plafond de dépenses est dépassé.

• **LOI ORGANIQUE.** — Le projet de loi organique comprend des dispositions relatives à l'élection du président de la République et à celle des députés.

Pour l'élection présidentielle, le plafond des dépenses électorales reste fixé à 120 millions de francs pour chacun des candidats présents au second tour. Ces plafonds avaient été fixés par la loi du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique.

Le Conseil constitutionnel auquel seront adressés les comptes de campagne et leurs annexes disposera de certains des pouvoirs dévolus à la future commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques qui examinera les comptes des autres campagnes électorales.

Pour les députés, le projet de loi organique prévoit qu'il désormais « est (...) inadmissible pendant un an celui qui n'a pas déposé son compte de campagne dans le délai prescrit et celui dont le compte de campagne a été rejeté. Peut également être déclaré inéligible celui qui a dépassé le plafond... ».

• **PARTIS POLITIQUES.** — Le montant de leur financement sera désormais divisé en deux parties :

— L'une attribuée en fonction des résultats obtenus aux élections législatives ;

— L'autre « spécifiquement destinée au financement des partis et groupements représentés à l'Assemblée nationale ».

Contrairement à ce que prévoyait la loi de mars 1988, le Sénat n'est plus pris en compte pour cette répartition. La première répartition entre partis et groupements politiques effectuée conformément à l'ancien système avait donné lieu à une pittoresque attribution de 381 696 F à une « Union des sénateurs non inscrits » de circonstance. Ses trois membres, MM. François Delga (Tarn), Jacques Habert (Français de l'étranger) et Charles Orsano (Corse-du-Sud) n'avaient d'autre point commun que d'être... non inscrits.

Les partis auront désormais la faculté de « demander l'agrément d'une association déclarée en qualité d'association de financement ». L'agrément sera donné par arrêté du premier ministre publié au Journal officiel. Les plafonds de dons et autres restrictions s'appliquent à ces associations qui pourront exercer leur activité dans une circonscription territoriale définie.

• **PLAFOND DES DEPENSES DE CAMPAGNE.** — Son montant est obtenu en multipliant le nombre d'habitants de la

circonscription électorale concernée par une somme en francs (lire le tableau ci-dessous).

Pour l'élection des députés le plafond de 800 000 francs par candidat et de 500 000 francs dans les circonscriptions dont la population est inférieure à quatre-vingt mille habitants.

Pour l'élection des représentants à l'Assemblée des communautés européennes le plafond est de 80 millions de francs pour une liste.

• **PROPAGANDE ET PUBLICITE.** — Le projet de loi prévoit l'instauration de maxima de journaux d'affichage en fonction de la nature de l'élection et de la population de la circonscription concernée.

La publicité par voie de presse écrite sera également plafonnée en nombre de pages de même que sera limité le nombre maximum de correspondances expédiées par chaque candidat ou chaque liste, toujours en fonction de la nature de l'élection et de la population de la circonscription électorale.

Les « messages verbaux » téléphoniques ou télématiques seront interdits ainsi que le démarchage téléphonique par l'intermédiaire d'une entreprise commerciale.

Plafond des dépenses de campagne

Population	De 9 000 à 15 000 habitants	De 15 001 à 30 000 habitants	De 30 001 à 60 000 habitants	De 60 001 à 100 000 habitants	De 100 001 à 150 000 habitants	De 150 001 à 250 000 habitants	Plus de 250 000 habitants
Election des députés	16 F	16 F	14 F	13 F	12 F	11 F	10 F
Conseillers municipaux	12 F	11 F	10 F	9 F	—	—	—
Conseillers généraux	—	—	—	6 F	5 F	4 F	3 F
Conseillers régionaux	—	—	—	—	—	—	—

مجلس النواب

Politique

Le projet de loi sur le financement des partis et la querelle sur l'amnistie

Le retour de l'amendement fantôme

On le croyait mort-né, enterré, disparu définitivement. Avoir-il même jamais existé, se demandait-on. Et puis, voilà que mercredi 21 juin, il réapparut, comme par enchantement, cet amendement « cavalier » qui, glissé dans une loi d'amnistie sur les délits politiques commis par les indépendantistes guadeloupéens, effaçait, du même coup, les délits de politiques bien métropolitains.

Il plaisait, donc, un amendement sur le Palais-Bourbon. Le matin, on l'évoquait à voix basse, entre deux portes, à la sortie de la conférence des présidents, réunie pour fixer l'ordre du jour prioritaire de l'Assemblée. On y avait attendu l'inscription du projet de loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales. On dut se contenter de rumeurs d'amendement. Très bavards, les membres de l'opposition confiaient à qui voulait les entendre : « Vous allez voir, ils [le gouvernement et le groupe socialiste] vont nous le remettre au moment de la deuxième lecture du projet d'amnistie sur les Guadeloupéens ».

L'après-midi, la rumeur avait enfié, et les petites phrases avaient été soigneusement aiguës. Flématisant et philosophe, M. Edouard Balladur (RPR) se disait « perplexe » sur l'amnistie et, à propos du projet de loi tendant à moraliser la vie politique, estimait gravement : « C'est un effort qui mérite d'être repris régulièrement ». Fidèle à sa réputation de vilain petit canard de la classe politique, M. André Sarrazin (UDF) affirmait, lui, n'avoir « pas d'avis sur cette question, qui ne concerne que les socialistes » et ajoutait, dans un franc

sourire, que son unique préoccupation était de savoir s'il allait obtenir cette année le prix de l'humour politique. Plus sérieux, M. Bernard Stasi (UDC) se déclarait favorable à une loi assurant « une plus grande transparence et luttant contre les situations complexes ou ambiguës, qui obligent les hommes politiques à jouer avec les lois ». Quant à l'amnistie, elle ne concerne pas le député de la Marne, qui « n'a rien à [se] reprocher », mais qui, pour les autres, se veut « un homme de miséricorde ». Tout de même, si elle venait sous forme d'amendement, « cela ferait un peu magouille ».

M. Gaudin :
« Pas le feu au lac »

Solennellement, le président du groupe UDF, M. Jean-Claude Gaudin, s'était approché des micros et des caméras : « Quand M. Jacques Chirac était premier ministre, nous avons apporté une première pierre à l'édifice de la moralisation de la vie politique. Que le gouvernement d'aujourd'hui prenne son temps et entame un dialogue avec l'opposition ». Si l'amnistie restait contenue dans le projet de loi sur le financement des campagnes et des partis politiques, le groupe de M. Gaudin « n'y serait pas hostile », mais « il n'y a pas le feu au lac, ne donnons pas l'impression que les choses pressent ». Quant à l'éventualité d'un amendement, « le projet est formel, comme M. Gaudin, il n'est pas question que nous votions une amnistie quelconque à travers l'affaire des Guadeloupéens ». Député de la Guadeloupe, M^{me} Lacette Michaux-Cherry

(RPR) se refusait, pour sa part, à « croire que le gouvernement mélangait les Guadeloupéens et les fraudeurs ».

« Les voleurs n'ont pas à être amnisties », répétait M. André Lajoinie, président du groupe communiste, qui n'excluait plus de soutenir, aux côtés de l'opposition de droite, une motion de censure du gouvernement « si les choses sont suffisamment graves ». Envisageant bel et bien le dépôt d'un amendement, M. Bernard Pons, président du groupe RPR, affirmait clairement par avance : « Notre réponse, c'est non. Il ne s'agit pas d'amnistier seulement des délits mais des faux en écriture. S'il y a des élus du RPR qui ont commis des fautes, que le premier ministre s'occupe de les faire poursuivre par la justice ».

De justice, justement, on parlait beaucoup dans les couloirs. « Nous sommes en train de revenir au Parlement de l'Ancien Régime, cette Assemblée politique qui rendait la justice. L'Assemblée nationale est dévoyée. On ne peut pas continuer à remplacer le verdict des juges par le vote des députés socialistes », observait M. Jacques Toubon (RPR). L'amnistie ne doit être, selon le député de Paris, « qu'une manière de traduire le droit pénal l'apaisement intervenu dans une situation historique ». « Elle ne peut, ajoutait-il, devenir une technique. Et qui peut garantir que les pratiques de financement condamnables ne se renouvelleront pas ? ». Aussi, indiquait M. Toubon, « qu'elle soit présentée dans un amendement ou dans un article de projet de loi, nous voterons contre ».

M. Le Garrec :
« Pas très heureux »

Quant à amnistier, d'une façon ou d'une autre, notait M. Alain Griettray (UDF), autant amnistier tout le monde : « Pourquoi faire croire que seuls les hommes politiques sont des fraudeurs ? Le gouvernement devrait proposer, comme l'avait fait M. Antoine Pinay, une amnistie fiscale qui toucherait l'ensemble de la population ».

Moins discrets que les députés de l'opposition, les élus socialistes

se voulaient pédagogues. « Il faut que l'on fixe de nouvelles règles bien précises, qui limiteront les dépenses et mettront fin au véritable lobby économique qui existe pendant les campagnes électorales », expliquait M. Claude Bartolone (PS), en précisant qu'il n'avait pas « d'avis préconçu sur la date et sur la manière de présenter l'amnistie ». « Ça, disait-il, c'est une question de forme. Le financement des partis et des campagnes est un problème de fond. La démocratie a un prix. Il faut remettre les pendules à zéro ». Presque penaud, M. Jean-Marie Le Gues (PS) constatait : « Il est urgent de sortir du système actuel. Et qu'on arrête de se voiler la face : aujourd'hui, on est obligé de frauder ». La manière semblait, tout de même, importer à M. Jean Le Garrec, porte-parole du groupe socialiste, qui, à propos de l'éventualité d'un amendement « cavalier », confiait : « Personnellement, je considère que ce ne serait pas une démarche très neuve ».

Dérangé dans la lecture du « trombinoscope » des députés de 1789, présenté dans l'enceinte du Palais-Bourbon, alors qu'il cherchait ses prédécesseurs du bailliage de Saône-et-Loire, M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, bougonnait à l'intention des cieux : « Moi, j'ai fait un texte. Pour son inscription à l'ordre du jour, adressez-vous au ministre chargé des relations avec le Parlement ». Ce dernier, toujours aussi affable, soulignait que le projet de loi sur le financement était « un bon texte » et que le gouvernement allait s'enquérir de l'opinion « de tous les chefs de parti ». Pour son inscription au programme du Parlement, M. Jean Poperen précisait qu'il « écouterait toutes les demandes ». Moins officiellement, on ajoutait dans son entourage : « Vous savez, entre hier et aujourd'hui, on a changé dix fois d'avis. Il y a de quoi devenir chèvre... ». Qui, alors, savait ce qu'il adviendrait de cette amnistie ? Les yeux au ciel, on murmurait : « Le premier ministre et le président de la République se rencontreront jeudi sur ce sujet. Adressez-vous donc là où il faut... ».

PASCAL ROBERT-DIARD.

Les socialistes dans la nasse

LES socialistes sont au rouet. Quinze jours d'agitation après le premier échec, le 5 mai, de la tentative de faire passer dans le projet de loi portant amnistie des indépendantistes guadeloupéens, celle des délits politico-financiers, les ramenant au point de départ. Autrement dit : dans la nasse. Même cause, mêmes effets : les trois groupes de droite et le groupe communiste faisaient bloc, mercredi 21 juin, pour refuser l'amnistie rapide des fraudes commises dans le financement des partis ou des campagnes électorales.

La réunion qui avait eu lieu mardi à l'hôtel Matignon, pour que les responsables du gouvernement, du groupe parlementaire et du parti se mettent d'accord sur une même tactique, a abouti à l'inverse du but recherché. Deux démarches opposées se sont fait jour, l'une consistant à renvoyer à l'automne l'examen des projets de loi sur les finances politiques et l'amnistie qu'ils comportaient, l'autre visant à accélérer les choses pour obtenir l'amnistie avant que le Parlement ne se sépare pour les vacances d'été.

Cette seconde démarche reposait sur l'assurance, exprimée par un conseiller du gouvernement, qu'un groupe de l'opposition, au moins, apporterait son concours à l'entreprise, en s'abstenant sur l'amnistie. Selon cette thèse, à l'issue de laquelle vient le témoignage d'un député socialiste qui s'est entretenu mardi matin avec le président du groupe UDF, M. Jean-Claude Gaudin, ce dernier était favorablement disposé.

Les! Mardi après-midi, devant son groupe, M. Gaudin avait changé d'avis. Il a déclaré aux députés UDF qu'il avait été approché par le gouvernement, mais qu'il refusait d'apporter son aide au vote précipité d'une amnistie. Plusieurs membres du groupe, dont M. Pierre André Witzner, « favorable au principe d'une réforme des finances politiques », sont intervenus pour renforcer encore le refus exprimé par M. Gaudin.

Pourquoi ce revirement ? Nul doute que la pression exercée par le RPR ait été forte. Nous doute, non plus, que M. Valéry Giscard d'Estaing ait agi dans le même sens. Dans sa tactique interne à l'UDF comme dans la partie qu'il joue vis-à-vis du RPR, l'ancien chef de l'Etat ne peut que s'opposer à ceux de ses

« amis » qui seraient prêts à conclure une indulgence au PS afin d'en bénéficier eux-mêmes.

Faute du moindre appui des autres groupes parlementaires, l'amnistie recherchée par les socialistes, y compris en revenant à la formule funeste d'un amendement au « projet Guadeloupe », est vouée à l'échec. Pire : s'il prenait l'idée au gouvernement — comme certains le suggèrent — d'engager sa responsabilité sur le texte ainsi amendé, il s'exposerait au risque de voir votée par tous les autres groupes, majoritaires à eux quatre, une motion de censure.

Les partisans de l'autre démarche, qui renversait l'affaire à l'automne, ont été alertés, mercredi, par le président de la République souhaitant s'exprimer avec le premier ministre à ce sujet. Certains invoquaient, pour l'expliquer, l'insistance que mettaient des dirigeants du PS à ce qu'une nouvelle tentative d'amnistie rapide et « en force » soit faite, malgré les vents manifestement contraires. Les débats internes au PS, dans la perspective du prochain congrès, ne sont pas étrangers aux nettes différences de tonalité que l'on peut percevoir dans les rangs socialistes.

L'opposition a beau jeu de se demander sur quelle bonne à retourner les socialistes sont assis pour montrer tant d'impudence et si maladroïtement tenter de s'en débarrasser. Deux réponses sont apportées à cette question. La première est que les enquêtes en cours risquent d'avoir un effet désastreux auprès de l'opinion publique. Mieux vaudraient des articles de presse dénonçant, pendant trois jours, une « auto-amnistie », que six mois de révélations et de mises en causes distillées au fil des instructions.

L'autre donnée, c'est que l'affaire de la SORMAE (le Monde du 22 juin) risque d'avoir pour résultat de démentir le système de financement du PS, à travers les bureaux d'études URBA-GRACCO, tandis que ceux des autres partis resteraient intacts. On comprendrait, alors, la connivence apparue entre le RPR, l'UDF, l'UDC et le PCF. Le PS est leur ennemi commun. Les met en difficulté ne peut que leur sourire. Cela suffit-il à écarter les fautes — toutes fautes — commises par des socialistes ou en leur nom ?

PATRICK JARREAU.

L'indignation de M. Toubon et la menace de M. Joxe

Au cours de la séance de questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, mercredi 21 juin, M. Jacques Toubon (RPR, Paris), a interrogé le premier ministre sur « la moralisation du financement de la vie politique » qui fait l'objet de deux projets de loi qui, selon le secrétaire général du RPR, « n'apportent pas d'amélioration sensible par rapport à la loi de mars 1988 ». Pis, ces textes, pour M. Toubon, « comportent deux dispositions scandaleuses ».

« Premier scandale, a-t-il indiqué, les membres de la commission chargée de contrôler les comptes des partis politiques et des campagnes électorales seront tous désignés par le président de la République (...). Nous demandons que ce projet fasse l'objet d'une concertation entre les partis, comme cela avait été le cas pour la loi de 1988, et qu'il ne soit pas présenté, ni voté à la sauvette ».

Second scandale, a poursuivi M. Toubon, une disposition tend à amnistier les faits de fausses factures au profit de certains hommes et de certains partis. Applaudis sur les bancs du RPR et de l'UDF, contesté sur ceux du PS, le dirigeant du RPR s'est prononcé contre cette amnistie et a lancé : « Pourquoi le gouvernement s'est-il demandé que l'affaire Luchaire soit classée ? »

En l'absence de M. Michel Rocard, qui assiste au congrès de l'Internationale socialiste, M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, lui a répondu : « J'étais président du groupe socialiste dans cette Assemblée lorsque vous avez fait voter cette loi, à quelques semaines des élections, à l'occasion d'une affaire qui, depuis, a reçu un épilogue judiciaire que vous pouvez regretter mais qui est parfaitement clair : à savoir que vous avez voulu monter une machination — je ne dis pas vous personnellement, M. Toubon, vous n'avez pas les moyens ! —, que vous avez cherché à déshonorer des hommes. Les juges ont examiné l'affaire pendant deux, trois ans et le résultat est là, votre machination est tombée à plat ». Et le ministre a précisé : « Ce gouvernement, lui, n'a pas le goût des machinations politiques ou politico-policières, mais qui vous dit qu'il n'en a pas les moyens ? » Cette menace a provoqué fures et protestations à droite.

Les fausses factures de Nancy

Le juge d'instruction aurait identifié les bénéficiaires des détournements

NANCY
de notre correspondant

Plus discrète depuis quelques semaines, l'instruction de l'affaire des fausses factures de Nancy n'en continue pas moins de progresser. Dernièrement, M. Gilbert Thiel, juge d'instruction chargé des dossiers à inculper trois personnes, qu'il a laissées en liberté sous contrôle judiciaire. Avec eux, le dossier compte à présent vingt-trois inculpés pour un montant de fausses factures estimé à plus de 20 millions de francs.

Les trois nouveaux inculpés sont des comptables : une démarche logique de la part du juge et de la section économique et financière du SRPJ de Nancy, puisque c'est précisément en examinant les comptabilités de chefs d'entreprise et autres responsables du bâtiment que, depuis dix-huit mois, les enquêteurs accumulent les pièces du dossier. Cette fois M. Thiel a inculpé MM. René Vuillemin et Jean-Claude Thouvenot, respectivement expert-comptable et comptable salarié dans un cabinet nancéen, de faux en écritures privées et recel d'abus de biens sociaux.

Ce cabinet, qui figure sur la liste des experts auprès la cour d'appel de Nancy, a contrôlé la comptabilité de l'entrepreneur de Toul, M. André Gussat, lui-même poursuivi dans cette affaire. On reproche à MM. Vuillemin et Thouvenot d'avoir « régularisé sciemment la comptabilité d'André Gussat », alors que des fausses factures suspectes, sans réelle contrepartie, leur étaient présentées. Dernier inculpé, enfin : M. Brigueot, comptable personnel d'André Gussat. Là encore, de nombreux documents ont été saisis. Ils sont exploités par la section économique et financière du SRPJ.

Le juge, qui, d'autre part, a commencé à diriger ses investigations dans une grande banque nancéenne, accélère, semble-t-il, le mouvement. A la cité judiciaire, comme à l'hôtel de police, le milieu le plus absolu est de rigueur. Il semblerait, cependant, que l'instruction en soit à une phase finale et que les bénéficiaires des fausses factures soient à présent identifiés. Mais le juge reste très attentif au sort qui pourrait être réservé à ce dossier lorsque le projet de loi d'amnistie sera adopté.

MONIQUE RAUX.

Ressentiments dans les milieux judiciaires

« Ça va faire mal », avait pouvoir cru prophétiser M. Michel Rocard, mardi dernier, en annonçant à la télévision les principales dispositions du projet de loi gouvernemental sur le financement des campagnes électorales et sur l'amnistie des infractions qui y sont liées. Cela commence « à faire mal », en effet, mais pas de la façon que prévoyait M. Rocard. La polémique, fausses factures et affaire Luchaire mêlées, monte de tous côtés : du monde judiciaire, du monde politique, de l'intérieur même de l'équipe gouvernementale. Sans parler de la pitoyable impression que le nouveau texte, à en juger par les réactions recueillies « à chaud » par les radios et la télévision, suscite dans l'opinion publique.

Un « juge de base », M. Gilbert Thiel, juge d'instruction au tribunal de Nancy, donne le ton dans un entretien accordé à Libération et publié dans le numéro du 22 juin. Ancien inspecteur des impôts, M. Thiel a notamment en charge un volumineux dossier de fausses factures, de meurtre et de trafic d'antiquités où quelque vingt-trois personnes sont inculpées. En suggérant que le projet d'amnistie soit symboliquement voté dans la nuit du 4 août, en commémoration de l'abolition des privilèges, M. Thiel estime que le texte constitue « une atteinte d'une exceptionnelle gravité aux principes de la séparation des pouvoirs. Si le Parlement adopte ce projet, nous aurons l'image de législateur qui élève le droit au-dessus de la loi ».

« Dans un style tout aussi vif, le Syndicat de la magistrature, qui avait déjà dénoncé « le mépris » dans lequel le monde politique tenait la justice, est revenu à la charge hier, dans un nouveau communiqué. Faisant référence aux déclarations de M. Arpaillange du temps où, procureur général près de la Cour de cassation, il s'était élevé contre la demande de désamusement du juge chargé d'instruire le dossier Michel Droit, le Syndicat de la magistrature déclare : « 80 % au moins des magistrats réclament

un changement de leur statut. C'est fait. De bouffons de la République, nous voilà transformés en acteurs de Guignol du Luxembourg ». Dans un style plus traditionnel, l'Union syndicale des magistrats déplore « qu'une fois encore, on cherche à faire porter à la justice la responsabilité du pouvoir politique ».

Critiquée pour son récent non-lieu dans l'affaire Luchaire (le Monde du 18-19 juin), la justice, par la voix de son ministre, M. Pierre Arpaillange, entre à son tour dans l'arène. Interrogé mercredi sur Europe 1, le garde des sceaux a estimé qu'« en l'état des choses et après un certain nombre de blocages qui ont été constatés par les magistrats, il n'était pas possible d'aller plus loin ». « Si l'on considère que, pendant deux années, la droite a eu entre les mains ce dossier et n'en a rien fait, comment reprocher aujourd'hui à la gauche d'en tirer les conséquences ? », a poursuivi le ministre, avant de répéter, une fois encore, ce qu'il avait dit avant lui M. Bézard, procureur de la République qui avait requis le non-lieu : « Le magistrat instructeur a demandé des renseignements au ministère de la défense en 1987 : il a obtenu des réponses mais pas tous les éléments qu'il souhaitait, et le procureur de la République a écrit au ministre de la défense, il y a cinq ou six mois, mais, à ma connaissance, il n'a pas obtenu de réponse (...) ».

M. Arpaillange et l'affaire Luchaire

« Si [le juge d'instruction] n'obtient pas les concours voulus, a conclu M. Arpaillange, il est évident que la procédure ne peut pas prospérer ».

M. André Giraud, ministre de la défense dans le dernier gouvernement Chirac, lorsque avait été rendu public le rapport du contrôleur général des armées Berba faisant état de commissions versées par les vendeurs d'armes au Parti socialiste, avait répondu par avance à l'argumentation du garde des sceaux. Selon l'ancien ministre, en effet, le rapport en question « a été communiqué au juge dès que celui-ci l'a demandé,

à l'automne 1987. Toutes les audiences souhaitées par le juge, en tout cas avant mai 1988, ont eu lieu selon la procédure qui avait été convenue avec la justice ».

Le même jour, dans la même inspiration, M. Jean-Pierre Chevènement, successeur rue Saint-Dominique de M. Giraud, avait, lui aussi, affirmé que « les informations qui nous ont été demandées ont été transmises (...) ». Il est parfaitement inexact de dire que les militaires auraient refusé de donner des renseignements ».

Cette dernière polémique entre le ministre de la justice et ceux de la défense comporte son lot de « non-dit » et de demi-vérités. En réalité, le rapport Berba n'a été communiqué au juge d'instruction qu'après que le Juge, en novembre 1987, l'eût rendu public. Le juge d'instruction, qui en connaissait l'existence et le contenu depuis plusieurs semaines, n'arrivait pas à se le faire communiquer par le ministre, dont le titulaire, M. Giraud, était notoirement opposé à ce qu'il soit versé au dossier, avec les risques de publication que cela comportait. Une opportune fuite vers le Figaro a permis de contourner sa résistance. Ce n'est qu'après la publication intégrale du rapport dans le journal de M. Hecart que le rapport a été transmis à la justice. Quant à M. Chevènement, ses services n'ont remis à la justice que des photocopies, alors que pour être valables les documents du dossier devaient être des originaux.

Pour l'instant, seul M. Michel Charasse, ministre du budget, sous l'autorité duquel se trouve placée la direction des douanes, n'a pas encore fait de déclaration. La direction générale des douanes avait, estimé récemment que, tous comptes faits, la société Luchaire, qui avait présenté de fausses déclarations en douane pour camoufler l'exportation de ses obus vers l'Iran, n'avait commis aucun délit...

GEORGES MARION.

Politique

La réunion du bureau exécutif

Au PS : « Que les bouches s'ouvrent ! »

« Que les bouches s'ouvrent ! ». Les communistes se sont sentis offensés à cet emprunt du PS à leur « culture ». L'expression est, en effet, de Maurice Thorez, qui avait tiré ainsi l'un de ses articles dans l'*Humanité* au moment de prendre le pouvoir dans le PCF en 1931. Le second article s'intitulait : « Pas de manœuvres dans le parti ». Les socialistes n'en sont encore qu'à la première partie du programme.

Quelques bouches se sont ouvertes, en effet, mercredi 21 juin, au bureau exécutif du PS, mais aussi en dehors de cette instance. Les plus floquantes n'étaient pas forcément celles qui s'exprimaient dans la réunion des dirigeants rue de Solferino, réunion présidée — en l'absence de M. Pierre Mauroy qui participait à Stockholm au congrès de l'Internationale socialiste — par le numéro deux du parti, M. Henri Emmanuelli. Le ton était, en effet, à la solidarité après le mauvais résultat obtenu aux élections européennes par la liste qui conduisait M. Laurent Fabius. C'était même, selon l'un des participants, « Love story ».

M. Lionel Jospin s'est tenu à la ligne du *fair play* qu'il avait recommandée dès le soir du scrutin et qu'il s'était inquiété ces derniers jours de ne pas voir respectée par tous ses amis. Selon le ministre de l'éducation nationale, les socialistes seraient tort de se « polariser » sur le résultat du 18 juin. Ils doivent plutôt s'interroger sur les indications que donne l'ensemble des consultations électorales intervenues depuis le printemps 1988.

M. Jean Poperen, toujours amateur de débats, a cru pouvoir soulever à ce sujet un lièvre. Pour le ministre des relations avec le Parlement, en effet, les socialistes subissent une dispersion de leur électorat qui doit amener à s'interroger sur la possibilité d'atteindre l'objectif d'un grand parti représentant 40 % des électeurs. M. Jospin ayant observé que le PS n'en était pas encore là, M. Poperen a cru voir dans cette remarque l'expression d'un désaccord « incontestable ».

Personne ne lui a donné raison sur ce point. Tout le monde a convenu en revanche que le prochain congrès du PS devrait être l'occasion, comme le demande M. Poperen, d'un débat aussi ouvert que possible. Pour le ministre des relations avec le Parlement, cela a un sens précis : il souhaite en effet pouvoir défendre librement ses idées dans toutes les fédérations, ce qui apparemment n'est pas toujours évident aux yeux de certains premiers secrétaires fédéraux. Un bref échange, après la réunion du bureau exécutif entre M. Poperen et M. Bernard Roman, proche de M. Mauroy, a montré que ce dernier ne voyait pas d'un très bon œil les initiatives que le ministre des relations avec le Parlement pourrait prendre dans son département.

« Dérive vers le centre »

A cette escarmouche près, le sentiment qui se dégage des débats du bureau exécutif est le souhait des uns et des autres de ne pas engager dès maintenant une confrontation générale. Pour M. Fabius, il est nécessaire de mettre de côté les problèmes de personnes et d'ouvrir un débat sur le fond qui soit le plus large possible. M. Roman a son idée sur la manière d'y parvenir. Il souhaite que les textes soumis à la discussion des militants soient anonymes, afin que chacun puisse se déterminer sur des idées et non en fonction des diverses « écuries ». Pour M. Roman, une discussion authentique ferait apparaître au sein du PS un courant transformateur et un courant gestionnaire traversant les frontières internes héritées de l'histoire du parti.

Tandis que les prorocardiens restent silencieux, M. Max Gallo (Socialisme et République) a pu constater qu'il n'avait encore désaccord avec ce qui avait été dit. D'où, s'il en croit, il se demande si le vrai débat, plutôt que dans les paroles, ne se situe pas dans la concordance entre celles-ci et les

actes. « Tu veux dire que tu es pour l'abandon du porte-avions nucléaire ? », a ironisé M. Emmanuelli, en faisant allusion au débat sur les crédits militaires et à la position défendue alors par M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Défense et chef de file du courant Socialisme et République.

Les amis de M. Chevènement ont déclenché sans attendre une offensive lancée dans le cadre de la fédération de Paris, mais qui vise bien évidemment l'ensemble du parti. Dans un texte rendu public mardi, ils mettent en cause la politique d'ouverture qui, estiment-ils, « ouvre la voie à toutes les dérives dès lors que les perspectives sont floues ». Dénonçant une « dérive vers le centre », ils invitent les socialistes à se « ressaisir » et à agir pour « recomposer la gauche ». Les bases qu'ils proposent pour une telle entreprise sont la défense de la politique contre « l'individualisme, les corporatismes et les égoïsmes » ; celle de l'Etat contre les puissances financières : « Quand l'Etat devient modeste, l'argent est arrogant » ; celle d'une conception française et socialiste de la construction européenne opposée à l'actuelle dominante libérale.

Le patronage mitterrandiste

Socialisme et République, qui réunit son collectif national le 23 juin, a donc pris rang parmi les premiers dans la phase de discussion qui doit ouvrir le comité directeur les 1^{er} et 2 juillet. Une longue phase de contributions diverses et, pour certaines d'entre elles, « croisées » (c'est-à-dire associant des signataires de courants différents) devrait précéder dans les mois qui viennent celle des motions sur lesquelles les militants seront appelés à se prononcer. Dans cette phase devraient s'acquiescer des regroupements et des alliances possibles. Du côté des fabusiens, l'hypothèse d'un rapprochement avec MM. Poperen

et Chevènement est toujours évoquée. Le président de l'Assemblée nationale a tout intérêt à laisser entendre qu'il dispose d'une alternative au simple maintien de son insertion dans le courant « A-B » (mitterrandistes et mauroyistes).

M. Fabius s'estime encouragé à se montrer combatif par les propos tenus par M. François Mitterrand lors de la réunion du conseil des ministres, le 20 juin. M. Jack Lang s'était étonné des commentaires selon lesquels le scrutin du 18 juin avait marqué une victoire pour M. Giscard d'Estaing et un échec pour M. Fabius, le chef de l'Etat s'est déclaré d'accord avec lui et a regretté que le ministre de la Culture ait été le seul à s'exprimer dans ce sens.

Cependant, M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale et d'autres « conventionnels » parmi lesquels Mme Edith Cresson et M. André Laignel se préparent à lancer une initiative qui pourrait apparaître bénéficière elle aussi de l'appui du chef de l'Etat. M. Mermaz, candidat de longue date au poste de premier secrétaire du parti, se défend de mener une action qui serait seulement soutenue par la « vieille garde » mitterrandiste. Il entend agir pour une recomposition beaucoup plus large face aux divisions internes des mitterrandistes.

Certains amis de M. Jospin, qui avaient prévu de publier cette semaine un texte signé notamment par quinze premiers secrétaires fédéraux, ont été incités à tempérer. MM. Jean-Christophe Cambadéla, député de Paris, et Jean-Marie Le Guen, premier secrétaire de la fédération, ont donc remis à plus tard l'initiative de « génération » qu'ils se proposent de prendre autour des thèmes de la modernisation du parti, de son élargissement, de ses relais syndicaux et d'une politique d'aménagement du territoire.

Les bouches vont s'ouvrir, mais les chevaux-légers des différentes compagnies vont garder, quelque temps encore, l'immobilité du manéquin.

P. J.

Après le résultat du PCF le 18 juin

Les « reconstructeurs » communistes mettent en cause M. Marchais

Les « reconstructeurs » communistes restent au Parti communiste. Ils l'ont annoncé mercredi 21 juin, à la veille d'une réunion du comité central, au cours d'une conférence de presse à laquelle participaient MM. Marcel Rigout, Claude Poperen, Martial Bonquin, Marcel Dufriche, Félix Danette, Gaston Viens. Exprimant leur déception au lendemain des élections européennes, les « reconstructeurs » se refusent, contrairement à la direction du parti, d'invoquer les événements chinois pour expliquer ce « nouveau recul historique » et ils font remarquer que les autres Partis communistes européens, confrontés à la même situation, progressent (selon eux).

Ils mettent en cause le rôle joué par M. Georges Marchais dans le campagne, qui « a substitué au discours plus ouvert du début, un discours ancien de rejet de toute Europe, restaurant une vision catastrophique et misérabiliste ».

rappellent les années 50 et les thèses sur la paupérisation ».

Face à « l'œuvre d'enlèvement » poursuivie par la direction, les « reconstructeurs » affirment « leur devoir historique de débattre, de confronter et de combattre les conservateurs français du mouvement communiste ». Afin de « mettre un terme à la politique d'exclusion et d'exclusion » du parti, les « reconstructeurs » proposent la « construction d'une maison commune de tous les communistes » destinée à produire des idées nouvelles, à accueillir « tous ceux qui ont été exclus ou qui sont partis sur la pointe des pieds » et « à occuper l'espace vacant laissé par les abstentionnistes ».

Les « reconstructeurs » demandent donc à leur parti de suivre le « courant international de la perestroïka » et de « sortir de l'impasse stratégique dans laquelle le sectarisme de sa direction l'a fourvoyé ».

A Stockholm

M. Rocard invite l'Internationale socialiste à multiplier ses initiatives

STOCKHOLM
de notre correspondant

« Si ce n'est pas nous, l'Internationale socialiste, qui prenons des initiatives, personne ne le fera ». Dans le discours qu'il a prononcé, mercredi 21 juin, devant le dix-huitième congrès de l'IS qui se réunit en ce moment à Stockholm, le premier ministre, M. Michel Rocard, a notamment insisté sur les moyens dont doit se doter l'organisation pour « faire entrer l'intelligence et la volonté dans les affaires du monde ».

M. Rocard a ainsi préconisé l'institutionnalisation, en quelque sorte, d'une réflexion permanente entre les quelque quatre-vingts pays représentés au sein de l'IS et dont beaucoup sont au pouvoir. « Ils peuvent faire d'utopies plus de choses ensemble qu'ils auront le réflexe de se coordonner. Peu importe la forme, qu'elle soit par téléphone, par rencontres informelles ou autres, l'essentiel étant que cette coordination permette de

« multiplier l'impact de chacune de leurs initiatives ».

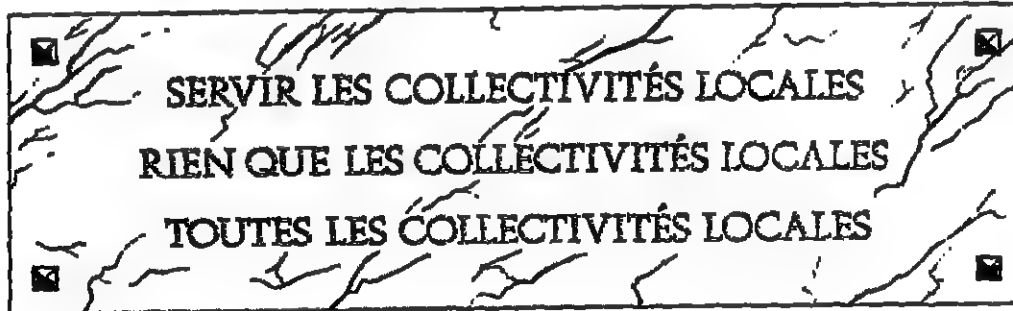
Même si M. Rocard devait citer pour exemple l'accord récemment passé entre le président français lui-même et le premier ministre australien sur un mémorandum visant à l'ouverture de négociations pour un traité qui ferait de l'Antarctique une réserve naturelle internationale, fruits de vieux contacts personnels entre socialistes, il recommandait par la suite, dans un entretien, que « le Parti socialiste français ne joue pas au sein de l'Internationale socialiste le rôle qu'il jouerait jadis. Ce qui nous manque, à nous, Français, trop hexagonaux, c'est une activité permanente. C'est une critique, non du présent mais du passé cependant, car les choses sont en train de changer ». Il reste, pour M. Rocard, que « c'est bien d'une bataille pour l'organisation de la planète qu'il s'agit d'engager, pour la défense de son environnement, pour redonner ses chances au développement ainsi que pour assurer la paix et ainsi déterminer ».

F. N.

CETTE PUBLICITÉ DU CRÉDIT LOCAL DE FRANCE N'EST PEUT-ÊTRE PAS TRÈS AMUSANTE, MAIS NOUS POURRONS ENCORE L'UTILISER DANS VINGT ANS.

Depuis plus de vingt ans, nous servons leur nature et leur importance. long et moyen terme. Deuxième émetteur sur le marché obligataire français. France, seule institution au service financier le développement local. C'est là notre seule ambition et nous excluons du développement local. Et ce n'est pas prêt de changer. nous y tenons. Fort de son expérience après l'Etat et intervenant majeurs sur est le partenaire fidèle de milliers

La pérennité de cette relation qui nous unit aux collectivités



territoriales, c'est la marque du Crédit Local de France, institution financière spécialisée. Notre unique vocation est de contribuer à donner vie aux projets locaux, quelles que

et de sa spécialisation, malgré une concurrence très vive, le Crédit Local de France est le premier banquier des collectivités locales. Il couvre près de la moitié de leurs besoins d'emprunts à

reconnue au plan international. Représenté sur le terrain par ses directions régionales qui sont aussi celles de la Caisse des dépôts et consignations, le Crédit Local de

l'Euromarché, de communes. C'est aujourd'hui en France l'établissement de référence du secteur local. Il le sera demain au-delà des fron-

tières de l'hexagone. Le Banquier des Ambitions Locales.



مكتبة الأمل

Politique

L'ancien président souhaite « réunir » les deux partis de l'opposition

L'offensive-éclair de M. Giscard d'Estaing embarrasse le RPR

Alors que l'on s'attendait à le voir passer un été tranquille à l'ombre de son succès du 18 juin, M. Valéry Giscard d'Estaing a finalement choisi de battre le fer de l'opposition tant qu'il est chaud. Entre un déplacement en Espagne et un séjour aux États-Unis, c'est une véritable offensive-éclair que l'ancien président de la République vient de déclencher. Une invitation mercredi 21 juin au journal du soir de TF1, un entretien le lendemain au Figaro pour expliciter sa pensée : « médiocrité », le coup est parfait. Sans s'arrêter plus que nécessaire sur son insistance à répéter qu'il ne cherche rien pour lui-même, ce geste d'attitude prouve au moins que M. Giscard d'Estaing a l'intention de profiter de sa victoire. C'est une réponse cinglante à M. François Léonard, qu'il ne prend pas la peine de nommer, mais qu'il range tout de même dans le rayon des « démolisseurs de l'union », catégorie « microcosme ». Le dédain est sans doute la forme la plus subtile de la vengeance.

Enfin cette opération-éclair démontre qu'il n'entend pas désertier la scène nationale. Venant juste avant le conseil national du RPR, qui était réuni toute la journée de jeudi, avant le bureau politique du CDS prévu également le même jour et la convention des « renouveaux », organisée samedi 24 juin à Lyon, sa proposition va être au centre de tous les débats, chacun va être contraint de se déterminer par rapport à lui.

M. Giscard d'Estaing veut donc aller « vite et bien ». Il prend tout le monde de vitesse en ressortant des cartons du projet de M. Edouard Balladur, présenté voilà plus d'un an dans les colonnes du Monde, consistant à préconiser « la réunion » du RPR et de l'UDF dans une « seule formation » d'ici la fin de cette année. Son calendrier est le suivant :

création dès le mois de juillet d'un comité supérieur de l'union « destiné à analyser régulièrement la situation politique et l'action à conduire ». Constitution en octobre d'un intergroupe parlementaire RPR-UDF-UDC à l'Assemblée nationale « ayant des règles précises vis-à-vis des grands débats politiques et des motions de censure ». Réflexion ensuite « sur un projet pour l'alternance » pouvant déboucher sur des états généraux de l'opposition. M. Giscard d'Estaing avait été le premier à lancer cette idée, il y reste favorable à condition que l'on n'y « palabre » point, mais qu'il soit convoqué « pour décider et acter de la naissance de la nouvelle formation de l'opposition ». Enfin décision d'organiser des candidatures uniques de l'opposition pour toutes les élections, y compris pour l'élection présidentielle.

Un soudain empressement

Sans contester le fait que, depuis 1981, il a mené une croisade incessante en faveur de l'union, on peut tout de même s'interroger sur ce soudain empressement. Interrogé le 26 février dernier au « Grand Jury RTL-Le Monde » sur le projet de M. Balladur, l'ancien président se montrait beaucoup plus prudent : « Il faut toujours faire très attention : quand vous fusionnez deux ensembles, quels qu'ils soient, explique-t-il, il y a toujours une perte. Les gens de l'industrie le savent : quand on a plusieurs marques dans une société, s'il n'y en a plus qu'une seule, il y a toujours une certaine perte de clientèle ou de marché. La marche doit donc être prudente. »

Il faut aussi rappeler qu'au mois d'avril M. Giscard d'Estaing était

tout à fait hostile à la constitution de l'intergroupe parlementaire RPR-UDF-UDC qu'il réclame maintenant, et qui était une proposition de M. Bernard Pons. Enfin, et peut-être surtout, il faut se demander si M. Giscard d'Estaing ne fait pas trop vite litière des différences de fond, de raisonnement, de culture politique qui se manifestent depuis des mois dans l'opposition, et qui sont autant de défis et d'entraves.

M. Giscard d'Estaing explique que libéraux et démocrates-chrétiens ont suffisamment de valeurs fortes en commun pour ne plus faire qu'un. Les gaullistes peuvent-ils partager ces valeurs ? L'exemple de « l'identité nationale » a précisément montré, au cours de la campagne européenne, qu'il était loin de faire l'unanimité dans les rangs de l'opposition.

On pourrait donc être tenté de dire que M. Giscard d'Estaing veut aller plus vite que la musique. Mais il ne raisonne plus, aujourd'hui, qu'en fonction de l'opinion, et d'un électoral de l'opposition — tous les sondages l'attestent — réputé profondément unioniste. Selon lui, le vote du 18 juin est « un référendum pour l'union » et « le complexe de la défaite a été terrassé » par lui. Il ne s'agit plus de contraindre « cette dynamique ».

D'une pierre quatre coups

M. Giscard d'Estaing prend aussi en compte deux autres facteurs, internes et externes. Avec un FN stabilisé aux alentours de 10 % et des Verts situés dans les mêmes eaux, il estime que M. Mitterrand ne peut plus provoquer un retour au scrutin proportionnel, lequel « ne peut plus donner de majorité au gouvernement ». Dès lors, l'union devient le seul impératif. Enfin il y a l'Europe

qui impose, pour être en mesure de compter face aux partenaires voisins, la création d'une grande formation « à la taille des autres grands partis européens pesant tous environ 35 % ».

D'un point de vue plus immédiat, M. Giscard d'Estaing fait d'une pierre quatre coups. Il coupe l'herbe sous les pieds des « renouveaux », qui militent depuis trois mois pour le lancement d'un grand parti de l'opposition. Il prive M. Léonard d'un terrain de contre-attaque, puis, que les problèmes internes de l'UDF sont, à entendre son propre président, dépassés. Il handicape les centristes partisans d'une recomposition, comme le dit M. Méhaignerie, par « la voie lente ».

Mais surtout il met sérieusement en difficulté le RPR, dont il dit redouter, en privé, le retour à ses vieilles tentations d'hégémonie sur l'opposition. M. Chirac, et M. Juppé dans un entretien au Quotidien de Paris de jeudi, expliquent qu'ils sont pour une coordination de l'opposition mais certainement pas pour une fusion. « Ce n'est pas réaliste », explique le secrétaire général du RPR. « Il suffit, trompe-t-il, de voir l'état dans lequel se trouve à l'heure actuelle l'UDF pour constater que la fusion reste un objectif à moyen terme. »

Il y a fort à parier que M. Giscard d'Estaing, devant cet argument, fera l'innocent. Avec une réponse du genre : comment pouvez-vous être pour l'union derrière moi la semaine suivante ? Il est décidément des victoires éconcluantes.

DANIEL CANTON.

(Lire page 48 : M. Chirac rejette l'offre de M. Valéry Giscard d'Estaing.)

Vu d'Annecy

« Ce sont de beaux mecs, ces renouveaux, ils savent se vendre... »

ANNÉCY de notre envoyée spéciale

Sur la porte de son bureau, à l'hôtel-de-ville, Bernard Bosson pourrait accrocher des plaques de tailles différentes, selon l'idée que se font de lui ses concitoyens. En haut et en gros caractères : « Maire d'Annecy ». Vendrissent en dessous, par ordre d'importance : « fils de son père » (Charles Bosson, élu quatre fois au poste qu'occupe aujourd'hui son fils), « centriste », ou encore « Ancien ministre de l'Europe ». Tout en bas, en lettres presque illisibles, la dernière plaque porterait la mention « renouveaux ». Tant il est vrai que, pour les quelques cent vingt mille habitants de l'agglomération annécienne, le maire, c'est d'abord et avant tout Bernard, l'enfant du pays.

« Qu'il soit RPR, UDF, centriste ou renouveaux, cela ne change rien pour Annecy », cette réflexion revient dans toutes les bouches, quelles que soient les opinions politiques personnelles. On vous le dit et le répète : ce qui compte vraiment, c'est la personnalité du maire. Et ce qu'il fait pour les habitants d'une des villes les plus chères de France. Les problèmes du microcosme parisien, la recomposition du paysage français et autre réorganisation de l'opposition ne préoccupent guère les administrés de Bernard Bosson. « Tout ça ne nous concerne pas : c'est leurs histoires », résume un jeune cadre sans illusion. « Les renouveaux veulent aller plus vite pour prendre la place des autres, c'est tout. »

Jamais, peut-être, le décalage n'a-t-il été aussi grand entre la pratique concrète sur le terrain municipal et les notions abstraites de la vie politique nationale. La « rénovation », de plus en plus vidée de son sens, n'aura jamais été qu'un mot creux, que bien peu d'ailleurs se sont attachés à comprendre.

Poussant le paradoxe à l'extrême, M. Guillaumin, proviseur du très coté lycée Berthollet, parle des « deux visages du maire » : l'un national et renouveaux, l'autre local, celui d'un conservateur bon teint mûri d'une volonté sociale. Bref, dans ce dédoublement, l'échec de Bosson-centriste-rénouveaux (il avait très clairement soutenu Simone Veil, qu'il avait invité ici même) semble peu affecter la réussite de Bosson-maire.

Annecy trait-elle jusqu'à ignorer que son maire est un renouveaux ? Non, bien sûr. Ici, tout le monde sait bien que Bernard fait partie de la « bande des douze ». Avec un soupçon de fierté, certains lui confèrent même la qualité d'initiateur du mouvement, et même s'il n'est jamais cité dans les journaux. Et puis, ses activités renouvelées l'occupent énormément. Cet homme charmeur et chaleureux, de l'avis de ceux qui l'ont côtoyé, toujours prêt à servir des mains et à écouter des doléances, laisse à présent s'allonger dangereusement la liste des électeurs en attente de rendez-vous. « Il a toujours dit que le mandat de maire était pour lui le plus beau des mandats, soupire une voisine et admiratrice. Mais c'est vrai que, ces derniers temps, on le voyait moins à cause des renouveaux. »

Pas rancuniers pour deux sous, les Annéciens pardonnent à leur maire ses appétits de jeune loup politique et en sourient entre eux. « Le petit veut se faire les dents. Il risque de se les casser sur le vieux Chirac », chuchote-t-on. Mais au fond cette ambition de se débarrasser des vieux « barbons » plaît à beaucoup. Parce qu'il est jeune, séduisant et dynamique, le premier élu d'Annecy rénove avant tout l'image de sa ville. Comme le murmurent nombre de dames mûres : « La look, ça compte aussi en politique ; regardez Bosson, Noir, Carignon, ce sont de beaux mecs ; ces renouveaux, ils savent se vendre. »

De plus, sa condition de renouveaux donne au maire d'Annecy une dimension nationale. La population, ravie, espère en recevoir les retombées. Un peu comme sa réputation de ville la plus propre de France, au bord du lac le plus pur d'Europe. On imagine de nouveaux panneaux publicitaires qui atténueraient encore davantage les touristes, déjà nombreux : « Annecy, son lac, son maire renouveaux... » Un gage de modernisme, en somme.

« On ne change pas l'ordre des choses... »

Reste qu'à Annecy-la-privilégiée, confortablement installée entre lac et montagne, la classe dirigeante aime mieux la rénovation... vue de loin. Si la liste centriste a fait un score honorable (14,83 %) dimanche dernier, celle de l'UDF-RPR a atteint ici 31,12 %. Une tradition conservatrice tempérée de charité chrétienne, parfaitement à l'image

d'une population aisée et de plus en plus âgée.

Les plus jeunes, eux, moins facilement séduits par leur quadragénaire de maire, ne cachent pas leur scepticisme. « Rénover Annecy ? Quel scandale ! Vous savez, dans cette municipalité, gérée de père en fils, on ne change pas l'ordre des choses du jour au lendemain. C'est une ville qui doit être bousculée en douceur. » Michel, comme la plupart des vingt-cinq — trente ans, « ne croit pas à la rénovation dans cette ville ». Technicien chez Salomon, une des grosses entreprises de la région, il ne mâche pas ses mots pour attaquer le problème numéro un à Annecy, le logement : « La construction HLM est une des plus basses de France. On préfère construire des appartements de grand standing ou refaire le casino. Et puis, tout est fait pour qu'Annecy devienne une ville de personnes âgées. »

Au-delà des critiques précises sur la gestion municipale, une partie des habitants expriment leur déception d'un point : renouveaux ou pas, le maire est, à leurs yeux, un homme politique comme les autres, alors même que beaucoup espéraient des « cadets » de la classe politique « une clarification de son langage, incompréhensible pour le commun des mortels ». Sur ce plan, rien de bien nouveau sous le soleil savoyard, et, même s'ils admirent leur maire, les Annéciens ne sont pas dupes. Ils laissent Bosson-le-rénouveaux à ses joutes d'extrême-droite. Pour eux, le maire, c'est Bernard tout court.

JUDITH RUEFF.

Le débat sur l'immigration

Le Sénat rejette le texte de M. Joxe

Le Sénat a adopté mercredi 21 juin par 218 voix contre 94 (PC, PS, 15 RDE et M. Louis Jung, Un. cent.) une question préalable, équivalant à un rejet du projet de loi sur les conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France.

Cette procédure utilisée à la fin de la discussion générale a interdit l'examen des articles et des vingt-sept amendements déposés par le groupe communiste. Paradoxe : à l'Assemblée nationale, tous les amendements, même ceux qui avaient qu'un rapport lointain avec le texte ont été examinés. Il n'empêche que si la majorité sénatoriale favorable à l'opposition nationale a jugé le projet « inamendable », elle a tenu à de multiples reprises à faire savoir que sa position n'avait été arrêtée qu'après un examen approfondi des dispositions proposées. Ainsi, M. Jacques Larché (RI, Seine-et-Marne), président de la commission des lois, a estimé que mieux vaut refuser le compromis que d'entrer dans la voie des concessions que supposent les navettes parlementaires. L'opposition étant par nature opposante, le fait que ce texte soit dû à l'initiative de M. François Mitterrand lui a fourni un argument supplémentaire : « Il ne suffit pas de nous dire qu'une mesure est inscrite dans la Lettre à tous les Français pour qu'elle soit adoptée, ou alors, supprimons la procédure parlementaire », s'est exclamé le même M. Larché.

Côté politique toujours, les députés de droite avaient abondamment reproché, à commencer par M. Valéry Giscard d'Estaing, au gouvernement d'utiliser l'immigration à des fins électoralistes. Le 18 juin étant passé, la raison politique a disparu, restent donc les motivations idéologiques, que leurs collègues du palais du Luxembourg dénoncent tout autant.

En bon défenseur de sa propre loi de 1984, M. Charles Pasqua reproche à son successeur de substituer à une bonne législation « à la fois restrictive vis-à-vis de l'immigration clandestine et respectueuse des grands principes républicains », une autre, « aussi confuse dans la forme que mauvaise sur le fond ». Pour le président du groupe RPR du Sénat, il s'agit d'une « loi idéologique qui marque » un retour aux sources de cette utopie « qui a toujours été la marque de fabrique de la gauche », une loi « de circonstance qui vise à relancer artificiellement la querelle de l'immigration avec des arrières-pensées politiciennes », une loi

« dangereuse qui, en rouvrant grand les portes à l'immigration clandestine, risque de créer des tensions, des sentiments de frustration et d'hostilité voire de xénophobie, et de déchirer le tissu social de la France ».

Tout est question évidemment d'appréciation : pour le RPR le projet « met en péril l'avenir de notre nation, de son identité et de son équilibre ». Inconciliable avec la certitude affichée par M. Joxe que « à l'usage », il fallait modifier la loi de 1984 d'autant qu'elle n'a pas selon lui abouti aux objectifs proclamés alors de « tranquillité et d'intégration des immigrés en situation régulière ». La seule concession faite par le ministre de l'Intérieur aura concerné le droit d'asile, parfois utilisé comme un détournement de procédure. Sur 45 000 demandes par an, il a chiffré à quelque 40 000 celles qui ne sont pas justifiées, ce qui légitime pour le moins, a-t-il convenu, une réflexion sur ce point.

Des nuances à droite

Au sein de la majorité sénatoriale, des nuances étaient perceptibles. Tout à fait visibles, avec M. André Dégout, qui n'a pas pris part au vote sur la question préalable. Applaudi, notamment, par les socialistes, le maire CDS de Roubaix a plaidé pour, certes, une politique de rigueur, mais, aussi et surtout, pour l'insertion qui doit être menée « avec détermination dans un esprit d'union nationale ».

Plus subtiles avec la précision apportée par M. Daniel Hoefl, le président du groupe centriste à tenu à ce que dans le texte de questions préalables figure un paragraphe affirmant « que la France, terre d'asile et terre d'accueil, entend le rester dans des conditions telles que l'immigration clandestine et incontrôlée ne vienne pas contrarier la sécurité et la tranquillité aux-quelles ont droit ceux qui ont manifesté leur volonté de s'intégrer à la nation ainsi que les populations immigrées en situation irrégulière ».

Quant aux arguments d'inconstitutionnalité soulevés dans certains milieux juridiques et par certains parlementaires de l'opposition, M. Joxe a tenu d'emblée à les désamorcer en annonçant qu'il va demander au premier ministre de déférer au Conseil constitutionnel le projet, en application de l'article 61 de la Constitution.

ANNE CHAUSSEBOURG.

● RECTIFICATIFS. — Plusieurs erreurs se sont glissées dans le compte rendu des résultats des élections européennes en France, que nous avons publiées dans nos éditions du 20 juin :

CHER : dans le commentaire des résultats de ce département, il fallait lire que le Parti communiste progressait, à Bourges, de 4,21 points par rapport à l'élection présidentielle (et non régressait de 1,7 point).

MANCHE : voici les résultats rectifiés des élections à Saint-Lô. Inscr., 14 101 ; vot., 6 418 ; abst., 54,49 % ; suffr. expr., 8 277.

Liste PS, 1980 voix (31,22 %) ; UDF-RPR, 1938 (30,87 %) ; Verts, 813 (12,95 %) ; Centre, 540 (8,80 %) ; FN, 388 (6,18 %) ; PC, 214 (3,40 %) ; Chasse, 193 (3,07 %) ; LO, 67 (1,06 %) ; Alliance, 45 (0,76 %) ; MPPT, 35 (0,55 %) ; Pro. an., 26 (0,41 %) ; Rénouveaux, 24 (0,38 %) ; IDE, 14 (0,22 %) ; Gén. Europe, 13 (0,20 %) ; RFL, 4 (0,06 %).

PAS-DE-CALAIS : à Arras, la liste conduite par M. Veil a obtenu 1 354 voix et 9,34 % des suffrages (et non 1 064 voix).

PRIX COLETTE 1989

François SUREAU



La corruption du siècle

récit

« Ce premier roman, qui a l'éclat voilé d'un diamant noir, blesse et séduit comme une révélation ».

Marc Lambroni, Le Point

« Un petit chef-d'œuvre d'insolence et de mélancolie. Une chronique française à lire absolument ».

Edmond Charles-Roux, Le Provençal

GALLIMARD

nrf

Le droit international n'est pas un mirage

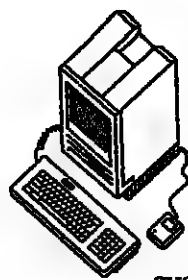
Fonds de recherches

DROIT INTERNATIONAL 1990

B.P. 136 - 75223 Paris Cedex 05

CCP Paris 9522.96 K - CCP Genève 12.1772 7





1. Quel est le meilleur prix sur Macintosh?

- ☐ Le prix fort (celui qui donne l'illusion d'être riche).
- ☐ Le prix souriant (celui qui assomme avec politesse).
- ☐ Le prix IC (le prix le plus juste sur Macintosh et sur tout Apple, systématiquement pratiqué par IC grâce à sa puissance d'achat en volume).

2. Qu'est-ce qu'un show room informatique?

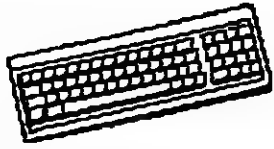
- ☐ Le remaniement du sketch de Jerry Lewis à la machine à écrire sponsorisé par Apple.
- ☐ Une embrouille spéciale pour touristes japonais ayant raté les Folies Bergères.
- ☐ Près de 1000 m² de caveau d'Ali Baba Macintosh à Beaubourg, chez IC, 26 rue du Renard, pour les connaisseurs passionnés.

3. Qu'est-ce qu'un bug?

- ☐ Une discrète éruption émise par le Prince Charles, à la suite d'une petite collation, à Buckingham.
- ☐ L'appellation finale d'une voiture buggy, après un choc frontal à la sortie d'un virage contre le rail de sécurité.

7. Que veut dire SAV en informatique?

- ☐ SAVEZ-vous planter les choux.
- ☐ SAVantes explications pour vous faire patienter un mois avant un dépannage.
- ☐ Service après-vente (thérapie anti-angoisse-informatique, avec effet immédiat pour les clients IC).



- ☐ Un rayon informatique où on peut trouver tous les consommables Apple, et toutes les revues sur Apple, en français comme en anglais.

12. Que peut-on faire de 10h00 à 19h00, 6 jours sur 7 à Beaubourg?

- ☐ Visiter Beaubourg.
- ☐ Ne pas visiter Beaubourg.
- ☐ Elargir sa culture informatique en rencontrant des pros passionnés et bourrés de nouvelles idées : 26 rue du Renard.

13. Qu'est-ce qu'une liaison EtherTalk?

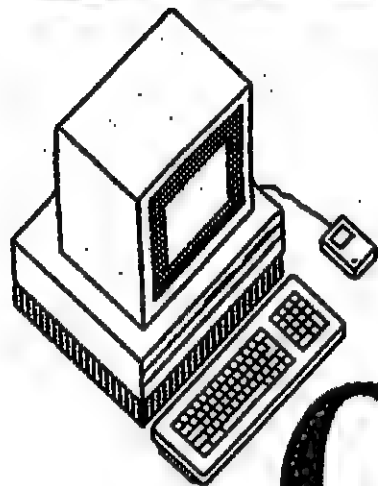
- ☐ Une aventure amoureuse pendant un gros rhume (à vos souhaits...).
- ☐ Un théorème mathématique élaboré par Mr EtherTalk lui-même.
- ☐ Un système de connectique intramuros et ultra performant, dont IC est le spécialiste.

14. Que peut-on faire de 10h00 à 19h00, 6 jours sur 7 place Vendôme?

- ☐ S'arrêter devant le Ritz et redémarrer en rigolant dès que le portier se précipite.
- ☐ S'offrir une grande frayeur devant les vitrines, en entendant son épouse, les yeux en forme d'écrins, déclarer : "tu sais ce qui me ferait plaisir..."

TEST: EST-IL

BIEN RAISONNABLE D'ACHETER APPLE AILLEURS QUE CHEZ IC?



- ☐ Un problème informatique dans un programme, que les clients IC peuvent résoudre immédiatement en appelant la hot line au 42 72 26 26.

4. Qu'est-ce que la formation IC?

- ☐ Un stage paramilitaire permettant aux jeunes de faire leur service national planqués dans les transmissions à Mulhouse.
- ☐ Un parti politique revendiquant l'indépendance de la place Vendôme et de Beaubourg au Parlement européen.
- ☐ Des dizaines de formules de stages, sous convention, intra ou extra entreprise, adaptés aux besoins précis de chaque client IC, et destinés à leur permettre d'exploiter à 100 % leur installation.



5. Qu'est-ce que "l'intégration de systèmes hétérogènes"?

- ☐ Une reconversion de la population homosexuelle due à l'arrivée du printemps et des petites robes à fleurs des parisiennes.
- ☐ Une ouverture politique sur l'immigration destinée à angoisser le Front National.
- ☐ Une spécialité du Département Ingénierie micro informatique IC, pour résoudre vos problèmes de connections.

6. Connaissez-vous un des premiers distributeurs Apple en Europe?

- ☐ Donald.
- ☐ Mickey.
- ☐ International Computer.

8. Qu'est-ce que la "hot line IC"?

- ☐ Une ligne téléphonique érotique pour "Monsieur", afin que "Madame" puisse assumer tranquillement sa migraine.
- ☐ Une corde chauffante, prévue pour faire sécher son linge au dessus des ordinateurs.
- ☐ Une ligne directe pour les clients IC, ouverte 6 jours sur 7, en cas de problème informatique, pour donner des solutions immédiates.



9. Qu'est-ce qu'un Grand Compte?

- ☐ Une ardoise monumentale contractée au bistrot après avoir crié bêtement : "Patron, tournée générale!".
- ☐ Un bon ami (les grands comptes font les bons amis).
- ☐ Un client privilégié chez IC place Vendôme (show room, conférences, formation, démonstration réseaux).

10. Quel est le point commun entre le hardware et le software?

- ☐ La dernière syllabe.
- ☐ C'est le même thème de jazz, mais joué avec des débuts différents.
- ☐ Le hardware est la 1ère spécialité de IC. Et le software aussi.

11. Qu'est-ce qu'un rayon consommable informatique?

- ☐ De la nourriture codée pour les ordinateurs ayant un petit creux dans le programme.
- ☐ Un bac à légumes en grande surface, géré par ordinateur.

- ☐ Participer aux après-midi démonstrations-conférences-Grands Comptes sur Apple. IC, 21 place Vendôme.

Réponses.

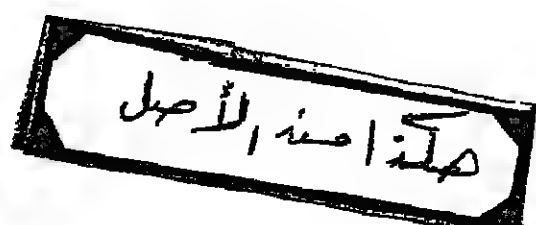
Si vous avez plus d'une croix en réponse à chaque question, oubliez ce test et pensez à prendre des vacances. Si vous avez coché systématiquement la troisième réponse à chaque question, appelez nous vite. Nous ferons certainement affaire ensemble.

42 72 26 26.



10 ANS D'APPLE, ÇA COMPTE

26 RUE DU RENARD 75004 PARIS. TEL. (1) 42 72 26 26
DEPT INGENIERIE : 21 PLACE VENDÔME 75001 PARIS
64 ET 94 AVENUE DU PRADO
13006 MARSEILLE. TEL. 91 37 25 03



Politique

Les travaux de l'Assemblée nationale

Les députés renforcent la réglementation contre le travail clandestin

Les députés ont adopté, mercredi 22 juin, le projet de loi de M. Jean-Pierre Soisson tendant à lutter contre le travail clandestin. Ce texte comprend également des dispositions concernant les accords relatifs aux allocations d'assurance des travailleurs privés d'emploi, l'égalité professionnelle des femmes et des hommes. Les députés socialistes, centristes (UDC) et de l'UDF ont voté pour, ainsi que le député non-inscrit Serge Franchis (suppléant de M. Soisson). Le RPR s'est abstenu, estimant que ce pro-

En présentant son projet, corollaire social du projet Jona sur les conditions de séjour et d'entrée des immigrés, le ministre du travail s'est montré inquiet devant l'ampleur prise par les trafics de main-d'œuvre et le travail clandestin. Un rapport remis en révèle « une aggravation préoccupante du phénomène ». En 1987, le nombre d'infractions constatées a augmenté de plus d'un tiers, et l'INSEE a évalué à 30 milliards de francs au moins le chiffre d'affaires réalisé par des agents économiques clandestins. « L'emploi illégal ne se limite plus aux étrangers sans titre de séjour ou à l'exploitation d'ateliers clandestins ; on voit se développer les fausses sous-traitances, parfois associées à un marchandage international de main-d'œuvre. Certains employeurs hésitent plus à régulariser les contrats de travail des ouvriers qu'ils emploient, français ou étrangers, en contrats de prestation de services. Il est temps de donner un coup d'arrêt à ces nouvelles pratiques de négriers, économiquement et socialement dangereuses », a souligné le ministre. Le rapporteur de la commission des affaires sociales, M. Jean-Michel Testu (PS, Indre-et-Loire), a expliqué que le projet inscrivait « dans le cadre d'une politique globale en matière d'immigration, visant à favoriser l'intégration des étrangers destinés à rester sur le territoire français tout en faisant preuve d'une rigueur accrue à l'égard de l'immigration clandestine ».

Les peines applicables pour l'emploi d'étrangers sans titre sont

jet avait « l'aspect d'un projet portant diverses dispositions d'ordre social (DDOS), le contenu d'un DDOS, le goût d'un DDOS », mais qu'il n'était « pas présenté comme un DDOS » (M. Jean-Pierre Delalande). Le groupe communiste a voté contre un texte résumant « des dispositions hétéroclites » (M^{me} Magnette Jacquart). En revanche, tous les groupes se sont associés pour renforcer l'arsenal répressif contre les employeurs de main-d'œuvre immigrée clandestine.

portées de un à deux ans d'emprisonnement ; le maximum d'amende pour le travail clandestin est multiplié par dix (200 000 F). En cas de récidive, les peines et amendes pourront être doublées (amendement de la commission). Les « passeurs » de clandestins seront également sévèrement sanctionnés. Par amendement, le gouvernement a introduit un article additionnel qui lutte contre ceux qui ne respectent pas les règles relatives à l'hébergement collectif. Le défaut de déclaration ou les déclarations incomplètes dans ce domaine feront courir aux contrevenants le risque de se voir infliger une amende de 2 000 F à 30 000 F et (ou) une peine d'emprisonnement de deux mois à deux ans.

Le rôle des contrôleurs

Le projet Soisson comprend également des dispositions qui tendent à reconnaître le rôle des contrôleurs du travail dans l'activité des services extérieurs de l'Etat. Les procès-verbaux réalisés par les contrôleurs auront la même valeur que ceux des inspecteurs. Ils pourront établir par eux-mêmes les « mises en demeure » prévues par le code du travail en matière d'hygiène et de sécurité dans les entreprises.

D'autre part, un amendement socialiste a été adopté afin de permettre aux jeunes en stage d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) de bénéficier de la garantie contre le risque de non-paiement des sommes dues, dont bénéficient actuellement les salariés d'une

entreprise en cours de redressement judiciaire. Ils bénéficieront également des protections prévues habituellement en cas d'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Enfin, s'agissant de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, le projet prévoit la « mise en conformité » de la législation française avec les dispositions européennes (la France a été condamnée en octobre 1988 par la Cour européenne de justice). Les organisations patronales et syndicales seront invitées à renégocier les clauses des conventions collectives réservant certains avantages aux femmes (congés de garde d'un enfant malade par exemple). M^{me} Yvette Roudy (PS, Calvados) a fait adopter un amendement précisant que cette harmonisation ne pourra se faire que par le haut : c'est-à-dire qu'on ne saurait remettre en question des droits acquis par les femmes sous prétexte d'un alignement avec les hommes. « Les négociations auront pour objectif l'harmonisation dans le progrès et le respect des droits et des garanties acquis par les femmes », a expliqué M^{me} Roudy. Le gouvernement a également proposé un amendement, répondant au souhait de M^{me} Roudy, permettant à des entreprises occupant moins de trois cents salariés de conclure avec l'Etat des conventions leur permettant de recevoir une aide financière pour faire procéder à une étude de leur situation en matière d'égalité professionnelle, et ce afin de remédier à des situations inégalitaires.

PIERRE SERVANT.

La commission des finances propose d'améliorer l'efficacité de la lutte contre la fraude fiscale

Malgré les importants moyens mis en œuvre, la fraude fiscale est loin d'avoir perdu, en France, son caractère de sport national. Développement du système de recouvrement, sélectivité des contrôles sur pièces et sur place, développement des moyens informatiques : toutes ces méthodes n'ont pas fait varier cette triste constatation : plus de 100 milliards de francs, soit l'équivalent du déficit budgétaire de la France, échappent chaque année à l'impôt, et certaines estimations vont jusqu'à 160 milliards. La mission d'information de la commission des finances, dont la proposition a été adoptée le mercredi 21 juin, a préféré se consacrer aux aspects psychologiques et sociaux du contrôle fiscal.

Partant du constat que le principal problème du contrôle fiscal en France réside dans l'assimilation de la « petite fraude », souvent liée à des erreurs ou incompréhensions, à celle de la fraude consciente et organisée, la mission dirigée par M. Guy Bêche, député socialiste du Doubs, insiste sur la nécessité de « description » des rapports entre l'administration et les contribuables.

● Election municipale annulée à Arras. — Le tribunal administratif de Lille a annulé, mardi 20 juin, les résultats de l'élection municipale à Arras (Pas-de-Calais), qui avait vu la victoire de la liste du maire sortant socialiste, M. Léon Foucaux, dès le premier tour, avec 6 voix d'avance. A la suite d'un recours déposé par le préfet du Pas-de-Calais, le tribunal a estimé que la mention « liste présentée par le conseil municipal », portée sur les affiches, tracts, professions de foi et bulletins de vote de la liste conduite par M. Foucaux, était de nature à influencer les électeurs. La liste d'opposition conduite par M. Jean-Marie Vanlerenberghe (UDF-CDS), qui avait émis des « réserves » sur la régularité de cette mention — estimant notamment que celle-ci conférait à la liste de gauche un label de légitimité injustifié, — n'avait toutefois pas déposé un recours en justice. — (Corresp.)

Pour lutter contre le « sentiment d'insécurité juridique » et limiter les risques d'infarcissement des petits commerçants victimes de contrôles fiscaux, le rapport suggère que les contribuables puissent, avant de recevoir la lettre d'avis de marque quant au début de la procédure de redressement, régulariser les « erreurs » commises lors de la déclaration, peut-être même sur « simple appel téléphonique ». L'administration serait d'ailleurs censée répondre plus rapidement et efficacement aux interrogations des contribuables, et leur rendre la sanction plus douce en leur accordant, par exemple, des facilités de paiement de leurs rappels.

Les « erreurs » des entreprises pourraient pour leur part être limitées si certains textes, notamment ceux relatifs à la création d'entreprises, étaient « simplifiés », pour leur donner leur caractère confus et réduire la marge laissée à l'interprétation. « Lorsque le contrôle est effectué dans un contexte non frauduleux, le contribuable ne doit pas souffrir », estime M. Bêche. Mais en matière d'impôt, sait-on toujours bien où commence la fraude ?

● Annulation des élections municipales au Luc et à La Cadière-d'Azur dans le Var. — Le tribunal administratif de Nice a annulé, mardi 20 juin, les élections municipales dans deux communes du Var : Le Luc et La Cadière-d'Azur.

Au Luc, les juges ont estimé que l'ensemble des « anomalies » et les « pressions exercées sur l'électorat » étaient de nature à fausser le jeu de ce scrutin au cours duquel la liste de gauche conduite par le maire socialiste sortant, M. Jean-Louis Dieux, l'avait emporté de 80 voix sur celle de l'opposition.

De même, à La Cadière-d'Azur, le tribunal administratif a relevé des irrégularités de nature à entacher cette élection — qui avait vu la victoire, avec 22 voix d'avance, de la liste PC-PS conduite par M. René Jourdan (PC).

Inversement, la mission d'information préconise la plus grande fermeté avec la « grande criminalité » de la fraude fiscale. L'administration devrait, dans le cas de fraude caractérisée, être en mesure, mandatare par la justice et sous son contrôle, de procéder à diverses perquisitions et auditions « utiles à la recherche de la vérité ». Les membres de la mission vont jusqu'à évoquer la nécessité de « cas d'exception » afin de décourager les candidats à la fraude.

Protéger les innocents, punir les vrais coupables. Tel est le souhait de M. Bêche et de ses collègues pour limiter l'ampleur de la fraude et tenter une nouvelle fois de faire accepter le contrôle fiscal par les contribuables. Que ce soit sous forme d'amendement à la loi de finances, ou de texte autonome, ce précepte sera de toute vraisemblance difficile à fonder dans une législation. D'autant plus que la mission, si elle met en doute l'efficacité des mesures d'assouplissement du contrôle fiscal de 1986 et 1987 (dites mesures AICARDI), ne remet pas en cause leur existence.

FRANÇOISE LAZARE.

● Le maire de Sainte-Marie-de-la-Réunion incrimé pour pressions électorales. — M. Axel Kichenin (divers gauche), conseiller général et maire de Sainte-Marie-de-la-Réunion, ainsi que son deuxième adjoint, M. Raoul Vinga-dasson, ont été inculpés, mercredi 21 juin, pour pressions électorales. En vertu des articles L. 109 et L. 107 du code électoral, ils sont accusés d'avoir distribué des dons en nature et d'avoir fait pression sur leurs électeurs en vue d'influencer leur vote. Ces distributions illégales porteraient, selon les opposants du maire, sur près de 20 tonnes d'aggloméré, de feuilles de tôles et autres matériaux de construction. Le tribunal administratif avait déjà invalidé, le 1^{er} juin dernier, les résultats de l'élection municipale de Sainte-Marie, qui avait vu la victoire de la liste conduite par M. Kichenin avec 159 voix d'avance, au motif que 700 électeurs avaient été indûment inscrits sur les listes électorales.

DECENTRALISATION A L'AFFICHE

La communication politique des villes, départements et régions



“CES COLLECTIVITES TERRITORIALES CHERCHENT AVEC PLUS OU MOINS DE BONHEUR A FORGER PAR L'IMAGE, LE SLOGAN, UNE VERITABLE IDENTITE LOCALE, LE SENTIMENT D'APPARTENANCE A UNE COLLECTIVITE HUMAINE ET NON SEULEMENT INSTITUTIONNELLE.”

LE MONDE - Yves Marie Labé

“Des balbutiements aux expressions les plus audacieuses, les stratégies de communication des villes, des départements et des régions”

Vie Publique

“Un ouvrage de réflexion sur la toute récente mais formidable explosion des villes, des départements et des régions”

Départements et Communes

“La première synthèse sur ce phénomène apparu dans la foulée de la décentralisation”

Profession Politique - Michel Grossiord

“Décentralisation à l'affiche nous fait vivre toutes ces épopées... toutes ces batailles effrénées auxquelles on se livre un peu partout en France pour attirer les entreprises, les touristes et la manne de l'état”

Le Nouvel Observateur - Philippe Gavi

“Une série de témoignages concrets et de confrontations de campagnes de publicité”

Le Figaro - Maurice Dalinval

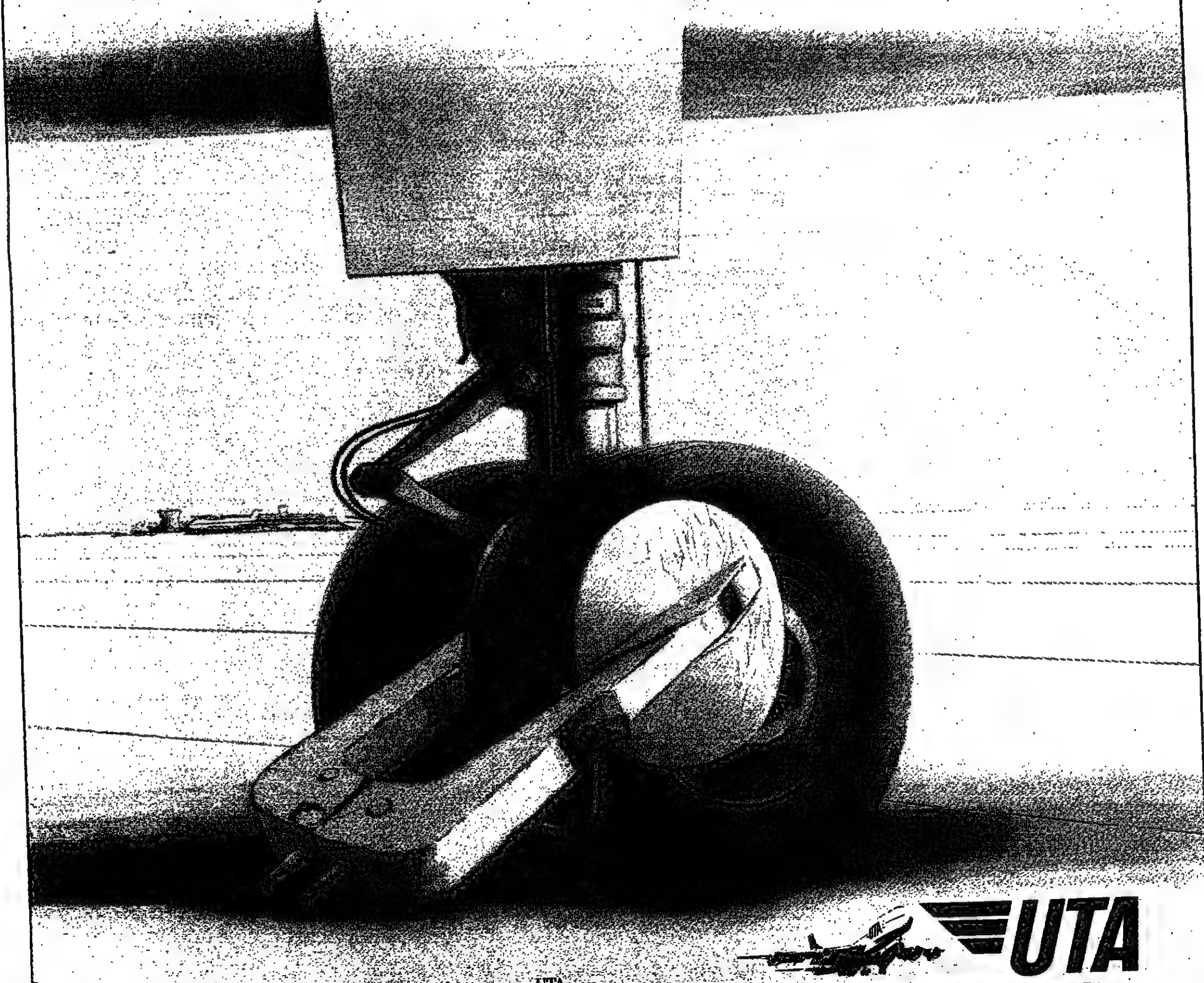
“La communication des collectivités locales : un marché d'un milliard de francs”

L'Expansion - Nathalie Villard

“DECENTRALISATION A L'AFFICHE”, 224 PAGES, 250 ILLUSTRATIONS. EDITIONS NATHAN.

Le Ministère des Transports pourrait refuser à la première compagnie privée française le droit de desservir l'Europe sans qu'on en fasse tant d'histoires. Mais voilà, UTA a la fâcheuse habitude de proposer à ses passagers des petites exclusivités comme ses Tarifs Super Challenge. A titre d'exemple : jusqu'à 75 % de réduction* sur les vols verts à destination de l'Afrique.

**SI ON REFUSE À UTA
LE DROIT DE DESSERVIR L'EUROPE,
QUI DONC VOUS OFFRIRA DES
PRIX CHARTER SUR VOLS RÉGULIERS ?**



*Pour les conditions d'application, consulter votre agent de voyages ou UTA.



NOUS NOUS BATTONS POUR VOUS DONNER LE DROIT DE CHOISIR.

مكتبة الامم المتحدة

Société

Quinze beurs à Alger

Une double fidélité

Quinze Français d'origine maghrébine, parmi lesquels huit élus municipaux, sont à Alger du 20 au 24 juin, à l'invitation du gouvernement. Cette visite sans précédent illustre une nouvelle attitude des autorités algériennes à l'égard de l'intégration en France des enfants d'immigrés.

ALGER
de notre envoyé spécial

Dialogue un peu surréaliste, dans un grand restaurant d'Alger, entre Cherifa Bayacoub, quarante ans, adjointe au maire de Marseille, et Mohammed Ali-Ammar, ministre algérien de l'information et de la culture :

« Monsieur le ministre, vous nous recevez comme des Français ou comme des Algériens ? »

— C'est une question que je ne me suis pas posée.

— Je vous la pose, justement.

Mais c'est à vous d'y répondre ! Que vous vous sentiez plus français ou plus maghrébins, c'est votre affaire. Nous, nous voulons simplement vous permettre de vivre votre double culture de manière positive.

Dialogue d'autant plus frappant que M. Ali-Ammar était, jusqu'à une date récente, le président de la puissante Amicale des Algériens en France. Cette amicale du FLN soutenait avec force que les immigrés et leurs enfants restent, quoi qu'il arrive, des Algériens, susceptibles de rentrer un jour ou l'autre au pays.

Le postulat n'avait plus qu'un lointain rapport avec la réalité. Voyant les beurs lui échapper,

l'Amicale opéra un revirement spectaculaire. En mars 1988, elle constata publiquement que de nombreux enfants d'immigrés algériens « sont prêts à devenir des citoyens à part entière de la République française », mais que cela ne signifie pas « le renoncement à l'identité nationale et culturelle des parents ». Autrement dit, que « le citoyen en France n'est pas incompatible avec la fidélité à l'Algérie ».

L'invitation de quinze beurs à Alger illustre cette nouvelle théorie. S'affirmant Français à part entière, ils appartiennent à l'association France Plus, créée il y a trois ans, qui s'est faite la championne de « la citoyenneté au service de l'intégration ». C'est cette association qui a parrainé un millier de candidatures franco-maghrébines aux dernières municipales et revendiqué 506 élus dont 54 maires adjoints. Une belle victoire pour son président, Areski Dahmani, professeur d'économie à l'université de Villeneuve et ancien leader étudiant en Algérie. Ce Kabyle de trente-sept ans, naturalisé français, marque un nouveau point aujourd'hui en étant reçu avec les honneurs dans son pays d'origine.

La délégation de France Plus a fait l'objet de savants dosages. Elle compte des hommes et des femmes, des originaires d'Algérie et des autres pays du Maghreb, des permanents du mouvement et des élus municipaux de diverses tendances politiques, des enfants d'immigrés et des enfants de familles.

Plusieurs de ces beurs, qui n'avaient jamais foulé la terre de leurs pères, ne cachaient pas, dans

l'air, leur émotion. « Ils vont me parler en arabe et je ne vais rien comprendre », répétait Zaïr Kedoucha, trente-huit ans, conseiller municipal à Aubervilliers.

Quinze beurs, quinze histoires différentes. Chacun des membres de la délégation a un rapport particulier avec la Maghreb, une manière à lui d'être déchiré ou doucement éprouvé. Les dents serrées, Dahbia Draouza, trente-cinq ans, fille de harki et conseillère municipale à Aix-en-Provence, n'oubliera jamais les souffrances endurées par sa famille. Rabah Tounsi, vingt-cinq ans, adjoint au maire d'Evry, jovial et provocant, n'était pas né au moment de l'indépendance de l'Algérie. Aziz Sahri, trente-six ans, adjoint au maire de Grenoble, a pris de sa mère française un type européen et doit préciser qu'il est « mari et frisé à l'intérieur de lui-même ».

Beaucoup de questions taboues

La délégation de France Plus est arrivée à Alger en pleine effervescence politique. Les députés débattaient en ce moment des nouveaux projets de loi consécutifs aux événements sanglants d'octobre dernier : code électoral, statut de la magistrature, multipartisme, liberté d'expression... Ce n'était pas forcément le plus mauvais moment pour s'entretenir avec des responsables gouvernementaux. Le climat actuel permet de parler assez librement et de sortir des sentiers battus.

Les quinze beurs sont venus à Alger avec une série de questions taboues : allez-vous permettre aux harkis de séjourner librement dans

leur pays d'origine ? Pourquoi ne permettez-vous pas à la communauté musulmane en France de s'organiser de manière autonome ? Acceptez-vous de réguler le statut des binationaux nés avant 1963 et qui n'ont pas fait leur service militaire en Algérie ? Ne faut-il pas réviser la convention avec la France, qui pénalise les immigrés algériens par rapport aux autres étrangers ? Que faites-vous pour combattre le mariage forcé, voire l'enlèvement de « bourettes » vivants en France ? Ces questions ont toutes été posées, dès le premier jour. Elles ont toutes été entendues, mais n'ont pas vraiment reçu de réponse.

C'était un premier contact. Il y en aura d'autres, parallèlement à des voyages de France Plus au Maroc et en Tunisie. Areski Dahmani et ses amis ont fait quelques propositions concrètes. Par exemple, journaliser des villes françaises et algériennes. Ou encore organiser le premier match de football France-Algérie au niveau national. Ils pensent que leur visite peut « débloquent psychologiquement » des beurs, faciliter leur intégration en France tout en leur permettant de prendre contact avec l'Algérie.

« Votre visite ouvre un dialogue, leur a dit le secrétaire général du ministère du travail, Salah Dambri. Votre démarche va dans la bonne direction, à condition d'être équilibrée. Il ne faudrait pas que France Plus signifie Algérie moins ». Une jolie formule, parfaitement ambiguë, à l'image du statut juridique de ces binationaux, qui sont considérés comme Français en France et Algériens en Algérie.

ROBERT SOLE.

MÉDECINE

La lutte contre le sida chez les toxicomanes

M. Evin annonce la mise en place de programmes d'échange de seringues

Lyon
de notre envoyé spécial

M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, a annoncé, mercredi 21 juin, lors du colloque organisé par l'Association nationale des intervenants en toxicomanie (ANIT) « Toxicomanie, liberté et droits de l'homme », une série de mesures destinées à adapter la prise en charge des toxicomanes face à la montée du sida. Le ministre a tout d'abord décidé de proroger les mesures de mise en vente libre, en pharmacie, des seringues, décidées à titre temporaire en mai 1987 par M. Michèle Barzach. On estime aujourd'hui, a rappelé M. Evin, que cette décision renouvelée à titre expérimental en 1988 a déjà permis à plus de 60 % des toxicomanes de mettre fin à l'usage commun de seringues qui constitue pour eux le plus dangereux des modes de contamination du sida. Parallèlement, plusieurs programmes pilotes d'échange de seringues (une nou-

velle contre une déjà utilisée) sont mis en place à Paris, en Seine-Saint-Denis et à Marseille. Avec ces nouveaux dispositifs, les intervenants espèrent engager le dialogue avec les toxicomanes. A cet effet, des moyens financiers supplémentaires sont décaissés dès cette année. Un crédit de 3 millions de francs environ est attribué pour la médicalisation des centres de post-cure et les frais occasionnés par la progression du sida. Une somme de 2 millions de francs est débloquée à titre exceptionnel pour permettre aux directions départementales de l'action sanitaire et sociale d'aider certains de leurs centres en difficulté. « Le gouvernement est conscient de l'importance de sa lutte contre la drogue », a conclu M. Evin.

Pendant ce temps, à l'extérieur du Palais des congrès, une centaine de jeunes gens, membres de l'association le Patrimoine, manifestaient leur désaccord.

BÉATRICE BANTMAN.

Démision collective des médecins du centre d'orthogénie du CHU de Tours

Le professeur Jacques Lamsac, responsable du centre d'orthogénie du CHU Brotemoulin de Tours, et l'ensemble des médecins vacataires de ce centre ont décidé, mercredi 21 juin, de démissionner de leurs fonctions. Cette décision a été prise au terme d'une grève commencée il y a trois semaines. Ces médecins entendent ainsi protester contre le refus du conseil d'administration de leur CHU, qui préside M. Jean Royer, maire de Tours, d'accorder une augmentation de rémunération des neuf médecins vacataires, une augmentation qui avait pourtant été accordée par l'administration et par les autorités de tutelle.

Comme tous les vacataires hospitaliers, les médecins du centre d'orthogénie de Tours étaient rémunérés sur la base de 195 F pour une

vacation de trois heures et demi, ce qui leur permettait de faire cinq consultations et deux interruptions volontaires de grossesse. Le centre, qui ne fonctionne qu'avec des médecins généralistes, vacataires hospitaliers, assure ainsi environ trois mille consultations médicales annuelles et réalise mille deux cents avortements.

Inatisfait du niveau de leur rémunération — qui ne prend pas en compte les activités extrascolaires, après des études soignées —, les médecins avaient renégocié leur contrat avec leur administration. C'était sans compter sur le conseil d'administration qui, le 19 mai, s'était opposé à l'accord qui avait été trouvé.

Greffes médicales, sida, gestion des hôpitaux

L'activité de la Commission de l'informatique et des libertés s'est surtout développée en 1988 dans le domaine de la santé

La Commission nationale de l'informatique et des libertés, qui préside M. Jacques Favre, doit rendre public, jeudi 22 juin, son nouveau rapport annuel. En 1988, la CNIL a été saisie de 21 988 déclarations de fichiers et demandes d'avis, soit une légère augmentation par rapport à 1987. Le nombre de plaintes et de demandes de conseils a augmenté de plus de 35 % par rapport à 1987 (de 1132 à 1757).

Garde-fou créé par la loi de 1978, la CNIL a vu, depuis plusieurs années, son champ d'intervention s'élargir. Elle est sollicitée ou agit par elle-même dans des domaines bien connus : protection des données, de la justice ou de l'industrie, par exemple, où elle est vigilante sur la constitution des fichiers, leur consultation par des particuliers ou par des administrations. Ainsi, elle a donné un avis négatif à la mairie d'Hyères (Var), dont la police municipale, disposant par ailleurs de caméras de surveillance, avait constitué un fichier nominatif de population et pouvait, après consultation avec la préfecture, consulter le fichier des cartes grises (Le Monde du 16 juillet 1988).

À la lecture du rapport de 1988, c'est cependant dans le domaine de la santé que la CNIL apparaît particulièrement novatrice.

Des avis favorables ont été donnés à des associations comme France Transplant et Greffe de moelle (Var), dont la police municipale, disposant par ailleurs de caméras de surveillance, avait constitué un fichier nominatif de population et pouvait, après consultation avec la préfecture, consulter le fichier des cartes grises (Le Monde du 16 juillet 1988).

« Vingt mille volontaires pour la recherche médicale » lancée par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale auprès du personnel d'EDF-GDF, considérant que la méthodologie (INSERM) « exemplaire », tant sur le plan de la confidentialité que du respect des droits individuels, « servait parfaitement la plus importante étude de cohorte jamais réalisée en France et même dans le monde ».

Sécurité sociale, travail et emploi (notamment les questionnaires de

recrutement par trop indiscrets), fichiers de chèques volés, prospection commerciale en matière d'assurance, recensement de population (un recensement national doit être effectué le 15 février en 1990), sont autant de domaines spécifiques auxquels le rapport de la CNIL consacre des chapitres très détaillés.

Ag. L.

* CNIL. *Nouveau Rapport d'activité 1988*. La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07.

La polémique sur l'expérimentation animale

Vingt-huit singes de laboratoire ont été retrouvés à Toulon

Vingt-huit singes, sur la centaine d'animaux dérobés le mois dernier dans les laboratoires lyonnais de l'INSERM par le commando Arche de Noël (Le Monde daté 28-29 mai), ont été retrouvés à Toulon, mercredi 21 juin, au moment même où les chercheurs des unités cambriolées annonçaient, à Lyon, la naissance d'un « groupe de réflexion sur l'expérimentation biomédicale ».

A cette « coïncidence » s'en ajoute une autre : la programmation sur TF 1, vendredi 23 juin, de l'émission de Brigitte Bardot, « S.O.S. ».

Des handicapés manifestent à Paris. — Des militants de l'association de handicapés Ensemble pour vivre debout, apportant une pétition de vingt-huit mille signatures et le professeur Léon Schwartzenberg, ont manifesté, mercredi 21 juin, devant le ministère de la santé à Paris. Ils ont symboliquement brûlé sur la chaussée des exemplaires du « double ordonnance » institué par M. Philippe Séguin alors qu'il était ministre du gouvernement Chirac. Cette mesure oblige les médecins à séparer les prescriptions concernant le handicap et remboursees à 100 % — des soins nécessaires aux autres affections et remboursées à un taux inférieur.

ÉDUCATION

Les universitaires et M. Jospin

L'accord sur la revalorisation des carrières divise les enseignants du SNE-Sup

Les accords officiels cachent parfois des désaccords à peine officiels. Réunis en congrès du 21 au 23 juin à la Bourse du travail de Montreuil (Seine-Saint-Denis), les enseignants du SNE-Sup (Syndicat national de l'enseignement supérieur) ont profité de la séance d'ouverture pour faire le point sur les négociations menées avec le ministre de l'éducation nationale en matière de revalorisation des carrières. La signature, le 16 mars, d'un « relevé de conclusions » avec M. Lionel Jospin ne s'est pas accomplie sans douleur au sein de ce syndicat qui regroupe divers courants de gauche. Trois mois après, les différences d'appréciation sur les mesures gouvernementales mettent à jour de profondes divergences.

Plusieurs critiques ont d'abord été apportées au projet de loi d'orientation de M. Jospin par le courant majoritaire Action syndicale, qui regroupe notamment les enseignants proches du Parti communiste. M. Nicole Flori-Duharcourt, secrétaire générale sortante, a, notamment, craint que les futurs instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) ne soient pas réellement intégrés à l'Université, mais plutôt transformés en « une structure déguisée de super-écoles normales ». Le SNE-Sup souhaiterait que ces instituts aient le statut de services communs de l'Université.

La « perversité » des primes

Mais l'essentiel des débats a porté sur les mesures de revalorisation des carrières. La secrétaire générale reconnaît que les négociations ont eu des résultats positifs, notamment en

ce qui concerne la formation et la rémunération des futurs enseignants-chercheurs. Toutefois, le relevé de conclusions ne saurait être entièrement approuvé par la direction du syndicat, ne fût-ce que par égard pour la frange radicale qui désapprouvait ce compromis avec le gouvernement. M. Flori-Duharcourt a noté que le syndicat devait demeurer vigilant à l'égard des mesures d'application qui sont encore à l'étude.

Le système de primes différenciées, qui doit permettre une revalorisation indémittible du salaire des enseignants, n'est guère apprécié. La majorité du SNE-Sup, qui dénonce la « perversité » de ce procédé, compte appeler tous ses adhérents à réclamer une indemnité, afin de démontrer que le système est ingérable. D'autre part, le mode actuel de recrutement et de gestion de carrières, dominé par le Conseil national des universités (CNU) est vivement critiqué. Évoquant les « scandales » qui se produisent dans certaines sections du CNU, la direction du SNE-Sup estime que cette instance ne peut décider des critères d'attribution des primes.

S'ils sont d'accord pour affirmer que tout n'est pas rose, les membres d'Unité, Indépendance et Démocratie (UID), le courant proche du Parti socialiste, se montrent plus modérés dans leurs critiques. Certes, le mode de recrutement des enseignants n'est pas idéal, la rentrée risque d'être « catastrophique », et le gouvernement n'a pas donné les moyens suffisants à la revalorisation, mais ils estiment qu'un compromis est possible et souhaitable.

Pour l'UID, le relevé des conclusions constitue un début appréciable, et si le système indemnitaire peut comporter des risques d'arbitraire, en raison de la faiblesse de l'enveloppe budgétaire, il n'est pas en soi condamnable.

« Nous voulons que soit clairement reconnu le degré d'implication des enseignants dans leur mission », affirme M. Jean-Paul Lecort, au nom de l'UID. Nous ne sommes pas partisans de la rétribution au mérite, mais les primes sont un moyen de moduler les rémunérations. Actuellement, il suffit de se constituer un bon dossier de recherche pour faire carrière sans s'occuper des étudiants, et ce n'est pas normal. « Mais ce discours habilement dialectique cache un réformisme qui ne saurait évidemment faire l'unanimité au sein du SNE-Sup.

NATHALIE HÉROULE.

Les sujets de français du baccalauréat

Après la philosophie, examinée le 7 juin, les candidats au baccalauréat de l'enseignement général ont affronté les autres épreuves, les 22 et 23 juin. Voici certains des sujets de français qui ont été soumis, mercredi 21, aux élèves de première pour l'épreuve anticipée du bac de l'année prochaine (séries A, B, C, D, E).

MARSEILLE, AIX

- 1) Résumé et commentaire d'un texte de François Mauriac tiré du *Journal* (1934) sur le voyage.
- 2) Commentaire d'un extrait de *Bérénice*, de Racine.
- 3) « Que deviendrais-je sans le rire ? Il me protège de mes dégoûts. Il m'aide. Il ouvre mes portes et me fait entrer. Il bat mes meubles. Il secoue mes rideaux. Il est le signe que je ne sombre pas tout à fait dans la contagion du monde [...] où j'évoque », Jean Cocteau. *La Difficulté d'être* (1946).

Vous expliquerez si, au besoin, discuterez et proposerez une démonstration dans quelle mesure les écrivains comiques ou plaisants que vous connaissez remplissent ces fonctions suggérées par Jean Cocteau.

BORDEAUX

- 1) Résumé et commentaire d'un texte de Hippolyte Taine, extrait des *Origines de la France contemporaine*, sur l'institution scolaire.
- 2) Commentaire composé d'un texte d'Alain Césaire, extrait de *Caliban ou le retour au pays natal*.
- 3) Quand dit-on d'une œuvre littéraire qu'elle est engagée ?

DÉFENSE

Le RPR demande au gouvernement de surseoir à la réorganisation de l'armée de terre

Le RPR demande au gouvernement de surseoir à l'application de son projet de réorganisation du corps de manœuvre aéroporté (Le Monde du 22 juin) jusqu'au débat prévu, en principe, pour l'automne prochain sur le projet de loi de programmation militaire 1990-1993. « Confronté à des problèmes budgétaires graves, estime au nom de son parti M. François Fillon, député RPR de la Sarthe et ancien président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, Jean-Pierre Chevènement tente de détourner l'attention sur des réformes de structures improvisées sans la moindre concertation avec le Parlement ».

Par l'intermédiaire de M. Fillon, le RPR considère que « le ministre

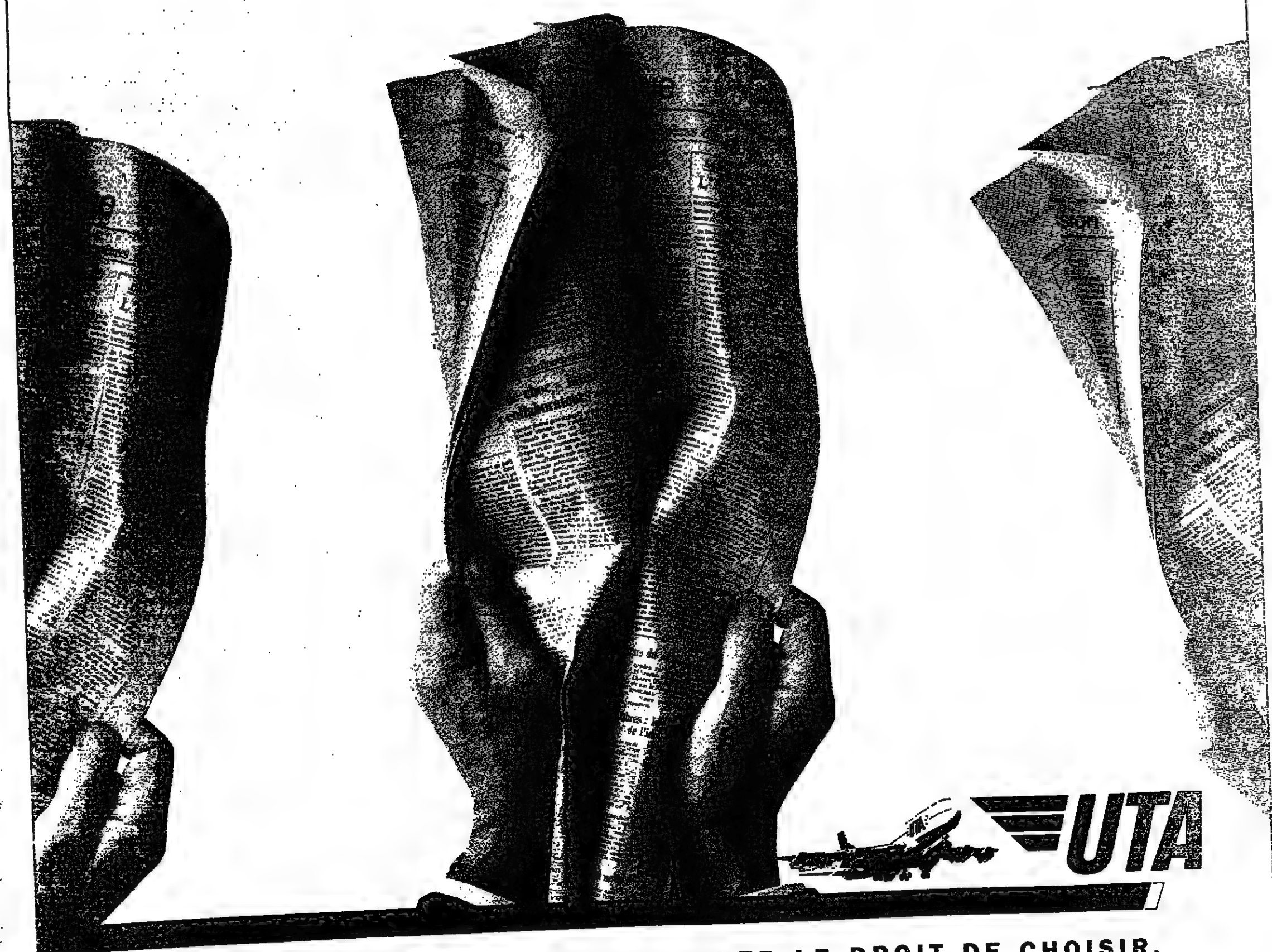
de la défense, en supprimant le corps d'armée de Metz plutôt que celui créé par Charles de Gaulle à Lille, affaiblit le dispositif militaire français ». Avec deux corps d'armée, note le RPR, la France, si elle souhaite jouer un rôle significatif dans une crise en Europe, devra concentrer tous ses moyens sur une seule direction.

« La réorganisation conjuguée avec la révision à la baisse des objectifs de la loi de programmation entraînera forcément d'importantes diminutions d'effectifs. Les armées, conclut le RPR, risquent de ne plus disposer des capacités d'encadrement suffisantes pour maintenir le service militaire dans sa formule actuelle. »

UTA ne demande pas la lune. Simplement le droit de vous emmener en Europe dans de meilleures conditions. Concrètement, cela se traduit par 4 sièges de front disposés 2 par 2 avec une large tablette entre les 2 sièges. C'est triste à dire, mais tant qu'on refusera à UTA de desservir l'Europe, vous n'aurez pas tout à fait la place que vous méritez en Europe.



**TANT QU'ON REFUSERA L'EUROPE A UTA,
VOICI COMMENT VOUS CONTINUEREZ
A LIRE LE MONDE
A DIX MILLE MÈTRES D'ALTITUDE.**

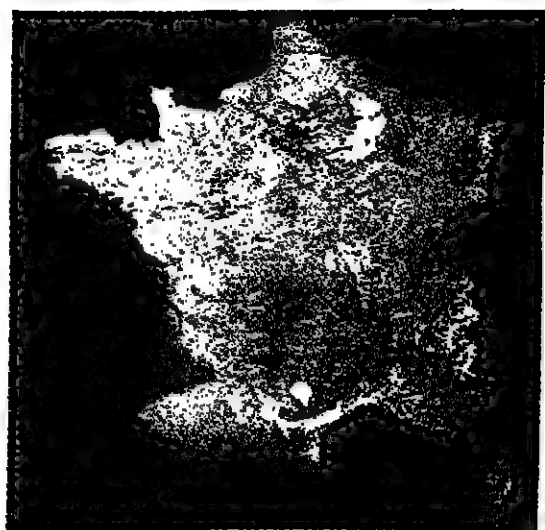


NOUS NOUS BATTONS POUR VOUS DONNER LE DROIT DE CHOISIR.

مكتبة الامم المتحدة

L'ETAT DE LA FRANCE ET DE SES HABITANTS

ÉDITION 1989
sous la direction de
Minelle Verdé



ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE

L'ETAT DE LA FRANCE ET DE SES HABITANTS

Edition 1989

sous la direction de Minelle Verdé

Avec cette nouvelle édition qui comprend 170 articles tous inédits, rédigés par une centaine d'auteurs, (journalistes et chercheurs de toutes disciplines); *L'état de la France* revient à une formule plus complète, plus dense et plus systématique:

■ Un panorama complet et précis de la France d'aujourd'hui, appréhendée sous les angles sociologique (modes de vie, travail, loisirs, culture, consommation...), et économique (croissance, commerce extérieur, fiscalité...). Une analyse en profondeur de ce qui bouge et de ce qui reste immobile, menée avec le souci de la rigueur de l'information et du pluralisme d'interprétation.

■ De très nombreuses cartes, des articles de fond, des données statistiques et administratives offrent une image contrastée et vivante des 22 régions françaises.

■ Pour sortir de "l'hexagono-centrisme", de très nombreux articles situent la place future de la France dans l'Europe de "1993", et une section est consacrée au thème "La France dans le monde".

■ La nouvelle formule de *L'état de la France*, c'est aussi: un index de 2000 entrées, 58 bibliographies, 5 chronologies thématiques, 115 cartes, des dessins drôles ou cruels de Cabu...

LA DÉCOUVERTE

JUSTICE

Réquisitoire au procès d'Action directe Lyon

La part du feu

LYON
de notre bureau régional

Après l'audition des témoins de la défense et les plaidoiries des parties civiles — qui suscitèrent de nouveaux éclats, assortis d'expulsions, c'est dans un silence de cathédrale que M. François-Louis Coste a prononcé, mardi 20 et mercredi 21 juin, un réquisitoire d'une exceptionnelle densité. « Vous n'avez pas à juger une idéologie mais des hommes qui ont commis certains actes au nom de leurs convictions », insistait d'emblée le magistrat, rappelant ainsi à la cour d'assises « spécialement composée » qu'elle ne constituait pas une juridiction d'exception. Parfaitement imprégné d'un dossier qu'il s'est efforcé d'appréhender dans sa complexité, l'avocat général ne laissa pas affleurer la moindre passion, ni dans le ton ni dans les termes de son discours.

« Olivérisme »

M. Coste réexamina d'abord les caractères et les trajectoires des dix-neuf accusés, classés selon « leur ancienneté dans le groupe » et la durée de leur engagement, en s'attachant évidemment sur le cas d'Olivier, « épine dorsale » et « maître à penser » dont la doctrine, s'appuyant sur des « syllogismes », révèle, selon le magistrat, un refus de se situer dans un courant. « Lénine, Mao, Trotski, c'est eux qui ont dit que la révolution se fait par la base de l'olivérisme », auquel des gens souvent « politiquement vierges » mais d'une « hypersensibilité sociale » et d'une « nature pas contrariante » ont pu se rallier au

nom d'une « morale attrape-tout du changement ». Remarquant que les « disciples » comme les compagnons de route d'Action directe faisaient preuve de la « même impatience à voir radicalement évoluer une société injuste et pourrie à leurs yeux », l'avocat général proposa comme explication à la dérive de cette « bande d'amis en recherche vers un groupe de militants armés » ce constat d'évidence: « Olivier séduit, il fascine, on s'engage ». Au terme d'un examen du mode opératoire de la bande, l'inventaire des violences infligées aux employés de banque et aux clients permit à l'avocat général de bien cerner les responsabilités de chacun et de préciser que « les armes ont été dans une attaque de banque sur six ». Tout en reconnaissant la non-faisabilité de certaines expertises balistiques, M. Coste estima que Ballandras semblait bien être le meurtrier du brigadier Guy Hubert.

Quant à la mort du général de gendarmerie Guy Delfosse, M. Coste tenta de l'expliquer de la manière suivante: « Le général Delfosse a été tué pour avoir tenté de dialoguer avec Frérot et l'avoir ainsi mis au défi de se révéler à lui-même l'insupportable absurdité de son combat ».

Le cas Aïssou

Antérieurement, le magistrat s'était livré à une analyse des capets de Frérot: « Olivier (...) est à la fois le juge d'instruction et le procureur. Comme dans les procès révolutionnaires, qu'affectionne Frérot, le chef — qui sous la lettre X... revêt 136 bis en 37 feuillets — aide mentalement le militant à accomplir de ses erreurs ». M. Coste constata que ni le plaidoyer ni la sentence ne sont omis dans ce manuscrit délinquant qui « résume la totalité du dossier ».

« Nous leur devons à tous le respect, quelles que soient les idées qu'ils ont défendues. Aucun d'eux ne doit être traité comme un criminel de droit commun », souligne M. Coste en se référant à Voltaire: « Je combattrai vos idées jusqu'à mon dernier souffle mais je suis prêt à mourir pour que vous puissiez les exprimer. » Le magistrat devait établir ensuite un subtil distinguo entre les « actions de financement » et les « expropriations prolétaires », et démontra que l'argent dérobé — 3,6 millions de francs au total — n'avait jamais été utilisé pour le confort personnel du groupe. « Leurs appartements, leurs garages, les armes et explosifs achetés au prix fort représentaient des charges considérables, mais leur train de vie était modeste: un mobilier sommaire, de courtes vacances et pas de sécurité sociale. Lorsque Frérot s'achète un costume de luxe, il s'en confesse... ».

L'activité politico-terroriste du groupe était établie et le décret de dissolution d'Action directe — du 24 août 1982 — constituant, à ses yeux, la reconnaissance implicite d'un « groupe de combat portant atteinte à l'autorité de l'Etat ». M. Coste n'hésita pas à « faire du droit » pour soumettre à la cour le cas de Mouloud Aïssou. Depuis son arrestation, cet ex-militant a observé plusieurs grèves de la faim pour réclamer le bénéfice de la loi d'amnistie de 1981. Tout en indiquant qu'il serait « présomptueux » de prétendre s'opposer à ses collègues de la cour d'appel de Lyon — qui, par deux fois, ont rejeté les requêtes de l'accusé — M. Coste s'en « rapporte une fois pour toutes à la sagesse de la cour » pour trancher cette question. Il s'abstiendra toutefois de présenter des réquisitions contre Aïssou, à qui le Père Christian Delorme, « curé des Minuettes », et Mme Djida Tazdalt, porte-parole des Jeunes Arabes de Lyon (JALB) — et, depuis dimanche, député au Parlement européen, élus sur la liste des Verts — étaient venus apporter leur soutien à la barre.

Avant de faire « la part du feu » pour proposer des sanctions « qui ne peuvent répondre à des critères de simple comptabilité puisque aussi bien cinq accusés se déclarent solidaires, onze revendiquent leur droit à la différence et trois s'affirment étrangers à l'affaire », l'avocat général donna lecture d'un brûlot dans lequel il est question de « guerre sans merci à la société bourgeoise », d'actions « sans faiblesse et sans reculade » et de « propagande par les faits, mal compris des foules pas encore préparées » et dont l'auteur n'est ni Frérot ni Olivier mais un certain Emile Henry, jugé le 29 avril 1984. Une manière, pour le magistrat, de souligner que « dans la longue marche de l'histoire, les terroristes, tous jours, ont bégayé ».

ROBERT BELLERET.

L'instruction de l'affaire Touvier

La visite du juge Getti à l'archevêché de Lyon

Le juge Jean-Pierre Getti, chargé de l'instruction du dossier Touvier, n'a pas encore, personnellement, compulsé les archives du diocèse de Lyon, mais il a rencontré longuement, mercredi 21 juin, dans cette ville, Mgr Abel Cornillon, secrétaire général des services de l'archevêché. A l'origine, le juge parisien devait rencontrer le cardinal Albert Decourtray, mais ce dernier séjourne jusqu'à jeudi à Paris, où il préside le conseil permanent de l'épiscopat.

C'est une première prise de contact avec Lyon, a déclaré M. Getti en sortant de l'archevêché. Je ne peux pas plonger tout de suite dans toutes ces archives. Il faut d'abord mettre au point une méthode de travail. Il y a un peu plus d'une semaine, Mgr Decourtray avait proposé d'ouvrir une partie des archives du diocèse à un groupe d'historiens ainsi qu'à la justice. Le juge d'instruction entend visiblement tirer profit de cette invitation exceptionnelle.

Lui-même pourrait revenir à l'archevêché pour étudier quelques documents particulièrement intéressants. Pour le reste, il est vraisemblable que les gendarmes assureront l'essentiel des recherches parmi les notes et correspondances classées au tribunal et dernier étage de l'archevêché. L'étude des dossiers du cardinal Gerlier, archevêque de Lyon de 1937 à 1965, et de Mgr Charles Duquaire, qui fut notamment son

secrétaire particulier, pourrait ainsi éclairer, s'il y a lieu, la justice sur le rôle de l'Eglise dans l'affaire Touvier durant la période de la Libération.

De leur côté, les historiens contactés par le cardinal pour analyser ces archives et former un groupe d'études — René Rémond, Yves-Marie Hilaire et Gérard Choisy — ont donné une réponse de principe favorable. René Rémond, qui présiderait ce collège de chercheurs, souhaite néanmoins l'élargir à deux ou trois spécialistes de la seconde guerre mondiale.

Au cours de son séjour à Lyon, le juge Jean-Pierre Getti doit aussi rencontrer le doyen des juges d'instruction de Lyon, M. Jacques Hanny, le procureur de la République, le président du tribunal de grande instance, ainsi que M. Ugo Isacco, l'un des premiers avocats des parties civiles avec M. Joe Nordmann.

Enfin, le 28 juin, le juge d'instruction, en compagnie de Paul Touvier et de son avocat, M. Jacques Trénolet, se plongera dans des archives qui n'ont rien d'ecclésiastiques: le reliquat des documents saisis appartenant à l'accusé. L'inventaire de deux ou trois malles reste en effet à réaliser, au risque de faire couler l'instruction sous une avalanche de papier.

L. G.

SPORTS

Les troisièmes Jeux de l'avenir

Les boutons d'or

Les troisièmes Jeux de l'avenir ont été inaugurés, jeudi 22 juin, au stade d'athlétisme de l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) de Paris par le président de la République, M. François Mitterrand, en présence de président du Comité international olympique (CIO), M. Juan Antonio Samaranch.

Ces jeux, qui doivent avoir lieu jusqu'au 25 juin à l'INSEP et dans les stades de dix villes de la couronne est de la capitale, mettent aux prises les quatre mille cinq cents jeunes de treize à quinze ans qui ont été sélectionnés parmi les cinq cent mille qui ont participé ces six derniers mois aux phases qualificatives dans tous les pays.

Ces espoirs du sport français devaient en découvrir dans cinq disciplines (athlétisme, gymnastique, escrime, judo et natation) et dans quatre sports collectifs (basket-ball, handball, volley-ball, football).

Pour le président de la Fédération française de natation, Henry Scrandor, qui a la charge du comité

d'organisation, ces jeux « ont trouvé leur identité: ils sont le résultat d'une démarche commune entre le mouvement associatif scolaire et les instances fédérales qui, négocier, plus tournées vers le sport de haut niveau, pratiquent désormais l'ouverture afin que les jeunes soient trempés dans un bain d'olympisme et puissent faire du sport à partir de l'école jusqu'à la faculté ».

■ BASKET-BALL: championnat d'Europe. — Batsus (80-74) le 21 juin à Zagreb (Yougoslavie) par la Grèce, tenant du titre, l'équipe de France de basket-ball a quasiment perdu toute chance de disputer les demi-finales du championnat d'Europe des nations qui a lieu jusqu'au 25 juin.

■ AUTOMOBILISME: restructuration chez Ferrari. L'ingénieur britannique John Barnard, qui était chargé des moteurs et de la conception des voitures de formule 1 de l'écurie Ferrari depuis trois ans, cessera ses fonctions dans l'écurie de Maranello à la fin de la saison.

CONGRES MONDIAL pour le bicentenaire de la Révolution

« L'IMAGE DE LA REVOLUTION FRANÇAISE »
Paris-Sorbonne 6-12 juillet 1989

Comment depuis deux cents ans la Révolution a été connue, vécue, accueillie, représentée, mémorisée. Son impact sur le droit, sur la science, sur la pensée et la pratique politique jusqu'au XX^e siècle. La diffusion des idées force qu'elle a projetées à travers le monde et la façon dont elles ont été reprises par les bourgeoisies libérales, le mouvement ouvrier, les différentes idéologies.

Une enquête de 1789 à nos jours qui a mobilisé les chercheurs français et étrangers, qu'ils soient historiens, philosophes, politologues, spécialistes d'art ou de littérature.

Tels sont les thèmes du

CONGRES MONDIAL organisé par Michel VOVELLE

Directeur de l'Institut d'Histoire de la Révolution Française
(Université Panthéon-Sorbonne, Paris I. Associé au CNRS)
réunissant 400 conférenciers venus de 43 pays

Ouvert au public.

S'inscrire auprès de:

Danielle Le Monnier et Marie-Claude Baron
IHRF - 17, rue de la Sorbonne - 75005 PARIS
Tél.: 40 46 28 19 - 43 26 82 07



L'EXCENTRIQUE n'est pas forcément un être déraisonnable : simplement, il pousse sa logique jusqu'à l'extrême. Sa fantaisie particulière est son garde-fou. A cela les Anglais, dont il faut reconnaître la supériorité en la matière, ajoutent le sentiment d'infatigabilité et un goût certain pour l'understatement, c'est-à-dire l'art de se tenir au-dessous de la vérité.

Eric Newby, en racontant comment, un jour de 1955, lui est venue l'idée sangrante d'escalader le mont Samir, ne se cache pas d'être un dilettante professionnel. Voilà un sommet de 6 043 mètres à la mesure de son impréparation !

Avec Hugh Carless, diplomate entre deux postes et farouche partisan du régime jockey, la cordée atteint son niveau d'incompétence. Les préparatifs et le trajet d'approche, entre Londres et Kaboul, nous valent deux cents pages de ce qu'il faut bien appeler par un terme emprunté à l'ethnologie africainiste : un récit de voyage à plaisanteries.

Newby cultive le ragoût et la désillusion. Cadre commercial dans une maison de mode, il quitte son emploi sur un succulent pied de nez. Partant pour le Nordistan, sous couvert d'alphinisme, il s'engage dans une aventure au Pays de Galles, comme si quelque un, du jour au lendemain, sans dispositions spéciales, décidait de pratiquer le trapèze volant.

La route est longue jusqu'à la vallée du Pandjir. Hôtels aux odeurs sanitaires, consulats curés par la végétation, garagistes homosexuels. Quand aux frontières internationales succèdent les postes de contrôle intérieur et les octrois, l'expédition semble frappée de décalage anachronique. Notation à l'import-export : « Ils nous firent traverser à pied l'espace qui nous séparait du bâtiment, dans un vent aussi

chaud que l'air d'un sèche-cheveux et d'une telle violence qu'on aurait pu s'appuyer dessus ».

L'Afghanistan... Kaboul. L'aventure automobile prend fin. Les explorateurs font leur première mise en jambes sur une malheureuse colline, face à la Légation britannique. Le ridicule ne les tue pas. Les sommets de l'Hindou Kouch n'ont qu'à bien se tenir !

Montagnards malgré eux, les deux hommes auront, bien sûr, des déboires avec leurs guides et avec leurs chaussures. Les malentendus se multiplient jusqu'au jour où Hugh, avec le calme qui

sied à un agent du Foreign Office, annonce « Le mont Samir ». Suivent trois petits chapitres d'anthologie où, en compagnie d'Abdoul Ghayas, Eric Newby et Hugh Carless se lancent à l'assaut du sommet. Comiques et courageux, ils frôlent l'exploit de l'auteur devient franchement rigolo dans les passages difficiles où ils doivent employer les crampons et le piolet. Les voilà, au sens propre et au figuré, les éternels des Pieds Nickelés !

Mais la pantalonnade n'exclut pas l'observation ni l'érudition. C'est même une loi du genre d'instiller ça et là des réflexions sérieuses, des considérations his-

toriques ou de camper le portrait d'un personnage représentatif. Eric Newby sait en user sans en abuser.

Pour quelqu'un qui n'a visiblement pas le don des langues, il se faufile assez bien dans le puzzle ethnique et religieux. Son approche des Shab-Posh, kafirs à tunique noire, et des Safed-Posh, kafirs à tunique blanche, reste cependant assez obscure. Son incursion dans la langue beshgali tient tout simplement de la pochade ethnologique, mais cela nous éclaire sur le moteur et la raison de cette abracadabrante entreprise : la curiosité. Pourquoi aller si loin, si haut, et tant souffrir ? Pourquoi tant de privations ? L'auteur ne cherche ni prétexte ni justifications : pour en avoir le cœur net.

Des navires aux dromadaires

Les mêmes raisons, au départ, ont attiré Théodore Monod vers le désert. *Méharées* raconte comment, en 1923, il passa du grand large au Sahara, des navires aux dromadaires. Il constate : « Qu'il soit d'eau salée, de sables ou de cailloux, c'est toujours un océan. Et voilà pourquoi, à les avoir

vécues tour à tour, on découvre tant de points communs entre la vie de marin et celle du Saharien, une si secrète et profonde parenté ». Dans le désert, Théodore Monod ne découvre pas seulement un espace, un milieu, mais un élément. Son élément.

Théodore Monod n'est pas Newby. Plutôt qu'excentrique, on le qualifierait ici d'original. Il est à l'image de l'inventeur ou du savant amoureux. Un « allumé » du désert. L'un des premiers, il apprend à ses lecteurs que cet espace apparemment vide est loin d'être le degré zéro de l'écologie.

Peu de lumière, d'animaux, de couleurs changeantes et d'histoire humaine, le désert est aussi un sentiment intérieur. Dans une édition en cours (1), Michel Le Berre dresse l'inventaire de la faune saharienne : 30 espèces de poissons, plus de 100 reptiles, près de 250 mammifères et un nombre considérable d'oiseaux. Ne seront étonnés que ceux qui n'auront pas lu Monod...

Livre de jeunesse, *Méharées* est écrit sans boniment. S'il affecte un ton non littéraire, c'est pour refuser tout sensationnalisme, tout sentimentalisme, et prôner un matérialisme scientifique serein (l'auteur y prend parfois les allures d'un baroudeur bachellarien). Monod excelle

dans la description ponctuelle, la peinture des petits détails. Arpenteur d'immensité, il disserte aussi bien de la victoire du thé sur le café que de l'importance décisive de se munir de punaises si l'on veut faire de bons relevés topographiques dans la tempête.

Méharées vaut surtout par le mélange constant du trivial et du spéculatif. Le livre se veut mode d'emploi, leçon de choses et guide « spirituel » tout à la fois. Car, au-delà de la traversée de la Mauritanie occidentale, de la longue marche du Hoggar au Niger, de la recherche d'une météorite géante dans la région de Chinguetti, en Mauritanie, de la jonction entre Tombouctou et Tindouf et de tant d'autres exploits caravaniers, la volonté dernière de l'auteur transparaît : rien jamais ne doit endormir sa part nomade. Il vit par la curiosité et la moindre lassitude serait fatale. C'est pourquoi depuis plus de soixante ans il poursuit ce rêve éveillé qui a pour nom Sahara.

Bonnes caves et bonnes bibliothèques

Le voyage et le vin sont probablement cousins. Un petit tour dans l'Hindou Kouch et *Méharées* ont bien vu. Ils méritent, à la faveur d'un nouvel engouement pour les récits de voyages, d'être l'un tardivement traduits et l'autre tardivement réédités. Désormais, nous soignons nos bibliothèques comme certaines caves : s'y côtoient des livres nouveaux et des livres anciens. Ceux qui sont « longs en bouche » et ceux qui le sont moins. Un bon Nicolas Bouvier recevra autant de soin qu'un jeune Jean Rolin. Les Lacarrière auront toujours ce goût tenace de résiné. Nous sortirons les Chatwin pour les vrais amis. Il y aura aussi des alcools forts comme les Tarahumaras d'Antónin Artand ou *Ecuador* de Michaux. Le millésime 89 s'annonce bien : ce sera, selon les éditeurs, l'année de tous les voyages...

JACQUES MEUNIER.

* UN PETIT TOUR DANS L'HINDOU KOUSH, par Eric Newby, traduit de l'anglais par Marianne Véron, préface d'Evelyn Waugh, coll. « Voyages », Fayot, 372 pages, 145 F.

* MÉHARÉES, par Théodore Monod, Actes-Sud, 232 p., 110 F.

(1) *Faune du Sahara*, édition Raymond Chabaud, prévue en trois tomes. Le premier : *l'histoire Poissons, Amphibiens Reptiles*, 345 F.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Deux rééditions d'Eugène Dabit

« Oh, Hubert, et les pauvres ? »

DANS *Patitudes*, de Gide, le narrateur écrivain se souvient subitement que son œuvre en panne n'est pas tout au monde, que des gens triment et souffrent sans connaître jamais le luxe d'assembler sans cesse des mots. « Oh, écrit-il à son ami Hubert, comme s'il avait retrouvé un noyau à son mouchoir ; et les pauvres ? »

Périodiquement, les écrivains français, presque tous bourgeois, sont visités par ce brusque scrupule de dame d'œuvre. Les lettres et manuscrits qu'ils reçoivent de postulants nécessaires au privilège d'écrire leur rafraîchissent la mémoire. Certains ont adopté un de ces poissons bizarres, l'ont exhibé dans les beaux quartiers, l'ont suivi dans les banlieues louches. Ils avaient « leur » pauvres, comme les antisémites « leur israélite ». Genet a été cette bête curieuse pour Coc-tu ; Mouloudji et Cau pour Sartre. Pour Gide et Martin du Gard, ce fut Dabit.

On aurait voulu être là, le jour de 1931 où Gide, quittant la rue Vaneau pour la journée, s'aventura à Belleville sur les pas de Dabit, avec la même curiosité écorchée et encaillée, imagine-t-on, que quand il découvrait les sœurs de Biskra.

Cinq ans plus tard, comme on rend une poignée, Gide emmenait Dabit avec lui dans le célèbre voyage d'intellectuels français en URSS. Le rentier protestant et le petit prolétaire parcourant le paradis, encore incontesté, de la Révolution ! Malraux faisant les honneurs des lieux et de la dialectique ambiante ;

Louis Guilloux courant les filles ; Herbert s'égarant dans les hammams de Tiflis... Tous ont relaté leur incursion de quelques semaines dans la patrie du futur genre humain. Quelle équipée folklorique et symbolique à la fois ! Un des voyages collectifs du siècle les plus mémorables, avec la croisière Citroën en Chine !

DABIT ne devait pas en revenir. Le 19 août 1936, tandis que ses compagnons rembarquaient, il entra à l'hôpital de Sébastopol. Deux jours plus tard, il mourut. « *Scarlatine toxique* », ont dit les rapports. Gide et Aragon assistaient au retour des cendres, au Père Lachaise. La vie littéraire s'offrait de fameuses images, en ce temps-là !

Gallimard réédite le *Journal intime* que Dabit a tenu de 1928 à la veille de sa mort. C'est une nouvelle version, intégrale. On est frappé de ce que Dabit, en tenant journal, suit moins un besoin qu'un exemple. Jusqu'en 1931, ce ne sont que notes éparpillées. L'idée de se confier plus systématiquement lui vient lors de l'escapade à Belleville avec Gide. Il voit ce dernier sortir son calepin à tout propos et préférer, dirait-on, les phrases qu'il y trace à la réalité observée. Cette prise de possession des choses vues, cette promotion du « moi » à la hauteur des événements extérieurs, n'est-ce pas la fin du fin, dans une existence ?

(Lire la suite page 27.)

VITTORIO SALTINI



A travers la biographie romanesque d'un des plus grands poètes chinois, une reconstitution haute en couleur du monde des Tang (VII^e siècle), où se mêlent la culture la plus raffinée et les aventures les plus rebelles.

Editions du Seuil

مكتبة الادب العربي

LECTURES EN VACANCES

ENQUÊTE

Ce que les Français ont lu cette année

Les bons livres se vendent aussi

Le Salon du livre 89, l'affaire est entendue, fut celui de la morosité. Boudoirs ou perplexes, déçus ou détachés, les éditeurs n'ont pas manqué leurs critiques face à une manifestation qui n'est guère parvenue à ranimer la curiosité.

L'année éditoriale, commencée en septembre 1988, est un peu à l'image de cette vitrine dont on a eu peut-être simplement le tort de trop attendre : le convenu, le prévisible et le programmable se taillent la meilleure, ou du moins la plus grosse, part ; la foule s'y presse, comme pour démentir toute idée de désaffection ou de crise de la lecture. Les quelques (bonnes) surprises ne forment que des îlots éparpillés sur lesquels se retrouvent un nombre réduit d'amateurs.

Il faut sans doute une certaine hardiesse pour mettre en parallèle et situer dans un même monde culturel le dernier Sagan, la Laiterie (Julliard), qui vient d'être tiré en moins de deux semaines à 95 000 exemplaires, le roman signé par Paul-Loup Sulitzer, les Routes de Pékin (Stock-Édition n° 1), publié en avril et qui « fait » déjà 150 000, ou encore celui du jeune (mais ce n'est pas une excuse...) Alexandre Jardin, le Zèbre, nanti d'un prix Femina par un jury de dames peu inspirées (Gallimard, 300 000) et, par exemple, le superbe roman du Brésilien Machado de Assis, égal des plus grands écrivains de la fin du dix-neuvième siècle, Mémoires posthumes de Bras Cubas (A.-M. Métailié), qui n'atteint que péniblement les 5 000 exemplaires, ou le récit profondément vrai et émouvant de Charles Juliet, l'Année de l'éveil (POL, 22 000) ; il faut d'ailleurs à ce propos saluer le jury des lectrices de l'Éveil qui ont distingué ce livre dans le feuillet des publications romanesques de la rentrée.

Le tassement des grosses ventes

Mais il ne faudrait pas non plus tirer de cela la désespérante et trop mécanique conclusion que seuls les bons livres se vendent mal. Le cas de l'Année de l'éveil par exemple, nous incite à plus de prudence. Tout juste pouvons-nous dire que les lecteurs vont plus volontiers et plus nombreux, comme on va le voir, vers des ouvrages et des auteurs d'un renom, cotés, dont la présence sur les listes des meilleures ventes ne surprend plus personne. Découvrir un livre, un écrivain, est une démarche plus difficile, donc plus rare.

Quelques précisions avant d'entamer cette litane des succès attendus, ponctuée de quelques heureuses dissonances : le tassement, déjà constaté ces dernières années, des plus grosses ventes (les plus de 100 000), se confirme ; le phénomène de l'Amant, de Duras, ne s'est pas reproduit. Il est vrai que ces livres vivent aussi, ou plutôt rapportent, davantage au-delà d'eux-mêmes ; par la vente des droits au cinéma ou à la télévision, par exemple, ou par le jeu de relance plus rapide dans les clubs ou les collections de poche.

Les chiffres que nous donnons proviennent évidemment des éditeurs eux-mêmes. Arrondis ou gonflés, ils doivent être pris avec précaution. Ils sont loin d'avoir la rigueur d'un relevé de librairie. Entre les tirages qui ont servi à établir ces listes, les sorties (c'est-à-dire la mise en place en librairie) et les ventes réelles après retour, les écarts peuvent être importants — significatifs également pour les livres qui n'ont pas obtenu le succès escompté... Les données chiffrées qui vont suivre n'indiquent donc que des tendances ; de plus, elles devront être modulées en fonction du mois de parution du livre. Enfin, plusieurs éditeurs, par prudence, refusent de rendre publiques ces données. Ainsi du Seuil, de Minuit, des PUF ou d'Odile Jacob. Une manière assez conventionnelle de se démarquer des confrères...

Nous ne citerons pour mémoire que quelques « locomotives » qui sont les rentes de situation de

l'édition française : le Petit Larousse illustré (PLI), édition 1989 (déjà un million d'exemplaires), le Quid ? (Laffont, 450 000) ou autre Livre des records ou encore les Secrets naturels pour guérir et réuser, de Rika Zarai, l'apothicaire empirique de la chanson française (Lattès, 400 000, ce qui est peu, comparé aux deux millions d'exemplaires vendus de Ma médecine naturelle, Carrère-Lafont, 1985).

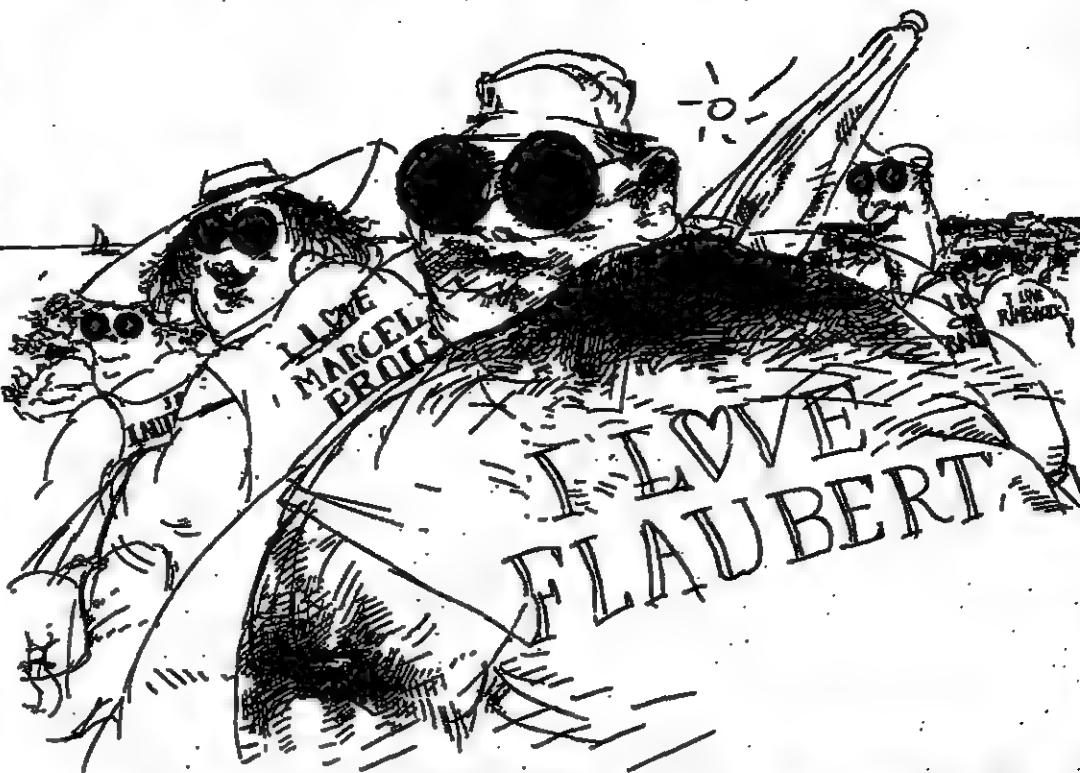
Les plus de 100 000, ou les conventions respectées : l'Exposition coloniale, d'Erik Orsenna, prix Goncourt 1988 (Seuil, qui remporte pour la deuxième année consécutive, après la Nuit sacrée, de Tahar Ben Jelloun, la plus précieuse, et la plus rentable, des récompenses littéraires parisiennes) ; puis Philippe Labro, avec Un été dans l'Ouest (Gallimard, 250 000) ; Bernard-Henri Lévy qui, avec les Derniers Jours de Baudelaire, est passé non loin du Goncourt et a dû se consoler avec l'Interallié (Grasset, 200 000) ; Régine Deforges, Sous le ciel de Novgorod (Fayard, 160 000, ce qui est beaucoup moins que le mirabolant succès de la série La bicyclette bleue) ; Françoise Chandernagor, l'Archange de Vienne, deuxième volet des Leçons des ténébreux (de Fallois, 160 000) ; Hervé Bazin, Le Démon du minuit (Grasset, 150 000) ; Claude Michélet, le Grand Sillon (Laffont, 120 000) ; Gérard Depardieu qui, avec Lettres volées, mosaïque de textes intimistes, a bénéficié de sa popularité de comédien (Lattès, 120 000) ; le prix RTL a contribué au succès de Secrets de famille, d'Irène Frain (Lattès, 110 000).

Du côté de la non-fiction, outre le beau succès du dernier volet (posthume) de la trilogie familiale de Marguerite Yourcenar, Quoi ? l'Eternité (Gallimard, plus de 100 000), la palme revient incontestablement au livre de Stephen Hawking, Une brève histoire du temps (Flammarion, 170 000), phénomène d'engouement pour un ouvrage scientifique difficile, lié sans doute à la personnalité de l'auteur, comparable au succès de l'essai de Claude Hagège, l'Homme de paroles, paru chez Fayard en 1985. Très belle réussite également pour le Père Bernard Alexandre, avec le Horosol, sorti en septembre (Plon, « Terre humaine », 200 000). Citons également, pour les documents : les Trois Cents Médicaments pour se surpasser (Balland, 150 000) ; les Mémoires, de Kirk Douglas (Presses de la Renaissance, 125 000) ; la Lettre ouverte à la génération Mitterrand, ouvrage très polémique de Thierry Pfister (Albin Michel, 110 000) ; la Cause des adolescents, ouvrage posthume de Françoise Dolto (Laffont, 120 000) ; de Dolto, ont également connu un succès notable l'Éveil de l'esprit, écrit avec A. Muel (Aubier), et Quand les parents se séparent (Seuil).

Une surprise relative

De 50 000 à 100 000, ou les solides bastions : on retrouve dans cette catégorie quelques valeurs reconnues ou confirmées par des prix littéraires. Pêle-mêle, autour de 100 000 : la Fille du ciel, d'Ysabelle Lacamp (Albin Michel) ; C'est quoi ce petit boulot ?, de Nicole de Baran (Flammarion) ; Vent africain, de Christine Arnothy, qui vient d'obtenir le prix des Maîtres de la presse (Grasset) ; la Porte du fond, de Christiane Rochefort (prix Médicis, Grasset) ; Hadriana dans tous mes rêves, de l'écrivain haïtien René Depestre (prix Renaudot, Gallimard) ; le Bal du docteur, de Geneviève Dormann (un récent et contestable grand prix de l'Académie française, Albin Michel). Dans ces mêmes tirages, il faut citer le gros roman « new-yorkais » de Tom Wolfe, le Bâcher des vanités (Sylvie Messinger).

S'approchant des 100 000 : la première fiction de Jacques Attali, la Vie éternelle, roman (Fayard, 81 000, une surprise



relative pour un livre sorti en avril) ; la Gare de Wanne, de François-Olivier Rousseau, grand prix de l'Académie française (Grasset, 70 000) ; la Gouvernante française, d'Henri Troyat (Flammarion, 70 000) ; le Média-chose amoureuse, nouvelles de Michel Tournier (Gallimard, 80 000) ; Vénus de l'enfance, de Patrick Modiano (Gallimard, 60 000). En littérature étrangère, les mémoires de Nina Berberova, C'est moi qui souligne (Actes-Sud, plus de 50 000, ce qui a également relancé les autres titres de Berberova publiés par cet éditeur), et les Enfants de l'Arbat, du Soviétique Anatoli Rybakov (Albin Michel, 80 000).

Pour les essais, Mémoires et documents, contenus sous de citer : Rêve mexicain, de J.-M.G. Le Clezio (Gallimard, près de 100 000), du même auteur, également chez Gallimard, le recueil de nouvelles Printemps et autres saisons, sorti plus récemment, touche les 45 000 exemplaires ; Madame le Proviseur, de Marguerite Genzbittel (Seuil) ; le Malheur russe, d'Hélène Carrère d'Encausse (Fayard, 61 000) ; l'Argent noir, de Pierre Péan (Fayard, 72 000) ; la Grande illusion, d'Alain Minc (Grasset, 90 000) ; les Mémoires barbares, de Jules Roy (Albin Michel, près de 100 000) ; le premier volume de la biographie d'Isabelle Eberhardt par Edmond Charles-Roux (Grasset, 95 000) ; dans la même catégorie, le Champollion, de Jean Lacouture (Grasset, 15 000), le Léopard de Virel, de Serge Brant (Lattès, 80 000) ou le portrait d'Hélène de Saint-Marc par le jeune historien Laurent Becarria (Perrin, plus de 50 000) ; même score pour l'autoportrait de Jean Guittou, Un siècle, une vie (Laf-

font). Plus prévisibles les succès de Jean-Pierre Coffe, bien connu des abonnés de Canal Plus, avec ses conseils pour le Bon Vivre (Le Pré-aux-Cleres, 77 000) et du volume annuel de la Découverte sur l'Etat du monde (55 000). Enfin, hors catégorie, le Voyage au bout de la nuit, de Céline, « revisité » par le dessinateur Tardi (Gallimard-Futuropolis, plus de 60 000).

De 30 000 à 50 000, ou les heureux-quasi-mêmes : du côté des romanciers confirmés ou des personnalités connues : Seules les larmes seront comptées, d'Hector Bianciotti (Gallimard, 50 000) ; l'Amour floss, de Maurice Dezuire (Denoël, 40 000) ; même score pour le deuxième roman de Claude Sarrasat, Maman Coq (Flammarion), et pour celui de Vladimir Volkoff, les Hommes du tour (de Fallois) ; le Lys d'or de Philippe Solers (Gallimard, 35 000) ; Un oiseau dans le ciel, de Frédéric Marceau (Gallimard, 35 000) ; le Jardin des Hespérides, de Catherine Hermavy-Vallée (Gallimard, 31 000) ; le Désespoir des singes, troisième roman d'Hervé Claude (Flammarion, 30 000) ; l'Amant du poivre d'âne, roman autobiographique de Pierre Magnan (Denoël, 33 000).

Dans la catégorie des essais et des documents : la Société humaine, de Léon Schwartzenberg (Belfond), et l'Atlas géopolitique d'Alexandre de Mazarin (Stock), arrivent tous deux à 50 000 exemplaires ; Le nouveau monde, de Christian Baudouet et Roger Establiet (Seuil) ; Pas de larmes pour Mao, de Niu Niu (Laffont, 45 000) ; Ces nouveaux malades qui nous gouvernent, de Pierre Accoce (Stock, 45 000) ; Madame Palatine, princesse européenne, de Dirk Van der

Cruyze (Fayard, 43 000) ; les Grands Criminels, d'Alphonse Rondard (le Pré-aux-Cleres, 42 000). Plusieurs ouvrages autour de 40 000 : la Voie cruciale, récit de voyage d'Élia Maillart (Payot) ; le Lait de l'orange, autobiographie et portrait du féminisme par l'une de ses militantes (Gallimard) ; Patience et longueur de temps, réflexion politique sur la cohabitation, d'Edouard Balladur (Flammarion). Le Héro-Hito d'Edouard Behr, avec 34 000 exemplaires, a bénéficié de la longue agonie et de la mort de l'empereur du Japon (Laffont).

Beau succès de Julien Gracq

De 10 000 à 30 000, ou Festins récompensés : quelques romans français d'abord : Mourir d'Yves Gibaud (Calmann-Lévy, 30 000) ; score équivalent pour un excellent premier roman trois fois récompensé, Petite chronique des gens de nuit dans un port de l'Atlantique nord, de Pierre Hadenus (Marec-Sell) ; le Golfe de Gascogne, de Bertrand Poirot-Delpech (Gallimard, 30 000) ; Retour à Cythère, de Catherine Ribot (Gallimard, 25 000) ; La mort n'oublie personne, de Didier Daeninckx (Denoël, 20 000) ; Dix-huit tentatives pour devenir un saint, des nouvelles de Jean Vautrin (Payot, 15 000) ; le deuxième roman de Jean-Philippe Toussaint, l'Appareil photo (Minuit) et la relance du premier, la Salle de bain, grâce au film ; le premier volume des œuvres de Julien Gracq dans « La Pléiade » a remporté un beau succès, le premier tirage de 20 000 ayant été rapidement épuisé. En littérature étrangère : la Ville des prodiges, d'Edouardo Mendoza (Seuil) ; Mémoires anciens, de Thomas Bernhard (Gallimard, 22 000) ; la Prédiction du crin, de Fruttero et Lucentini (Arléa, 20 000) ; la Botte noire, d'Amos Oz, Femina étranger (Calmann-Lévy, 20 000) ; Dossier H, d'Ismaël Kadare (Fayard, 17 000). Citons également : Water Music, de T.C. Boyle (Phébus, 15 000) ; le Témoin oculaire, d'Ernest Weiss (Arléa) et deux titres autour de 15 000 chez Rivages : le Grand Nulle Part, de James Ellroy, et la Vérité sur Lavin Jones, d'Alison Lurie. Chez Christian Bourgois, outre le succès qui se confirme des œuvres de Fernando Pessoa, il faut noter celui des titres de John Fante et d'Antonio Tabucchi.

Dans la série essais, documents et biographie : les Mémoires de Simon Wiesenthal, Justice n'est pas vengeance (Laffont) et l'essai d'Alain Finkielkraut sur le procès Barbie, la Mémoire vaine (Gallimard, 11 000) ; enfin, les Déclarations des droits de l'homme de 1789, de Christine Faure (Payot, 20 000).

P. Ké.

cependant moins que ses précédents ouvrages) : Jackie Kennedy, de David Heymann (Laffont, 40 000) ; Clemenceau, de Jean-Baptiste Darceuil (Fayard, 29 000) et Trotsky, de Pierre Bruns (Fayard, 23 000). Dans cette catégorie également : l'Autobiographie de Benazir Bhutto (Stock, 27 000) ; l'Aspèce de vivre, une invitation à l'aventure intérieure, d'Arnaud Desjardins (La Table ronde, 20 000) ; la France en friche, d'Éric Fottorino, sur la société rurale française ; Conversations sur l'invisible, de Jean-Claude Carrière, Michel Cassé et Jean Andouin (Belfond, 25 000) ; le beau livre de Nicole Lapiere (Plon, 20 000) ; la Dictature de l'audience, de Noël Mamère (La Découverte, 18 000).

En l'absence de chiffres, citons à cette place trois livres publiés par Odile Jacob : C'est de l'homme qu'il s'agit, de Jean Bernard ; Préambules, d'Yves Coppen et Que vive la République, de Régis Debray. Le premier volume paraît des Œuvres complètes de Freud (tome XIII, 1914-1915) aux PUF a suscité, en même temps qu'une vive polémique sur la traduction, un mouvement d'intérêt.

Chez l'Arpentier-Gallimard, deux essais très littéraires, de Pietro Chiari sur Kafka (15 990) et de Claude Magris, Danube (10 000). Enfin, dans la collection « Bouquins », les trois volumes des œuvres de Colette remportent un beau succès (plus de 15 000).

Les premiers romans

Moins de 10 000, ou le cercle des amateurs : on trouve d'abord quelques premiers romans qui ont reçu le suffrage des lecteurs : Monte en première ligne, de Jean Guerschke (Julliard, 10 000) ; le Chevalier sur le fleuve, de François Blanchot (Balland, 10 000) ; Désordre, de Nadine Diamant, Prix du premier roman (Flammarion, 8 000) ; l'Impromptu de Madrid, de Marc Lambron, prix des Deux-Magots (Flammarion, 8 000) ; le Silence de Gabriel, de Sophie Avon (Arléa, 5 000) ; le Pèlerinage à Jérusalem, de Pierre Bettecourt (Belfond, 5 000).

En littérature étrangère, on pouvait espérer que la célébrité ou la qualité incontestablement reconnue favoriseraient certains livres : Esquisses parisiennes, de Henry James (la Différence, 5 000) ; Wharton (New York, d'Edith Wharton (Flammarion, 8 000) ; même chiffre chez le même éditeur pour les deux livres d'Eudora Welty, l'un des grands écrivains actuels du sud des États-Unis, le Brigand bien-aimé et les Débutants d'un écrivain, la Neige de l'amiral, du Colombien Alvaro Mutis, découvert par Sylvie Messinger (plus de 5 000) ; les Excluz, deuxième roman après la Planète, d'Elfriede Jelinek, publié par Jacqueline Chambon (3 000) ; les Sœurs Materassi, d'Aldo Palazzeschi (le Promeneur).

Pour la partie non-fiction : le Dictionnaire de Jérôme Garcin (François Bourin, 15 000) ; le beau livre de mémoires du photographe Robert Doisneau A l'imparfait de l'objectif (Belfond, 10 000) ; la Vigne et le Vin, de Jacqueline Olivier (La Manufacture, 10 000) ; le Dictionnaire de la préhistoire, d'André Leroi-Gourhan (PUF) ; l'Individu, la mort, l'amour : soi-même et l'autre en Grèce antique, de Jean-Pierre Vernant (Gallimard, 6 000) ; chez Minuit, la Noblesse d'Etat de Pierre Bourdieu et le Pli de Gilles Deleuze ; le livre de Michel Schneider sur Glenn Gould (Gallimard, 8 000) ; Paris de ma jeunesse, de Pierre Le Tan (Aubier, plus de 3 500) ; Chine, culture et tradition, une encyclopédie thématique de Jacques Pimpaneau (Piquier, 5 000) ; l'essai d'Olivier Frébourg sur Roger Nimier, trafiquant d'insolence sorti récemment (Le Rocher), enfin, remporte un beau succès.

PATRICK KÉCHICHIAN.

La moisson du Bicentenaire

S'INSCRIVANT dans le mouvement irrésistible du Bicentenaire, l'ouvrage revu de Cercle de la librairie, Préface, a publié un numéro hors série sur les « livres de la Révolution française » (1). Sur les quelques mille trois cents ouvrages disponibles au 30 mars, plusieurs centaines ont été publiés au cours de ces derniers mois. Voici un choix de quelques titres marquants, ou du moins ayant trouvé un large public.

La palme revient incontestablement à François Furet, avec d'une part le quatrième volume de l'Histoire de France, la Révolution (1770-1789), publié en octobre (Hachette, 90 000) et le monumental Dictionnaire critique de la Révolution française, écrit avec Mona Ozouf (Flammarion, 50 000). Sorti en avril 1988, l'Etat de la France pendant la Révolution a également été un succès (La Découverte, 35 000).

Parmi les ouvrages plus populaires, citons la Grande Révolution de Pierre Michel (Plon, 35 000) ou Alain Decaux raconte la Révolution française

aux enfants (Perrin, plus de 100 000) ou encore la Chronique Larousse de la Révolution, 1789-1789. Pour les études plus particulières, citons Libres et égaux, de Robert Badinter, sur les jûtes sous la Révolution (Fayard, 40 000) ; Citoyennes sottes, de Dominique Godé, sur les femmes du peuple de Paris pendant la Révolution (Arléa, 10 000) ; une nouvelle édition des Cahiers de doléances des femmes, présentés par Paul-Marie Dubet et Madeleine Rabétioux (Des Femmes, 1793, la Révolution contre l'Église ; de la Raison à l'Être suprême (12 000), de Michel Vovelle ; et 1789, la Bastille est prise, de Guy Chausseinand-Nogaret (11 000) ; enfin, les Déclarations des droits de l'homme de 1789, de Christine Faure (Payot, 20 000).

P. Ké.

(1) Préface, numéro hors série, cent cinquante copies vendues d'avance, paru sur la Révolution (35, rue Grégoire-de-Tours, 75 279 Paris, Cedex 06, 90 F).

LECTURES EN VACANCES

VOYAGES

Chercheurs d'infini

Ella Maillart de Chine en Afghanistan, Nicolas Bouvier au Japon, deux grands voyageurs intrépides et modestes...

Le but de tout voyage est le voyage même, et ce qui sera dit, écrit, évoqué ne vaudra jamais que par l'intensité des instants vécus loin de ses bases, comme si le déplacement, le dépaysement, le jeu des rencontres et les traquenards de la route devaient seulement s'ingénier à lier l'espace au temps, à précipiter l'infini dans l'infini, à mettre les lèvres au bord du ciel, à sentir dans l'esprit et les os le plaisir sec d'une poignée de sable qui glisse entre les doigts. Voyager, c'est à rien, sinon à côtoyer et rien au goût si vaste qu'il semble une libération sans objet ni raison. Et c'est de ce rien que l'on ne revient pas.

Souvent, les vrais voyageurs qui transcrivent leurs périples n'ont nulle « prétention de faire œuvre littéraire », ils ne cherchent pas non plus à épater le sédentaire en forçant sur les risques courus, l'héroïsme ou la fatigue. Ils transmettent au plus juste, notent au plus précis, perçoivent et restituent sans embarras ce qui les porte au-delà d'eux-mêmes.

Dans cette cohorte d'écrivains, de rêveurs, de fortes têtes, Ella Maillart apparaît au premier rang après de longues décennies. On réédite ses livres des années 30, et c'est un monde engourdi qui renaît, un monde rude et brutal, injuste et sanglant, mais un monde d'avant les empires clos, d'avant les réflexes conditionnés, d'avant les têtes normalisées, d'avant le progrès programmé comme un massacre.

Descente aux enfers

Avec *Oasis interdites* et la *Voie cruelle* s'affirment des voyages au long cours qui, à eux deux, nous font traverser l'Asie du part en part. Une première fois, en 1935, de Pékin au Cachemire; puis, en 1939, d'Istanbul en Afghanistan. Si les parcours se rejoignent finalement sur la terre indienne, l'orientation inverse de la marche correspond aussi à deux expériences de sens inverse — l'une heureuse, et même enjouée, l'autre intense, mais déchirante.

C'est qu'Ella Maillart ne se contente pas d'affronter les déserts de la haute Asie ni de naviguer entre les lignes de feu de quelques guerres civiles: elle sait prendre pour partenaires des êtres singuliers qui, par la force des choses, deviennent personnages de son récit et figures principales d'une intrigue qui, jour après jour, dérive au gré de leur humeur, de leur allégresse ou de leur épuisement. Sur les routes piégées de Chine, le compagnon s'appelle Peter Fleming. Il est alors correspondant du *Times*, homme d'esprit et chasseur providentiel quand les vivres viennent à manquer. Ella Maillart possède l'art de s'adapter et de dominer les circonstances contraires. Fleming n'a pas son pareil pour bluffer les fonctionnaires provinciaux. Mais chacun, naturellement, suit sa propre voie.

« Notre état d'esprit est très différent », Peter découvre avec émerveillement la vie des nomades, vie vieille comme le monde... Il est tout aux joies de l'insatiation. Moi, au contraire, je retrouve une partie de mon passé et je continue en quelque sorte le voyage commencé au Turkestan russe: je connais déjà l'odeur des chameaux, leur haleine fétide, quand ils ruminent, je sais la balte au point d'eau, la collecte du croûton pour le feu et les joies que procure le thé bouillant: je n'ignore pas la recherche des bêtes égarées ni le silence des nuits où les yeux brûlent d'avoir trop regardé dans le vent. J'aime cette



vie primitive où je retrouve la faim qui transforme en joie solide chaque morceau mis sous la dent, la sainte fatigue, qui fait du sommeil une volupté incomparable, et le désir d'avancer que chaque pas réalise... Tout le livre, en dépit d'innombrables péripéties, contretemps et dangers quotidiens, est d'une plume alerte et sereine, nette et ironique. Il emporte loin et haut, il dit combien « l'inconnu démesuré » peut reconforter, combien la solitude aiguise le regard et multiplie le cœur. Chaque notation semble l'écho le plus juste et le mieux accordé: « Il fait très froid, et pendant la nuit, j'ai entendu les loups: les Mongols n'en gardent pas moins la gorge nue à cinq heures du matin lorsqu'ils lèvent les bêtes, et je les vois charger des blocs de glace dans des sacs, signe que nous ne trouverons pas d'eau ce soir. »

L'élan tonique des *Oasis interdites* n'est pas absent de la *Voie cruelle*, mais il paraît souvent voilé, obscurci, frappé de douloureux silences. En plus de l'errance automobile au travers de la Turquie, de l'Iran et de l'Afghanistan, une autre exploration se développe qui s'apparente presque à une descente aux enfers. Ella Maillart voyage alors avec une jeune femme qu'elle nomme « Christina » — nous savons désormais qu'elle s'appelait Annemarie Swarczewbach — et qui confère à toute l'équipe un surcroît de mystère.

Il y a la beauté violente des paysages, les villages désertés, les mosquées, les tombeaux, la poésie aimantée des caravanes, mais ce somptueux spectacle extérieur ne fait jamais oublier le

mal de vivre de Christina. Dépressive, blessée, asservie à la morphine, elle suit un itinéraire qui n'est pas de ce monde et pose sur les êtres et les choses un regard voué à l'absolu et à l'ivresse d'en finir.

Par contraste, la calme robustesse, la lucidité, le goût du bonheur d'Ella Maillart ravivent à eux seuls l'éclat de la réalité. Le récit retrouve alors son acuité, son humour, sa part d'éveil. Ainsi un incident de parcours révèle, en quelques lignes, la fraternité ombrageuse et magnétique des Afghans: « Quelques semaines plus tard, nous devions nous trouver avec deux roues dans un fossé. Quatre robustes montagnards passèrent par là. Avec leurs turbans noirs, leurs gilets brodés sur des habits de lin, le blanc de leurs yeux lourdement entourés d'antimoine, ils ressemblaient à des brigands. Lorsqu'ils eurent replacé l'automobile sur la route, Christina mit un billet de cinq afghans dans la main du plus grand. Il regarda le billet, leva les yeux vers elle, rendit l'argent et partit sans avoir dit un mot. Je n'ai jamais vu yeux et contenance plus fiers que ceux-là. »

Le prodige de chaque instant

Ella Maillart appartient à la tradition des grands voyageurs intrépides et modestes qui ne cherchent ni le tapage ni l'exploit, et veulent seulement, en tous lieux, trouver l'accord avec eux-mêmes. Nicolas Bouvier, son compatriote genevois, partage cette retenue, cette parfaite absence de vanité. Son art est cependant plus incisif, plus décapé. Lui, n'entre-

prend pas de vastes fresques mais propose des suites de croquis ciselés qui sont autant de merveilles volées au hasard. Déjà *l'Usage du monde* (1) avait révélé un homme « sans affaires », capable de dire le prodige de chaque instant, un écrivain rare.

Avec *Chronique japonaise*, ouvrage remis sur le métier pendant une trentaine d'années, Nicolas Bouvier réussit ce que les anciens maîtres artisans appelaient un chef-d'œuvre. Pas un mot de trop, pas une pesanteur, même quand il s'agit de donner des repères historiques ou culturels, et toujours une ironie délicatement coupante et irrévérencieuse. Sa biographie au galop du Bouddha Çakyamuni est un modèle du genre: « Ayant prêché le respect de toute vie, laissé des sermons et formé des disciples, il meurt, et toute la création désolée, plantes, insectes,



Ella Maillart par Bénédictine Clève. Hommes et animaux, s'assemble pour veiller sa dépouille. Seul le chat, qui a préféré ce jour-là « aller à ses affaires », et s'est ainsi taillé, dans toute l'Asie bouddhiste, une réputation de vaurien qui dure encore.

Grâce à des séjours répétés et à une belle agilité mentale, Bouvier décrypte autant qu'il décrit les codes de la vie japonaise. Les objets, les usages, les symboles, la lune souveraine, le temps qui passe d'étoile en étoile, et de fleur en fleur, sont autant de supports à ses cristallisations poétiques...

Qu'elle évoque l'irruption, jadis, des Portugais et des Jésuites, note les aïeux de l'existence à Tokyo ou dépeigne magiquement la ville de Kyoto, la chronique de Nicolas Bouvier apparaît comme une aubaine, un vintage, une initiation qui a la saveur douce-acide des secrets partagés.

ANDRÉ VETTER.

★ *OASIS INTERDITES*, d'Ella Maillart, préface de Nicolas Bouvier, Payot, 245 pages, 95 F.

★ *LA VOIE CRUELLE*, d'Ella Maillart, préface de Frédéric Vitoux, Payot, 374 pages, 95 F.

★ *CHRONIQUE JAPONAISE*, de Nicolas Bouvier, Payot, 291 pages, 110 F.

(1) Réédité aux Éditions La Découverte.

Les enfants du contre-monde

C'est récit n'appartient à aucun genre connu: ni essai ethnologique, ni reportage, ni roman. Mais une sorte d'écrit engagé qui cherche la vérité, sans repères ni balises, d'un monde mouvant, joyeux et terrible, infernal et éperdu. Ce monde en marge se tient au cœur de la capitale colombienne, il est celui des enfants de la pauvreté galopante qui conjuguent la détresse sur tous les modes possibles.

Dans son préambule, Jacques Meunier souligne que, d'une certaine manière, les gamins de Bogotá sont des feux follets, des apparitions, des « fantômes », qui brûlent les pistes à l'infini. Pas plus que le chercheur qui voudrait réinventer l'innocence, ils ne sont innocents ou victimes passives. Ce regard de l'auteur fait du livre une aventure forte, une expérience violente, qui ne tait ni les doutes ni les blessures mais se garde aussi scrupuleusement de la pitié que de la célébration. Ne se donnant pas le rôle du juge, Meunier n'a pas à absoudre.

Il aborde ce phénomène de l'enfance abandonnée à son état de subversion sauvage comme s'il retrouvait les échos d'une mémoire effacée. En cela, il perçoit et dit plus consciemment ce que sentaient ressentir les habitants de la ville face aux excès des gamins, face aux chapardages, notamment... « Personne n'intervient. Il en est même quelques-uns qui sourient. Cette attitude de l'homme de la rue qui hésite entre l'hostilité et le pardon, la coexistence et la répression, donne à la contre-vie des gamins sa marge d'action: ils n'auraient aucune chance de survivre, de se perpétuer, s'ils ne s'abritaient dans le sillage de la résistance passive des adultes. »

Douze ans après sa première publication, l'ouvrage de Jacques Meunier reste toujours cette charge irrécusable d'adolescence sordide et lumineuse qu'aucun traité sociologique ne saurait mettre en fiches ni réduire.

A.V.

★ *LES GAMINS DE BOGOTÁ*, de Jacques Meunier, Ed. Anne-Marie Métailié, 201 p., 80 F.

Les logiques du futur

science, technologie et pouvoirs

Les débats sur l'avenir des sociétés prennent en compte les facteurs scientifiques et technologiques qui peuvent conditionner leur développement culturel, économique et social. Ce livre propose une vision prospective des logiques « techniques » de la science et de la technologie et leurs enjeux.

Aubier

La raison classificatoire

Les complexes discursifs

Dépassant le structuralisme, l'auteur effectue ici un pas considérable dans l'élaboration de l'analyse des complexes discursifs qu'il entend substituer aux démarches monothématiques de l'ancienne « histoire des idées ».

Aubier

ÉDITEUR en quête d'AUTEURS

Pour ses nouvelles collections important éditeur parisien recherche MANUSCRITS INÉDITS Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre Les œuvres sélectionnées seront publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficieront d'une véritable promotion auprès de tous les médias: Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires Vos manuscrits sont à adresser à

L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE ÉDITEURS 8, rue Copernic - 75116 PARIS - Tél.: (1) 47 80 11 06 - Téléc.: 612358 F

— Où donc sont vos bagages ? me demanda G. qui m'attendait sur le quai à New York. J'eus honte, moins de ma pauvreté que de mon inconscience. Je lui indiquai deux valises que le douanier n'avait même pas daigné ouvrir.

NINA BERBEROVA

C'est moi qui souligne

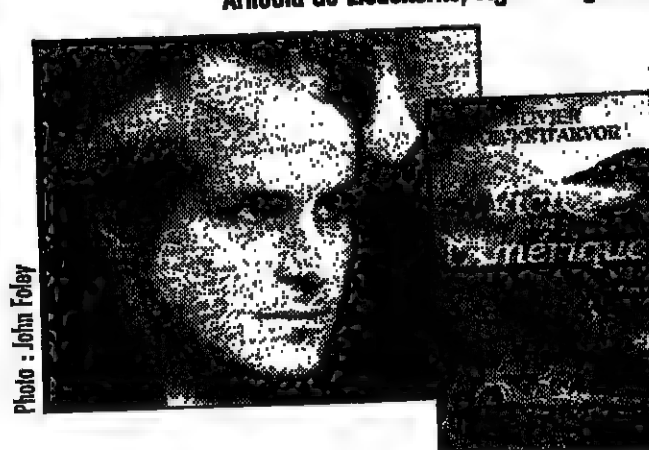
AUTOBIOGRAPHIE TRADUITE PAR ANNE ET RENÉ MISSLIN

UNE ŒUVRE SUPERBE DÉCOUVERTE AVEC 50 ANNÉES DE RETARD

ACTES SUD

UN EXCELLENT ROMAN D'AVENTURES

Arnould de Liedekerke, Figaro Magazine



OLIVIER POIVRE D'ARVOR

Victor ou l'Amérique

Le récit d'une authenticité brûlante, d'une amitié fraternelle. C'était un pari d'écrivain... Pari tenu, pari gagné. Jean David, V.S.D. Sous le fougue du récit romanesque, un intelligent essai. Jean-Maurice de Montremy, La Croix. Un livre qui unit avec bonheur plusieurs thèmes: le roman historique, la chronique familiale et le récit d'aventures. Bruno de Cessole, Le Figaro Littéraire.

95 F J. Clartès 387 p.

مكتبة ابن رشد

LECTURES EN VACANCES
VOYAGESEn chemin
avec Alexandre, Prosper et Gustave

Dumas, Mérimée, Flaubert : les vertus de la bougeotte et de la curiosité

« Si vous saviez quelles intrigues et quelles coteries entourent à Paris tout ce qui porte un nom pour étouffer ce nom, tout ce qui porte un cœur pour déposer ce cœur, vous auriez le secret de ces heures de tristesse mortelle ! », écrivait Alexandre Dumas à Hyacinthe Meynier, le 10 janvier 1835, pour expliquer l'un de ses départs précipités de la capitale.

Si Alexandre Dumas pratiquait volontiers l'art de la fuite, il voyageait aussi pour dilapider sa vie loin des règles sociales, quelque peu étouffantes, de son temps. Il ressentait le besoin de dépenser ce que les autres épargnaient, selon le conseil de Guizot. Ces évasions vers des terres lointaines nourrissent son œuvre, même si les dix-neuf volumes d'impressions de voyages peinent finalement peu au regard des quatre-vingt-onze pièces de théâtre et des deux cents romans ou nouvelles — sans compter les dix tomes de Mémoires — que cet ogre, généreux à l'excès, donna à dévorer à ses lecteurs.

La première expédition de Dumas le mena en 1834 dans le midi de la France. L'année suivante, cet amoureux fou de la Méditerranée traversa toute l'Italie, où il fut arrêté à Naples sur ordre du roi Ferdinand et à Foligno, à la demande du pape Grégoire XVI. Ces incidents n'empêchèrent pas Dumas de graver l'Etna et le Stromboli, et de parcourir à pied la Calabre, d'où il rapporta un récit que la Presse publia en feuilleton en 1842.

La Calabre de Dumas doit beaucoup à son imagination car, où qu'il soit, le romancier voit

plus loin que la réalité qui s'offre à lui. Les bandits calabrais, à l'honneur sourcilieux et au costume facile, lui donnent matière à des pages enlevées qui ne dénoteraient pas dans l'un de ses romans.

La « liberté épistolaire »

Alexandre Dumas éprouvait une telle passion pour l'Italie qu'il allait devenir l'historiographe de Garibaldi et livrer des armes aux Chemises rouges à bord d'une golette frétée à Marseille. Après avoir vainement cherché à se faire construire un bâtiment qui lui aurait permis d'entrer dans tous les ports de l'archipel grec, Alexandre Dumas partit en 1846, pour un voyage qui, de Paris, devait le conduire en Afrique du Nord, en passant par l'Espagne.

Avant son départ, le romancier avait promis à une amie de lui écrire trois ou quatre volumes de lettres. Il honora sa promesse afin de profiter de la « liberté épistolaire ». « Liberté, disait-il, presqu'une limite qui permet de descendre aux détails les plus vulgaires et d'atteindre les sujets les plus élevés. » Qu'il soit à pied ou à dos de mulet, Dumas entraînant ses six compagnons, dont son fils, se construisait une Espagne à sa mesure où, derrière les rencontres pittoresques, semblent se profiler les ombres du Cid et des héros de Cervantès.

Seize ans auparavant, de juin à décembre 1830, un autre écrivain français, Prosper Mérimée, avait parcouru les routes d'Espagne et livré ses impressions dans des let-

tres adressées à la Revue de Paris et à l'Artiste. Le pays, qu'il visite alors, est soumis aux « joutes de purification » de Ferdinand VII, qui déportent et exécutent les Espagnols suspects de libéralisme. Prosper Mérimée assiste, au passage, à une exécution capitale avec juste ce qu'il faut d'émotion pour ne pas avoir l'air d'un homme insensible aux yeux de ses lecteurs.

Le plus romanesque des récits de voyages de Dumas est, sans conteste, celui qu'il consacra à son séjour en Russie, en 1858. Sans sa plume, les vies des tsars prennent des couleurs. Alexandre Dumas traite l'histoire de la Russie avec la même désinvolture que l'histoire de France (1). Maître des mots apocryphes, il en prête un, superbe, au tsar Pierre I^{er} qui, se recueillant devant la tombe de Richelieu, aurait dit : « Grand homme, je t'eusse donné la moitié de mes États pour apprendre de toi à gouverner l'autre. »

Un ouvrage à deux voix

Alexandre Dumas, qui est parti en Russie pour être témoin de l'affranchissement de quarante-cinq millions de serfs, n'est dupe de rien, même s'il ne peut s'empêcher de transformer un accident en tragédie et une chasse à l'ours en épopée. Un diamant est incrusté dans ce volume : c'est le chapitre dans lequel Dumas célèbre Pouchkine en qui il reconnaissait le plus grand poète russe. De cet homme on a « cœur mélancolique » et à « l'esprit amer », il dit joliment : « Son génie était si puissant qu'il

soumettait tout à la forme qu'il lui plaisait de choisir. » A lire Dumas, Pouchkine fut maître, également de la « forme » de sa mort.

Gustave Flaubert, à l'instar d'Alexandre Dumas, ne voyageait pas sans les précieux carnets dans lesquels il notait le moindre détail. Son voyage en Bretagne, en compagnie de Maxime Du Camp, allait durer trois mois. Les deux écrivains, liés d'amitié depuis la Faculté de droit, quittèrent Paris le 1^{er} mai 1847, « seuls, indépendants, ensemble ! » « Jamais, note Du Camp dans ses Souvenirs littéraires, nous n'avons été l'un pour l'autre un écho plus fidèle. »

A leur retour à Paris, ils ont décidé de se livrer à un petit jeu littéraire en écrivant — sans envisager aucunement une publication — un ouvrage à deux voix. Du Camp se chargeait des chapitres pairs, et Flaubert des impairs. Les chapitres de Flaubert ne furent édités en volume qu'en 1885. Ils forment à eux seuls, sans la contribution de Du Camp, un livre remarquable que n'aurait certainement pas remis l'auteur de Madame Bovary.

PIERRE DRACHINE.

★ VOYAGE EN CALABRE d'Alexandre Dumas, préface de Claude Schopp, coll. « Le regard littéraire », Complexe, 381 p., 49 F.
★ DE PARIS A CADIX, d'Alexandre Dumas, François Bourin, 448 p., 120 F.
★ LETTRES D'ESPAGNE, de Prosper Mérimée, présentation de Gérard Chazaud, coll. « Le regard littéraire », Complexe, 175 p., 49 F.
★ EN RUSSIE, d'Alexandre Dumas, François Bourin, 718 p., 135 F.

★ VOYAGE EN BRETAGNE PAR LES CHAMPS ET PAR LES GRÈVES, de Gustave Flaubert, présentation de Maurice Nadcau, coll. « Le regard littéraire », Complexe, 369 p., 49 F.
— Signalons, également, la réédition, dans la collection « Le regard littéraire », du Voyage en Italie de Jean-Baptiste Labat avec, en préface, un texte de Paul Morand.

(1) Les éditions Complexe ont eu l'heureuse idée de rééditer le cycle romanesque d'Alexandre Dumas sur la Révolution française. Ont déjà paru : Joseph Balsamo (4 vol.), le Chevalier de Maison-Rouge, le Collier de la reine (2 vol.).

Les noces mystérieuses
du malheur et du plaisir

L'ADJECTIF inattendu, l'humour pour masquer le désenchantement, l'écrivain et le peintre allent de pair. Pierre Mac Orlan n'en fait pas de nous captiver. Sa folie des mots, sa passion pour les échos, son infini d'espérance, son tempère, la beauté de sa prose, où la vraie poésie effleure, s'éclatent dans ces romans, reportage resuscité grâce aux Editions Arlé, dont on ne saurait trop louer le soin qu'elles mettent à la fabrication des ouvrages qui entrent dans leur catalogue.

Mac Orlan — il le dit — est de ceux qui « détestent pénétrer en moraliste en des lieux où les moralistes n'ont que faire ». Les bassesses et les abjections de la nature humaine, les visages foudroyés par de médiocres mais implacables démons, il les observe sans prétendre amener les acteurs d'une geste épique en fétissures et en débâcles. Il se promène et nous promène dans l'univers de la déchéance, et l'on sent combien la misère, la paresse, l'insolence, les sottises imposent de démission, voire de besoin inné de servitude, à des êtres de chair et de sang comme vous et moi.

Qu'essaye de penser ce coureur d'aventures des rues misérables de Berlin, des quartiers réservés du Maghreb, du Bantou Chino, de tous ces coins où les instincts primitifs se déchaînent, où la fausse gaieté de la nuit se dissipe des premières lueurs de l'aube ? Peut-être, sort-il en substance, faut-il considérer la prostitution comme une plaie qui coule et permet à des agglomérations humaines de se débarrasser de certaines humeurs particulièrement malignes ? Et d'ajouter : « Le quartier réservé forme un abîme quelconque monstrueux qui purifie la ville : il est possible d'y planter le bistouri. » Et y a-t-il le malheur, il y a le malheur, il y aura le malheur. »

J'entends encore Joseph Kessel psalmodier cette complainte russe qui le bouleversait quand la nuit enfleurait son esprit. « Le vaste monde de la capitale », où chaque race, chaque nation est représentée, ce monde des détreffes incurables que Mac Orlan décrit nous pousse à croire que la vieille rengaine des stupides et des taverneux où triomphent la vodka, hétéro et le ment pauvre.

Aux abords de Tatapouine comme à Boushir, de la

Mulackstrasse au Guenienah d'Alexandrie, la souveraineté de l'irréparable s'impose aux lecteurs. Là aussi, il arrive que « le vice ne soit plus du vice », mais un accident de la faim. Là des femmes sans forces ne rêvent plus et cela vaut mieux face à un destin qui raffole du terrible et fabrique des déchéances sans rémission.

La besogne divine

De cette litanie de l'approbation, à serait assés, d'extraire maints exemples. L'un d'autre aux suffra à l'édification des plus sceptiques. Mac Orlan y montre des filles « qui trépassent d'égrotte » pour complaire à un proxénète. Et pourtant, elles savent que « cet homme est insatiable et que pour lui elles ne sont que du bétail. Mais ça ne fait rien. Elles font la régle, elles s'abaissent devant le quinquarou bien plus qu'il ne le méritent. Elles sont vides, d'une vacuité sans remède ».

Et de n'est pas l'amour qui porte Mac Orlan à Strasbourg, à Marseille, au Paradis de Barcelone ou à Marbach, ce n'est pas la passion pour « le fantasme social » qui égareront les amorceurs des avissements les plus lents et les plus perfides », subies pas les damnés des quartiers réservés ou autres campements.

« Avant de changer de mœurs, il faut changer d'homme et c'est une besogne qui me paraît beaucoup plus divine qu'humaine. » C'est cette phrase — qui résume tout de suite l'essence de l'œuvre — que je me répète tous les jours. Je me répète aussi que le chemin des rues des Tis-Frères, rue Tardieu, rue de Saules devant le Lapin-églé, bref dans tous les hauts lieux du Montmartre où il est possible que la fantôme de Mac Orlan, poète d'une caquette aumônée d'un pompon rouge et vêtu d'un suaire de laine anglaise, ôde encore.

Ne prétendez pas, de son vivant, que l'on revient toujours sur son passé, même si le café et la consue l'ordinaire des jours ?

LOUIS NUCERA.

★ KUES SECRETES, de Pierre Mac Orlan, Collection Lieux-dits, Arlé, 173 p., 85 F.

Autres parutions

★ PIERRE NAUDIN : les Mauvaises Routes. Dans les années 30, un jeune homme, Jacques Fage, issu d'une famille modeste, est passionné par la carrière de coureur cycliste et va y consacrer sa vie. Réédition d'un roman paru en 1959 (Denoël, 404 p., 98 F.).

★ RENE R. KHAWAM : Contes du Liban. L'auteur, professeur et traducteur de grands textes arabes, nous propose vingt et un contes libanais qu'il a entendus pendant ses séjours au Liban. Ces contes présentent « en un tableau vivant le prodigieux Liban, tel que nous l'avons vécu en convivialité fraternelle avec les Libanais de tous tendances ». (Asfar, 177, rue Jeanne-d'Arc, 75013 Paris, 272 p., 120 F.).

★ WILLIAM HENRY HUDSON : Au loin, jadis... Les souvenirs des quinze premières années de W.H. Hudson en Argentine, passées à parcourir la pampa, à observer les plantes et les animaux. Réédition d'un ouvrage paru en 1933. Traduction de H. Archambaud-Fauconnier (Seuil, 290 p., 69 F.).

★ Mont Ventoux : Photographies de Steffen Lipp. Introduction de Jean-Paul Clebert. Steffen Lipp est peintre et vit en Provence depuis dix ans. Il a décidé de « mettre en images le mont Ventoux dans la lumière des saisons ». Cet album présente des photos exceptionnelles qui jouent sur la lumière et les étonnantes transformations saisonnières du Ventoux (Édition, 94 p.).

★ CHRISTEL MOUCHARD : la Reine des boucaniers. Une aventure en Océanie, 1890-1913. A travers la vie mouvementée d'Emma Coe, « reine des boucaniers et de l'Océanie », un épisode de l'histoire et de la légende du Pacifique (Seuil, 192 p., 79 F.).

★ RENAUD LAVERGNE : la Moudole du fleuve. Cinq mille kilomètres en raft sur le Zaïre. Un récit qui nous donne l'occasion de revivre avec l'équipe de Renaud Lavergne l'extraordinaire aventure de la descente intégrale du fleuve Zaïre. Photos L.-M. Page (Albin Michel/Guide européenne du raid, 148 p., 120 F.).

★ JEAN-FRANÇOIS BAQUÉ : les Grandes Heures des Pyrénées de Perpignan à Bayonne. « Les Pyrénées ! Voilà un pluriel qui convient parfaite-

ment pour désigner une région en tous points singulière. » J.-F. Baqué a réuni, en les classant par régions, les faits marquants et les personnages qui ont un rôle dans l'histoire de la grande chaîne des Pyrénées (Ferrin, 654 p., 170 F.).

★ JORGE AMADO : L'invitation à Bahia. « Bahia c'est cela, un mélange de beauté et de souffrance, d'abondance et de faim, de rires joyeux et de larmes amères. » Jorge Amado, l'auteur inlassable de la chronique du peuple de Bahia, de ses rues, de ses fêtes, de ses églises, de ses personnages... Traduction d'Isabel Meyreilles, dessins de Carlos Bastos (Messidor, 348 p., 120 F.).

★ ERIC OLLIVIER : Venise, à tous les temps. Eric Ollivier ne nous propose pas un guide classique de Venise. Il nous fait visiter la ville des doges au gré de ses promenades, découvrant ainsi « la vie courante ». « Sachant que d'admirables écrivains ont déjà tout dit de ce qu'il y avait de sublime à dire de Venise, il ne me restait qu'à proposer les images que serre sur son cœur un simple pèlerin. » (Grasset, 88 p., 69 F.).

★ MONIQUE SCLERESKY : la Belle Époque sur la côte normande. « La vraie Normandie, c'est celle qui travaille... », l'auteur raconte la vie des ouvriers, des marins, des mineurs... alors que le tourisme se développe mais reste un luxe. Une centaine d'illustrations en noir et blanc (Ouest-France, 190 p., 98 F.).

★ ROBERT RANDAU : Notes et souvenirs sur Isabelle Eberhardt. Relancé par Edmonde Charles-Roux (le Monde du 9 juin), l'ouvrage hier plutôt colonial, aujourd'hui plutôt école-tiers-mondiste pour Isabelle Eberhardt (1877-1904) journaliste russe devenue musulmane en Algérie, ne cesse d'être réactualisé. A noter la republication du texte introuvable et fondamental de l'écrivain algérien Robert Randau. Le livre de Randau avait été publié en 1945 à Alger par Edmond Charlot, le premier éditeur d'Albert Camus. Il constitue le principal témoignage de première main sur la « bonne nomade ». (La Boîte à documents, BP 70175531 Paris 11^e, 270 p., 120 F., 22 illustrations. Présentation de Jean Déjeux.)

A signaler également Isabelle Eberhardt, vie et mort d'une rebelle, de la journaliste tchéco-britannique, Annette Kobak, traduit de l'anglais par Mireille Davidovici et Edith Ochs (Calmann-Lévy, 315 p., 120 F.) et qui a été bien reçu par la critique anglosaxonne.

★ LES JUIFS DE TUNISIE. Images et textes. Ouvrage collectif, préface d'Albert Memmi. Les auteurs, tous originaires de Tunisie, reconstituent l'histoire des communautés juives de Tunisie à l'aide de photos, de cartes postales, de documents d'archives et de reportages. « Ils ont voulu comprendre la personnalité originale et complexe du judaïsme tunisien » (Scribner, 262 p., 395 F.).

★ CHRISTIAN BOUQUERET ET FRANÇOIS LUT : le Voyage en Italie 1840-1920. Un recueil de photographies par des « voyageurs » français, le plus souvent écrivains ou artistes. Les clichés sont regroupés par thèmes : les portraits, l'architecture, les paysages, les reportages, Venise... (La Manufacture, 236 p., 250 F.).

★ La revue Autrement publiée dans la série « Mutations » (n° 107). Dimanche. Le temps suspendu une étude réalisée par différents auteurs sur les occupations du dimanche au fil des siècles et leurs significations. Signale également dans la série « Monde » (n. s. n° 39) un numéro consacré à la Grèce : Un théâtre d'ombres.

★ HERVÉ HAMON : Crête. Des conseils à suivre pour visiter la Crête sans tomber sur des hordes de touristes ! L'auteur dévoile une sélection de ses coins préférés découverte au fil des ans (Seuil, « Points bleus », 35 F.).

★ SERGE SAUTREAU : le Rêve de la pêche. « Rêveur d'eau, de signes et d'oracles », Serge Sautreau propose une promenade lente et poétique, mais aussi très bien informée, au fil de l'eau et de cette activité invivable : la pêche (Pion, 212 p., 100 F.).

★ ALAIN DESVERGNES : Yoknapatawpha, le pays de William Faulkner. Alain Desvergnès a photographié le Mississippi de Faulkner peu de temps après la mort de l'écrivain, à mi-chemin « entre le territoire romanesque et le territoire géographique ». Introduction de Régis Durand (Marval, diff. Hazan, nombreuses photographies, 160 F.).

JEUNE AFRIQUE LIVRES

Isappelait Sankara

Ce que je crois

DOS SEPT SECRETS

Une conception nouvelle des livres aussi faciles à lire et à trouver qu'un magazine

Format : 16,5 x 24 cm / 200 pages.

COLLECTION "ACTUEL". GROUPE JEUNE AFRIQUE.

Vente par correspondance, vente et renseignements aux bureaux de DIFFRESS, 3, rue Roquépine, 75008 Paris (France). Tél. : (1) 42.65.69.30.

Prix : France Europe : 77 FF franco de port par livre. Autres pays : 100 FF franco de port par livre (envoi recommandé).

Règlement par chèque bancaire (uniquement France métropolitaine) ou par mandat (autres pays) à l'ordre de DIFFRESS.

parution : août 1989

LECTURES EN VACANCES

VOYAGES

L'esprit des îles

Le manifeste littéraire de la créolité

Des palmiers ont com-
mencé à recouvrir les
trottoirs de Saint-
Germain. Et là, quelques mas-
sifs de bogainvillées ont pris
d'assaut les anciens platanes et
mettent à peu de rose aux
vieilles façades haussmanniennes.
Ce n'est pas début de la Guerre
des mondes, la sombre prédic-
tion des hommes verts de la pla-
nète qui s'incarnent de la per-
turbation des climats. Non, tout
juste le rêve d'un lecteur, imagi-
natif et curieux, qui se demande-
rait comment pourrait rendre
ses îles enchâssées à la littérature
française et la sortir de son micro-
climat franco-tançais.

Ce lecteur a désormais les
moyens de sa sure. Il s'agit d'un
très court ouvrage baptisé *Eloge
de la créolité*, publié conjointe-
ment par Gallimard et les Presses
universitaires de la Martinique, un
linguiste qui a publié une gram-
maire créole, Patrick Chamoiseau,
auteur d'un livre en langue
créole et de deux romans en fran-
çais, dont *Chocolat*, des sept
misères (Gallimard), livre adoré
par Milan Kundera qui devrait
réjouir tous ceux qui croient le
foyer rabelaisien être à jamais ;
enfin Raphaël Confiant, qui a
publié de nombreux ouvrages en
créole et, en français, *Nègre et
l'Amiral* (Grasset).

Eloge de la créolité est un
manifeste littéraire, admirable-
ment écrit, et d'une importance
qu'on ne soupçonne peut-être pas
de prime abord. Ce n'est pas une
géographie tropicale, échantillon
des vieux pendents de la littérature
au profit de nouvelles définitions
de la « créolité », en hommage à
Edouard Glissant, mais bien une
déclaration d'esthétique littéraire
qui tombe à pic avec le Biche-
noir. « Nous nous déclarons
créoles, écrivent les auteurs. Nous
déclarons que la créolité est la
ciment de notre culture et qu'elle



doit régir les fondations de notre
antillanité. Notre histoire est
une tresse d'histoires. Nous avons
goûté à toutes les langues, à
toutes les parures. Nous sommes
tous à la fois l'Europe, l'Afrique,
l'Océanie, les Indes, et nous re-
levons aussi des survivances de
l'Amérique précolombienne. »

Des vitamines
pour la littérature

Plus loin, les auteurs de cet
Eloge vibrent pour un art hybride,
libéré de la « fausse universalité,
du monolinguisme et de la
pureté », expliquent les atouts de
la culture créole par rapport à la
culture française. Le créole n'est
pas un cocktail à base de rhum
plantain, ni un dialecte pour

oiseaux des îles : c'est une langue,
parlée aussi bien à l'île Maurice
(où la langue officielle est
l'anglais et la population franco-
phone) que dans toutes les
Antilles, francophones ou anglo-
phones.

La culture créole a, de fait,
habitué progressivement la langue
française et l'a reconquise,
comme l'a fait la nouvelle liberté.
« Nous avons étendu le sens de
certains mots. Nous en avons
créé d'autres », écrivent les
auteurs de ce livre, qui n'ont pas à
l'esprit la défense de quelque
variante régionale. A leurs yeux,
la créolité a commencé par deve-
nir une métaphore et une possi-
bilité pour l'ensemble des arts, par-
ticulièrement pour la littérature.
Lorsqu'on lit Patrick Chamoiseau
ou Raphaël Confiant, qui possè-
dent, à eux deux, l'un des lexiques

les plus étendus de la langue fran-
çaise, on voit mal comment le
roman français, un peu débous-
solé et chauvin, pourrait se passer
des divers mélanges susceptibles
de lui apporter les vitamines dont
il a le plus besoin aujourd'hui.

Puisque les Français ont admis
depuis longtemps qu'en plus de
leurs propres produits viticoles,
un bar digne de ce nom devait
comporter au moins une bouteille
de whisky, une de vodka et une
autre de rhum, on espère que les
lecteurs, ces buveurs incrédules,
vont étendre cette sainte loi à l'ensem-
ble de la littérature et se précipi-
ter sur cet *Eloge de la créolité*.

GILLES BARBEDETTE

★ *ELOGE DE LA CRÉOLITÉ*,
de Jean Bernabé, Patrick Chamo-
iseau et Raphaël Confiant.
Gallimard-Presses universitaires
de la Martinique, 70 p., 58 F.

Le roman noir d'un marin grec

Si la mer est omniprésente
dans la littérature grec-
que, peu d'écrivains
l'ont aussi bien connue que
Nikos Kavvadias. Est-ce sa nais-
sance en Mandchourie, de
parents grecs originaires de l'île
de Céphalonie, qui lui donne à
ce point le goût des voyages ?
Il n'a vécu que quatre ans en
Chine, mais il en a tiré une
trace profonde en lui, car le
voyage qu'il décrit dans son
unique roman, *Le Quart*, est bien
un voyage vers la Chine.

Ses parents reviennent en
Grèce au début de la première
guerre mondiale, par le Transi-
bérien, et s'installent au Pirée.
Quand il fut en âge de travailler,
Nikos choisit le métier de marin.
Il devint radio-télégraphiste et
passa toute sa vie sur les
bateaux, jusqu'à sa mort, en
1976. Il écrivit très peu : trois
recueils de poèmes (le premier,
Marabout, publié en 1933, est
toujours présent dans les libra-
ries athéniennes), quelques nou-
velles, et ce roman, qui a déjà
paru en France, mais dans une
autre version (*En bouillonnant*,
Stock, 1969).

Ce n'est pas tout à fait un
roman : le personnage central
du récit s'appelle Nikos et fait
office de radio-télégraphiste sur
un cargo qui transporte du
matériel de guerre. C'est l'his-
toire d'un voyage complète-
ment inutile : à peine arrivé en
Chine, le bateau doit repartir,
car le pays est en pleine guerre
civile — tout comme la Grèce à
la même époque. Aux yeux de
Kavvadias, les ports sont des
mirages, des lieux que l'on
quitte mais où l'on n'arrive
jamais.

Son pessimisme rappelle
celui de Cavafy, qui recom-
mande à Ulysse, dans un
poème célèbre, de ne pas se
presser en route, car l'itiner-
aire n'a rien à lui offrir. Vers la fin du
récit, Kavvadias conte un genre
de rêve qui se met en présence
d'une petite fille : « Prends-moi
par la main pour me montrer le

monde, la vie. — Je n'ai pas
de monde, répond la petite fille.
Il n'y a pas de monde. »

Kavvadias nous confie que
les marins, tous ceux qu'ils
visitaient en bateau, ont terrible-
ment peur de s'adonner dans le
lit de la prostitution et de rater le
départ du bateau, la redoutant
davantage la terre que la mer.
« C'est à terre que la terreur me
prend », écrit Kavvadias. « Mon
voyage le plus pénible, entre
Syngama et Ormos à 100 sont
les plus importantes Muses
d'Athènes. Mais la façon
qu'il nous donne suppose que la
vie en mer n'est pas bien
réjouissante non plus. Un des
personnages affirme que,
depuis le début de leur carrière,
les marins sont inlassablement
suivis par un requin, qui finira
tôt ou tard par les dévorer. Kav-
vadias, lui, s'imagina noyé, son
cadavre flottant au milieu de
préservatifs usagés. Il évoque,
bien sûr, la vie quotidienne des
marins, leurs craintes, leurs
habitudes (ils laissent toujours
un objet personnel dans leur
cabine avant de le quitter désin-
téréssément), mais l'essentiel du
roman se compose des histoires
qu'ils se racontent entre eux
pour passer le temps. Ils parlent
souvent de leur mère, et aussi
des prostituées qu'ils ont
connues dans les ports.

Kavvadias parle avec beau-
coup de tendresse de l'une
d'elles, qui le grondait, telle une
véritable mère, parce que ses
vêtements étaient en piteux
état. Il porte néanmoins sur les
femmes un regard désabusé,
semblable à celui d'un Chan-
dler. L'écriture sobre de Kavva-
dias, parfaitement traduite par
Michel Samier, rend encore
plus saisissante la noirceur du
monde qui était le sien.

VASSILIS ALEXAKIS

★ *LE QUART DE NIKOS
KAVVADIAS*, traduit et pré-
facé par Michel Samier, Ed.
Calm, 277 p., 98 F.

Un capitaine pour la légende

Il était un grand marin,
Robert Surcouf, dont
Michel Herbel nous conte
la vie et les prodigieuses aven-
tures avec un mélange de tou-
ges et de méticulosité (tous les
dialogues viennent des journaux
de bord, des témoignages et
des souvenirs de contemporains)
qui donne tout son
charme à cette biographie.

Surcouf est de ces hommes
qui ont su naître au bon moment
— en 1793, il a quinze ans ; et au
bon endroit — à Saint-Malo où,
depuis Vauban, la guerre de
course s'est érigée en dogme.
Révolutionnaire d'instinct, dès
son plus jeune âge, Surcouf ira
jusqu'à mordre au sang un pré-
tre chargé de lui administrer une
racée pour indiscipliner, avant de
fuguer, seul, au cœur de l'hiver.

Faire piler
Napoléon

Surcouf ne rêve que d'une
chose : courir les mers, même si
la discipline est de fer et qu'il
doit apprendre à obéir avant de
commander. Il n'obéira pas
longtemps : à vingt et un ans, en
1794, il embarque comme
second à bord de la *Cybele* pour
son premier combat contre les
Anglais, et, aussitôt après,
reçoit son premier commande-
ment : la *Créole*. Ce n'est pas un
navire de guerre, mais un navire
de traite (clandestine, puisque
la Convention l'a interdite), et
n'échappe à la prison que grâce
à sa ruse. L'alerte est chaude, et
le jeune capitaine décide de rai-
tailler les surs sur le dos des
Anglais plutôt que sur celui des
Noirs, entreprise, on s'en doute,
infiniment plus risquée.

Débuta alors une aventure
dont chaque périple est un
mélange de chance insolente, de
calcul judicieux et de bravoure
presque invraisemblable.
Qu'aucun écrivain ou scénariste

n'oserait aujourd'hui plagier, de
peur d'outrepasser toutes les
limites de la crédibilité, « *Per-
sonnage complet, marin pour
une légende, stratège reconnu,
homme d'affaires, chevalier cour-
tois, égocentrique et aussi
stratège...* », Surcouf est tout
cela.

Le fameux capitaine Homblow-
er, mis en scène par le roman-
cier anglais Cecil Scott Forester
(1899-1966) dans *Un vaisseau de
ligne* (et mis en valeur par la
traduction en tout point excel-
lente de Louis Guilleux et René
Robert), n'a pas ce grain de
folie, cette fécondité d'imagi-
nation et de génie qui distinguent
les Surcouf de leurs semblables.
Comme le souligne Michel Le
Bris dans son introduction, « le
surcoufisme Homblower est sans
génie particulier, opiniâtre et
prudent comme trente-six mules
d'Espagne ».

Seul maître après Dieu sur
son *Sutherland* de 74 canons et
500 hommes d'équipage, c'est
simplement un grand capitaine,
taillé sur le modèle de tous ceux
issus de la culture maritime de la
Grande-Bretagne, qui ont su,
avec des navires souvent infé-
rieurs en qualité aux vaisseaux
français, sans cesse confrontés
à leur administration tatillonne,
ainsi qu'à des mutineries de plus
en plus nombreuses après vingt
ans de guerre maritime ininter-
rompue, qui ont su, donc, faire
piller Napoléon.

ALEXIS LECAYE

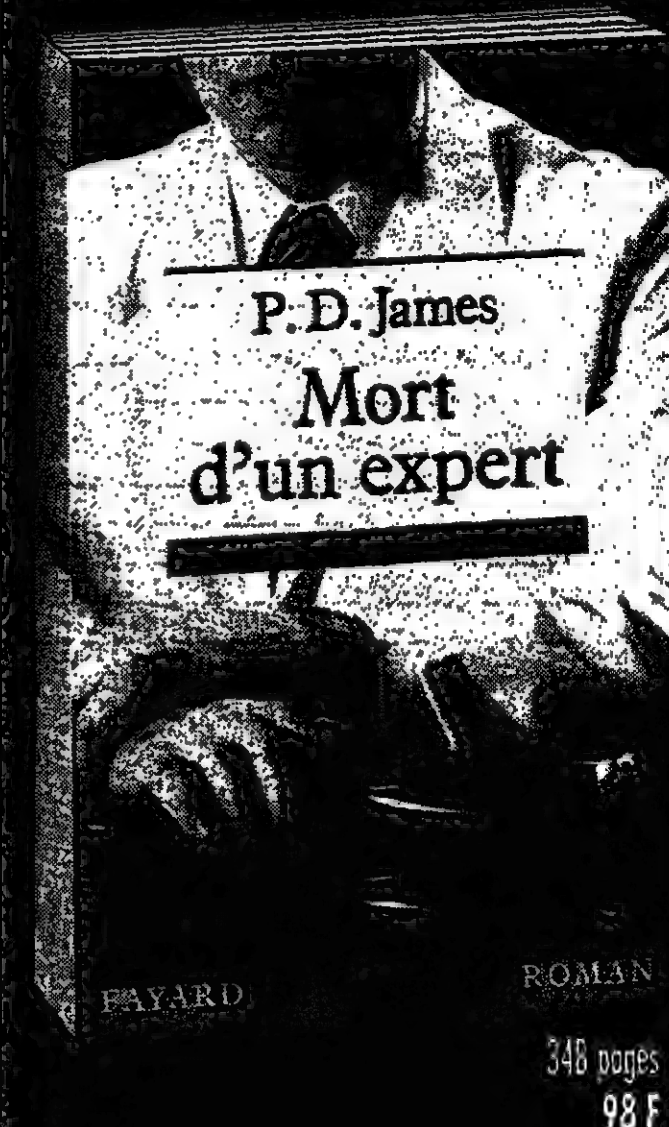
★ *SURCOUF*, de Michel
Herbel, Paris, 234 p., 140 F.

★ *UN VAISSEAU DE
LIGNE*, de C.S. Forester, trad.
de l'anglais par Louis Guilleux
et René Robert, Ed. Pléiade,
296 p., 120 F.

— Signalons également, aux
éditions de l'Atlantique, à Nantes,
*L'ODYSSÉE DE L'AFRICAIN
QUEEN*, de C.S. Forester, tra-
duit de l'anglais par Cécile Sé-
nès, trad. revue par Jeanne
Geyon, 223 p., 59 F.

Le nouveau
roman de crimes de

P.D.
JAMES



Fidèle à son écriture naturaliste,
P.D. James jette une lumière crue
sur le monde qu'elle décrit : celui,
chargé d'angoisse et de superstition,
d'un milieu rural sans soleil où,
par contraste, les sentiments les
plus anodins prennent l'ampleur
de passions destructrices...

FAYARD

مكتبة الأصيل

Partez en vacances avec Le Monde



ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voir normale)
2 semaines	80 F	150 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	150 F	261 F
2 mois	280 F	482 F
3 mois	356 F	700 F

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-88-72

« LE MONDE » ABONNEMENTS
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : le mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____
du _____ au _____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM _____ PRÉNOM _____

N° _____ RUE _____

LOCALITÉ _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

● VOTRE RÈGLEMENT :

☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE N° de CB : _____

Date d'expiration : _____ Signature : _____

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la **LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES**
6, rue de Savoie, 75008 PARIS - Tél. : 43-26-90-72

LECTURES EN VACANCES

CIVILISATIONS

Une Anglaise au pays du vin

VOILÀ, dans l'épaisse jungle des ouvrages sur le vin, un livre on ne peut plus rafraîchissant. Un livre doucement original aussi. D'abord parce qu'il est écrit par une femme, anglaise et fille de journaliste de surcroît. Ensuite parce qu'il s'agit, non pas, comme c'est devenu trop souvent le cas, d'un guide standard déguisé en travail d'auteur, mais, plus modestement, d'un témoignage-remerciement, d'une gentille adresse à l'attention de ceux — hommes et une femme — qui ont réussi une parfaite initiation au vin.

C'est sans doute parce que les chefs permettant d'y accéder sont multiples qu'on n'entre pas sans mal dans le monde du vin. En choisissant de parler des hommes, de ceux qui le font, le vendent ou le mettent en mots, de ceux qui en vivent et vivent, Fiona Beeston évite le principal écueil du genre (plus délicat qu'on ne le croit) : la vulgarisation conologique.

C'est que les hommes, peu que l'on sache les choisir, réunissent sur leur nom toute la magie de la vigne et de son fruit. Mieux, leurs histoires millénaires confèrent au propos un relief que les bouteilles ne per-

viendraient pas, à elles seules, à donner.

Les obsessionnels du classement trouveront, et ils auront raison, que l'auteur est injuste dans ses amours, que le résultat final est déséquilibré et qu'on ne découvre pas, au terme de ces deux cents pages, la France viticole dans sa globalité. C'est vrai. La Touraine et l'Anjou sont ici plus que présents (Bourgueil, Saint-Nicolas-de-Bourgueil, Chinon et Savennières), la Champagne, l'Alsace et la vallée du Rhône n'occupent que quelques minuscules strophes. Bordeaux et la Bourgogne pourraient aussi s'offusquer d'être aussi peu souvent cités. On l'a compris, l'important n'est pas là.

A l'image de ces restaurateurs de talent autant que de renom (Alain Senderens à Paris et Jean Bardet à Tours, par exemple), qui découvrent la magie des « petits » vins, Fiona Beeston a, pour l'essentiel, appris le vin des « petits » vignes. On plus exactement des hommes qui ne sont pas encore — au sommet de cette notoriété souvent éphémère née de la plume des critiques et des guides.

La balade conduit ainsi à la rencontre de Charles Joguet,

artiste parisien devenu artiste en Chénais, de Jules Mabileau, berger du Bourgueillois, ou de Nicolas Joly, qui a quitté l'enfer de la finance internationale pour travailler, à sa manière, la cébrissime Coudée de Serrant. Il y a aussi quelques chefs de vigne de la cathédrale bordelaise : Claude Ricard (domaine de Chevaller dans les Grèves de Bordeaux) ou Jean-Paul Gardère, ancien gérant de Château Latour à Puisseux.

Jolies histoires jolis portraits

Mais la galerie de portraits ne s'arrête pas là. Elle finit aussi les traits des indispensables intermédiaires : ces passeurs entre ceux qui savent faire le vin et ceux qui veulent le connaître, en les consommant. C'est Lucien Lagrand, dont on sait aujourd'hui qu'il est l'un des cavistes les plus intéressants de la capitale, ou Jean-Baptiste Besse (48, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève), qui n'est connu que des vrais amateurs et des amoureux de « rouge-plastique » de cette sphère du cinquième arrondissement.

C'est aussi, aux antipodes, George Lapré, le plus que parfait

sommelier du Ritz ou Michel Bettane, à qui la communauté conologique devra un jour prochain décerner le trophée « Pic de la Mirandole vineux », sa modestie et son allégresse un vedettariat trop voyant ne l'interdisaient.

Jolies histoires, jolis portraits donc ? Sans doute. Mais cette nouvelle convertie aux vins ne sait que trop bien le fruit de tout cela. Les hommes tant ce qu'ils sont, et le vin devant ce qu'il n'était pas, tout est en passe de changer.

« Une nouvelle Église regroupant d'immenses propriétés, est en train de naître, écrit Fiona Beeston. Je veux prier des grandes compagnies, banques, assurances ou sociétés commerciales en tout genre, à la faveur des droits de succession inadaptés et d'une haine insensée du prix des terres, remplacent ici ou là les propriétaires d'autrefois. Qui oserait dire le contraire ? Quel pouvoir syndical ou politique osera jeter une solution ? »

JEAN-YVES NAU

★ MES HOMMES DU VIN, de Fiona Beeston, Plon, 233 p., 90 F.

Les hommes du jardin des dieux

Des vieux mythes mésopotamiens, recueillis par Jean Bottéro et Samuel Noah Kramer, s'élève encore la rumeur de la vie.

« **L**ORSQUE les dieux faisaient l'homme » : dans le luxuriant recueil mythologique qui porte ce titre, la création de l'homme n'est narrée qu'après bien des récits dont les dieux sont les seuls acteurs. Mais les dieux, à travers tout le livre, n'arrêtaient pas de « faire l'homme » — en reproduisant son comportement. Si anciens qu'ils soient, ils façonnent (et gèrent) leur domaine de manière plutôt moderne, intelligente en tout cas. C'est la Mésopotamie, terre « de limon, d'argile et de bitume » entre Tigre et Euphrate, dans l'Iraq actuel.

An III^e millénaire avant Jésus-Christ, deux peuples se partageaient le pays et s'y mélaient. Au Sud, les Sumériens, « étrangement rationnels », sans aucun apparentement connu. Au nord, parlant une langue sémitique, les Akkadiens. Le produit de leur hybridation, « tout à fait cohérent et vivant », mérite le qualificatif local, ni linguistique ni ethnique,

de « mésopotamien ». Les mythes, autrement dit les récits par lesquels cette haute civilisation, berceau de l'écriture, s'expliquait le monde, ne sont pas importants seulement par leur date. Lus, relus, « ruminés », échappant à leurs auteurs, ils ont été sans cesse révisés, réinterprétés. La Grèce leur a emprunté, et les rédacteurs de la Bible ont été plus directement encore à leur école.

Un outil de travail scientifique

Jean Bottéro et Samuel Noah Kramer, depuis plus de trente ans (1957, *L'Histoire commence à Sumer*), font connaître au public français les traditions mésopotamiennes. Pour cela, ils suivent une procédure « austère, patiente, ardue et, en somme, timide » : traduire, annoter, commenter. Heureuse timidité, qui nous procure la somme intégrale (sauf des bribes) de cette mythologie ! C'est un outil de travail scientifi-

que : la nouvelle version de la descente aux Enfers de la déesse de l'amour physique, Ishtar, renverse des pans de l'histoire traditionnelle des religions, et le commentaire qui en est fait est un modèle de fidélité exigeante et de clarté. C'est aussi une grande œuvre littéraire, accessible à tous.

Ces récitatifs lyriques, incantatoires, ont souvent une grande beauté. La langue colorée de Jean Bottéro, rébalaisée pour rimer de « terribles » : « super-champions », « use de registre varié, humour, fantaisie, d'oiseaux parlant ou des arbes humanisés telles des Excubitor, solennité de la Terre, paré et vu de ses noces avec le Ciel : « L'immense plate-forme de Terre étincelait : // Verdoyante, était sa surface ! // Terre spacieuse était revêtue d'argent et de lazulite. // Orné de diorite, de calcédoine, de jaspine, d'antimoine, // Paré avec splendeur de végétation et d'herbages ; // Elle avait quelque chose de souverain ! // C'est que l'auguste Terre, la sainte Terre, s'était faite belle pour Ciel le prestigieux ! »

A un recueil monumental, inédit depuis la destruction des bibliothèques babyloniennes, il fallait pour héros de vertes galeries : ils sont là dès la seconde page du premier texte : « le dieu seigneur de la ville sumérienne de Nippour sollicite une jeune fille. Elle a beau lui répondre, gentiment mais fermement : « Mon vagin est encore trop étroit, je ne puis l'élargir ! ». L'impatient se faufila vers elle et lui fit : « ce dont on a tant envie ».

De verts gaillards

Mais la lubricité toute crue du récit ne doit pas cacher la grandeur du thème, la conception des dieux qui veillent sur le monde, tout au début de son histoire. La mise en ordre s'effectue par de fabuleux accouplements. « Le lieu où il avait planté son pénis, Enlil le fit beugler de plaisir, comme un aurochs ! ». A côté de l'énergie génésique des dieux, leur intelligence, leur ruse sont bientôt sollicitées. Les dieux se moralisent et se civilisent au même rythme que leurs inventeurs.

L'ordre une fois assuré, épuisant le besoin de faire travailler quelqu'un d'autre à leur place, ces puissants personnages fabriquent donc l'homme pour les servir. Quand leur créature, initialement dotée de longue et bonne vie,

grossit sur terre et se fait impromptu, ils l'envoient successivement les maladies, puis s'échouage et famine, puis le déloger et enfin la limitation autoritaire des naissances par la stérilisation des femmes et la mortalité infantile ! Plus, les dieux ont mis au point le mariage, l'élevage, le commerce, inauguré les activités sociales (même les grèves !). Ils ont fondé les villes, se sont répartis les pouvoirs, non sans épreu- ni tricheries.

Le souverain Enki, ayant trop bu, offre tous les siens à sa fille Inanna. Dégoûté un peu tard, il essaie en vain de faire saisir, aux esclaves, la « barque » qui ramène chez elle la ruse enfant avec ses cadeaux. Tel dieu bêlonne, venu assister à une fête en ville, s'arrange pour briller aux épreuves sportives qu'il accompagne et séduit la fille mimogène d'un collègue citadin, grâce à quoi il peut quitter la steppe et se civiliser.

Ces paysans s'émerveillent d'avoir inventé l'irrigation et la culture des céréales, et, lorsque ils imaginent l'origine de l'homme, ils racontent d'abord celle de la pioche qui a servi à extraire l'argile dont il est fait. Ils ont un mythe pour expliquer les rangées de peupliers qui protègent les potagers contre la brûlure du soleil — et pour raconter ce qui se passe à leur ombre, à l'heure de la sieste... D'un monde parcouru par le désir s'élève encore la rumeur de la vie. Dans le miroir des dieux, les hommes se reconnaissent. « La plus antique effort intellectuel qu'aient fait les hommes pour comprendre [...] le sens ultime de leur vie » aboutit à l'image, toujours actuelle, de l'homme « fermier de Dieu ».

PIERRE CHUVIN

★ **LORSQUE LES DIEUX FAISAIENT L'HOMME**, Mythologie mésopotamienne, de Jean Bottéro et Samuel Noah Kramer, Gallimard, 756 p., 330 F.

Entrez dans le Tokyo Express et vous comprendrez ce qui a bien pu transporter plus de trois millions de japonais.

Un double suicide, d'amoureux, une sorte d'affaire de corruption, un meurtrier très méfieux, un inspecteur qui se bat avec les horaires des trains : c'est Tokyo Express, le plus célèbre des romans policiers japonais écrit par le maître du genre, vertigineuse légende vivante : Seicho Matsumoto. A découvrir expressément chez Philippe Picquier.

Editions Philippe Picquier

L'Asie est suffisamment vaste pour qu'on ne s'occupe que d'elle.

100.000 LIVRES
NAMES EN STOCK
5 CATALOGUES PAR AN

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

Le double visage de La Mecque

Slimane Zéghidour raconte la vie quotidienne dans les lieux saints de l'Islam.

par Tahar Ben Jelloun

EN 1974, le Monde m'avait envoyé à La Mecque pour faire un reportage sur le pèlerinage en ces lieux saints de l'Islam. En tant que musulman, je fus bouleversé par l'impressionnante ferveur de ce rassemblement d'au moins deux millions de croyants autour d'un rite et d'une mémoire. En tant que journaliste, je fus choqué par le manque d'organisation des autorités d'accueil et par le comportement de tous ceux qui profitent de cette occasion pour faire de l'argent et exploiter la foi et la naïveté des pèlerins.

Quinze ans après, un autre journaliste musulman, écrivain et dessinateur algérien vivant en France, Slimane Zéghidour, fait le voyage pour restituer « la vie quotidienne à La Mecque de Mahomet à nos jours ». Il est parti du présent et a remonté le temps. Il a accompli le petit et le grand pèlerinage, l'Omra, visite de La Mecque et de Médine hors de la saison officielle, puis le Hadj, rituel qui s'accomplit au moment de la fête du sacrifice, durant l'Aïd Kébir. Slimane Zéghidour a écrit un livre passionnant, extrêmement documenté, très vivant. Il a fait un travail de journaliste méticuleux aussi bien que d'historien rigoureux.

Le vice et la vertu

Le pèlerinage à La Mecque a existé bien avant l'Islam. Ce fut le prophète Mohammed qui le codifia en donnant un sens symbolique à cette pratique. Depuis, le pèlerinage est devenu l'un des cinq piliers de la foi islamique. Il consiste à refaire les gestes et mouvements du sceau des prophètes.

Pourtant, Slimane Zéghidour constate qu'en dehors de certains lieux sacrés intouchables le patrimoine architectural a été



MOHAMMED LOUMER/ROMA

abîmé, voire détruit, pour laisser place à des constructions en béton. Les pèlerins qui acceptaient jadis de dormir n'importe où peuvent aujourd'hui louer des chambres d'hôtel confortables.

Aux risques des bousculades, qui se produisent, notamment lorsque les pèlerins veulent franchir la pierre noire, posée dans un angle de la Kaaba, il faut ajouter, depuis quelques années, les risques d'affrontements entre les chérites iraniens et les sunnites. L'Iran de Khomeiny conteste à la dynastie wahabite le droit d'être la gardienne des lieux saints de l'Islam. Une guerre froide est menée en vue de retirer à l'Arabie saoudite ce monopole et ce privilège.

Garder La Mecque signifie d'abord séparer les hommes des

femmes sur toute la surface du lieu sacré. Durant des siècles, ce furent des eunuques qui veillaient sur la Maison de Dieu et sur le tombeau du Prophète.

Ayant officiellement aboli l'esclavage en 1962, l'Arabie saoudite ne peut justifier aujourd'hui la présence de cette « armée de castrats », venus pour la plupart d'Éthiopie. Slimane Zéghidour a fait le compte : il y aurait encore dix-sept eunuques attachés au harem meccois et dix-neuf à celui de Médine, formant une corporation hiérarchisée et bien organisée.

Ce phénomène, dont l'auteur retrace l'histoire, depuis l'arrivée de l'Islam, n'a rien à voir avec la religion musulmane : « A priori, fait-il remarquer, l'émasculation des hommes ne paraît pas légale en Islam, et rien ne l'encourage.

Des eunuques, on en connaît à La Mecque avant le prophète. » Il cite un verset du Coran : « Qu'Allah moudisse le démon qui a dit : (...) Je leur ordonnerai de modifier la création de Dieu. »

Slimane Zéghidour dépeint La Mecque sous les traits d'une cité à double face et à double sens : « Pieuse et mercantile, généreuse et cruelle, oratoire et dortoir. Les naïfs ne s'y sentent pas chez eux et les immigrés n'ont point le droit de s'y enraciner. Capitale de l'Oumma, résidence de Personne, fille du ciel et de la terre, elle engendre le vice et la vertu. »

Telle est La Mecque : un lieu qui reste éternel malgré les conflits et les affrontements.

★ LA VIE QUOTIDIENNE À LA MECQUE DE MAHOMET À NOS JOURS, par Slimane Zéghidour. Hachette, 444 p., 38 F.

De la Petite-Kabylie à l'Arabie via Sao-Paulo

NOUS ne connaissons guère Slimane Zéghidour, que pour ses dessins de la presse algérienne (et parfois du Monde) et du « Monde diplomatique », signés du pseudonyme de SALADIN, lorsque il y a peu d'années, l'éphémère revue de la francophonie « Qui vive ! » brosse son portrait en berge descendant des djebels nord-africains. Cela nous fit sourire.

Et pourtant si Zéghidour, né en 1953, est apparemment devenu aujourd'hui, à cause des contraintes maghrébines, un « Arabe de Paris », il a bel et bien gardé les troupes algériennes à l'âge de dix ans, dans ces grandes et misérables montagnes de Petite-Kabylie où, dès l'âge de six ans, les garçons ne sont plus que de petits hommes, et où ni l'Algérie française ni l'Algérie indépendante n'ont apporté l'eau courante, l'électricité et la macadam.

La poésie et le Coran

Sous la pression des événements, la France laisse quand même derrière elle quelques instituteurs à l'ancienne qui transmettent au petit Slimane (Slimon dans la Bible, Soliman dans l'histoire franco-turque) le virus du français.

Une fois installé à Alger avec sa famille, il s'arrête au certificat d'études, obligé de travailler en monnayant un trait de plume, précoce et audacieux, qui lui valut de participer, dès 1970, à la naissance de la bande dessinée algérienne, maintenant fameuse. Son français, dont il dit aujourd'hui « bien que parlant aussi arabe dialectal et classique, portugais-brésilien et hébreu — qu'il est « la seule langue dans laquelle il peut s'exprimer avec la fois sincérité et pudeur », il le perfectionne alors dans les livres écorchés, épaves d'une décolon-

sation ratée, achetée pour rien sur les trottoirs de la rue Radon, en pleine Casbah.

Une Histoire sainte — presque commune à l'Islam et à nous — l'a marqué particulièrement. Mais une fois installé en France, dès 1974, au hasard d'une exposition de dessins, où brusquement il avait compris ce que respirer veut dire, il s'est lancé dans la bande dessinée outre-océanique, maitresse (les Nouveaux Immigrés, préface de Guy Bédos, La Pensée sauvage, 38640 Clab, 1979). Puis, lors d'un voyage en Amérique du Sud, il a découvert la littérature arabo-brésilienne (la Poésie arabo-brésilienne, le Brésil, Ed. Brasiliense, Sao-Paulo, 1982, en portugais).

Entre-temps, il avait attiré l'attention en France par un gros livre non conformiste, la Poésie arabo-brésilienne et l'Occident (Khartala, 1982), qui s'appuyait sur une érudition chevronnée, met notamment en relief le rôle déterminant des chrétiens arabophones dans la renaissance linguistique et littéraire du Proche-Orient, au siècle dernier.

La poésie a ramené Zéghidour au Coran et, de fil en aiguille, voulant tout voir par lui-même, il a accompli deux voyages en Arabie, dont l'un pour le grand pèlerinage, bouclant ainsi sa boucle d'autopédicte comme ces chroniqueurs musulmans de jadis qui, tel saint Thomas, ne croyaient que ce qu'ils avaient vécu.

Finalement, on s'en rend compte en lisant sa Vie quotidienne à La Mecque, il n'y a pas moins « Arabe de Paris » que Slimane Zéghidour. Il vit d'ailleurs à Villéguy quand il n'est pas en Algérie où, depuis quelques mois, on commence à mieux respirer.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ.

Diversité algérienne

MEME s'il contient de nombreuses et belles photographies, ce nouvel album consacré à l'Algérie n'est pas simplement un livre d'images. En conjuguant les textes aigus de plusieurs spécialistes, il nous emmène dans un voyage captivant à travers l'histoire de ce pays, des origines à nos jours. Nous découvrirons ainsi la diversité des tribus, des communautés et des caractères humains.

Mais il existe une cohérence derrière cette mosaïque des régions et des coutumes, nous dit Paul Balta qui, en présentant l'ouvrage, définit les traits communs de l'Algérien : l'amour de la liberté, la capacité de s'insurger, la tendance à l'austérité, l'affirmation de pulsions contraires qui le font osciller entre la division et l'unité.

Les revendications antagonistes de la tradition et de la modernité fondent l'effervescence actuelle du pays : les débats sur les orientations idéologiques, les choix économiques, le rôle des femmes et la fonction de la famille, la primauté donnée aux dialectes ou à la langue classique. La jeunesse représente, selon les auteurs, la « grande incertain ». Elle assure, en tout cas, la renaissance d'une culture, souvent ignorée à l'étranger.

Sans parti pris et bien documenté, cet album permettra au lecteur de percevoir la manière de voir et de sentir des Algériens, l'idée qu'ils se font d'eux-mêmes et de leur futur.

J.-N. P.

★ L'ALGERIE, sous la direction de Paul Balta, photos de Bernard et Catherine Desjeux, Nathan, 206 p., 259 F.

L'épopée Baibars

La trahison des émirs

Cinquième volume paru d'une série de soixante qui formera le plus grand roman populaire jamais publié.

Traduit de l'arabe et annoté par Georges Bohas et Jean-Patrick Guillaume, dans la collection « Les Classiques » dirigée par André Miquel.



Déjà parus

Les enfances de Baibars Fleur des Truands Les bas-fonds du Caire La chevauchée des fils d'Ismail

Le feuilleton éditorial le plus insensé de cette fin de siècle. A. Velter/Le Monde : « Tout Le Caire — femme toujours pleine et toujours en gésine. P. Aubé/Les Affiches de Normandie : « La langue parlée : toujours bannie, affreuse, avec sa diversité argotique. » A. Gardie/Libération.

Derniers ouvrages parus dans cette collection :

Le cadi et la mouche

Une anthologie du Livre des Animaux de Jâhiz, superbe monument de la pensée arabe qui pourrait s'intituler Le Livre du Vivant. Traduit de l'arabe et présenté par Lakhdar Souami.

L'Or de Paris

Récit de voyage d'un Egyptien du 19^e siècle. Tahâwî découvre Paris nous sommes vus par les yeux de l'Autre. Traduit de l'arabe et présenté par Anouar Louca.

Moi, poète et femme d'Arabie

Khansâ, belle et poète, souleva l'admiration du Prophète et de ses contemporains. Son diwan est traduit de l'arabe et présenté par Anissa Boumediène.

Voyage chez les Bulgares de la Volga

Un court récit d'Ibn Fadlân. Unique dans la littérature universelle. Merveilleux parce qu'émouvant. Traduit de l'arabe et présenté par Marius Canard.

La beauté est le gibier des cœurs

De l'amour à la « vérité », de l'absence au « voyage », un recueil célèbre de Thaâlibi. Les plus belles paroles et maximes de l'Orient. Traduit de l'arabe et présenté par Odette Petit.

Une collection éditée par Pierre Bernard.

Sindbad

En vente en librairies, Grands Magasins et chez l'Éditeur : 1 rue Feutrier, 75018 Paris. Tél. (1) 42.55.35.23.

J'aimerais recevoir votre catalogue

Nom et prénom

Adresse

Code postal et ville

هنا من الرجل

LECTURES EN VACANCES

ROMANS HISTORIQUES

A l'ombre des jeunes filles...



Flora Groult.

AVEC Giotta, Alfred Hart poursuit une chronique familiale entamée sous le Second Empire et qui, si l'auteur ne faiblit pas en route, n'a pas la moindre raison de ne pas débiter sur le vingt et unième siècle. Chronique familiale donc, centrée sur des personnages de femmes. Après Agnès et Nina, voici Giotta, fille de ce siècle (elle est née en 1907), qui vit, dès sa jeunesse, les soubresauts, l'explosion culturelle et mentale des Années folles.

Haute couture et surréalisme seront les fêtes baptismales de son adolescence. Mais ce qui fait toute l'originalité de ce roman, c'est cette faculté de suivre l'histoire dans sa progression au jour le jour, dans ses drames et ses cahots — crises, grèves, montées du fascisme, — est de décrire en même temps le cheminement sentimental, professionnel, subjectif, des personnages.

Galerie

de bourgeois marginaux

Plus intimiste en apparence, *Belle Ombre*, nous plonge dans la période noire qui suit celle où se clot — provisoirement — l'aventure de Giotta : l'Occupation. Pour beaucoup, l'été 43, c'est l'été où l'espoir renaît, après un hiver qui a vu les premiers gros revers de l'Allemagne nazie. Pour Judith Radofier, lycéenne exilée avec son père en Touraine, l'été 43, c'est d'abord l'été du baccalauréat.

Cela devient aussi et surtout la découverte de l'étrange et attirante famille de Vène

(qu'elle surnomme d'abord les Pas-de-Vène), combinaison de personnages cultivés et cocasses, galerie de bourgeois marginaux au charme plus exotique que discret. Le fils de famille, timide, sérieux, et amoureux, initie l'héroïne aux Bucoliques, mais c'est vers la sœur, Lucie, vers la mère, Mica, que se tourne plus volontiers Judith, orpheline sevrée de confidences.

De promenades sur la rivière en fiers débouchés, son premier regard d'adulte sur les autres et sur elle-même s'affine et se précise. Ainsi avance doucement la vie de Judith, adolescente vive et douée, alors que son père, ce Jules attentif, un peu distant, parfois sentencieux et toujours aimant, disparaît, mystérieux et silencieux, des soirées et des nuits entières, pour des réunions avec des « collègues ». Jusqu'au drame soudain, imprévisible et impensable...

Judith et son père, Judith sans son père, Judith et le mirage de Belle Ombre, ce profil enchanteur entrevu un soir, Judith à Paris logée chez de lointains cousins, couple bizarre aux habitudes et aux attitudes suspectes, Judith dans le monde des étudiants parisiens, son apprentissage du désir, sont autant de tableaux — de scènes campées avec une finesse dans le ton, les dialogues et les descriptions qui entraîne et enchante.

A. L.

★ GIOTTA, d'Alfred Hart, Ed. Maren Sell, 407 p., 120 F.

★ BELLE OMBRE, de Flora Groult, Flammarion, 298 p., 89 F.

« Le Racine du Bronx »

La rencontre de l'écrivain américain Frederic Tuten avec son père, avec lui-même et avec le révolutionnaire français Jean-Lambert Tallien.

Par Jérôme Charyn.

CERTAINS écrivains sont si originaux, ils s'imposent d'une façon si discrète, qu'on les remarque rarement dans un monde où, pour attirer l'attention, il faut déployer ses ailes comme un cacatoès. Frederic Tuten est de ceux-là. Il a grandi dans la jungle du Bronx, quitté le lycée à seize ans pour devenir Cézanne, puis est venu à l'université, tel un homme de l'ombre. C'était un métis de mère sicilienne, dont le père, aristocrate du Sud, « putain de rebelle », fut un dirigeant syndicaliste. Celui-ci, qui s'appelait Rex, abandonna sa famille quand Tuten avait dix ans, et disparut dans une steppe glacée où les enfants métis n'avaient pas droit de cité.

Tuten n'a jamais oublié cette terrible blessure. Il devint professeur d'université et publia un roman en 1971, *les aventures de Mao pendant la Longue Marche*. C'est une curieuse œuvre, sans précédent. C'est un traité drôle et fou sur la tristesse de l'histoire. Le Mao de Tuten est un poète raté qui s'abonne à *Esquire*. C'est aussi le leader de la Longue Marche. Ces faits ne se contredisent jamais dans le roman, Tuten affirmant que le langage est la seule réalité contraignante. Le chant du poète est « une constellation sans le froid de l'espace ; une mer sans ses requins ».

Le roman fut très admiré par John Updike et Susan Sontag.

Grâce à l'insistance de Raymond Queneau, il fut publié en France (Gallimard, 1974).

Tuten parut ensuite s'évanouir dans la steppe glacée de l'imaginaire. L'Amérique n'est pas le lieu d'un art subversif. Dix-sept ans après, un second roman a été publié : *Tallien, une brève histoire d'amour*. Il reprend le jeu narratif du premier livre, mais comporte un nouvel ingrédient : Tuten, ou du moins un narrateur qui reproduit les grandes lignes de son existence. Son père et sa mère, Rex et Madelyn, sont des personnages du roman. Rex, « le prince fédéral de la confédération », abandonne sa famille quand le narrateur a dix ans, tandis que la mère, fidèle à son époux, reste seule avec « cette pasta romantique se desséchant de jour en jour ».

Un serpent merveilleux

Tuten, qui se voit comme « le Racine du Bronx », le Poussin des sentiments », entonne un chant d'amour pour son père mort. Il lui raconte l'histoire de Jean-Lambert Tallien, le révolutionnaire français qui provoqua la chute de Robespierre et tomba amoureux d'une comtesse espagnole nommée Thérèse, qu'il sauva de la guillotine. Comme Tuten, Tallien est un autodidacte, « l'idiot pris par inadvertance dans le filet de

l'Histoire », qui aide à tuer le roi de France, mais ne réussit pas à trouver de place dans le nouvel ordre des choses.

L'Histoire et Thérèse le rendent impuissant. Quant elle le rencontre pour la première fois, elle fixe son amoureux « comme s'il s'agissait de quelque bête exotique derrière la grille d'un zoo ».

Tallien reste cet animal jusqu'à la fin du roman. Il est perdu, désespéré comme n'importe quel amant aveuglé au monde. Le narrateur, qui chante pour son père mort, dit que « l'annéisme des habitants de la planète, nourrie de cupidité et de méchanceté chroniques, la transformera un jour en un immense Berlin-Est, musées en moins ».

Nous sommes donc emportés par une irrésistible folie — celle de Tallien, de Rex, de tous les enfants de l'Histoire qui errent dans les ténèbres, en quête de leur identité. Tallien est une fiction poignante qui ne perd jamais son sens ludique. Tel un serpent secret, merveilleux, il détruit en charmant.

Enchanté par le livre, j'allai en parler à Tuten. Je connaissais la vie du père, le malheur du fils abandonné dans le Bronx. « Comment avez-vous réussi à surmonter votre colère pour écrire sur Rex ? »

« J'ai compris à quel point il était jeune quand il s'est marié, a répondu Tuten comme un enfant naïf, égaré près de l'avenue A, à

Manhattan. Et ces dernières années en Amérique ont été d'un égocisme si violent, elles ont été si dénuées de la moindre compassion sociale que, lorsque je pense à mon père, il m'apparaît comme un être noble qui a su conserver son intégrité. Je l'ai vu non comme l'homme cruel qui est parti, mais comme un individu dont l'existence a été très dure... Je voudrais l'avoir aidé ».

Le livre *Mao* était construit sur un jeu impitoyable, sans une allusion à la personne de l'auteur. Tuten a dû retirer son masque pour « donner libre cours » à sa colère. Ainsi est venu Tallien...

Tuten a cinquante-deux ans, mais Tallien est un roman de jeune homme. Il est imprégné d'un jus exquis. « Il a l'innocence d'un garçon de dix ans, lui ai-je dit, d'un gosse qui se traite dans la boue ».

« Le livre sur Mao, selon Tuten, est parfaitement lisse. » Mais dans Tallien, l'auteur parle « à la manière des enfants, et c'est pourquoi ce texte est saisissant. Dans une « décennie d'annéisme insoufflant », Tuten nous donne Tallien, un roman qui exploise du souvenir des choses présentes et passées.

(Traduit de l'anglais par Anne Rabinovich.)

★ TALLIEN, UNE BRÈVE HISTOIRE D'AMOUR, de Frederic Tuten, traduit de l'anglais par Pierre Grand, Stock, 162 p., 79 F.

Les chemins buissonniers de 89

Auteurs et éditeurs abordent aujourd'hui la périphérie de la Révolution française.

ON savait Marat médecin, on le savait Ami (contre-verse) du peuple, on ne le savait pas romancier. L'oubli, dès maintenant, est réparé, avec l'édition des *Aventures du jeune comte Potowski*, que Jean-Paul Marat, selon la préface très éclairante de Claire Nicolas-Lelièvre, rédigea à Newcastle, alors qu'il occupait une charge de vétérinaire (la séparation entre différentes spécialités médicales était apparemment moins nette qu'aujourd'hui).

Roman de cœur, annonce le sous-titre. Roman épistolaire, roman politique aussi, la Pologne, chère au cœur de tous les Français, en étant le sujet. Roman convenu surtout, au lyrisme écarant (« Mon cœur gémissant implore la pitié et il le trouve sourde à ses cris »). L'on se prend à regretter que l'éditeur n'ait pas plutôt choisi de publier le traité de Marat sur la blennorrhée, rédigé à Londres, nous dit-on, en 1891, ce qui en montre toute la portée !

Mais ne soyons pas trop injustes, bien que les Lucille Sopanska et Charlotte Sapicha de ce roman ne puissent rivaliser avec la seule héroïne tragique que Marat ait su créer : Charlotte Corday.

« *Paulin de Barral, libérin dauphinois* », redécouvert par Georges Salamand, est l'antithèse de Marat. De plus, ce personnage n'est pas sorti d'un roman : il y est entré. Aristocrate, maître de forges, lié aux plus grandes et plus influentes familles de France, dépravé, vicieux, presque comique dans ses outrances, Barral a, nous dit-on, l'auteur, textes et documents à l'appui, servi de modèle au Valmont des *Liasons dangereuses*, ainsi qu'à Sade dans sa *Justine*.

Paulin représente tout ce que la Révolution est censée détruire : privilèges abusifs, violence, arbitraire. Il est presque une caricature. Logiquement, sa sinistre carrière doit s'achever sur l'échafaud. Foin de cette logique ! Les Paulin de Barral survivent à tous les régimes, à toutes les turbulences ; mieux, ils en tirent profit. Napoléon disait bien : dans les révolutions, il y a deux sortes de gens : ceux qui les font et ceux qui en profitent. Barral accueille la Révolution à bras ouverts. Choyé par ses nouveaux amis, il fait effacer les attributs héraldiques de ses châteaux, fournit des boulets à la République, devient baron d'Empire en 1810 et meurt dans

son lit en 1822, noble et considéré. Une histoire vraie, riche d'enseignements civiques et moraux.

Francis Poron a choisi avec audace l'angle romanesque pour évoquer la vie de *Couthon le mal-aimé*. Georges Couthon, un peu oublié de l'Histoire, était le troisième pilier — et non le moindre — du triumvirat Robespierre, Saint-Just et bien sûr, Couthon. Un autre pur à la santé plus que défaillante, dont la carrière et la vie s'interrompirent beaucoup plus tôt et de manière beaucoup plus tranchante que celle de l'ami Paulin de Barral. Couthon va par Marie Brunel, sa tendre épouse, change de visage : dans le privé, ce grand révolutionnaire rigide, écarlateur impitoyable de l'insurrection lyonnaise, était un homme doux, timide, plutôt triste et gentil. Nous voilà rassurés.

Couthon finit comme Robespierre et ses camarades, mais, c'est bien connu, le malheur des uns fait le bonheur des autres, et c'est grâce à Thermidor que « l'enfant du carnaval » échappera à une fin tragique. Les amateurs d'aventures picaresques se réjouiront sans doute de la réédition de ce roman de Pignatelli.

Lebrun, aventurier, homme de théâtre et auteur prolifique qui vécut à cheval sur le dix-huitième et le dix-neuvième siècle, et fut l'un des premiers à exploiter l'énorme champ romanesque de la Révolution. Son héros, mi-Figaro mi-Gil Blas, même s'il lui arrive d'expédier un curé d'un coup de lame, est bien plus individualiste que révolutionnaire, et c'est peut-être pour cette raison que Pignatelli-Lebrun a eu la sagesse d'attendre 1796 pour publier ses aventures.

Avec *Mirabeau, roman d'une terre de France*, Eric Deschodt fait son propos à la dimension d'une ère. La terre de Mirabeau (Vandœuvre) — à ne pas confondre avec Mirabeau (Alpes-de-Haute-Provence) — a mis 4 750 ans pour produire son grand homme, ce « prodigieux démagogue » dont la seule lante de goût, peut-être, a été de naître dans le Gâtinais.

Pari ambitieux que d'explorer cette sage plurimillénaire d'un terroir. Pari tenu. De la Préhistoire aux derniers siècles de l'Ancien Régime, des sarrasins aux templiers, à travers pestes et famines, Deschodt, dans une langue à la fois précise et évocatrice, par des dialogues savoureux et drôles, découpe, révèle, combine, recrée ces tranches de vie, comme autant de joyaux dont l'ensemble compose ce joli et fort roman où, pour une fois, les hommes, petits ou grands, nobles ou ignobles, conquérants ou conquis, forment le kaléidoscope en mouvement, le décor fuyant et changeant de cette Terre, héroïne immuable et belle entre toutes.

— ALEXIS LECAYE.

★ LES AVENTURES DU JEUNE COMTE POTOWSKI, de Jean-Paul Marat, Maresse et Cie éditeurs, 287 p., 125 F. (5, rue Michel-Père, 75003 Paris).

★ PAULIN DE BARRAL, de Georges Salamand, la Feuille d'érable, 115 p., 85 F. 20, rue Humbert-II, 38000 Grenoble.

★ COUTHON LE MAL-AMÉ, de Francis Poron, Maresse, 392 p., 150 F.

★ L'ENFANT DU CARNAVAL, de Pignatelli-Lebrun, 44 Desjonquères, 332 p., 135 F.

★ MIRABEAU, ROMAN D'UNE TERRE DE FRANCE, d'Eric Deschodt, Lattès, 391 p., 99 F.

★ Signalez aussi le roman de Luc Willeit : *les Rarogues*, les anonymes de 89, les « pilotes » de la Révolution, les « ombres du Bicêtre ». Ed. Syros Alternance, 316 p., 98 F.

PRIX BLAISE PASCAL 89

décerné par
LA VILLE DE
CLERMONT-FERRAND
ET LE CLUB DES OUVREURS



Le sourire d'Aimée

AIMÉE de Coigny était le charme même, spirituelle en diable et, du marquis de Lauzun au marquis de Boisselin, via quelques autres amants, elle a séduit de nombreux hommes. Révélant d'elle toute proche, enfermée comme lui à la Maison Saint-Louis, André Chénier l'immortalise dans son *Ode à une jeune captive*, mais elle n'en fut jamais rien et, dévotée, se précipita à nouveau dans la vie avec délices.

Ses *Lettres* et ses *Mémoires* (pas mal trafiqués par Talleyrand avant quelques autres) révèlent une liberté d'esprit égale à celle de ses mœurs, qui furent voluptueuses avec innocence. Orpheline de mère, élevée dans les fastes de Versailles par la princesse de Rohan-Guéméné, maîtresse de son père, mariée, adolescente, au duc de Fleury, petit nouveau du cardinal, qui lui prêta aussitôt la guerre et le

jeu, Aimée a vingt ans au moment de la prise de la Bastille.

Un vrai personnage de roman, Jean Duché s'en est avisé : à travers le destin d'Aimée, dans ce milieu d'aristocrates éclairés, qui tiennent de leurs mains, les rênes où on va les prendre avant de les massacrer, le voile mûrie de la fille aux tragédies. Mais le jeune homme est si gai, si frémillant, qu'elle traverse l'époque et ses drames personnels en droit en dansant et le sourire aux lèvres.

Jean Duché caricole avec brio dans le champ de l'histoire, sans rater une figure, fringant comme son héroïne, qui compte, avec lui, un amoureux de plus. Gageons que plus d'un lecteur lui emboîtera le pas.

GAÏETTE GUITARD-AUVISTE.

★ POUR L'AMOUR D'AIMÉE, de Jean Duché, Robert Laffont, 356 p., 98 F.

LECTURES EN VACANCES
LITTÉRATURE FRANÇAISE

• Le Monde • Vendredi 23 juin 1989 27

Champollion et les Mohicans

Une évocation par Gérard Macé de celui qui, plus qu'un savant, fut un « génie romantique ».

DÉCEMBRE 1827 : un hiver glacial. Champollion redoute le froid, une hantise qu'il exprimera en 1830 en revenant d'Égypte, comme plus tard Rimbaud à son retour du Harar. De plus, il souffre de la goutte.

Tandis qu'il est immobilisé, une jambe emmaillottée comme une momie (« fasciata come una mummia »), on lui lit à voix haute *Le Dernier des Mohicans*, de Fenimore Cooper : une lecture qui lui remet en mémoire la rencontre surprenante qu'il a faite, parmi les sculptures antiques du Musée du Louvre, de quelques « sauvages américains » de la tribu des Osages.

« Champollion parmi les Mohicans », écrit Gérard Macé, est au cœur de ses préoccupations : non pas les seuls hiéroglyphes, mais les mots de la tribu, et, au-delà du langage, les mille et une façons d'être homme.

Le livre de Macé est né de la lecture d'une lettre du 16 janvier 1828, où Champollion raconte cet épisode à sa confidente Angelica Palli, une poétesse italienne qu'il surnomme Zelmire. *Le Dernier des Égyptiens* n'est pas une biographie.

L'enfant

qui lisait en cachette

La démarche de Macé rassemblerait plutôt à celle de Pierre Michon qui a peint Van Gogh à travers les yeux du facteur Roulin (1) : comme dans ce qu'on appelait autrefois des *Vies*, rendre compte de la présence d'un personnage, faire de lui une figure exemplaire, emblématique.

Ici, l'érudition, précise et cependant rétrograde, se fait légère grâce aux scholies reportées en fin de volume, qui ouvrent toutes sur des perspectives nouvelles, comme la rencontre entre Champollion et Walter Scott.

Macé voit en Champollion plus qu'un savant, un « génie romantique » animé d'une passion qui remonte à l'enfance. Son aventure mentale est placée sous le signe de ce lion qui « blasme » son nom de famille et qui sur les cartes anciennes signalait les déserts avec la légende « *Ubi rugent leones* » (« Où rugissent les lions »). Le lion, qu'il a la joie de retrouver dans le nom de Cléopâtre, comme dans celui de Ptolémaïos (pour la lettre L), confirme l'intuition qu'il avait formulée ainsi : « Les deux lions aideront le lion à vaincre ».

Le Champollion de Macé est fidèle à l'enfant qui, le soir venu, apprenait à lire seul, en cachette, grâce aux « réclames », ces mots qui, repris d'une page à l'autre,



« De l'alphabet aux hiéroglyphes, Champollion cherche jusqu'à l'épuisement (...) à réconcilier les voix sonores des vivants avec les caractères qui respirent la mort. »

permettaient au lecteur de ne pas perdre le fil. « *De l'alphabet aux hiéroglyphes*, écrit Macé dans les *Trois coffrets*, Champollion chercha jusqu'à l'épuisement (...) à réconcilier les voix sonores des vivants avec les caractères qui respirent la mort. » Avec les personnages de Fenimore Cooper, c'est la forêt qu'il apprend à déchiffrer. Macé nous fait imaginer, dans son esprit, la rencontre inattendue d'une civilisation qu'il cherche à faire revivre et d'une autre qui va bientôt disparaître.

A travers

la zone étrusque

Comme les « réclames », comme des sortes de rimes intérieures, des indices disséminés unissent imperceptiblement tous les livres de Gérard Macé. La fascination pour les hiéroglyphes apparaît déjà dans *Ex libris*, à propos de Mallarmé, puisque « l'écriture égyptienne, par son côté cryptographique, s'apparente tout simplement à la poésie elle-même ». Quant à Champollion, dont les *Trois coffrets* suivent l'itinéraire vers Rome à travers la zone étrusque, il est, dans une scholie du *Dernier des Égyptiens*, rapproché de Freud, le « déchiffreur des rêves ».

Macé revient toujours à la forêt obscure, au *Bois dormant* de la mémoire et du rêve. L'histoire de Champollion est pour lui secrètement liée à son propre apprentissage de la lecture et de l'écriture, qui l'a séparé des siens, éloigné des « mots écorchés » d'une âme illettrée, ou de son grand-père Jules Galles.

Des mots « prononcés par des voix sourdes, de ces mots littéralement appelés à disparaître et dont le sens intimement lié à cette intonation qu'aucune écriture ne peut rendre (...) mais qui donne à la poésie son accent particulier » : ce sont ces mots-là qu'il a recueillis en une sorte de glossaire poétique, dans les trente et un *Textes des Petites Coutumes*.

MONIQUE PÉTILLON.

★ **LE DERNIER DES ÉGYPTIENS**, de Gérard Macé. Gallimard, 140 p., 66 F.

★ **LES PETITES COUTUMES**, de Gérard Macé. Fata Morgana, 32 p., 45 F.

— Fata Morgana réédite la *Lettre à M. Dacier relative à l'alphabet des hiéroglyphes phonétiques*, par M. Champollion le Jeune.

(1) Pierre Michon, *Vie de Joseph Roulin* (Verdier).

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

« Oh, Hubert, et les pauvres ? »

(Suite de la page 19.)

Il faudrait peut-être dire qui est Dabit. C'est l'auteur d'*Hôtel du Nord*. Le livre paraît en 1929. Il vaut d'être lu (collection « Reine », 1977). Si vous y cherchez la réplique d'Arletty « *Atmosphère, atmosphère...* », sur la passerelle du canal Saint-Martin, dans sa robe d'été, en face d'un Jouvot tout en indifférence tatillonne, vous serez déçu. La réplique la plus célèbre du cinéma français n'est pas de Dabit. C'est une invention du dialoguiste Henri Jeanson, qui a aussi ajouté certains personnages. Mais l'hôtel miteux et mythique est là, ainsi que son petit monde trop laborieux pour accéder aux idées hautes et aux grands sentiments. Le populisme français des années 30 est là aussi, tout entier.

Il y aurait lieu de revenir sur ce mouvement et de ne pas s'en tenir au rôle qu'il a tenu dans le cinéma des mêmes années. Une autre réédition pourrait favoriser cette redécouverte, celle de *Ville-Lumière*, assurée, comme la réimpression du *Journal*, par le meilleur connaisseur actuel de Dabit qu'est Pierre-Edmond Robert.

Ville-Lumière réunit des textes sur le Paris populaire de l'entre-deux guerres. On y trouve en raccourci les lieux et les thèmes des romans. *Hôtel du Nord*, version « nouvelle », nous fait pénétrer par les cuisines de cet établissement qui ne comportait pas d'autre entrée. Ce sont les cuisines de la création, les modèles des personnages. Dabit sait de quoi il parle. Ses parents tenaient l'hôtel. Il a vécu au milieu des drames de bistrot et des propos de zinc, inimaginables aujourd'hui. Il est conscient que cet autre « privilège » de « sentir la force et la poésie du monde ouvrier des villes » n'est pas donné à beaucoup.

Ils sont quelques-uns, réunis dans l'école populiste que les représentants de la grande littérature réputée universelle regardent avec respect comme pour mieux les tenir en respect. Cernée comme un ghetto, l'école compte Pouillat, Jules Vallès, Charles-Louis Philippe. Traient aussi du peuple, en ces années-là, des auteurs qui en viennent et dont le souci est de ne pas se couper de leurs origines en fréquentant le château des Lettres officielles. Ce sont Jean Guéhenno, Louis Guilloux, et autres « engagés » que l'on retrouvera dans les comités antifascistes, aux côtés du Front populaire, à Marianne, à Vendred.

DANS le dossier qu'elle consacre à Dabit, la revue *Jungle* évoque les relations du jeune autodidacte d'*Hôtel du Nord* avec les écrivains arrivés d'ailleurs : avec Gide, avec Martin du Gard, qui l'aide à travailler de façon très généreuse, avec Giono, Guilloux.

Une rencontre à lieu avec Céline, en 1933, à l'hôtel du Nord, précisément. L'année d'avant, Dabit a rendu compte du *Voyage au bout de la nuit*, dans la N.R.F. Les deux écrivains ont des expériences de la misère assez voisines. Ils ont connu les tranchées de 14, la gêne des banlieues. Pour savoir à quel point les prolétaires d'ailleurs passent à côté de leur vie, dispensaire et meublé se valent. On trouve chez l'un et l'autre les signes d'une mentalité identique à l'égard des magasins à prix unique, rendus responsables de la ruine du petit commerce.

Après quoi, les explications divergent, les réactions se radicalisent. Dabit accuse de cette ruine des artisans le patronat « à l'américaine » ; Céline : le juif apatride. Dabit reste attaché par le petit monde de l'« apéro » et

du dimanche à Nogent, il y voit les hâteries de la Commune, il l'innocente par avance de ses inconsciences, dues à son aliénation. Céline, lui, va crier, avec la classe dirigeante, à l'affaiblissement des volontés. Il prophétise la racée de 1940, réjouissante à force d'être méritée. Il décrit avec la langue du pauvre, mais la leçon tirée est celle des riches : les pauvres ne comprennent que la trêve, etc.

SANS doute Céline a-t-il deviné, en artiste, que la détresse ne pouvait pas se dire, pas longtemps du moins, avec les mots du simple constat ou de la compassion. Seul le dénigrement, de l'intérieur, rend compte de la violence subie. La lettre que Céline adresse à Dabit à propos de *Zona verte* est caractéristique.

« Le sujet est capital, écrit-il, il est tout notre malheur. On notera le « notre », et la réserve qui suit : « Mais il y a parfois plus de raconté que de senti. » Cette fois, la divergence éclate et annonce l'opposition irréconciliable. Dabit témoigne d'un état de fait le plus neutrement possible, laissant le lecteur libre de s'émouvoir, de s'indigner, de tirer les conclusions politiques, tandis que Céline trie dans cet état de fait, décoré incurable, ce qui lui fait le plus d'effet et va déclencher sa petite musique.

Le temps les a départagés. La recherche de l'effet produit conduit moralement, humainement, à l'abjection. Mais l'attitude de constat neutre n'a pas aidé les textes à vieillir au regard de l'art. Il y a de la platitude gentille dans les reportages de *Ville-Lumière* autres que la visite à l'hôtel du Nord. Ainsi des textes sur la foule du métro, le « caf'conc », Georgius, Mayol.

J'excepterai le portrait du cocher-fivreur. En ce temps-là, il y a cinquante ans, le cheval faisait encore partie de la vie quotidienne des villes. Lait et vin étaient livrés par des attelages à quatre, dans un brigueballement de bidons. Il y avait aussi les petites charrettes Gervais, aux longs fouets courbés par la vitesse. Pains de glace et sacs d'antracite voyageaient en tombereaux. Et le matin, vers Vaugirard, les perchons condamnés traînaient la patte vers les abattoirs, tête basse, leur sac de pécoté rasant le pavé de bois...

DABIT a connu ça, et rien d'autre ensuite. Il n'aura visité le paradis des écrivains que sept années, d'*Hôtel du Nord* (1929) à sa mort, en 1936. Avant, il peignait et peignait peinture. Le *Journal Intime* laisse voir un homme tourmenté par le social et par un certain mal-être personnel, malgré le goût des amours, les séjours à Minorque, les amitiés. La guerre proche étend son ombre, toutes classes confondues.

La revue *Jungle* rappelle les interventions politiques de Dabit, vers 1935. L'autodidacte populiste devient un enjeu dans les batailles en cours, il est un peu « les masses » à lui seul. On se dispute ses participations. En 1968, cela s'appellera « récupération ».

Comment trahir le moins possible la misère originelle ? Vieilles interrogations des trans-fuges. Dabit y apporte la réponse la plus sincère, avec Guilloux. Leur déchirement mérite attention. Il devrait faire partie de l'histoire littéraire de notre avant-guerre, au moins autant que les bobos et les besoins de chef de Drieu ou de Brasilech, dont on nous rebat les oreilles.

★ **JOURNAL INTIME**, d'Engèle Dabit, Gallimard, 438 p., 170 F.

★ **VILLE-LUMIÈRE**, d'Engèle Dabit, Le Dilettante, 86 p., 69 F.

★ **JUNGLE**, 144 p., 82 F.

<p>DJIAN</p>	<p>« Djan est devenu comme un mot de passe de centaines de milliers de jeunes, dont beaucoup n'avaient jamais ouvert un livre avant le sien. » Ferdinand Chautin « L'EXPRESS »</p> <p>« L'écriture de Philippe Djan témoigne d'un accès aisé à l'émotion : elle met son lecteur dans un état d'approbation chaude, de consentement à la magie de l'existence. » Christine Charrier « LE FIGARO LITTÉRAIRE »</p> <p>« Avec Echine, son dernier roman, Djan avait pris des risques. Il en prend encore avec <i>Crocodiles</i>. C'est une bonne nouvelle. » Christy Desrosiers « LIBÉRATION »</p>	<p>DJIAN</p>	<p>« En sept livres, de 50 contre 1 à ces <i>Crocodiles</i>, en passant par <i>Echine</i>, 37^{es} le matin et quelques autres, c'est à l'épanouissement quasi physique d'une œuvre que l'on assiste depuis quelques années. » J.F. Jusselin « LE NOUVEL OBSERVATEUR »</p> <p>« Dans <i>Crocodiles</i>, il y a du meilleur Djan, direct, rapide, efficace, avec des images si simples et si belles qu'on se demande bien pourquoi aucun écrivain avant lui ne les a inventées. » Pierre Lapeyre « LE MONDE »</p> <p>1 vol. 88 F</p>	<p>DJIAN</p>
---------------------	--	---------------------	---	---------------------

مكتبة الأستاذ

Scandale en Sicile

L'incroyable succès d'un petit roman écrit par une jeune Sicilienne, Lara Cardella.

NUMÉRO un des ventes avec plus de cent mille exemplaires écoulés en deux mois. Une traduction allemande en cours et les droits cinématographiques déjà vendus à un producteur. Pas mal, pour un coup d'essai... Voici l'histoire magique d'un petit roman, sans prétention, rédigé sur un coup de tête par une grande fille toute simple.

Le petit livre (cent vingt pages) a pour titre *Volevo i pantaloni* (Je voulais porter des pantalons) et l'auteur s'appelle Lara Cardella. Elle a dix-neuf ans, la prunelle sombre des filles du Sud et le regard fauve des rebelles. Bref, comme en outre elle n'a pas sa langue dans sa poche, Lara Cardella avait tout pour plaire aux maîtres italiens des « talk show » télévisés. On épiloguera longtemps sur le point de savoir si les *Pantaloni* de Lara eussent connu la gloire sans la minijupe provocatrice de la belle sur les écrans.

Néanmoins, au départ, il y a bien un livre écrit comme cela, en quelques semaines, pour répondre à un concours de magazine féminin, organisé par le grand éditeur transalpin Oscar Mondadori. Avec Ametta, l'héroïne malheureuse de son roman, Lara Cardella remporte donc le concours et l'aventure commence. Premier tirage limité. La difficile éducation sentimentale d'une adolescente tant éprise de liberté qu'elle est obsédée par l'idée de porter des pantalons, ce n'est pas un mauvais thème, mais bon...

Seulement voilà, l'histoire d'Ametta se passe de nos jours dans un pays où il arrive encore qu'on étende fièrement au balcon les draps maculés du sang virginal des jeunes mariées, où les épousailles sont encore, trop souvent, de froids contrats économiques inter-familiaux et où la libération sexuelle n'a pas dépassé les écrans de télé. Bref, même si la contrée n'est jamais nommée dans l'ouvrage, il est clair qu'il s'agit de la Sicile et plus précisément de Licata, la grosse bourgade du sud de l'île où Lara Cardella vit encore avec ses parents.

Arrière

ou malfaitants

Dans les *Pantaloni*, c'est tout un pan secret de la misère sexuelle, du machisme et de l'arriération culturelle de « l'île aux trois pointes » qui est dévoilé. Ce n'est certes pas la première fois, mais il est mal vu, en Sicile, que le scandale arrive par les femmes. Sur ce, intervient la première apparition télévisée de la jeune dame.

« Ce n'est pas une autobiographie, explique-t-elle. Mais tout ce qui arrive à Ametta est vrai. Ce sont des histoires qui m'ont été racontées par mes amis. » Comment ? La gamine de treize ans répudiée par ses parents pour un innocent baiser en public ? L'oncle lubrique, incestueux avec ses enfants et satyre avec sa jeune nièce ? Tout cela est courant en Sicile ?

« Mamma mia ! rétorque Lara, atterrée par tant d'ignorance feinte... Mais chez nous, il suffit de manger une glace en minijupe pour être définitivement « una puttana » (putain). Et elle poursuit : « Prenez la fête communale du 5 mai [date réputée faste dans la région pour combiner les mariages]. Ce jour-là, les filles, soutenues par leurs parents, sont présentées par leurs parents aux fils de la ville. Eh bien ! pour moi, ce n'est rien d'autre qu'un marché aux bestiaux. » Et c'est

Cardella » de laisser entendre qu'à Licata, c'est simple, 90 % des gens sont arriérés ou malfaitants...

Scandale immédiat dans Landersheim. Sur la piazza du marché, les vieux Siciliens, casquette grise et mains dans le dos, manquent d'en avaler leurs mégots mille fois machonnés. Très vite, l'appartement des Cardella, à la périphérie de la bourgade, devient « l'antre de la diabolie ». Courriers injurieux, coups de fils obscènes, apostrophes agressives dans les rues.

Agent d'assurance, Papa Cardella perd des clients et se voit régulièrement invité à « faire enfermer » sa rejetonne. A l'hôpital municipal, épuisée par les ragots, Mamma Cardella, qui est infirmière-chef, prend un congé-maladie. La cadette de Lara, elle, est contrainte de changer d'école.

La « Salman Rushdie » de Sicile

Toute la ville s'est enflammée et personne, pourtant, n'a encore lu le livre-scandale. Finalement, le maire lui-même s'en mêle et après avoir traité la demoiselle de « jeune folle », il organise un défilé de minettes en minijupes dans sa ville et exige un droit de réponse à la télé. Seconde émission-choc pour la « Salman Rushdie de Sicile », dit la presse locale.

Mais M. le maire est un gentil paysan un peu ignare. En trois coups de cuiller à pot et deux mots inconnus de lui — « paradoxe » et « métaphore » — il se fait dévorer tout cru par sa jeune administrée sans parvenir même à mettre les rieurs de son côté. Fin du deuxième acte et envol commercial des *Pantaloni*.

L'histoire d'Ametta finit mal, c'est-à-dire par un mariage arrangé. Celle de Lara, étudiante en lettres classiques et sagement fiancée depuis trois ans, ne fait peut-être que commencer. La multiplication de ses apparitions médiatiques lui ont finalement acquis un grand nombre d'amis. Des bonnes gens de Licata lui écrivent maintenant pour lui demander du travail, de l'argent ou une recommandation.

On la remercie d'avoir obtenu pour la ville l'ouverture, attendue depuis six ans, d'une bibliothèque et d'un centre de planning familial. Un comité de femmes « pro-Lara » s'est constitué. On lui dit qu'elle est belle, intelligente et l'on espère qu'elle ira encore plus loin.

Elle, bien entendu, va « essayer » d'écrire un second roman. Et si ça ne marche pas, eh bien elle sera journaliste « pour pouvoir un jour approcher Mickey Rourke » qui l'a fait « croquer » dans *Neuf Semaines et demi*...

PATRICE CLAUDE

Ecrire sur les flics

La dérision de Joseph Wambaugh, les dialogues infernaux d'Ed McBain et les enquêtes serrées de Joe Gores.

EN pratiquant un habile panachage entre les rééditions des auteurs qui ont construit sa renommée (John Dickson Carr, Agatha Christie et les reines du crime, S.A. Steeman, pour ne citer qu'eux) et la publication d'édits, le Masque a su retenir l'attention de son public. En jouant le renouvellement dans la continuité, avec de jeunes auteurs (comme Paul Halter, par exemple), il sait attirer d'autres lecteurs. Avec la publication de romans présentés en grand format, sous une couverture illustrée, et signés Joseph Wambaugh et Peter Lovesey, pour les deux premiers titres, la collection fondée par Albert Pigasse en 1927 s'offre une incursion loin de ses terres classiques.

Les récits, à suivre, de Ruth Rendell, Elmore Leonard et Lawrence Sanders confirment que la doyenne des collections du genre rompt avec le dogme du classicisme qui l'honore pour sombrer dans les délices du noir. En effet, si Peter Lovesey et son excellent *Honni soit qui mal y pense* appartiennent à la noble maison (à ce jour, il a publié sept titres dans la série « Les maîtres du roman policier »), Joseph Wambaugh, l'auteur d'*Un chien dans un jeu de flics*, a fait ses preuves dans la rue et la gadoue, pour l'essentiel aux Presses de la Cité avec des titres comme *le Crapuscule des flics* et *Soleils noirs*.

« Ceux qui sont blessés par leur travail »

Les érudits et la gouaille des personnages de Wambaugh sont parfaitement déplacés au Masque, où l'on assassine et étire avec des sursauts de savoir-vivre, sans se départir de cette élémentaire hypocrisie des bonnes manières qui aide tout un chacun à supporter son prochain. *Honni soit qui mal y pense*, dont l'action se situe à l'époque victorienne comme tous les romans de Peter Lovesey, réussit un heureux mélange d'humour et d'esprit.

Les héros de Wambaugh, partis de zéro et arrivés nulle part, n'ont pas les moyens d'être humoristiques : ils s'adonnent à la dérision qu'ordonne leur géniteur. Ceux d'*Un chien dans un jeu de flics* ne dérogent pas à la règle. De la femme esseulée qui ne vit plus que pour son chien, qu'un kidnapeur lui rançonne, au sergent Valnikov, mixte de la Criminelle à la brigade des cambriolages, l'intrigue tient en quelques lignes.

Mais l'occasion est trop belle pour Wambaugh, qui exploise dans un festival de scènes burlesques et épiques, avec, en toile de fond, une Amérique hystérique. Comédie noire, à la langue résolument verte et rugueuse, ce récit peut aussi se lire comme un conte de fées furieux et chaotique, où des personnages se retrouvent parfois pour le meilleur.

Joseph Wambaugh partage avec Ed McBain la particularité d'écrire des romans plus policiers que criminels : l'un et l'autre ont



choisi d'écrire sur les flics. Le premier parce que les quatorze années qu'il a passées dans la police ont laissé des traces qu'il se plaît à analyser chez d'autres : « Je m'intéresse, explique-t-il, à ceux qui sont blessés par leur travail, déstabilisés par leur métier. Ceux qui vont bien ne m'intéressent pas (1) ». Le second avance que son choix procède du constat selon lequel « nous vivons dans une civilisation qui a mis trop longtemps à évoluer et que les policiers défendent » et que, pour cette raison, il « les admire beaucoup » (1).

La complicité du détective

Si le premier verse dans l'analyse de caractères, le second, en maître du roman de procédure, excelle la psychologie des personnages pour se consacrer aux faits,

et aux comportements des policiers dans leur travail. L'empire d'Ed McBain, c'est la série des aventures de Steve Carella et des flics du 87^e district d'Isola, ville imaginaire et bien réelle des Etats-Unis : *Quatre petits monstres* est son dernier-né.

An commissariat, le soir d'Halloween, l'équipe de permanence est tirée de son ennui par la disparition d'un magicien, par quatre gamins en costume de clowns qui braquent de manière sanglante le magasin de vins et spiritueux, par une femme qui requiert la protection de la police à la suite de menaces proférées au téléphone. *Quatre petits monstres*, c'est aussi une femme flic qui sert d'appât pour neutraliser un tueur. Ed McBain passe d'un récit à l'autre avec aisance et concocte des dialogues infernaux qui ponctuent la vie du 87^e.

A signaler que, dans ce superbe roman, l'inspecteur deuxième

classe Steve Carella fait une apparition aussi brève que furtive.

A ce brillant cocktail anglosaxon il convient d'ajouter Joe Gores. Auteur d'*Hammet*, un brillant hommage au père de Sam Spade, et du terrifiant *La Loi des minets*, récit-poursuite sur le thème de l'antodéfense, il a également écrit des récits d'enquêtes serrées, mettant en scène les détectives privés d'une agence de recouvrement d'impôts, DKA. *Dernier avertissement* appartient à cette veine.

Filatures, vérifications bancaires, de factures, d'horaires, de registres de location de voitures : aucune piste, aucun détail, ne sont négligés pour réduire à néant un alibi astucieusement élaboré avec la complicité involontaire d'un détective. *Dernier avertissement* tient du modèle de construction et d'écriture criminelles, tout comme, dans un autre genre, le génial *Double jeu*, publié il y a deux ans par les éditions Minerve.

ALAIN ABELARD.

* **HONNI SOIT QUI MAL Y PENSE**, de Peter Lovesey, traduit de l'anglais (Grande-Bretagne) par Jean-Michel Allamangy, le Masque, 249 p., 89 francs.

* **UN CHIEN DANS UN JEU DE FLICS**, de Joseph Wambaugh, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par François-Marie Weysser, le Masque, 337 p., 99 francs.

* **QUATRE PETITS MONSTRES**, d'Ed McBain, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Philippe Sabatier et Jacques Maréchal, Presses de la Cité, 226 p., 90 francs.

* **DERNIER AVERTISSEMENT**, de Joe Gores, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Gilles Besson, E.A. Minerve, 189 p., 72 francs.

— On peut, sur une distance plus courte, vérifier tout le talent de Joe Gores en lisant *Exposé*, une nouvelle sélection par Jacques Baudou pour l'édition 1989 de son *Anthologie du mystère*. Le président des Mystery Writers of America y a écrit près d'une vingtaine de contes. On y lit également la collaboration avec Patrick Raynal, le romancier de *Feuilles sur femme* (Albin Michel), désigné auteur de l'année par l'anthologiste (*Le Livre de poche*, 407 p.).

(1) Propos tenus en octobre dernier à Grenoble, lors du Festival international du roman et du film noir, à l'occasion d'un débat sur le roman noir américain.

Autres parutions

● L'effet Elroy se poursuit : la collection « Thriller », aux éditions Rivages, propose le *Grand Nulle Part* (438 p., 99 F), deuxième volet d'une série sur Los Angeles, amorcée avec le *Défilé noir*. A signaler également l'édition, en un seul volume cartonné, de la trilogie du sergent Lloyd Hopkins qui comprend *L'air saignant*. A cause de la nuit et la Colline aux suicidés. L'ensemble est préfacé par François Guérin, directeur de la collection, qui, en quelques lignes, livre des précisions utiles sur l'œuvre de James Elroy (Rivages, 980 p., 189 F).

● Après *Vingt mystères de chambres closes*, où Roland Lacourbe présentait en juin dernier, le fameux *Problème de la cellule 13* de l'écrivain américain Jacques Futrelle, mort tragiquement en 1912, le bédiction du mystère publie une anthologie de *Trente enquêtes de la machine à penser*, du même auteur. Une contribution à l'ingéniosité et au merveilleux d'argument (Terni vagus Lofeld, 332 p., 120 F).

● Sous le titre trompeur *Des amis dans la police*, de Pierre Sinac, se dissimule, pendant les deux tiers du récit, une construction hautement machavélique (« Le masque », n° 1949, 124 p., 19 F).

● Combinaison — Deuxième titre de la nouvelle collection « Polar Sud », consacrée au roman noir. L'homme qui aime se regarder, de K.-C. Constantine combine style, art du portrait et élégance de l'énigme : du grand art, avec une économie de moyens (Actes Sud, 182 p., 100 F).

Le meurtrier de Johannesburg

« L'homme a besoin d'être coupable », soudain Hendricks parut fatigué. Yudel, comment se fait-il que tu aies vécu si longtemps dans ce pays sans rien apprendre ? », s'écria l'un des personnages de la *Nuit divisée* (roman du Sud-Africain Wesel Ebersohn) à l'adresse d'un vieil ami venu lui demander des conseils. Etonnant roman noir que ce récit d'un psychiatre à qui un tribunal de justice adresse un patient coupable de huit meurtres de Noirs impunis pour le motif d'autodéfense. Si le comportement du tueur, un petit commerçant des quartiers populaires de Johannesburg, relève effectivement d'une folie obsessionnelle, Yudel Gordon comprend rapidement que l'homme refuse de se soigner, avec pour conséquence la poursuite de ces meurtres de sang-froid. Aussi, il tente de prouver la culpabilité de l'homme dans l'une des affaires où il a été impliqué.

Cette entreprise se heurte, bien évidemment, à une série d'obstacles dressés par les services secrets, qui couvrent, pour des raisons obscures, le meurtrier. Et comme dans tous les romans où les services spéciaux interviennent, les policiers les plus intègres et les héros forts de leur bon droit font figure d'enfants démunis.

La quête de Yudel Gordon, Blanc de bonne foi et aux intentions aussi louables que généreuses, sert avant tout celle des mécanismes de la société sud-africaine, fondée sur le non-droit de ses membres à partir de l'instant où ils s'opposent aux intérêts supérieurs définis par l'Etat. A chaque page, Yudel Gordon perd un peu de sa naïveté et prend la mesure de son impuissance. Aux anglophones des « petits » Blancs, qui vivent à proximité des Noirs, se mêlent les craintes des plus fortunés, qui ne savent pas trop, dans la perspective d'un départ précipité, s'ils doivent placer leur argent en diamants ou en peintures. Et à tout cela s'ajoutent les fantômes guerriers d'une extrême droite puissante.

La *Nuit divisée* montre sans fard cette Afrique du Sud, avec son « énorme réseau de petites maisons identiques où l'existence chancelle entre la vie urbaine et le camp de concentration ». Un pays s'y dévoile où la mainmise des services secrets sur la vie civile et politique est la seule manière pour lui de survivre.

A. Ad.

* **LA NUIT DIVISÉE**, de Wesel Ebersohn, traduit de l'anglais (Afrique du Sud) par Hélène Prostman, éditions Samsara crapsule 1, 223 p., 79 F.

— LA VIE DU LIVRE —

PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE
82, rue Bonaparte, PARIS VI^e
Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE — ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE — BEAUX-ARTS
RÉGIONALISME

Livres neufs — Livres anciens
Beaux livres

Le catalogue 493 vient de paraître
Envoi sur simple demande

la librairie MAGNARD

a le plaisir de vous inviter
à rencontrer

Nine MOATI
à l'occasion de la parution
de son nouveau roman

« LA PASSAGÈRE SANS ÉTOILE »

aux Editions du Seuil
Signature de 17 h à 19 h, le samedi
24 juin. Librairie MAGNARD
122, bd Saint-Germain — 75006 Paris.
Tél. : 43-29-41-00.

LECTURES EN VACANCES

D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

Voyage autour de mon livre

* CARAVANES. Revue annuelle de littérature. Numéro 54 (Éditions Phébus, 342 p., 260 F).

* MARCO POLO ET LA ROUTE DE LA SOIE, de Jean-Pierre Drège (« Découvertes Gallimard-Histoire », n° 53, 192 p., 68 F).

A quoi bon lire, si ce n'est pour être poussé vers l'ailleurs ?... La lecture, en effet, n'est-elle pas une errance de l'esprit qui cherche à être surprise par ce qu'il ne connaît pas, par ce qui réunit tous les risques de pensées nées hors de notre cercle habituel, hors de nos manières d'écrire et de penser ?... En cette saison de migrations, il n'est donc pas besoin d'aller loin pour être parti. Voyageurs immobiles, allant à dos de littérature, comme d'autres à dos de chemin, — ou d'avion à réaction — parcourant toutes les étendues de la Terre, notre lecture peut être remplie d'aventures et même — pourquoi pas ? — de périls... qui valent la peine qu'on les affronte, dans une errance sans limites.

Alors, faisons la page bis-soufflée, hors des clubs de vacances et des trekkings organisés : suivons, à notre gré, à notre allure, les Caravanes qui nous proposent de faire un morceau de route avec elles. Celle-ci sont des caravanes chargées de « littératures à découvrir », dans un tour du monde égrenant les écrits de prosateurs et de poètes qui n'appartiennent pas seulement à leur pays natal. Qui, parfois, n'ont pas quitté le lieu où ils sont nés et qui, pourtant, voyagent par l'écriture et par l'esprit. Mais « Le bout du monde n'existe pas », préviennent, avant le départ, Jean-Pierre Drège et André Velter, les directeurs de cette revue annuelle de littérature dont le titre est une invite : Caravanes...

« Caravanes considère avant tout la lecture comme un voyage et la littérature comme un paysage où l'on gagne à s'égarer. Ce qui n'est pas nouvelle façon de voir. De Rousseau à Nerval, jusqu'à Rimbaud ou Cingria, nombre de textes qui nous importent sont entrés du vagabondage », proclame le préambule de cet élan littéraire qui ne se veut surtout pas guide ou livre de voyages et qui nous promet de nous offrir une fois l'an, « à l'approche de la belle saison », à un voyage immobile. De Budapest à Tiflis, à travers l'Anatolie, l'Égypte, le Pérou, Kaboul, Bombay, le Bengale, la Chine, Los Angeles, la Méditerranée, Cordoue ou la Bretagne... Pour repartir quand bon vous semble.

Il fallait, pour s'embarquer dans ces « caravanes », un éditeur suffisamment amoureux de belle littérature et de voyages qui donne vie aux trouvailles de ce cosmopolite instable qu'est André Velter. Jean-Pierre Drège a relevé le défi. Tous deux se sont passionnés pour cette entreprise folle, et serade à la fois : créer avec des textes d'une grande tenue littéraire un très beau livre, superbement composé et imprimé (en Bodoni), sur papier soie, aussi soigné qu'un livre d'art. Et moins cher qu'un Paris-Marseille en seconde classe !

Pour commencer, André Velter a voulu frapper un grand coup et faire partager l'émerveillement et la jubilation qu'il avait éprouvés en découvrant lors de son premier voyage à Budapest, il y a deux ans, le Hongrois Miklós Szendrői. Un personnage hors du commun dont Velter décrit, avec émotion, l'excès, la mégamémoire et le génie, et pour qui il éprouve un véritable coup de foudre. Un géant, auteur d'une œuvre immense, maintenant en réserve du monde à cause de sa langue ; à cause, surtout, de circonstances politiques d'une dictature qui l'empêcha d'écrire et de publier pendant trente années... Il ne peut le compenser qu'à un âge : « Un ocre dévo-

leur de traités scolastiques, de saintes biographies, de sommes philosophiques et de magazines de mode... et qui disait : « J'ai toujours voulu tout voir, tout lire, tout penser, tout rêver, tout avoir. »

On croirait que l'ocre va sortir des pages qui le représentent chez lui dans ces huit photos qui rendent présent le visage de cet inconnu volubile, remuant, malicieux, énorme, qui occupe les cinquante premières pages du volume. Deux extraits de ses œuvres donnent un aperçu du style d'un homme tout entier dans ses écrits : trop prolifique, trop cultivé, trop séducteur, trop clown pour ne pas effrayer et tenir à distance. C'est comme s'il se présentait, en costume du théâtre italien, dans l'Autoportrait sous le masque de Brunelleschi (1939), qui conte la découverte stupéfiante, à Venise, par le jeune Claudio Monteverdi, de l'église San Moisé, de cette floraison de bas-reliefs et de coupes, et qui évoque l'enfance de l'architecte auprès de trois femmes vieillissantes, épaissies et sphéroïdes qui furent ses Trois Parques, trois muses : « Masque pieux, babines lipiques, yeux violacés au fond d'orbites noires, ébouriffage à la diable, penes de pousse, telle était la Parque numéro un ».

ces caravanes comme une route, comme un itinéraire aux multiples et surprenants zigzags. Passer de l'Italie de Cicéron, ou plutôt de la Hongrie stalinisée, en Albanie à l'époque de la scission sino-soviétique, avec le maître Kadaré analysant le « grand stratagème » du Cheval de Troie. Poursuivre vers l'Anatolie avec Jacques Lacarrière.

Découvrir un chapitre inconnu des Sept Piliers de la sagesse de l'édition de 1921, à tirage confidentiel jamais diffusé, dans lequel T.E. Lawrence exprime son amertume devant les marchandages qui avaient présidé à la paix en Orient, après l'armistice de 1918. « Tous les hommes rêvent, mais inégalement », écrit Lawrence d'Arabie après avoir refusé toute récompense pour avoir été ce qu'il nomme, sarcastique, « un sacre à succès ».

LES routes croisent souvent Marco Polo et la Route de la soie dont l'un des derniers volumes de la collection « Découvertes Gallimard » raconte, simplement, avec une iconographie somptueuse et efficace, quinze siècles d'ambassades, de pèlerinages, de commerce, de guerres, de périodes sur les traces du Développement du monde.



Calligraphie de Hassan Massoudy.

Mauvaise journée (1949), le second texte, plus grave, raconte le retour (vers l'Italie) de Cicéron qui, après avoir soutenu Pompée, va se rallier à César dans un climat de terreur naissante où se révèle la vraie nature des hommes. La prudence commande à Cicéron (lequel appartenait à cette élite de machinistes intelligents pourvus d'une échelle singulièrement souple) de se coucher devant César, et même de trahir sa famille, puisqu'il chasse sa fille sur le point d'accoucher pour ne pas s'aliéner un gendre puissant auprès de César... comme d'autres le firent devant les tyrans de 1949...

PAS moins de quatre livres de Szendrői doivent paraître en France, l'un prochain : Vers l'unique métaphysique (1904), chez José Corti, Renaissance noire (1939), Chaire sur l'amour (1939) et Frivole et confessions, son autobiographie, aux Éditions Phébus. Il restera encore à éditer un cycle de neuf livres, le Bréviaire de Saint-Orphée (1939-1982), des biographies romancées sur la vie d'artistes dont il se sentait proche, un journal de dix mille pages !

Mais l'ocre n'assistera pas à sa reconnaissance mondiale. Il est mort il y a un an, à quatre-vingts ans.

Dans ce volume de plus de trois cents pages, une trentaine d'écrivains se côtoient, se répondent sans le savoir. Il faut suivre

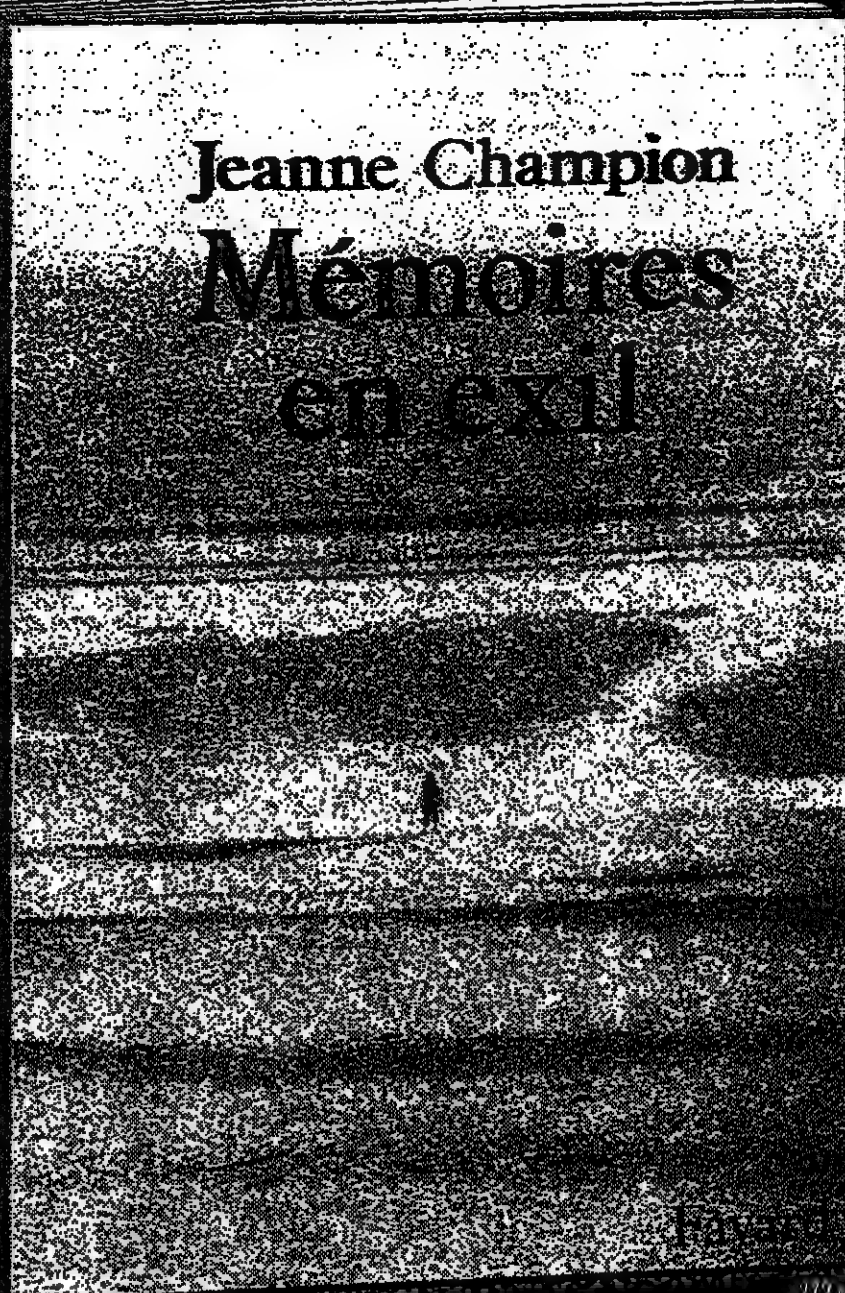
Les caravanes de la Route de la soie croisent tout naturellement le chemin des poètes : Adonis le Damascène vivant à Paris (Mon corps est mon pays) ; Sadeq Hedayat, l'Irakien suicidé à Paris — l'auteur de La Chouette aveugle — édité par André Breton et par Henry Miller ; Sayd Bahodine Majrouh, l'Afghan (1) assassiné l'an dernier à Peshawar ; et encore le Bengali Lokanath Battacharyya, le médecin Otavio Paz, qui fut ambassadeur en Inde, le calligraphe irakien de Paris Hassan Massoudy.

Au détour d'un chemin, des Français les rejoignent : Michel Butor, Gilles Lupouge en Inde, Alain Borer entra Rome et Disneyland, le photographe suisse Nicolas Bouvier à Xin, Claude Miché Cluny au bord du Fleuve, François Cheng, Gérard Macé, Franck André Jamme, Jean-Baptiste Pary, André Velter lui-même venu de « nulle part » — du nom de la revue aujourd'hui disparue dans laquelle, déjà, se retrouvaient les mêmes, comme une famille nomade.

Le voyage pourrait ne pas avoir de fin. Même si nous retrouvons là où commençait le volume, au bout du monde, il n'y a pas de raison de s'arrêter parce qu'on a bouclé la boucle du premier numéro d'une revue à admirer et à lire. Une belle aventure.

(1) Auteur du Voyageur de nuit (Phébus) et des Chants de l'ennemi (coll. « Orphée », Ed. La Différence).

JEANNE CHAMPION

Jeanne Champion
Mémoires
en exil177 pages
98 F

LE MALHEUR A VISAGE HUMAIN

par Jean Lacouture

Le monde va mieux. Les Polonais votent, les Russes débattent, Pinchot parle de passer la main, le rideau de fer file un mauvais coton et les marchands d'armes pensent à la reconversion. Alors, dormirons-nous du sommeil du juste ? Lisons plutôt Jeanne Champion.

Sur l'asphalte d'une allée des Tuileries, une enfant roumaine de six ans dessine à la craie, indéfiniment, des paysages de Transylvanie : de Centrafrique en Cameroun et de Tchad en Burkina-Faso, Issac Bagaza erre sans fin, pleurant Bangui et les siens, murmurant : pour juger un pays, il faut connaître ses prisons. Maria la Chilienne attend toujours dans l'escalier d'une HLM de la banlieue parisienne qu'un de ses voisins échange avec elle un mot qui l'autoriserait encore à croire à sa propre vie. Osman Khani, venu à pied d'Afghanistan, en vingt mois, se tient debout contre le mur du bureau de France Terre d'Asile et refuse de s'asseoir, parce qu'il est, dans l'illégalité, et dans le centre d'accueil où ils s'entassent tout près de nous, les petits Cambodgiens ne savent dessiner que les tas de cadavres qu'ils ont dû enjamber pour gagner d'abord la Thaïlande.

Pendant près de deux siècles, à dater de la levée des soldats de l'an II et des guerres nationales ou idéologiques, la tragédie était devenue un phénomène de masse : on touchait large et par espèces ; on exterminait comme on déboise ou dératisse. Depuis que l'équilibre de la terreur a bloqué, ou reporté, ou marginalisé les guerres, la tragédie a retrouvé sa vocation individuelle, comme au temps de l'affaire Calas. Les immenses troupes de personnes déplacées se disjointent en destins isolés. Le désespoir s'individualise. L'horreur prend de nouveau la forme de l'exil solitaire.

A ce nouvel avatar du malheur humain, Jeanne Champion donne un écho poignant. Donnant pour un temps congé à l'étrange génie qui l'habite et lui souffle les personnages des Jardins d'Esther ou des Gisantés, elle a voulu faire face à l'horreur toute crue de ces vies hors de la vie, rejetées, sans autres issues que l'asile en terre étrangère, ressautant la plainte de Lamennais qu'on nous apprendit à l'école : l'exilé partout est seul. Aux grands livres sur la déportation ou les camps, sur l'horreur globale, elle donne un écho parcelle, individualisé. Après l'Univers concentrationnaire de David Rousset, voici l'univers des errances solitaires.

C'est un livre magnifique, et dont la magnificence n'est pas faite seulement de la compassion qui l'éclaire et le fait brûler, de l'art de la romancière muee en confidente du désespoir, mais aussi de la grandeur de ces vingt tragédies individuelles sous lesquelles surgissent, de fragment chuchoté en lambeau arraché, l'histoire du dernier demi-siècle, vingt recits plus riches de courage, de cruauté, de fraternité, d'expériences humaines que toutes les sagas inventées par tous les prix Nobel de littérature.

Il paraît que, de ces Mémoires en exil, se détachent aussi bien la critique que le public. Trop cruel, dites-vous ? Vous écoutiez naguère ceux qui, dans le Docteur Jivago ou Le Dernier des Justes, contaient d'immenses malheurs collectifs. Mais le malheur s'accroît d'être isolé. Lisez maintenant ces Mémoires en exil, pour n'être pas coupable de non-attention à personnes en exil.

FAYARD

مكتبة الأمل

LECTURES EN VACANCES

SÉLECTION

Soixante-deux livres pour l'été

BIOGRAPHIES

KAFKA.

de Pietro Citati.

Après avoir « ressuscité » Katherine Mansfield et Tolstoï, l'écrivain italien fait une visite à Kafka et se confie comme l'un des meilleurs portraitistes. Traduit de l'italien par Brigitte Pérel (L'Arpenteur, 321 p., 95 F.).

ROGER NIMIER.

TRAQUANT D'INSOLENCIE.

d'Olivier Frébourg.

Un jeune homme de vingt-trois ans trace le portrait du « hussard ». C'est alerte, désinvolte et brillant. Ed. du Rocher, 170 p., 75 F. De son côté, Marc Dambre a fait une biographie « à l'américaine », qui s'efforce de ne rien négliger (Roger Nimier, hussard du demi-siècle, Flammarion, 688 p., 195 F.).

GUSTAVE FLAUBERT.

d'Herbert Lotman.

La carte minutieuse de la vie d'un génie. Préface de Jean Bruneau. Trad. de l'anglais par Marianne Véron (Fayard, 550 p., 150 F.).

GEORGES PEREC.

de Claude Burgelin.

Sept ans après sa mort, Georges Perec est en train d'acquiescer la stature de grand écrivain français. Signe qui ne trompe pas, la critique universitaire internationale s'en est emparée. La première monographie qui lui est consacrée, par un professeur plein de finesse et de bon sens, introduit avec bonheur à l'étude perecquienne, qui a de beaux jours devant elle, car des inédits de l'auteur oulipien nous attendent encore (Le Seuil, coll. « Les Contemporains », dirigée par D. Roche, 252 p., 55 F.).

PASCAL FIA OU LA TENTATION DU NÉANT.

de Roger Grenier.

Le portrait chargé d'affection et de nostalgie d'un homme, journaliste à *Combat* et à *Carrefour*, effacé volontaire, qui avait choisi l'indépendance sociale, plus que le néant, par respect de l'absolu littéraire (Gallimard, 138 p., 70 F.).

ECRITS INTIMES

LETRE POSTHUME.

de Dominique Eddé.

Dominique Eddé raconte le malheur d'être libanais, sous la forme d'une lettre intime. Un très beau livre écrit dans la tradition de Mme de Staël (L'Arpenteur, 136 p., 65 F.).

LE LAIT DE LA NUIT.

de Boris Schreiber.

Lorsqu'un écrivain comme Boris Schreiber raconte ce que furent ses six ans, l'humour noir est au rendez-vous, surtout quand, au passage, l'auteur étirille les milieux de l'édition et de la critique littéraire. Un régal (François Bourin, 256 p., 90 F.).

LES CONTRE-CONFESIONS.

de Louise d'Épinay.

Présentées par Elisabeth Badinter, les mémoires, à peine romancés, d'un témoin capital de la vie intellectuelle des Lumières. Mais Mme d'Épinay était aussi un écrivain de haute tenue et son récit éclaire également ce qu'on pourrait appeler « le sentiment bourgeois de l'existence » (Mercure de France, 1980 p., 234 F.).

ESSAIS

LA VIE QUOTIDIENNE DES DIEUX EN GRÈCE.

de Marcel Detienne et Giulio Sissa.

L'Olympe tourbillonne d'énigmes et de paradoxes créés par le visage trop humain des dieux. Savant et savoureux (Hachette « La vie quotidienne », 304 p., 118 F.).

L'INDIVIDU. LA MORT.

L'AMOUR.

Soi-même et l'autre en Grèce ancienne.

de Jean-Pierre Vernant.

Comment se forge l'identité d'un Grec d'autrefois ? Toujours en vis-à-vis, dans une expérience du « moi » autrement organisée que la nôtre (Gallimard, « Bibliothèque des Histoires », 234 p., 92 F.).

MÉTAMORPHOSES DU TRAVAIL.

d'André Gorz.

Contre la nouvelle religion de l'économie, André Gorz montre que l'humanisation des rapports sociaux et le libre développement des capacités créatrices de l'individu impliquent une philosophie du projet et une politique économique visant à réduire le temps de travail. Son livre est crucial parce que le débat auquel il appelle reste éludé par la

classe politique (Gallée, 302 p., 135 F.).

CHOISIR L'AUDACE.

d'Alain Lipietz.

Une heureuse entreprise pour marier l'économie « alternative » avec les réalités de la gestion et ses exigences. L'exemple le plus frappant est celui du nouveau pacte salarial fondé sur « le compromis de l'implication négociée ». L'utopie n'est plus programmée, mais elle reste une boussole (La Découverte, 158 p., 85 F.).

VERSANT SUD DE LA LIBERTÉ.

de Mahmoud Hussein.

Après l'indépendance, la liberté pour les pays du sud de la planète ? C'est l'espoir qui souffle dans ce livre qui ne prend pas la longue file classique et désespérante des ouvrages sur le tiers-monde. Certes, la forte demande démocratique, notamment des jeunes, est difficile à inscrire dans les faits, mais elle finira par s'imposer si elle est économiquement auctère et culturellement prospère (La Découverte, 176 p., 85 F.).

LA NOBLESSE D'ÉTAT.

de Pierre Bourdieu.

L'étude méthodique et brillante des « écoles du pouvoir », autrement dit les grandes écoles, qui fabriquent, selon l'auteur, les aristocrates d'aujourd'hui, en renforçant, tout au long du « cursus » scolaire, les mécanismes de ségrégation sociale et en assurant la consécration d'une élite déjà socialement déterminée. Une « somme » par un des sociologues contemporains les plus importants (Minuit, 570 p., 149 F.).

LE SILENCE DE LA MÉMOIRE.

de Nicole Lapiere.

Une longue et douloureuse plongée dans les souvenirs des juifs survivants d'une petite ville de Pologne dispersés par le nazisme, et la tentative de raviver, au bénéfice de la génération suivante, la mémoire d'hommes et de femmes qui ne savent aujourd'hui ni vraiment oublier ni vraiment retrouver leur passé (Pion, 292 p., 90 F.).

NOUS ET LES AUTRES.

de Tsvetan Todorov.

Un parcours subtil et savant à travers les œuvres d'une trentaine d'écrivains français qui, de Montaigne à Lévi-Strauss, se sont interrogés sur l'unité et la diversité du genre humain, et un effort pour penser l'articulation de l'universalisme et du relativisme, avec l'aide de Montesquieu et de Rousseau (Le Seuil, 458 p., 140 F.).

LE REMÈDE DANS LE MAL.

de Jean Starobinski.

L'un des grands critiques de ce temps livre une analyse savante, et parfaitement élégante, des conduites masquées et des conventions de société au XVII^e et au XVIII^e siècle. Inoubliable restera le chapitre d'ouverture sur le mot « civilisation ». La flatterie, Montesquieu des *Lettres Persanes*, Voltaire de *Candide* et de *Ingénu*, la pensée de Rousseau, le thème de la table et de la mythologie, font l'objet des autres études rassemblées (Gallimard, « Essais », 286 p., 90 F.).

HISTOIRE

LA CARICATURE REVOLUTIONNAIRE.

d'Antoine de Baecque.

Comment la violence des dessins et des gravures qui circulent dès les premiers temps de la Révolution annoncent le passage à l'acte : l'exécution du roi et l'ampleur de la vague anticléricale et antichrétienne. (Presses du CNRS, 239 p., 350 F.).

LES DEUX CORPS DU ROI.

d'Ernst Kantorowicz.

Enfin traduit, un classique de l'historiographie dont se sont inspirés la plupart des spécialistes de la monarchie française. Comment le roi de France, étant Dieu, ne meurt jamais. (Traduit de l'anglais par J. Philippe et Nicole Genet. Gallimard, 638 p., 270 F.).

COMMENT SORTIR DE LA TERREUR.

de Bronislaw Baczko.

Une interprétation originale de la culture révolutionnaire et de ses contradictions. L'historien polonais montre comment les idéologues montagnards ont essayé de faire tenir ensemble l'avènement de l'individu-citoyen et le désir d'unanimité (Gallimard, 356 p., 110 F.).

LIBRES ET ÉGAUX. L'EMANCIPATION DES JUIFS, 1789-1791.

de Robert Badinter.

La Révolution française, c'est aussi, en rupture avec la ségrégation traditionnelle de l'Europe chrétienne, la reconnaissance des juifs comme citoyens à part entière. Robert Badinter retrace avec beaucoup de clarté l'histoire de cette émancipation dont il analyse les enjeux (Fayard, 236 p., 85 F.).

LES CINÉMAS DE L'EST DE 1945 A NOS JOURS.

de Mira et Antonin Liehm.

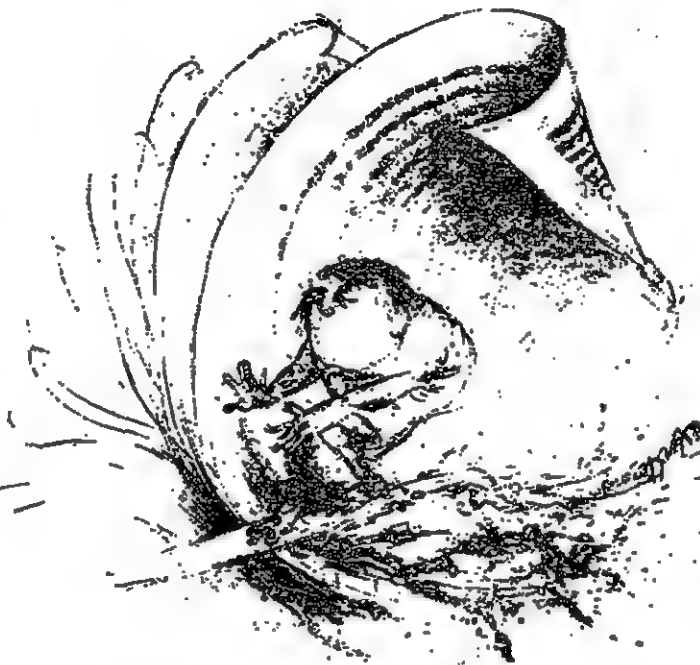
A travers le cinéma des « démocraties populaires » — une véritable histoire contemporaine de l'Europe. Un ouvrage de référence (Cerf, 442 p., 130 F.).

ROMANS ET NOUVELLES FRANÇAIS

ŒUVRES ROMANESQUES COMPLETES, tome I.

de Marcel Aymé.

De Brûlebois, son premier roman (1926) à *La Jument verte* (1933) sont premier grand succès, les débuts littéraires d'un écrivain qui apparaît déjà tout paré de son humour, de son imagination et de son pessimisme (Bibliothèque de « La Pléiade », Gallimard, 1068 p., 370 F.).



L'ARCHANGE DE VIENNE.

de Françoise Chandamagor.

Le deuxième volume des *Leçons de ténacité*. Un tableau des mœurs contemporaines (politiques et littéraires). Et le portrait passionnant et tourmenté d'une jeune femme. (Ed. de Fallois, 678 p., 140 F.).

LA VACATION.

de Martin Winckler.

Un roman marquant, qui doit autant à Flaubert qu'à Péro et à Truffaut. L'auteur est médecin dans une ville de province et fait une vacation hebdomadaire dans un centre d'interruption volontaire de grossesse. Il raconte. Tout, en détail. Avec art, en écrivain. Son récit, à la limite de l'insoutenable, parce qu'il appelle un chat en chat et un avortement un avortement, laisse le sentiment, de plus en plus rare, que la littérature importe. (POL, 203 p., 79 F.).

MANUSCRIT TROUVÉ A SARAGOSSE.

de Jean Potocki.

La première édition intégrale d'un grand roman fantastique aux aventures proliférantes, écrit entre 1797 et 1815. L'événement de l'année. (José Corti, 680 p., 165 F.).

MERLIN.

de Michel Rio.

Le vieux mythe du roi Arthur repris « dans une scandaleuse appropriation » par un écrivain rigoureux, brillant, exigeant et inflexible. (Seuil, 160 p., 72 F.).

JE SUIS PAS UN CAMION.

d'Annie Saumont.

Le dernier et remarquable recueil de l'une des plus talentueuses nouvelles françaises. A ne pas manquer. (Seignès, 206 p., 98 F.).

OPERA MUET.

d'Hartmut Lange.

Au travers de l'histoire de Gabriel au, depuis une décennie, pour saul horizon un mur sur lequel est peinte une fresque publicitaire, Sylvie Germain parle au nom de tous ceux qui n'ont même plus de voix. (Maren Sell, 106 p., 70 F.).

L'ANNÉE DE L'ÉVEIL.

de Charles Juliet.

Un récit d'apprentissage dans un milieu militaire et violent. Une nécessité intérieure, la profonde d'une blessure et la lente remontée vers la lumière marque ce livre

intensément véridique (POL, 236 p., 89 F.).

LE GRAND INCENDIE DE LONDRES.

de Jacques Roubaud.

La lent, et souvent bouleversant, cheminement vers le roman désiré, avec tous les tours et détours que l'existence imprime. Un labyrinthe où l'on a plus de plaisir que de peur à se perdre. (Seuil, 412 p., 120 F.).

LES JOURS DE NOTRE MORT.

de David Rousset.

La réédition de l'un des grands récits sur l'univers concentrationnaire, publié pour la première fois en 1947 « En nos heures les plus noires, le visage nu de la tendresse demeure », écrit David Rousset pour dire l'espérance au-delà de toute douleur. (Ramsay, 773 p., 200 F.).

LETRES ÉTRANGÈRES

LES TROIS ROSES JAUNES.

de Raymond Carver.

Le dernier recueil de nouvelles, posthume hélas, de ce vagabond alcoolique qui se convertit un jour à

graphie, littérature, philosophie politique et, aussi, tourisme intelligent.

Traduit de l'italien par Jean et Marie-Noëlle Pastureau (L'Arpenteur, 498 p., 130 F.).

MILLE ANS DE PLAISIR.

de Kanji Murakami.

Le labyrinthe de la mémoire d'une vieille accoucheuse d'un quartier où vit une communauté de paries par un des écrivains les plus remarquables du Japon d'aujourd'hui. Traduit du japonais par Kan Miyabayashi et Véronique Perrin (Fayard, 282 p., 120 F.).

LA CONTREVIE.

de Philip Roth.

Henry confronté à la mort de son frère Nathan Zuckermann. Une réflexion sur Israël et la judéité ainsi que sur la solitude de l'écrivain enfoncé dans ses angoisses et ses déceptions. Traduit de l'anglais (États-Unis) par Michel Waldborg (Gallimard, 384 p., 130 F.).

L'HOMME D'APULE.

d'Horst Stein.

Des mémoires apocryphes du petit-fils de Frédéric Barberousse, souverain de l'Empire romain germanique, roi de Sicile et de Jérusalem. Avec le brio et la liberté d'une introspection masquée. Traduit de l'allemand par Nicole et Henri Roche (Hachette, 404 p., 118 F.).

L'ILE DU SECOND VIAGE.

d'Albert Vigorel Thelen.

Les aventures picaresques d'un couple en quête de travail et de logis à Majorque entre 1931 et 1936 par un écrivain cosmopolite et polyglotte d'une prodigieuse virtuosité verbale. Traduit de l'allemand par Dominique Tassel (Fayard, 776 p., 180 F.).

LE COURRIER DES BANDITS.

de Zhang Xinxin.

Une collection de timbres a été volée, avec un timbre rare qui renvoie à un épisode turbulent mais caché de l'histoire chinoise. Une intrigue policière qui est une malicieuse satire. Traduit du chinois par Emmanuelle Pechenart et Robin Setton (Actes Sud, 380 p., 119 F.).

LES DESTINS DE LEONID ANDREYEV.

d'Olga Andreyev Canisla et de Richard Davies.

Un portrait attachant et nostalgique de l'auteur des *Sept pendus* à travers de superbes photographies en couleur prises entre 1908 et 1919. Toute l'âme russe. Textes traduits de l'anglais par Jeanne Bouniort et du russe par Vladimir Sikorski (Adam Biro, 144 p., 198 F.).

LE PHOTOGRAPHE ET SES MODÈLES.

de John Hawkes.

Les deux dernières traductions en français de l'un des grands écrivains américains vivants, dont toute l'œuvre est à lire pour sa folie imaginative, sa maîtrise du style et sa passion de la langue (traduit par Michel Douy, Seuil, 250 p., 95 F.). Traduit par Marie-France de Polomé, Seuil, 186 p., 85 F.).

VOYAGES ET RETOURS.

de Luis Mizon.

Poète chilien exilé en France, découvert par Roger Cailliois, Luis Mizon sait dire avec une magnifique liberté, dans des suites de brefs poèmes, la « solitude et démesure » du monde, sa densité et sa légèreté... Traduit de l'espagnol par Claude Couffon (Obsidiane, 118 p., 75 F.).

MÉMOIRES POSTHUMES DE BRAS CUBAS.

de J.M. Machado de Assis.

L'un des chefs-d'œuvre du roman brésilien. Une merveille d'ironie dans laquelle le macabre et le plus noir pessimisme se convertissent en jubilation. Traduit du portugais (Brésil) par R. Chadebec de Lavalade (A.-M. Métailié, 288 p., 102 F.).

LES MENSONGES DE LA NUIT.

de Gasuldo Buffalino.

Un romancier cannibale qui dévore, dans ses livres, Dieu, le monde, la vie, les hommes et lui-même. Trad. de l'italien par Jacques Michaut-Patemo (Julliard, 190 p., 90 F.).

LE VOLEUR DE TEMPS.

de Tong Hiltner.

Quand les fées sont des indiens Yavajos... Un polar ethnologique. Trad. de l'anglais par Danièle et Pierre Bonelli (Rivages-thriller, 302 p., 89 F.).

1912 + 1.

de Leonardo Sciascia.

Les brillantes performances d'un écrivain-détective. Trad. de l'italien par Claude Ambroise (Fayard, 128 p., 69 F.).

L'ÊTRE DES JACINTHES COUPÉES.

de Gonzalo Torrente Ballester.

Les français peuvent enfin découvrir l'un des très grands écrivains espagnols de ce siècle. Construit sur un pari difficile à tenir : Napoléon n'a jamais existé, c'est le résultat d'une conspiration, le romancier élabore une fresque superbe et extravagante sur l'histoire, l'art, la littérature, les langues et le mensonge. Entre autres. Traduit de l'espagnol par Claude Bleton (Actes Sud 390 p., 139 F.).

CIGARETTES.

d'Harry Mathews.

Ancien et membre de l'Ouvroir de littérature potentielle (Oulipo) fondé par Queneau, Harry Mathews donne un roman construit selon une règle inapparente qui ressemble au jeu du furet, et l'on va de surprise en surprise. Traduit par Marie Chaux (POL, 351 p., 98 F.).

LA CLASSE.

d'Hermann Ungar.

L'apprentissage de la haine par un professeur harcelé par la culpabilité. Le dernier roman d'un écrivain mort en 1925, à trente-six ans. Un Dostoïevski des Sudètes, dont l'œuvre fascina Thomas Mann, à découvrir absolument (Ed. Ombres, distr. Disique, 236 p., 98 F.). A lire aux mêmes éditions, un recueil de nouvelles : *Le Voyage de Colbert*, 115 p., 72 F.).

PHILOSOPHIE

LA NORME DU VRAI.

de Pascal Engel.

En résumé avec clarté les principes analyses contemporaines, l'auteur montre combien les travaux très « techniques » des logiciens d'aujourd'hui se rattachent à des questions philosophiques fondamentales (Gallimard, 494 p., 180 F.).

ENCYCLOPÉDIE PHILOSOPHIQUE UNIVERSELLE.

sous la direction d'André Jacob.

T. I : L'Univers philosophique. Premier volume d'une entreprise monumentale, cet ouvrage propose une « approche planétaire » de la pensée qui balise les savoirs et les cultures. Un outil de travail sans équivalent (PUF, 1998 p., 1500 F.).

DE LA JUSTICE DANS LA RÉVOLUTION ET DANS L'ÉGLISE.

de Pierre-Joseph Proudhon.

L'œuvre majeure, enfin rééditée, d'un penseur plébien, plus moraliste que sociologue. A découvrir (Fayard, Corpus des œuvres de philosophie en langue française, T. I : 675 p., 220 F., T. II : 372 p., 180 F.).

L'ÈRE DE L'INDIVIDU.

d'Alain Renaud.

Une lecture de la modernité, de Leibniz à Heidegger, centrée sur les mutations de la conception du sujet (Gallimard, « Bibliothèque des idées », 306 p., 115 F.).

ROMANS POLICIERS

LES HUIT DRAGONS DE JADE.

de Gérard Deltail.

Malgré le coup déloyal du jumeau dévoué en fin de roman, tout soldat de tout compte, et quelques digressions à passer au crédit d'une ardeur légitime, *Les Huit Dragons de Jade*, de Gérard Deltail, constitue un passionnant roman à mi-chemin entre le policier et l'aventure (Ed. Philippe Picquier, 254 p., 88 F.).

MEURTRES A ROCKBURG-STATION.

de K.-C. Constantine.

Mario Baldo appartient à la famille des policiers soucieux de leur environnement. Son enquête vaut par la qualité de son intuition et par le prix — son propre équilibre psychique — qu'il consent à payer pour élaborer un édifice logique. Vivacité de l'écriture et formidable sens du portrait. Traduit de l'anglais (États-Unis) par Danièle Laufer (Actes Sud, coll. « Polar Sud », 238 p., 98 F.).

POLAR : MODE D'EMPLOI.

Manuel d'écriture criminelle aux recettes aussi humbles qu'efficaces. *Polar : mode d'emploi* regroupe les conseils, avis et suggestions des maîtres du roman noir américain. Cette édition française, compilation des publications américaines est complétée par une partie hexagonale. Texte établi et traduit par Stéphane Bourgon (Ed. Encre, 156 p., 150 F.).

Ce choix a été opéré parmi les livres parus depuis le début de 1989. Les ouvrages publiés par les collaborateurs du Monde ne figurent pas dans cette sélection. Nous les rappellerons dans un prochain numéro.

DANSE

Un entretien avec Pina Bausch

« J'aime les clowns tristes »

Un immense champ d'oeuvres roses cerné de miradors et de chiens policiers : en une seule image, Pina Bausch sait dire la beauté du monde et l'horreur que nous savons y faire régner. Le Tanztheater de Wuppertal est à Paris au Théâtre de la Ville avec trois grandes pièces de son répertoire : Nelken, Bandoneon et 1980.

« Voilà dix ans que vous venez régulièrement à Paris. Que s'est-il passé pendant ces dix ans ? »

— Pas de rupture, mais probablement un développement en douceur, une évolution apparue peu à peu. Des faits très marquants se sont produits dans ma vie : la mort de Rolf Borzik, mon compagnon et mon scénographe, puis la naissance d'un enfant. Cela a modifié mes points de vue. Je crois voir ce développement en regardant en arrière, et les trois pièces qu'on joue en ce moment à Paris, qui datent du début de cette décennie, en témoignent : il y a dedans quelque chose qui va au-delà des rapports entre les êtres humains que je m'attachais auparavant à dépeindre, un aspect social. Dans *Nelken* (1987), il n'y a pas seulement le moment vécu, il y a aussi nos origines et notre futur.

— Vous aviez au début de votre carrière un problème : vos danseurs trouvaient qu'ils ne dansaient pas assez. Qu'en est-il aujourd'hui ?

— Je crois que depuis des années tous les membres de la compagnie ont compris que leur fonction dans le spectacle dépendait de ce qu'ils voulaient exprimer. C'est plus ou moins dansé, mais tout le monde, y compris moi, doit se soumettre aux nécessités de l'expression. Pour comprendre cela, il faut avoir une autre notion de la danse que la notion de technique à laquelle les gens se réfèrent toujours. Les membres de ma troupe pensent que ce qu'ils font est vraiment de la danse. La danse a toujours été marquée par son environnement. Même le classique : on a complètement oublié d'où venaient les mouvements, mais ils sont nés de la vie, comme chaque art. Quand on crée une nouvelle œuvre, on doit partir de la vie contemporaine et non de formes déjà existantes.

— Il y a dans *Nelken* une certaine ironie envers la danse classique, ou du moins envers son exhibitionnisme : « Vous voulez voir un entrechat-six ? Voilà ! », disent les danseurs. Pensez-vous que la danse classique soit condamnée à disparaître à plus ou moins brève échéance ?

— Ce que je veux montrer, c'est que le danseur dit : voilà ce que je sais faire, c'est peut-être un moment de beauté qui fait également partie de notre monde, mais il y a d'autres choses à dire aujourd'hui. Je suis pleine d'admiration pour le ballet classique, mais exprimer sa beauté exige des moyens extraordinaires qui se trouvent rarement... Et on aurait des problèmes si on essayait de décrire avec lui notre monde et ses préoccupations. Quant à sa disparition, cela dépend de ses interprètes : s'ils savent et sentent bien ce qu'ils font, la danse classique peut survivre.

— Voyez-vous ce que font les autres chorégraphes ?

— Malheureusement non. J'ai parfois envie, mais je consacre le peu de temps que j'ai à trouver moi-même la force de créer. Les œuvres des autres sont déjà des objets d'art, on ne peut pas y trouver la source d'une création personnelle.

— Quelle est l'émotion qui déclenche votre création ? Comment naissent vos spectacles ?

— Je ne sais pas où est l'origine, mais il vient un moment où je sais que l'œuvre est là, encore muette et sans forme. J'essaie de trouver cette forme, et commence à chercher. C'est un gros travail. Pendant cette recherche, le dernier critère est toujours le sentiment, parce que c'est le plus juste. On pense avec le sentiment. La tête ne fait que formuler ce qui est déjà « pensé » par le sentiment. C'est lui qui parle directement à autrui. La langue par laquelle nous essayons de nous exprimer est toujours moins précise — sauf la langue poétique.

— Vos pièces sont en général de longue durée : concevez-vous d'abord la grande forme, ou procédez-vous par petites séquences ?

— Je n'ai jamais une idée de la durée quand je commence. Et je ne



Pina Bausch : « C'est une forme sociale qui s'exprime, pas un âge, ni une époque. »

commence jamais par le début. Plutôt par le milieu. J'ai observé pendant mon travail qu'une certaine durée était nécessaire pour que les pièces restent ouvertes, sinon les sujets s'envolent. J'ai besoin d'un certain temps concret, réel, qui joue aussi son rôle. Je procède par petites séquences, dont le montage peut ressembler à celui d'un film. Mais nous sommes toujours au théâtre...

— A quel moment apparaissent le décor, la musique ?

— Quand la grande ligne se dessine, on peut en discuter avec le scénographe ; il fait des propositions, moi aussi. Même chose avec la musique : quand je commence à composer les diverses séquences, j'essaie différents morceaux, mais je ne décide qu'à la dernière minute. Je suis également un compositeur, puis-que je monte une bande sonore ; c'est un processus aussi difficile que le montage des scènes. Parfois j'invente des gestes, des formes et je cherche une musique qui convienne ; parfois j'ai la musique et je cherche une traduction visuelle. Pendant les répétitions, il arrive que les formes soient fixées et que la musique aide à parvenir à un autre but. Je dois parfois éliminer des scènes que j'aime beaucoup, parce qu'elles ne vont pas avec le reste. De tout le matériel que j'accumule je garde peut-être 8 %.

— Pourquoi voit-on souvent dans vos pièces des robes de cocktail et des costumes sombres avec cravate, qui ne sont pas des vêtements quotidiens ni ce que portent les jeunes d'aujourd'hui ?

— Parce que mes pièces ne se rapportent pas à une époque précise, et que la scène permet de s'habiller comme on veut, c'est un peu un jeu, où l'on peut faire même les choses défendues ; et en même temps c'est une festivité. Le geste quotidien change de niveau quand on l'exécute en robe du soir. Et ce que je montre devient plus objectif si les danseurs n'ont rien de privé, de personnel ; c'est une forme sociale qui s'exprime, pas un âge ni une époque.

« Un réservoir géant »

— Vous réjouissez beaucoup vos pièces. Arrive-t-il un moment où vous considérez qu'elles sont terminées ?

— Il s'agit d'un souci de soigner, de parvenir à une qualité. Mais souvent je les laisse telles quelles. La première représentation n'est pas décisive, c'est parfois après la deuxième ou la troisième que je change. J'étais mécontente de la structure de *Nelken*, je l'ai beaucoup retravaillé, il en existe plusieurs versions... Mais j'aimais aussi beaucoup la première ! Depuis deux

ans, en tout cas, on donne cette pièce comme vous l'avez vue à Paris.

— Comment les conservez-vous au fil des ans ? Est-ce uniquement dans la mémoire des danseurs ?

— J'utilise aussi la vidéo.

— Que recherchez-vous quand vous avez à choisir un danseur ?

— C'est une question très difficile. J'espère rencontrer un très bon danseur, et en même temps j'aime avoir à découvrir quel être il est. Si je sais tout dès le début, ça ne m'intéresse pas. Quand je repense à tous ceux que j'ai connus, je vois qu'ils étaient à la fois ouverts et fermés. J'aime les clowns tristes ayant beaucoup d'humour...

— Certains danseurs sont chez vous depuis très longtemps ; dans la mesure où ils ont une forte personnalité et la mettent eux-mêmes en scène, n'y a-t-il pas un risque de redite, de non-renouvellement ?

— Il y a en effet des gens comme Dominique Mercy qui travaillent avec moi depuis quinze ans, mais aussi beaucoup de gens qui passent. Et surtout il y a en chaque être humain un réservoir géant. Inépuisable.

Propos recueillis par SYLVIE DE NUSSAC.

* Au Théâtre de la Ville, du 24 au 26 juin. Tél. : 42-74-22-77.

* Signalez la réédition, par Actes-Sud et John de la Spina, d'un album de photographies consacrées à Pina Bausch par Guy Delahaye, 200 pages, 275 F.

MUSIQUES

La Fête de la musique

Les premières gammes de l'été

La France a célébré mercredi 21 juin la 8^e Fête de la musique.

Cette habitude désormais ancrée dans les mentalités connaît un succès croissant dans le monde. Cette année, cinquante pays ont accueilli l'été en fanfare.

Dès 8 heures du matin, gare de Lyon, le ton est donné. Les voyageurs encore ensommeillés par le ronronnement de leur train de banlieue, ou cassés par la nuit blanche d'un long voyage, sont réveillés par une fanfare tonitruante. Elle leur annonce le coup d'envoi de la Fête de la musique, huitième du nom.

Une journée commence, inaugurée par un Jack Lang fringant, déjà auréolé du succès des dernières éditions. Et en plus, l'anticyclone s'est mis de la partie.

Le vent a soufflé à l'orage, juste de quoi donner un petit frisson aux fêtards. La lune apparaît dès la tombée de la nuit. La Fête de la musique s'installe dans ses habitudes, et plus personne ne semble savoir que le 21 juin est le premier jour de l'été.

De Billy Idol à Johnny Hallyday

De Bernard Lavilliers à Maurice Chevalier

On cherche nos idoles... Oh yé !

Devant les vitrines de la Samaritaine, qui vient de fermer ses grilles, des groupes de rock poussent la chansonnette. Les Akababes ou les Benett sursautent lorsqu'ils les traitent d'amateurs : ils ont brillamment surmonté les sélections de la maison de la culture pour jouer ce soir.

La scène, le public, ils connaissent bien. Pas timides pour un sou, ils grattent de bon cœur sur leurs guitares électriques, comme des vrais pros.

Une chanteuse bongoise ose même des vocalises et tente de dialoguer avec la centaine de badauds. Son copain hôte l'ingénieur du son, il jure sa voix trop faiblarde. Ils ont même leurs habitudes : « Eh, pourquoi t'es pas chanté Chocobol aujourd'hui ? », réclame un fan. Demain matin, les trois du groupe Benett retrouveront leur travail en attendant le grand jour. La bassiste est institutrice, le guitariste éducateur, la chanteuse surveillante dans un lycée.

Il est 20 heures, la fête s'ébranle peu à peu, les Parisiens s'ébrouent dans une sorte de fraternité bon enfant. Jamais tant d'inconnus ne se sont autant donné le bonjour dans une même journée. Mais la Fête de la musique vire souvent aux concerts.

Les vieilles fêtes tirées des greniers il y a quelques années se font rares et les amateurs affrontent de moins en moins le verdict de la foule. La rue est souvent réservée à la danse et aux autoradios et le monde s'agglutine devant les podiums.

Dans le septième arrondissement, silencieux comme un dimanche, un somptueux concert de musique classique est donné au Palais de l'UNESCO devant un bon millier d'amateurs sagement assis derrière des tables de conférence. « Il faut que les jeunes qui débutent dans la musique s'accrochent et n'abandonnent pas », s'exclame le présentateur.

Un soprano de bonne humeur tape du pied à la fin des airs, c'est celui que l'on voit dans *Les Liaisons dangereuses*, indique le programme. Au milieu de l'orchestre bien bridé de la Garde républicaine, un petit homme fait son apparition en traînant son violoncelle. Il cherche sa place, emprunte la chaise et le pupitre d'un musicien poli. C'est le début d'un sketch irrésistible, Maurice Baquet pince et secoue son violoncelle et lit sa partition à l'envers. Plus tard, au même endroit, Yvette Horner et son accordéon croiseront la cantatrice Victoria de Los Angeles.

Al Palais-Royal, où Eddie Louiss officie au milieu d'un océan de fils électriques, le spectacle se déroule sur les colonnes de Buren, qui servent de perchoir aux enfants. Au premier étage, dans le grand salon du ministère de la culture, le Tout-Paris fait dignement la fête avec des représentants des cinquante pays, États-Unis, Italie, Sénégal ou Hongrie, qui accueillent cette année une semblable manifestation.

Le concert de klaxons

Après des escalades dans Paris pour saluer diverses formations, le maître de la maison, Jack Lang, arrive tard, accompagné de François Mitterrand. Dehors, le concert vient de s'achever.

Les deux hommes se rabattent sur une petite salle du ministère où tout à l'heure un groupe africain jouait du tambour sous les lambris dorés. Derrière eux, un piano à queue attendait son heure. Penché sur son clavier, le pianiste n'a pas vu le président entrer.

Plus loin, la Pyramide du Louvre vient de vibrer avec Jacques Higelin. Elle brille de tous ses feux et volerait presque la vedette à Augustin Dumay qui achève une sonate de Ravel. A la fin du récital, une fillette s'est perdue dans la foule. On appelle Charlotte au micro, et la violoniste promet de lui jouer une berceuse si elle revient. Le groupe Mann Dibango lui succède devant un public attentif. Rive droite, la nuit est serene.

De l'autre côté de la Seine, soufflé la tempête, l'entrée dans le Quartier latin est annoncée par un impressionnant concert de klaxons. Les groupes de voitures de police remplacent avantageusement les lumières des boîtes de nuit. Image désormais classique de cette première nuit d'été : un groupe fuché sur la plate-forme d'un camion égrène un rock très années 70 et rivalise avec ses confrères qui font des bouffes aux coins de rue. Des lycéens ont même organisé une boum à la belle étoile pour fêter dignement le début des vacances.

A l'aube, dans le Marais, les derniers irréductibles se pelotonnent Place des Vosges. Un antiquaire fait sauter sous les arcades. Il a disposé une table, des chaises, mitonné une pique-nique, et ses amis savourent du jazz le plus confortablement du monde. La Bastille n'est pas loin, mais le Bicentenaire y a été un peu négligé ce soir. Comme si les Parisiens voulaient prendre des forces avant la prochaine bataille.

BÉNÉDICTE MATHIEU.

BICENTENAIRE

Le triomphe des arcs

M. François Mitterrand était, mercredi 21 juin, à l'arc de triomphe de l'Étoile, dont les travaux de restauration s'achevaient. Dans l'après-midi, les Tuileries ont été le théâtre d'un autre événement : l'ouverture du Festival des arcs de triomphe.

Il est souhaitable d'ironiser devant la débâche de feux, fêtes et festivals, d'arcs, d'arches et de triomphes qui marquent l'entrée dans les célébrations du Bicentenaire, et notamment cette journée du 21 juin, concurrente de la fête municipale dont la tour Eiffel a fait l'objet samedi. Quand on pense à la réputation qu'ont les « lendemains de fête », l'ironie apparaît en effet comme le seul traitement préventif pour la formidable gale de bois que va se ramasser la France au lendemain de l'été. Une fois la dose d'ironie avalée, il faut le reconnaître, c'est à un formidable cours d'architecture festive que nous permet d'assister le souvenir persistant de la Révolution.

On le doit à un vieil habitué de la commémoration, Christian Dupavillon, qui, il y a plus de dix ans, en 1978, et alors que rien ne laissait présager le tour auguste et rose qu'allait prendre la République, publiait un numéro spécial de *L'Architecture d'aujourd'hui* sur

« Les lieux du spectacle » dans lequel il écrivait déjà : « Les urbanistes devraient imaginer chaque espace d'une ville comme étant, un soir, celui d'un plaisir, celui d'un spectacle. Que voudrait voir les lieux du spectacle ? Certainement de la liberté et de la fête ! Liberté des esprits et folie des esprits et folie des idées. Liberté d'utiliser tous les lieux, n'importe quel lieu, sans que le rôle de trouble-fête

Liste des arcs installés aux Tuileries

Arcs anciens : Porte triomphale de Simon - seizième siècle (Finistère), arc de triomphe d'inspiration religieuse remarquable par son architecture.

Porte d'Alx - Marseille, construit de 1825 à 1839 pour commémorer les victoires de la Révolution et du Premier Empire.

Arc de Trajan - Benevento (Italie), départ de la route construite par l'empereur Trajan en l'an 114 après J.C.

Arc della Pace - Milan (Italie), construit de 1807 à 1838.

Porte de Bab el Mansour au Maroc.

Arc reconstitution : Arc constructiviste soviétique conçu vers 1922 par Joliovski, en construction éphémère et recréé spécialement pour cette manifestation.

soit tenu par l'administration. (...) (1)

A présent, le même auteur travaille avec une relative discrétion dans les bureaux du ministère de la culture. On le retrouve peu ou prou derrière tous les grands travaux culturels de l'État. On lit son ombre derrière les cérémonies du Panthéon le 21 mai 1981 et lors du retour des cendres de Jean Monnet, et d'une manière générale, partout où il y a de la fête, grave ou joyeuse.

Mais chez Dupavillon, de complaisance point : tout, même derrière la futilité, prétend à la rigueur historique. C'est ainsi qu'avant de préparer cet étrange et sympathique Festival des arcs de triomphe, initialement prévu pour déborder bien au-delà des Tuileries, il a d'abord écrit avec Francis Lachoue, spécialiste, lui, du cinéma, une exquise monographie au titre inévitable : *Le Triomphe des arcs* (2). Ils y recensent cent trente et un arcs de triomphe construits en dix entre l'antiquité et le vingtième siècle, et dont cent sept subsistent. Aujourd'hui ils ajoutent les arcs éphémères, innombrables, élevés à l'occasion de cérémonies diverses.

Le festival des Tuileries s'en tient à six de ces arcs, ce qui n'est pas trop tirer sur la corde. D'autant que leur reconstitution emprunte à la moins coûteuse des techniques : l'échafaudage et la toile en trompe l'œil. Si bien qu'on se demande d'ailleurs de quel relief vraiment ces constructions symboliques : est-ce l'architecture éphémère du pavillon familial aux expositions universelles ? Est-ce une version pédago-

goue de la liberté chantée par l'auteur de *L'Architecture d'aujourd'hui* ? Est-ce enfin, dans l'ancien jardin royal — dont on devrait retrouver l'an prochain après les fêtes le tracé à la française élaboré par LeNôtre — une sorte d'acte tout à la fois anglais et révolutionnaire, une manière de réinventer les « folies » chères aux parcs du dix-huitième siècle, et qu'on retrouve aujourd'hui d'abondance dans les nouveaux jardins de Paris ? Et puisque nous sommes sur le terrain, et des jardins et des folies, signalons ici la nouvelle exposition du pavillon de l'Arsenal consacré aux « Parcs et promenades de Paris » (3). Enfin, pour éclairer la lanterne de ceux qui se sentiraient perdus entre tous ces arcs, signa-lons pour la valeur synthétique de sa première partie l'ouvrage de Werner Oechslin et Anja Buschow sur *L'Architecture de fête* (4).

FREDERIC EDELMANN.

(1) *L'Architecture d'aujourd'hui*, n° 199, numéro spécial « Les lieux du spectacle ».

(2) Christian Dupavillon et Francis Lachoue, *Le Triomphe des arcs*, Ed. Gallimard, coll. « Découvertes ».

(3) Pavillon de l'Arsenal, 21 bd Morland, 75004 Paris. Tél. : 42-76-63-46. Exposition jusqu'au 3 septembre.

(4) Werner Oechslin et Anja Buschow, *L'Architecture de fête - L'architecture festive en scène*, Ed. Mardaga, 1987, 240 F.

150 من الأصل

Culture

MUSIQUES

« André Chénier » au Théâtre romain de Fourvière

La Révolution en chantant

L'opéra le plus réussi sur la Révolution française est, jusqu'à présent, celui d'un Italien, Umberto Giordano, que ressuscite un vibrant spectacle de Nicolas Joël. En attendant, en juillet, le Roméo de Dusapin et 93 de Duhamel.

Par grand beau temps, c'est un bonheur de retrouver le Théâtre romain de Fourvière d'où l'on a été si souvent chassé par l'orage. Ce lieu propice au rêve a vu, dans les années 50, quelques belles réalisations de Louis Erlo, qui annonçaient le renouveau de l'opéra, tels de grands Rameau ou un mémorable *Prince de Hombourg* de Henze.

Ce soir, des dames empanachées, comme dans les tapisseries de Bérain (ou les opéras de Rameau précisément), animent au loin le parc; le plateau, divisé en trois grandes contrées (bleue, blanche, rouge), va voir surgir le peuple de Paris, les soldats de Valmy et le Comité de salut public, tandis que la pleine lune rouge s'élève lentement dans le ciel derrière la guillotine.

Car on joue, en italien, *André Chénier* (1896) d'Umberto Giordano, un des rares opéras populaires et réussis qu'ait suscités la Révolution et qui, sans prétendre à la vérité historique, donne une image vraisemblable, terrible et touchante de cette époque.

Une image d'Épinal, bien entendu, et fort naïve, où l'on voit les amours (inventés) du poète et de

la « jeune captive » (Aimée, rebaptisée Madeleine de Coigny), qui monteront ensemble à l'échafaud, après bien des tribulations provoquées par Charles Gérard : cet ancien laquais, amoureux de Madeleine, devenu chef révolutionnaire, qui a dénoncé Chénier, tenu en vain de la sauver, par jalousie, amour et abnégation tout à tour.

Giordano, qui n'a rien écrit de très fameux en dehors de cet opéra, appartient au mouvement veriste, et il y a certainement similitudes de situation avec *La Tosca*. Si *André Chénier* est loin d'avoir la même rigueur et la même puissance dramatique que l'œuvre de Puccini, il est en revanche beaucoup plus proche de l'humanité (ou de la légende) quotidienne.

Son charme et sa force sont dans le pittoresque d'une réunion mondaine fanée et ridicule où l'on commente les nouvelles inquiétantes des États généraux, les contrastes d'une soirée à la terrasse des Fenillans où les espions se glissent au milieu des muscadins et des merveilleuses, et les scènes hautes en couleur du tribunal révolutionnaire où, tour à tour, la vieille Madeleine vient offrir tout ce qui lui reste, son petit-fils, et l'on condamne à mort aristocrate, religieuse et poète pêle-mêle.

Tout cela traité avec un incontestable talent, par une musique ample, fraîche, prenante, bien orchestrée, dans un style de chansonnier parfois (on chante la *Carmagnole*, *Ça ira*, la *Marseillaise*), où l'inspiration de grands duos et des airs très lyriques sont délicatement parfumés de souvenirs d'Ancien Régime. Moins brutal et abrupt que Puccini, moins

vrai que Verdi, Giordano a la vie et la grâce de la romance.

Et du moins ses personnages ont du relief, en particulier le Gérard, violent, passionné, capable de tuer, mais aussi de réfléchir et de se repentir (« Je me croyais un géant. Je suis toujours un esclave »). Scénario sensible à la pitié, superbement incarné par Jean-Philippe Lafont, conventionnel à la carrure de Danton, voix de tonnerre, accent bondé versé à la Basquaise.

Madame, porcelaine de saxe, qui s'élève à une dignité de grande amoureuse et d'héroïne, c'est Pilar Lorengar, depuis longtemps absente de nos scènes, voix légère, mais au timbre si chatoyant, en face d'un Chénier sympathique, direct et chaleureux, malgré une étouffe un peu limitée (Stefano Argieri).

Autour d'eux, maintes silhouettes réussies : l'émeutière Madeleine de Jocelyne Taillon, le muscadin-espion de Richard Cassini, le garde brutal d'Yves Bissou et bien d'autres au milieu des foules parfaitement animées par le metteur en scène, avec les effets joints des excellents chœurs de l'Opéra du Rhin et de l'Opéra de Lyon.

Une nouvelle réussite à l'actif de Nicolas Joël et de son décorateur Hubert Moncloup, tandis que musicalement la représentation est menée tambour battant, avec grande précision, par un jeune chef d'orchestre, Rico Sacconi, et sans partition, s'il vous plaît.

JACQUES LONCHAMPT.

Prochaines représentations à Fourvière les 24, 27 et 29 juin (21 h). Coproduction avec l'Opéra du Rhin et l'Opéra de Montpellier.

Un chef-d'œuvre de Luis de Pablo

Soirée de poètes

Une symphonie vocale et instrumentale consacre la pleine maturité d'un des grands musiciens espagnols d'aujourd'hui.

C'était fête lundi chez les Renard-Barrault où nous découvrons, grâce à l'Ensemble Intercontemporain, un chef-d'œuvre de Luis de Pablo, *Tarde de poetas*.

Cette « soirée de poètes » convie un effectif important : un soprano et un baryton, une vingtaine d'instrumentistes et les douze chanteurs du Groupe vocal de France, mais Pablo les utilise par petits groupes très différenciés, sans chercher un « rendement » maximum de son effectif. J'aime que musiciens et chanteurs aient aussi le droit d'écouter et de jouer du tempo.

Le sujet de cette œuvre ? Il est bien difficile de l'évoquer. C'est un festin de poésie, ordonné comme un excellent repas, mais sans fil conducteur apparent ; le sens des poèmes n'est pas toujours clair, chacun paraît essentiel dans le trajet très ferme de cette symphonie d'une heure et quart.

Un poétique d'entrée majestueuse et fort : *Quatre Chants hébreux de Shalomo Ibn Gabirol*, où la voix du jeune baryton Jean-Marc Salzmann, empli de rêve, plane sur le trio robuste des trompettes graves et du trombone, ou dans le jardin mystérieux de la harpe. Des vocalises qui, au art très solitaire, et déjà l'évocation tragique de la mort d'un ami.

Puis tout s'éclaircit avec deux Poèmes de Juan Larrea. Le chant très tendu et « espagnol » — à la

manière du *Retable* de Falla — de la soprano Marie-Françoise Lefort s'épanouit en un lyrisme libre et frais qui se communique aux soli instrumentaux du piano, du violon, des flûtes ou de la percussion, en ondes frémissantes.

On ne peut suivre pas à pas une musique aussi imprévue, qui entretient avec la poésie des rapports originaux, sans la décalquer ni la commenter. Entre certains des poèmes s'insère une transition instrumentale, tantôt fantaisie poétique qui déborde, tantôt pause contemplative, pour disposer au texte suivant, illuminer ou apaiser l'esprit.

En contre de l'œuvre brillent huit *Epigrammes latines de Martial*, d'un humour truculent ou corrosif, aux entrelacs savoureux, dont le Groupe vocal de France a exprimé tout le suc ; et, lui faisant pendant, un scherzo facétieux, deux goguenards du baryton et du trombone, sur un pamphlet anticlérical de Carlo Porta.

Tout autour, Luis de Pablo a disposé trois poèmes de Gongora, chantés par le soprano, de cette voix perçante et fruitée à la fois, au charme délicat, qui s'accorde avec ces arabesques d'oiseaux insaisissables, éternisés par les jeux précis des instruments ; l'apothéose du gongorisme, magnifiée par la durée musicale.

Puis cet éventail de poésie, largement ouvert au soleil de la vie, se referme sur une grande page à capella, *Comme Moïse est le vieillard*, sur un poème de Vicente Aleixandre, qui tisse les vocalises, et la vie et la mort, en une trame très dense colorée par les ombres et douces lumières du couchant.

Et l'on se retire, presque en silence, émerveillé par une œuvre de grande maturité, d'une riche signification humaine comme certains oratorios de Haendel ou de Haydn ; une œuvre qui ne ressemble à rien d'autre aujourd'hui, qui intègre des éléments très anciens dans son langage, très épuré, où tout est nécessaire.

Grâce soient rendues aux interprètes qui nous ont donné ce contact direct avec une musique toute neuve, les jeunes et excellents solistes, le Groupe vocal de France, d'une exactitude et d'une musicalité étonnantes, préparé par Guy Reibel, l'Ensemble Intercontemporain, et le responsable de cette soirée, Arturo Tamayo, qui dirige avec autant de finesse que de lyrisme.

J. L.

CINÉMA

Rétrospective Jouri Nornstein

Une heure et demie de magie poétique et de cinéma d'animation en cinq films de Jouri Nornstein : 23 octobre, premier jour (1968), la Bataille de Kerjenez (1970) sur une musique de Rimski-Korsakov, le Héron et la Cigogne (1974), le Héron dans le trouillard (1975), le Conte des contes (1979) sur une musique de Bach.

C'est la première rétrospective consacrée en France au cinéaste après l'hommage du Festival d'Annecy.

★ Le Cosmos. Tél. 43-44-28-80.

LETTRES

L'optimisme de l'écrivain mexicain Octavio Paz

(Suite de la première page.)

Ce que réclamaient, nous révélait Octavio Paz, les dizaines de milliers d'étudiants défilant dans les rues, avenues et places de l'Innombrable Mexico — leur nombre sema la panique dans les rangs du gouvernement Echeverría, pas leur comportement, — c'est tout bonnement la démocratie. Et pas la démocratie opaque des foules révolutionnaires ou supposées telles. Non, leur aspiration était celle des classes moyennes (un concept englobant pour notre interlocuteur une bonne partie des ouvriers des grandes villes) : la démocratie de la libre discussion !

Paz qui, au rebours de ses amis surréalistes, sut tirer les conséquences politiques de son exaltation poétique du « bel aujourd'hui » (« Qui construit la demeure de la félicité future édifie la prison du temps présent »), constatait encore ceci : le programme présenté par ces jeunes révoltés est d'« une grande modération » (« pondération »). Ils demandent, pour l'essentiel, la modification d'un article du code pénal (« manifestation anticonstitutionnelle »), celui qui punit le délit d'opinion, la levée des lois d'exception, la libération de quelques prisonniers, et, par-dessus tout, le dialogue avec le gouvernement.

Rétrospectivement, on songe aux étudiants chinois qui, vingt et un ans plus tard, dressèrent dans la nuit un simulacre de la statue de la Liberté en plein centre de Pékin. Combien d'entre eux savaient que le 2 octobre 1968, place Tlatelolco (dite « des trois cultures »), plusieurs centaines — on n'a jamais connu le chiffre, il pourrait avoir atteint trois mille environ — de leurs aînés mexicains furent fauchés sous le tir des forces de l'ordre ? La fusillade avait, écrivait Paz, fait resurgir tragiquement sur la scène l'image que le Mexique, depuis le fond des âges, se fait du pouvoir politique. Brutalement, Mexico était redevenu autel du sacrifice, perché tout au haut de la pyramide où étaient immolées les jeunes victimes.

Pour le poète-analyste (certains l'accusent de « cosmopolitisme », ce qui ne l'a pas empêché d'écrire deux mille pages d'essais et d'articles sur la politique et l'histoire, la psychologie et le destin moderne de son pays), l'événement a révélé une rupture de la société, à l'intérieur du Mexique développé. Or la crise du Mexique développé ne peut que retarder le développement de l'autre Mexique, celui que les statisticiens décrivent par quelques traits superficiels — les mangeurs de maïs par opposition aux consommateurs de farine de blé. Cet autre Mexique déserte en

masse les campagnes misérables. Les fuyitifs forment à Mexico-Metropolis et dans quelques autres cités menacées de gigantisme — plus de 5 millions d'habitants à Guadalajara (1,9 million il y a dix ans) — la multitude des « nomades de l'asphalte ». C'est leur présence qui ne cesse de rendre urgente la fin de l'interminable « période de transition », la transformation du « régime vers la démocratie » en « démocratie accomplie ».

« Pour la première fois, je suis optimiste », me dit Octavio Paz en me recevant, au milieu de ses livres espagnols, français, anglais, dans son appartement situé en plein centre de Mexico. « C'est ici, à cause de la direction des vents qui s'engouffrent dans Reforma (2), que la pollution est la plus faible de la ville. »

En quelques phrases, Paz le subtil est aussi capable de commenter l'événement, d'en marquer le sens par rapport à une évolution établie sur un demi-siècle. Cela nous ramène à don Plutarco, un général qui mit fin, sous sa présidence (1924-1928), au règne sanglant des caudillos. C'est lui, « le très intelligent » Plutarco Elias Calles, le fondateur du Mexique actuel. Le victorisme du soulèvement révolutionnaire de 1910 (auquel le grand-père d'Octavio Paz prendra part) contre la longue dictature éclairée de Porfirio Díaz avait été aussitôt suivie par d'interminables luttes entre factions rivales, animées chacune par l'ambition effrénée d'un chef de guerre. Après l'assassinat du plus vaillant de ces petits Césars (Alvaro Obregón), Calles prend en main l'État, et, pour servir l'État, il créa au moment de quitter le palais présidentiel le Parti national révolutionnaire, encore au pouvoir aujourd'hui sous le nom modifié — et « grotesque » — de Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). Bien sûr, cette initiative a le goût de son temps.

Cependant, observe Paz, l'expérience mexicaine se caractérise, dès son point de départ, par une différence essentielle : au Mexique, ce n'est pas le parti qui a conquis l'État, mais l'État qui s'est procuré d'un instrument de gouvernement. C'est par son emprise sur les syndicats, sur les organisations paysannes et les autres associations populaires que le PRI, passé maître pour capter et diriger les courants d'opinion, est devenu la force principale de la vie politique du pays. Mais, autre différence fondamentale avec les expériences étrangères (bolchévique et fasciste), le PRI n'impose aucune idéologie, du reste « il n'en a pas, sinon la volonté de se perpétuer ».

Aussi serait-il par trop sommaire de décrire son influence, certes prépondérante sur les syndicats et autres organisations, comme une simple relation de dépendance : « Non seulement le pouvoir politique n'a pas été la société civile, mais, d'une certaine façon, il a rendu possible le développement de cette dernière ».

En écoutant Paz (« sa poésie transforme son lecteur en poète », dit de lui un critique), la manière naturelle qu'il a d'éclairer « sans aller jusqu'à expliquer » le présent à la lumière du passé, on se prend au jeu fascinant du com-



prendre ou du croire comprendre. Une autre notation revient dans ses analyses, écrites et orales. Grâce à elle, on est mis en garde contre un jugement qu'on a souvent entendu depuis l'élection, controversée, de l'actuel président Carlos Salinas de Gortari. « Cet homme, dit-on non sans quelques raisons, manque totalement de charisme ». Il n'empêche qu'en l'espace d'une demi-année, l'actuel président du Mexique s'est imposé comme le premier homme politique de toute l'Amérique latine.

La notation de Paz est la suivante : « De l'époque précoloniale, le Mexique a hérité une certaine représentation du pouvoir politique, impersonnelle, sacerdotale et institutionnelle. Et d'ajouter : « Voilà pourquoi la figure abstraite du Señor Presidente convient parfaitement à une organisation bureaucratique et hiérarchique comme le PRI. Frappant raccourci qui pourrait bien en effet expliquer pourquoi la fonction présidentielle n'a pas été terminée par l'usage qu'en a fait récemment, pour se parler que de lui, un Lopez Portillo ».

Ce qui motive l'« optimisme nouveau » d'Octavio Paz, auquel il revient après ce détour à travers l'histoire et ses mythes, est précisé-

ment ce qui risque le plus de rendre la vie difficile au président Salinas : pour la première fois, le PRI, sur lequel il s'appuie, ne dispose au Parlement que d'une majorité très étroite, vingt petites voix. Octavio Paz, qui réclame depuis 1958 non seulement la démocratisation des structures du parti dominant mais l'avènement d'une authentique démocratie pluraliste, se réjouit de la nouvelle configuration parlementaire.

Cela ne l'empêche nullement de garder toute sa lucidité sur la nature de la coalition hétéroclite qu'avait su réunir, sur son nom, le moment d'une élection, Thuanh-moc Cardenas (le fils du président Lazaro Cardenas, qui nationalisa, en 1940, le pétrole, et dont la mémoire est vénérée à l'égal ou presque de celle d'un Juarez). Qui a lu l'article publié par Paz dans la *Junada* dès le mois d'août 1988, un mois après l'élection du 6 juillet, aura pu se faire une idée exacte de ce qui allait se passer : la désagrégation rapide, une fois le nouveau président installé, du Front néo-cardéniste. De cette opposition de fortune, dont Octavio Paz ne nie pas le « mexicanisme », il dit aussi que son trait caractéristique est « l'archaïsme ». Socio-démocrates de tous les continents, unissez-vous !

« Une des deux grandes traditions »

C'est un fait que les amis de Cuauhtémoc Cardenas, à commencer par lui-même et son principal collaborateur, le volubile sénateur Porfirio Muñoz Ledo, sont des dissidents du PRI et qu'ils ont entraîné derrière eux beaucoup de ceux qui se sentent menacés par les plus nécessaires réformes économiques.

D'une conversation avec Paz et son épouse française, observatrice attentive à ses côtés de la société mexicaine, et de la lecture de ses essais politiques et historiques, on retire l'impression d'un inlassable effort critique qui a conduit cet homme de gauche, contre vents et marées, à remettre maints préjugés de la gauche en question, et cela dès le début des années 50.

Pour lui « le socialisme reste une des deux grandes traditions que les hommes de notre temps doivent transmettre au siècle suivant (l'autre étant le libéralisme) ». Et de préciser que « l'erreur est de voir dans le socialisme une méthode pour le développement économique, alors qu'il doit en être la conséquence ». Définition qu'il rattache comme il se doit au meilleur de l'analyse de Marx et qui fait pendant à l'idée qu'il se fait du rôle, absolument

indispensable, assigné par lui à la démocratisation. Sans démocratisation, il sera impossible de rénover le Mexique enghé dans une conception « patrimoniale » de l'État (traité par les gouvernements comme leur propriété) : « La démocratie, dit-il, n'est pas la venue au sous-développement, mais une méthode pour en sortir » (grâce à la possibilité qu'elle donne de poser les problèmes). Ainsi démocratie et socialisme sont de nature différente : la première est une méthode, ce que n'est pas le second. Les opposer n'aurait guère de sens.

Ainsi l'observation sans préjugés du spectacle donné par la scène politique de son pays a-t-elle très tôt conduit Octavio Paz à dénoncer l'immense danger que représente pour les hommes modernes l'État « plus puissant que les plus puissants tyrans d'autrefois », cette entité qu'il appelle tantôt « l'ogre philanthropique » tantôt le « Père terrible » (entouré d'« adorateurs »). Comme Hanna Arendt, il voit

dans ses prétentions à l'universalité la « banalité du mal ». On le suit d'autant plus dans sa critique que pour lui le « moins d'État » n'est pas un prétexte pour réclamer moins d'impôts et toujours plus de profits. Plus proche en cela d'Alexis de Tocqueville que des analyses de Ronald Reagan et de M. Thatcher.

Et qui mieux que lui à sa part, tantôt toujours des débours essayés par sa patrie, élever sa réflexion politique jusqu'à des conclusions générales ? En 1977, il écrivait (la gauche française en était encore, à l'époque, au programme commun et à vouloir « changer la vie ») : « La situation du Mexique n'est pas exceptionnelle : le monde vit, depuis déjà des années, les conséquences non pas de la mort de Dieu mais de la mort du Projet. Ce projet a été dénommé tantôt Progrès, tantôt Révolution. Leur nom s'est usé ».

PAUL FABRA.

(2) Reforma est la principale avenue du centre de Mexico.

Maison de la Poésie subventionnée par la Ville de Paris
101, rue Rambuteau, M[°] Halles, 42362753
LECTURE-SPECTACLE MUSICALE
27, 28, 29, 30 juin 20h30
LES DEUX VOIES DE JEAN COCTEAU
CHŒUR SILVIA MONFORT
Georges BOURDIF et Ksenia STOTCHEV
EXPOSITION JEAN COCTEAU
jusqu'au 3 septembre 11h, 12 h-18 h mardi 14h

BALLET NATIONAL DE MARSEILLE
ROLAND PETIT
DANSE SUR LE PORT
Les 22, 23, 24 et 25 Juin 1989 à 21H 30
sur le Vieux Port de Marseille
Final du spectacle sur le thème de la Marseillaise
1, Place Carré, 13001 Marseille, Tél. 91.47.94.88
LE 1989

Spectacles

expositions

Centre Georges Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-13-33).
T.l.j. et mar. de 12 h à 22 h, sam. dim.
et jours fériés de 10 h à 22 h.

BONS BAISERS D'ARTISTES. Des artistes contemporains démontrent la carte postale. Atelier des enfants. Jusqu'au 26 août.

CULTURE DE L'OBJET. Galerie du Ciel. Exposé : 15 F. (gratuit pour les moins de 13 ans). Jusqu'au 26 août. 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 31 décembre.

DESSINS DE MATSUE. Salle d'art graphique. Jusqu'au 27 août.

DIALOGUE DE VOYAGES OU LA MOQUETTE REINVENTÉE. Salle d'actualité. Jusqu'au 26 juin.

KANTOR. Centre d'information Csi. Jusqu'au 3 juillet.

LANGAGES DES DROITS DE L'HOMME. Salle d'actualité de la B.P.1. Jusqu'au 4 septembre.

MAGiciens DE LA TERRE. Grande galerie. 5 étages. Exposé : 30 F. (entrée du musée). Jusqu'au 14 août.

CAISSE FEMME. Musée d'art moderne. Jusqu'au 11 septembre.

Musée d'Orsay
Quai Anatole-France (40-49-44-14). T.l.j. et mar. de 9 h à 21 h, sam. dim. de 9 h à 17 h 30.

1889, LA TOUR EIFFEL ET L'EXPOSITION UNIVERSELLE. Jusqu'au 15 août.

CHARLES BAUDLAIRE - ACQUISITIONS RECENTES DE L'ÉTAT. Exposé de dessins. Entrée : 23 F. (entrée du musée). Jusqu'au 3 septembre.

OR ET COULEUR : LE CADRE DANS LA SECONDE MOITIÉ DU XIX^e SIÈCLE. Exposition dessinée. Entrée : 23 F. (entrée du musée). Jusqu'au 24 septembre.

LES PETITES FILLES MODERNES. Exposition-dessin. Entrée : 23 F. (entrée du musée). Jusqu'au 24 septembre.

EMILE ZOLA - PHOTOGRAPHIES DE SA FILLE DENISE (1897 - 1902). Exposition dessinée. Entrée : 23 F. (entrée du musée). Jusqu'au 17 septembre.

Palais du Louvre
Entrée par la pyramide (40-20-51-51). T.l.j. et mar. de 12 h à 22 h. Visites-conférences les lun., mar., jeu., ven. de 12 h à 19 h 45, sam. de 11 h 30 (21 F.).

LES DONATEURS DU LOUVRE. Hall Napoléon - niveau accueil. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 31 août.

L'INSPIRATION DU POÈTE. Pavillon de France. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 26 août.

MICHEL-ANGE DESSINATEUR. Galerie Mollien. Entrée : 25 F. + 7 F. (entrée du musée). Jusqu'au 31 août.

UN COLLECTIONNEUR PENDANT LA RÉVOLUTION. Jean-Louis Soudry (1752 - 1802). Centre photographique et bibliothèque. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 24 juillet.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris
11, av. du Président-Wilson (42-23-61-21). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40, mar. jusqu'à 20 h 30.

JEAN FAUTREX. Exposition rétrospective. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 septembre.

HISTOIRES DE MUSÉE. Entrée : 15 F. De 23 juin à 15 octobre.

NAM JUNE PAIK. La 1^{re} électrosculpture. Jusqu'au 30 octobre.

Grand Palais
Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gallieni.

LES ENVOIS DE JACQUES LARTIGUE. Centre photographique et bibliothèque. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 septembre.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET L'EUROPE 1789 - 1799. XX^e exposition de la Commission de l'Europe. Galeries nationales (42-69-54-10). T.l.j. et mar. de 10 h à 20 h. Nocturne mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F. Jusqu'au 26 juin.

Musées
1789 - 1815 L'ÉTOFFE DES HÉROS. Centre d'art et de la mode de la Révolution. Musée des Arts et de la mode, pavillon de Marsan, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h à 19 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 juillet.

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mamey, 58, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.l.j. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 septembre.

ANTILLES 89. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (42-53-21-70). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 septembre.

L'ART NAÏF ITALIEN. Musée d'art naïf Max Fournier, Halle Saint-Pierre, musée en Fierbe, 2, rue de la Harpe (42-58-74-12). T.l.j. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 26 juin.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 23 JUIN

« Versailles : le hameau de Marie-Antoinette à Trianon », 14 h 30, cour du Petit Trianon, près de l'entrée (Office de tourisme).

« Jardins et hôtels autour de Notre-Dame-de-Lorette », 14 h 30, métro Notre-Dame-de-Lorette (Paris pittoresque et insolite).

« Jolies demeures du Marais et leurs jardins secrets », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (L. Haellier).

« La rue de Valenciennes », 14 h 30, métro Valenciennes (M.-G. Leblanc).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Voies », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Régénération du passé).

« Parcours de la Révolution au Père-Lachaise », 14 h 45, boulevard de Ménilmontant, face à la rue de la Roquette (V. de Langlade).

« Église baroque et couvent des carmes », 15 heures, 70, rue de Valenciennes (D. Bouchard).

BOGATCHEW - POUCHKINE. Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-01-27). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 1 octobre.

MARGARET BOURKE-WHITE. Rétrospective. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

CHEZ LES ESQUIMOIS. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.l.j. et mar. et jours fériés de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 3 septembre.

CHRONIQUES SEIZIENNES. Photographies de Lucien Seizien et Franco Zecchi. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

CRAFT TODAY USA. Objets contemporains. Musée des Arts et de la mode, pavillon de Marsan, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 26 août.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DE LA RIVIERE À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

Jeudi 22 juin

des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.l.j. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 30 juillet.

PARCS ET PROMENADES DE PARIS. Pavillon de l'Arsenal, galerie d'actualité, 21, boulevard Mordant (42-76-33-07). T.l.j. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 3 septembre.

PREMIER NIKPES 1989. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

PREMIER NIKPES 1989. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

PREMIER NIKPES 1989. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

PREMIER NIKPES 1989. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

PREMIER NIKPES 1989. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

PREMIER NIKPES 1989. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

PREMIER NIKPES 1989. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

PREMIER NIKPES 1989. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

PREMIER NIKPES 1989. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

PREMIER NIKPES 1989. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

PREMIER NIKPES 1989. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

PREMIER NIKPES 1989. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

PREMIER NIKPES 1989. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

PREMIER NIKPES 1989. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

PREMIER NIKPES 1989. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

PREMIER NIKPES 1989. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

PREMIER NIKPES 1989. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

PREMIER NIKPES 1989. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

PREMIER NIKPES 1989. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

PREMIER NIKPES 1989. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

PREMIER NIKPES 1989. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

PREMIER NIKPES 1989. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

PREMIER NIKPES 1989. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

PREMIER NIKPES 1989. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 15, av

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi matin. Signification des symboles : **P** Signalé dans « le Monde radio-télévision » **F** Film à voir **O** Ou peut voir **N** Ne pas manquer **M** Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 22 juin

TF 1

20.40 La Terre perd la boule. Spécial environnement. Avec Hubert Curien, Brice Lalonde, René Dumont, le ministre congolais de la recherche et de l'environnement, un chef indien du Brésil, le président de l'Institut d'anthropologie et d'environnement brésilien, Claude Loriau, géologue, le responsable des programmes climatiques à la NASA, le directeur adjoint du service d'aéronomie du CNRS, Jean-Loup Chretien, deux cosmonautes soviétiques, le vice-ministre soviétique de l'environnement, un membre du programme EOROPA pour la sauvegarde de la forêt amazonienne, les professeurs Tubiana et Martin, un représentant d'EDF, Jean-René Fourton, PDG de Rhône-Poulenc. 22.15 Série : Dans la chaleur de la nuit. 23.10 Documentaire : La sécurité auto, dossier top secret. 0.05 Journal et Météo. 0.25 Série : D'elles d'histoires. 0.50 Documentaire : Éléments naturels. 1.20 Feuilleton : C'est déjà demain.

A 2

20.35 Cinéma : La Légion sainte sur Kowlozi. Film français de Raoul Coutard (1979). 22.20 Flash d'informations. 22.30 Magazine : Édition spéciale. Thème : « Le Français et sa cuisine ». 23.50 Informations : 24 heures sur la 2. Avec le magazine européen Puissance 12.

FR 3

20.35 Cinéma : Le Samourai. Film français de Jean-Pierre Melville (1967). Avec Alain Delon, Nathalie Delon, Cathy Rosier, François Périer. 22.25 Documentaire : Oradeur (1^{re} partie : Les voix de la douleur). 23.35 Journal et Météo. 23.55 Musique : Piercin eyes de Haydn par Carolyn Watkinson mezzo-soprano, et Glen Wilson piano forte. 0.00 Mini-film. Vue sur la mer; Feu; Man man.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Les Pies Dingo des agents secrets. Film américain de Norman Abbott (1966). 22.00 Flash d'informations. 22.05 Cinéma : Angel heart. Film américain d'Alan Parker (1987) (v.o.). 23.55 Cinéma : Amélie. Film italien de Lucio Fulci (1988). 1.20 Cinéma : Vite

étrangère. Film français de Didier Goldschmidt (1988). Avec Niels Arastrop, Anne Wiazemsky, Isabel Otero.

LA 5

20.30 Téléfilm : Des filles craquantes! 22.30 Cinéma : Bolero. Film américain de John Derek (1984). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Bolero (suite).

M 6

20.35 Téléfilm : La cover-girl a disparu. 22.10 Série : Clair de lune. 23.00 Six minutes d'informations. 23.05 L'homme de fer (rediff.). 23.55 Magazine : Chances. 0.05 Musique : Boulevard des clips.

LA SEPT

20.30 Série : Les mémoires révolutionnaires (4^e partie) : Les assassins de la presse. 21.30 Téléfilm : En pleine lumière, la grande enquête. 22.30 Documentaire : Fortitude. La broderie et la dame lavabo. 23.00 Documentaire : Palettes. Le dessous des cartes. 23.30 Cinéma : L'Œuvre d'Attilio. De Nikos Koundouros.

FRANCE-CULTURE

20.30 Documentaire : Le séquestré de Croisset. De Jean-Pierre Poché. 21.30 Profils perdus. Georges Huisman. 22.40 Nuits magiques. Créations. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Code. John Peel.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de la salle Pleyel) : Concerto pour violon et orchestre n° 2 en ut dièse mineur op. 129, de Chaikovitch; Une symphonie alpestre op. 64, de R. Strauss, par l'Orchestre de Paris, dir. Neeme Järvi; sol : Gidon Kremer, violon. 22.30 Musique légère. Voyage imaginaire, de Luytpeerts; Sur un marché persan, de Ketselberg; Ballet des amants, de Boussan. 23.07 Club de la musique contemporaine. 0.30 Une certaine idée de la musique. La coq et l'ariquien, de Cocca.

Vendredi 23 juin

TF 1

16.00 Feuilleton : En cas de bonheur. 16.25 Variétés : La chance aux chaussons. 16.50 Club Dorothée. 18.00 Série : Les rues de San-Francisco. 18.50 Avis de recherche. 18.55 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.25 Jeu : La rose de la fortune. 19.50 La téléshow. 20.00 Journal, Météo et Top. 20.40 Variétés : À la recherche d'Inès. 21.00 Jeux. 22.40 SOS. Émission de Brigitte Bardot. L'expérience chez les animaux. 23.40 Journal et Météo. 0.00 Feuilleton : Le joyau de la couronne. 0.55 Série : D'elles d'histoires. Intrigues : Tireur d'élite. 1.20 Série : Des anges très spéciaux.

A 2

16.00 Flash d'informations. 16.05 Série : Les mystères de l'océan. 16.55 Flash d'informations. 17.00 Magazine : Confidential. 17.15 Jeu : Trivial. 18.20 Série : Top models. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 Actualités régionales. 19.35 Série : L'homme à tout faire. 20.00 Journal et Météo. 20.35 Série : Palace. De Jean-Michel Ribes (dernier épisode). 21.35 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Thème : « L'international du roman ». Angleterre : Frederick Forsyth (le négociateur), Oberon Vaughn (la fin d'une époque, d'Evelyn Waugh), Espagne : Olivier Rolin (la Joyeuse Bande d'Alzavara), de Manuel Vazquez-Montalban). États-Unis : Michael Korda (la Succession Bonaparte), Philippe Labro (Jahve, de Jim Harrison, et Privilege, de Edward Stieglitz). France : Féliques Marceau, (Un oiseau dans le ciel), Claudine Vincent-Guibaud (Le Livre de raison de Claude Bourguignon, de Henri Vinciguerra, et Vincent, de Jean-Louis Pierre). 23.00 Journal et Météo. 23.15 Séances secondaires. Stings, chanteur. 23.30 Série : La Rivière sans retour. Film américain d'Otto Preminger (1954). Avec Robert Mitchum, Marilyn Monroe, Rory Calhoun.

FR 3

15.30 Magazine : Télé-Caroline. 17.00 Flash d'informations. Spécial jeunes. 17.05 Petit ours brun. 17.06 Ulysse 31. 17.10 Tom Sawyer. 17.35 Signé Car's. 17.45 1989 au jour le jour. 18.02 Magazine : Dressez vous la nuit. 18.30 Jeu : Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information. 19.58 Dossiers animés : Dressez, le dernier dinosaure. 20.05 Jeu : La chance. 20.25 INC. 20.35 Série : La Masque. 21.35 Magazine : Thalassa. La guerre du silence, de Bernard Dussol. 22.30 Journal et Météo. 22.55 Série : De l'autre côté. Film d'animation présenté par René Laloux. (Œuvres de François Brul, Paul et Gédéon Brizzi, Ursula et Franz Witzentzen. 23.30 Magazine : Pare-choix (rediff.). 0.00 Musiques, musique. The pastoral song, de Haydn.

CANAL PLUS

15.05 Pochettes surprises. 15.30 Cinéma : Noël Darling n'en fait qu'à sa tête. Film américain de Spike Lee (1986). 16.50 Pochettes surprises. 17.10 Bandes annonces cinéma dans les salles. 17.35 Cabon Cadla. En clair jusqu'à 20.30. 18.30 Dossiers animés : Ça cartoon. 18.45 Flash d'informations. 18.49 Top Albums. 19.30 Magazine : Nulle part ailleurs. 20.30 Sport : Athlétisme. Meeting international.

nal, en direct de Saint-Denis. 22.30 Documentaire : Les allemands. La nostalgie des cantines. 22.55 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : Y a-t-il un pilote dans l'avion? Film américain de Jim Abrahams, David et Jerry Zucker (1980). Avec Julia Haggerty, Robert Hays, Peter Graves. 0.25 Cinéma : De bruit et de fureur. Film français de Jean-Claude Brisseau (1987). Avec Vincent Assicot, Liza Heredia, François Négret. 0.55 Cinéma : Les Aventuriers de la quatrième dimension. Film américain de Jonathan Bethuel (1983).

LA 5

15.45 Série : Barrefix. 16.50 Les aventures de Teddy Barrefix. 17.15 Denis la malice. 17.35 Grand prix. 18.05 Série : Arnold et Willy. 18.30 Bonheur et compagnie. 18.50 Journal images. 19.00 Série : Supercopier. 20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : Océan à tout faire. 22.25 Téléfilm : Le prix de la vérité. 0.00 Journal de minuit.

M 6

16.10 Série : Destination danger. 17.05 Hic, là, ho, boum! 17.10 Série : L'homme de fer. 18.05 Variétés : Multitop. 18.40 Série : La petite maison dans la prairie. 19.30 Série : Cher oncle Bill. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. 20.35 Téléfilm : La brigade des ours. 22.05 Série : Clair de lune. 22.55 Six minutes d'informations. 23.00 Sexy clip.

LA SEPT

19.00 Espagne. Méthode Victor n° 8. 19.30 Documentaire : La Révolution française. De Roger Stéphane. Troisième partie : La Révolution et l'Église. 20.30 Série : Les mémoires révolutionnaires. De Charles Brabant. Cinquième partie : La chute. 21.30 Cinéma : Les belles photos. Film français de Guy Moussier (1988). 22.50 Documentaire : L'héritage de la chouette. De Chris Marker. Années et Mathématique. 23.30 Cinéma : Les favoris de la lune. Film français d'Otto Preminger. Avec Alix de Montaigne, Pascale Aubier, Gaspard Poiri, Emile Aubry.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Le corps enseveli. 21.30 Musique : Black and blue. Jazz. Des erreurs et des préjugés. 22.40 Nuits magiques. Créations. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Code. John Peel.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert (en direct de Sarrebruck) : Riezi, ouverture, de Wagner; Concerto pour violon et orchestre, de Wagner; Palestine, extrait, de Puccini; Variations et fugues sur un thème de Mozart, op. 132, de Reger, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck, dir. Leopold Hager; sol : Christiane Edinger, violon. 22.20 Premières loges. Étienne Billot, baryton-basse, extraits de Lakmé, de Delibes; de La basoche, de Messager; de La bohème, de Puccini; d'Hérodiade, de Massenet; de L'opéra de Notre-Dame, de Massenet; Les berceuses. Les roses d'Ispahan, de Fauré; extraits des Contes d'Hoffmann, d'Offenbach. 23.07 Club de la musique ancienne. 0.30 Poissons d'or. A. 1.30. Les poissons d'or du passé. Franz Schreker (1878-1934).

Audience TV du 21 juin 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AVANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	37,0	Roux fortune	Actual. région.	Actual. région.	Top 50	Supercopier	Mécanisme
		14,9	5,0	7,7	2,5	4,2	3,2
19 h 45	41,2	Roux fortune	Histoire à tout...	19-20 info	Nulle part	Supercopier	Cher oncle Bill
		21,6	3,7	5,9	2,7	5,7	1,9
20 h 16	52,3	Journal	Journal	La classe	Nulle part	Journal	Mécanisme
		22,3	11,9	7,2	1,5	4,0	5,4
20 h 55	53,5	Séance vidéo	Vidéo support	Concert	Y a-t-il une...	La vengeance...	Le Yaloum
		23,6	9,5	5,4	0,8	10,0	4,1
22 h 8	52,0	Séance vidéo	Vidéo support	Concert	Y a-t-il une...	La vengeance...	Cher de lune
		21,9	13,7	4,8	0,8	9,7	1,2
22 h 44	34,7	Séance vidéo	Concert	Sor 3	Si Duccio	La vengeance...	Cher de lune
		18,3	4,1	4,2	0,8	4,3	2,4

LE CHOC!

CE SOIR SUR TF1 à 23H10 SECURITE AUTO DOSSIER TOP SECRET

Bicentenaire

Un livre de M. Philippe de Villiers

Le cri d'un Vendéen

Quand les autres font beaucoup de bruit, il faut oser très fort pour se faire entendre. D'autant que, lancé tardivement sur le marché aux idées du Bicentenaire, le livre de M. Philippe de Villiers, « Le cri d'un Vendéen », n'a pas grand-chose à ajouter de nouveau.

L'atrocité de la guerre de Vendée, qui éclata en 1793 et fit probablement six cent mille victimes des deux bords (surtout des Vendéens), a déjà, entre autres, été analysée sans indulgence par M. François Furet, auquel M. de Villiers emprunte un peu trop pour un livre si court imprimé en si gros caractères. Quant aux tentatives contemporaines (Hitler, Staline, Pol Pot, Khmer Rouge...), auxquelles le député et président du conseil général (UDF) de Vendée prétend assimiler la Terreur des Bleus, elles ont leurs connaissances et leurs théoriciens, et M. de Villiers a la sagesse de ne pas rivaliser avec eux.

Il fallait néanmoins se faire remarquer, et M. de Villiers s'y emploie dans un style lesté de clichés, qui se révèle éloquentement contemporain pour une querelle si ancienne : « Nous sommes tous des Vendéens. » Si la religion est « l'opium du peuple (...), la Révolution en est devenue la cocaïne. On nous en

fait sniffer à toute heure du jour et de la nuit. » Le Bicentenaire devrait être l'occasion d'une « opération vérité au scanner », etc.

M. de Villiers, comme beaucoup de Français nés de l'ouest de la France, garde un souvenir douloureux des événements révolutionnaires. Il a même, l'oublié, la passion au compte des pertes et profits. On le comprend, comme on l'absout de faire de cette vive mémoire collective un fonds de commerce électoral aujourd'hui très prospère.

Nazis

Là où on ne marche plus, c'est quand, pour les besoins de sa démonstration, il réécrit l'histoire. M. de Villiers prétend que, le 28 février 1794, « cinq cent soixante-quatre innocents » furent massacrés dans « l'église du Petit-Log ». Or n'importe quel voyageur qui s'est arrêté aux Lucs-sur-Boulogne — M. de Villiers est né à quelques kilomètres de là... — et a frôlé au récit de ses habitants soit que la plupart des victimes de cette journée, parmi les plus sombres de la Terreur, furent assassinées sur les chemins alentour, les autres ayant été exécutées à l'intérieur

de l'église parce qu'elles s'y trouvaient pour prier.

Qu'importe : la version des événements permet à M. de Villiers de faire un parallèle avec le massacre d'Oradour-sur-Glane, où les SS rassemblèrent de force les femmes et les enfants dans l'église avant de les incendier. Elle lui permet surtout d'assimiler implicitement la République au nazisme. C'est au demeurant l'objectif ultime de ce livre : disqualifier la Révolution avec un grand « R », celle de 1789 et toutes les autres, même si M. de Villiers paie tribut à la Déclaration des droits de l'homme et s'enorgueillit d'une visite qu'il a faite et le général Gaspard d'Arnaud en Vendée, impressionnés qu'ils auraient été par les prouesses militaires des Blancs (cette visite est mise en doute par les historiens sérieux).

Historien de circonstance, M. de Villiers ignore l'histoire dans sa complexité. Pamphlétaire hâtif, il tire au gros calibre. Si « nous sommes tous des Vendéens », ceux qui le sont authentiquement, de naissance ou de conviction, mériteraient certainement un autre héraut.

B. L. G.

* Lettre ouverte aux coupables de la Révolution, de Philippe de Villiers. Albin Michel, 144 pages, 65 F.

Le concours « 1789 aujourd'hui »

Les jeunes du monde confrontent l'histoire et le vécu

Cent trente peintures, deux disques, soixante affiches, trois tapisseries, quatre-vingt-dix dessins, trente-quatre vidéos, etc. L'inventaire est incomplet, qui exprime la diversité des supports et des apports du concours « 1789 aujourd'hui » (1) lancé auprès des classes de français à l'étranger.

En tout, ce sont 750 œuvres, en provenance de 60 pays, qui ont été passées au crible d'un jury chargé de désigner les 60 classes lauréates dont les représentants sont invités à Paris du 8 au 24 juillet.

Le nombre et la valeur des réalisations surprennent. Certes les gouillottes abondent : la Terreur a frappé l'imaginaire collectif. Certes l'humour a droit de cité : la couleur tricolore et le bonnet (de nuit) phrygien laisseraient croire que la Révolution est bien finie... Mais quelques œuvres fortes font choc. Rapprochant, comme l'intitulé du concours les y incitait, 1789 et aujourd'hui, les enfants du monde ont su comparer les faits et les idées avec leur propre histoire.

Liberté interdite

Ainsi ce reportage vidéo sur l'infamie, où la violence est partout présente; cette peinture polonoise où le visage des personnages est barré d'un trait noir, comme pour échapper aux recherches; ou encore cette savoureuse déclaration sur papyrus des droits de la femme, qui expose notamment que « la qualification et les responsabilités égales, toute femme qui sollicite un emploi sera choisie de préférence à l'homme étant données ses qualités de cœur et sa maturité ».

Dans une vidéo venue d'Allemagne fédérale, un chômeur s'adresse, en argot, au roi. Un lycéen italien se livre aux délices des sondages et des graphiques sur disquette. Mais il y a surtout cette photo, criante de simplicité, tragiquement prémonitrice : un cadenas portant les idéogrammes xin sheng (vie nouvelle) verrouille une énorme porte. Intitulé Liberté interdite, le cliché fut envoyé par l'Université des langues étrangères de Pékin.

Une sélection des meilleures œuvres illustrant la diversité de l'intérêt des jeunes du monde entier pour la Révolution française et les droits de l'homme sera exposée du 10 juillet au 10 septembre dans la salle d'actualité jeunesse de la Bibliothèque publique d'information du Centre Georges-Pompidou.

JACQUES GRALL

(1) Concours organisé par Radio France internationale, le Monde, les ministères des affaires étrangères, de la francophonie, de la coopération et du développement, la Mission du Bicentenaire, le Centre Georges-Pompidou, la revue Le Français dans le monde.

La commémoration en Italie

Révolution sur papier journal

ROME de notre correspondant

Plus de quatre cents manifestations diverses, dont cent vingt conférences, colloques et congrès, quarante livres et fascicules spécialement écrits, soixante expositions historiques de toute sorte, une cinquantaine de représentations théâtrales et musicales, au moins quarante rétrospectives audiovisuelles (cinéma, radio, TV) et des centaines d'articles de presse, de suppléments spéciaux et de séries particulières.

La Révolution française, vue d'Italie, est une espèce d'anberge espagnole où le monde de la culture, des arts, de l'édition et même de la politique passe sans se lasser depuis le début de cette année.

Quotidien communiste indépendant *Il Manifesto*, qui a doublé son tirage, un jour de mai, en proposant un supplément « *Spécial Révolution* », en passant par l'organe officiel du parti, *l'Unità*, qui a offert, dès février, en fascicule, les quarante articles de Michel Winock publiés dans *le Monde* en 1988, tous les journaux, sans exception, ont « donné », donnent ou vont donner dans la célébration révolutionnaire.

Même le clergé a pris position dans la *Popolo*, organe officiel de la démocratie chrétienne, et, sous la plume de Mgr Battisti, archevêque d'Udine, a affirmé que « liberté, égalité et fraternité » étaient des mots « des valeurs évangéliques qui ont alimenté la doctrine sociale de l'Eglise ».

Querelle socio-communiste

Évangélique ou écumanique, l'héritage de 1789 est revendiqué par à peu près tout le monde sauf, évidemment, les royalistes. L'aristocratie italienne fait cependant plus nombreuse que d'habitude le 21 janvier, dans les églises, pour pleurer la mort de Louis XVI. Est-ce à dire que la commémoration de la Révolution, comme en France, a réveillé des ardeurs que l'on croyait éteintes?

Comme si, pour exister médiatiquement, à deux siècles de l'événement, il fallait encore que toutes les composantes sociopolitiques de la société moderne se définissent par rapport à lui... Exemple type d'une querelle d'ampleur nationale, directement liée à 1789 : celle qui, opposé, des mois durant, les communistes et les socialistes italiens.

Tout a commencé par une déclaration choc de M. Achille Occhetto, secrétaire général du PCI, selon laquelle « sans aucun doute [son parti] se sent fils de la Révolution française ». M. Bettino Craxi, chef du Parti socialiste et grand concurrent du PCI dans la course à la suprématie à gauche, a immédiatement ironisé sur l'absurdité du vieux frère ennemi communiste de

l'héritage d'Octobre 1917. Et ses amis n'ont pas manqué de rappeler que, naguère, le même PCI considérait plutôt les valeurs de 1789 comme « bourgeoises ».

La championnante toutes catégories de la commémoration sur papier glacé est sans le moindre doute le quotidien du même genre, *la Repubblica* (700 000 exemplaires), qui a déjà consacré une dizaine de suppléments spéciaux de haute qualité (80 pages chacun) aux « dix années qui ébranlèrent le monde, 1789-1799 », et qui poursuit encore son effort.

Effort, encore, dans l'audiovisuel. La première chaîne de la RAI a même lancé, début mai, une série de douze émissions (le samedi à 20 h.30, s'il vous plaît...) dont le décorum et la référence, sinon le contenu, sont clairement « révolutionnaires ».

Succès d'édition

Il faut aussi noter l'extraordinaire détermination de certaines maisons d'édition. Du fameux *Dictionnaire de la Révolution* de François Furet et Mona Ozouf, traduit et publié — avec gros succès commercial — en un temps record par l'éditeur Bompiani, en passant par le *Projet 89* de la Mondadori (série d'ouvrages sur les valeurs révolutionnaires dans la société moderne), sans oublier tous les livres français sur le sujet, édités à Palerme par la très dynamique maison Sellerio.

Les services culturels de l'ambassade de France à Rome qui compilent sur ordinateur les diverses célébrations y prêtent aussi parfois la main. Ainsi, pour répondre aux sollicitations des petites communes italiennes sans moyens, mais qui souhaitent tout de même participer « à la fête », l'ambassade a mis en circulation une soixantaine de « *ensembles multimédias* » (vidéo, diapositives, affiches et cassettes enregistrées) qui passent de ville en ville sur simple demande.

De fait, tous nos interlocuteurs affirment que, pour dresser l'inventaire du Bicentenaire en Italie, il serait sans doute plus simple de faire la liste des villes où il ne se passe rien... Mesurées à l'aune du nombre des manifestations, Rome, Milan et Naples apparaissent comme les plus « *enthousiastes* ». Mais à Bologne, « *Fiera* » traditionnelle de juin (cinq cent mille visiteurs) a eu pour thème, cette année, le Bicentenaire, et on s'attend à un feu d'artifice de célébrations le 5 octobre prochain, quand François Mitterrand viendra, en personne, à la farnesina université de la ville, recevoir un docteur *honoris causa*. Mais à Florence, on a déjà organisé un grand congrès en 1789 avec le concours de l'Institut français local. Mais à Palerme, mais à Parme, à Trévise, Turin, Venise, Pistoia, Arezzo, etc. Partout, on commémore, partout on célèbre, partout on se souvient.

PATRICE CLAUDE

DES ECOLES POUR REUSSIR

INFORMATIQUE

- ESIG** 1^{er} CYCLE: INFORMATIQUE DE GESTION, INFORMATIQUE INDUSTRIELLE, ELECTRONIQUE. 2^e CYCLE: DES INFORMATIQUE APPLIQUEE, DESI DESI LOGICIEL. 28, rue des Francs-Bourgeois 75003 PARIS (1) 42 78 28 81. 18 centres en France. 17
- CBI** Dpt. INFORMATIQUE ET DESI LOGICIEL. 11
INFORMATIQUE DE GESTION et 2^e CYCLE: Programme MIAGE. 40, rue de Liège 75008 PARIS (1) 42 93 12 58, et 33, rue Ch. St. Venant 59000 LILLE 20 55 30 55.
- ISEEC** 1^{er} CYCLE: INFORMATIQUE DE GESTION. 2^e CYCLE: SPECIALISATION CAO/DAO, bases de données, Réseaux/Matériel et Systèmes, Analyse programmeur, enseignements: 18, rue d'Attilien 75008 PARIS (1) 42 81 08 22. 12
- CONTROL DATA** INFORMATIQUE DE GESTION-BUREAUTIQUE-MAINTENANCE. Formations progressives et pratiques en moins de 8 mois. INSTITUT CONTROL DATA, 8, rue 154, 75023 PARIS Cedex 13 (1) 45 94 15 88. 18
- INIG** 3^e CYCLE INFORMATIQUE DE GESTION. CONCEPTS DE SYSTEMES INFORMATIQUES - OPTIMISATION: SAVOIR. 37, quai de Bercy 75570 PARIS CEDEX 15 (1) 48 58 31 06 - Minut (1) 48 58 31 04. 14
- EPITA** CYCLE INFORMATIQUE (prépa intégrée 2 ans, 4 années de spécialisation haut niveau). CYCLE POST BTS, DUT, Licence AFN-GOFL. INFORMATIQUE INDUSTRIELLE/INFORMATIQUE DE GESTION. 80, rue Archimède 75019 PARIS (1) 40 36 38 08. 13
- ES** INFORMATIQUE DE GESTION/INDUSTRIELLE/ELECTRONIQUE (BTS). 2^e CYCLE: Intelligence artificielle, technique commerciale, Analyste. 14 bis, rue Lully-Tallandier 75019 PARIS (1) 42 82 12 43. 15
- ES21** INFORMATIQUE INDUSTRIELLE (diplôme d'Etat). INFORMATIQUE DE GESTION (diplôme d'Etat). 73, rue Archimède 75019 PARIS (1) 40 36 38 08. 16

CLASSES PRÉPARATOIRES

- NADAUD** SCIENCES-PO prépa annuelle et d'été - MATH-SUP MATH-SPE. BIO MATH-SUP, BIO MATH-SPE. 18, rue d'Attilien 75008 PARIS (1) 43 37 71 16. 17
- CE** PREPA DEC voie Economique. PREPA DEC voie Technologique. ACE 82, rue St Lazare 75008 PARIS (1) 48 74 34 84. 12
- I.P.G.E.** PREPA DEC, ESCE, ESCRIME... INSTITUT DE PREPARATION AUX GRANDES ECOLES. 147, rue de Charonne 75001 PARIS (1) 43 71 44 33. 13
- gsh** CLASSES PRÉPARATOIRES AUX ECOLES D'INGENIEURS: MATH-SUP, MATH-SPE, PREPA VETD: 5^e prépa française sur 24, 1er BT. 24, rue Charcot 75013 PARIS (1) 45 05 58 84. 15
- OURANIA PREPAS** MATH-SUP et MATH-SPE M, P, M et P (diplôme TBIL). PREPA DEC VOIE GENERALE: CLASSE PILOTE DE 14 ETUDIANTS MAXIMUM. 184, rue de Valenciennes 75015 PARIS (1) 47 34 50 81 et 45 67 51 09. 14
- HEMI** CLASSES PRÉPARATOIRES AUX GRANDES ECOLES DE COMMERCE ET DE GESTION. A VOCATION INTERNATIONALE (HEC, ESSEC, ESCP, ISG International). 8, rue Picot 75018 PARIS (1) 42 53 57 92. 11
- ISTH** HEC/ESSEC/ESCP/ESG/ESG/ESG (Sections classiques et économiques). Classes pilotes: SCIENCES PO/ (PARIS et PROVINCE) 5 sections différentes dans l'année. Tests d'entrée. 8, rue Léon-Houzeau 75018 PARIS (1) 42 84 10 72, et 83, rue d'Italie 75013 PARIS (1) 45 85 58 35. 16
- INTEGRALE** PREPA DEC: meilleurs résultats nationaux 88, 87, 88 pour ESSEC, HEC, ESCP (voie économique). PREPA SCIENCES-PO (annuelle et d'été). 53/57, av. Paul Doumer 75018 PARIS (1) 40 72 74 80. 16

COMPTABILITÉ/GESTION

- EPEC** BAC B3 Comptabilité BTS COMPTABILITE/GESTION (2 années). DEPEC, DECE, DECEC, diplômes d'Etat. 74, rue du Temple 75003 PARIS (1) 42 72 06 78. 15
- ESIG** 1^{er} CYCLE: BTS COMPTABILITE ET GESTION DEPEC. 2^e CYCLE: DECE, DECEC. 28, rue des Francs-Bourgeois 75003 PARIS (1) 42 78 28 81. BORDEAUX - LILLE - LYON - ORLÉANS - RENNES - TOULOUSE - MARSEILLE - NANTES. 13
- ISEEC** BTS COMPTABILITE ET GESTION D'ENTREPRISE (diplôme d'Etat, 2 ans). 2^e CYCLE: DECE, DECEC Résultat au BTS session 88: 82,75 %. 18, rue Jussieu 75005 PARIS (1) 43 37 71 16. 12
- CBI** Dpt. GESTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE. BTS COMPTABILITE/GESTION, Diplôme Européen, DECE-DECEC. 40, rue de Liège 75008 PARIS (1) 42 93 12 58, et 33, rue Ch. St. Venant 59000 LILLE 20 55 30 55. 18
- ENGDE** BTS COMPTABILITE GESTION, DEPEC. 2^e CYCLE: DECE, DECEC. 98 cycles de formation dont 8 préparant à l'EXPERTISE. ACE: 82, rue St Lazare 75008 PARIS (1) 48 74 34 84. 14
- ICOGES** 1^{er} CYCLE: BTS COMPTABILITE ET GESTION, DEPEC. 2^e CYCLE: DECE, DECEC. 184, rue de Juvain 75015 PARIS (1) 45 05 17 33. 16
- EPEIGE** BTS COMPTABILITE ET GESTION (diplôme d'Etat en 2 ans). Admission: Bachelier ou niveau terminale. EPEIGE: 3, rue de Logelbach 75017 PARIS (1) 42 27 87 55. 11

COMMERCE

- ESIG** BTS ACTION COMMERCIALE, FORCE DE VENTE, COMM. INTERNATIONAL, COMMUNICATION et ACTION P.M.E. 2^e CYCLE: GEC, MARKETING (ESG), COMMUNICATION, EUROPE. 23, rue des Francs-Bourgeois 75003 PARIS (1) 42 78 28 81. 18 CENTRES EN FRANCE. 12
- EPEC** BAC B3 (Commercial) BTS ACTION COMMERCIALE (2 années). DEESM, Diplôme Européen commercial de la FEDEI, 3^e année de spécialisation. 74, rue du Temple 75003 PARIS (1) 42 72 06 78. 15
- ISEEC** 1^{er} CYCLE: BTS ACTION COMMERCIALE, FORCE DE VENTE, COMMERCE INTERNATIONAL. Moyenne résultats 88: 88,81 %. 2^e CYCLE: DEESM, DEESMA, Diplôme Supérieur Européen. 18, rue Jussieu 75005 PARIS (1) 43 37 71 16, 24, rue Tiphaine 75015 PARIS (1) 45 78 82 37. 12
- icad** ACTION COMMERCIALE, COMMERCE INTERNATIONAL, P.M.E. En 3 ans: diplôme européen (DEESM), 2 ans: diplôme d'Etat (BTS). 14^{ème} année à option: séjour à l'étranger. 81, rue l'Université 75007 PARIS (1) 45 51 23 88. 16
- ISCA** 1^{er} CYCLE: ACTION COMMERCIALE, FORCE DE VENTE, COMMERCE INTERNATIONAL, COMMUNICATION et ACTION P.M.E. 2^e CYCLE: L'UNION EUROPEENNE. 81, rue St Lazare 75008 PARIS (1) 42 05 48 48. TOULOUSE - RENNES - C. FERRAND - AIX. 14
- EFFICOM** BTS ACTION COMMERCIALE - BTS COMMERCE INTERNATIONAL. 72, avenue Parmentier 75011 PARIS (1) 47 00 54 87. 18
- EPEIGE** 1^{er} CYCLE: ACTION COMMERCIALE, COMMERCE INTERNATIONAL, COMMUNICATION et ACTION P.M.E. 2^e CYCLE: SPECIALISATION MARKETING et DISTRIBUTION ou COMMERCE INTERNATIONAL. EPEIGE: 3, rue de Logelbach 75017 PARIS (1) 42 27 87 55. 11
- EMI** 1^{er} CYCLE: BTS ACTION COMM. COMM. INT. (diplôme d'Etat). 2^e CYCLE: 3^e année de spéc. Expertise, P.M.E./P.M., Marketing, Affaires Internationales. 2^e CYCLE LONG: école de Commerce. 3^e CYCLE: 18 mois de spécialisation: BA, rue Archimède 75019 PARIS (1) 40 36 38 08. 16

CENTRE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION SUR L'ENSEIGNEMENT

1, rue de Choiseul - 75002 PARIS
Tél.: (1) 42 96 16 68

3615 CIDE

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PRIVE

Pour recevoir gratuitement des informations sur ces écoles, veuillez retourner ce coupon au CIDE "Des écoles pour réussir", 1, rue de Choiseul, Paris 75002, en cochant les références des établissements qui vous intéressent:

Nom: _____ Prénom: _____
Adresse: _____ CP: _____ Tél.: _____
Ville: _____
Niveau d'étude: _____

11	12	13	14	15	16	17	18
G1	G2	G3	G4	G5	G6	G7	G8
P1	P2	P3	P4	P5	P6	P7	P8
C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7	C8

مركز المعلومات والتعليم

Circulation

Un entretien avec M^{me} Chassagne, nouvelle présidente de la Prévention routière

« Une hécatombe à laquelle on ne peut rester insensible »

M^{me} Yvette Chassagne, ancienne présidente de l'Union des assurances de Paris (UAP), a été élue, mercredi 21 juin, présidente de la Prévention routière, association de cinq cent vingt mille adhérents, cofinancée par les sociétés françaises d'assurances.

« Pourquoi avez-vous accepté cette responsabilité ? »

« Je n'ai que des banalités à répéter. Dix mille morts et deux cent cinquante mille blessés par an ; trois morts par jour de dix-huit à vingt-cinq ans ; voilà les chiffres d'une hécatombe à laquelle on ne peut rester insensible. »

« Il est primordial de modifier le comportement des usagers de la route, d'exercer sur eux une pression morale pour les amener à respecter les autres et eux-mêmes. Le commandant Constant a bien raison de dire que ce sont les enfants qui enseignent l'écologie aux parents. Ce doit être pareil pour la sécurité routière. Pour cela notre association travaille avec les jeunes. On peut faire quelque chose de formidable avec une génération qui a inventé le slogan : « Touche pas à mon pote ! » »



« On a souvent l'impression que la Prévention routière, la délégation à la sécurité routière et les autres organismes se disputent le micro pour traiter de ce sujet. Pensez-vous que ce soit efficace ? »

« Qu'un ministre parle de la sécurité routière ne me gêne pas du tout. Nous ne serons jamais assez nombreux pour répéter les appels à une conduite apaisée. Quant à la délégation, elle dispose de moyens considérables que nous n'avons pas. Nos cinq cent vingt mille adhérents sont exclusivement des gens de bonne volonté sans pouvoir politique. La Prévention routière veut mener des actions de partenariat et de complémentarité avec tout le monde sans exclusive, avec la police, les directions de l'équipement, les enseignants, etc. »

« Dans quel sens souhaitez-vous modifier l'action de la Prévention routière ? »

« Elle fait déjà très bien, tout ce qu'elle a à faire. Je suis persuadé qu'on n'a pas encore utilisé à fond la prévention médicale. Prenant la route des personnes qui ont des problèmes de vue, des conducteurs ayant absorbé des tranquillisants et même des médicaments. Si on proposait à tous des examens médicaux systématiques, on détecterait les gens devenus physiologiquement dangereux. Ils recevraient un bon conseil médical, par exemple de s'arrêter quelques jours, de se reposer ou de faire attention à leur vue. »

« En fait, notre mission consiste à mener à bien des actions modestes et répétitives, comme la création d'aires de repos sur les routes des vacances pour que petits et grands se détendent en buvant, en mangeant, en contrastant, ce qui évite bien des accidents dus à la fatigue. Voilà quelque chose qui va dans le bon sens et qui est insupportable. »

« Conservez-vous d'autres responsabilités que la prévention routière ? »

« Oui. Je suis toujours conseiller de M. Gilbert Trigano pour la modernisation de la formation du personnel du Club Méditerranée. On m'a chargée de la nouvelle Fondation internationale de la francophonie sous la responsabilité de M. Alain Docaux. »

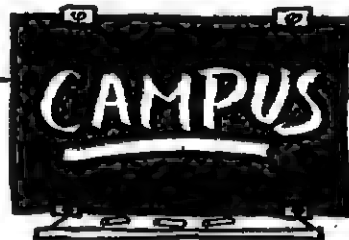
« Serez-vous présidente à plein temps ? »

« On est toujours et partout à plein temps. Ce qui ne veut pas dire être au bureau à 7 heures du matin et se mêler de tout, mais rester disponible. J'ai l'intention d'être très présente sur le terrain, dans nos délégations régionales où il importe de conforter ceux qui se dévouent à la sécurité routière. »

« Aimez-vous conduire ? »

« Beaucoup, mais je suis une conductrice sage. Il y a souvent des enfants dans ma voiture, ça fait réfléchir ! »

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS.



Des étudiants téméraires

L'Aérospatiale, en association avec la Guilde européenne du raid, a récompensé, par un Grand Prix aéronautique de l'aventure, les élèves les plus téméraires des écoles d'ingénieurs. Ils devaient présenter à un jury, présidé par le spationaute Patrick Baudry, un projet d'œuvre marquant audace, originalité et imagination, et ayant une certaine « valeur humaine ». Le règlement précisait que « les lieux éventuels du projet avec l'espace aérien ainsi que ses aspects techniques seraient appréciés positivement ».

Les deux équipes lauréates ont fourni la preuve. Gilles de Chassy et ses trois camarades de l'Ecole centrale de Paris ont reçu 200 000 francs pour leur projet Aéro. Ils tentent de reconstruire l'Ecole de Clément Ader, à bord duquel ils veulent traverser la Manche en juin 1930, à l'occasion du centenaire du premier envol motorisé. L'autre prix de 200 000 francs a été remis à Jean-Pierre David et deux étudiants en génie mécanique de l'université de technologie de Compiègne pour « Ciel ma moto » : une moto volante qu'ils ont inventée en adaptant sur une machine de série une hélice et un parachute. Un engin inédit pour un raid exotique, qui doit les conduire du lac Turkana, au pied du Kilimandjaro, jusqu'au Kenya. Le projet « Boréal 89 », doté de 70 000 francs, doit permettre à Eric Henri, de l'Ecole spéciale de mécanique et d'électricité, de conduire une opération de réinsertion de trois toxicomanes, grâce à un mois d'aventure dans le Grand Nord québécois.

Rodolphe Le Riche, de Compiègne également, et son coéquipier, ont reçu 30 000 francs pour parcourir en tandem, sur un vélo tout terrain, 2 000 kilomètres de étapes et dénivelé en Mongolie-Extrême, sans assistance. Lorsque les événements de Chine le permettront...

C.L.C.

La bourse du pub

Le pub Kitty O'Shea offre à un étudiant français titulaire d'un diplôme équivalent à la licence, une bourse d'études d'un an pour préparer au Trinity College de Dublin le diplôme de master of philosophy in Anglo-Irish literature. Le voyage, les frais de séjour et de scolarité sont pris en charge par cet établissement établi à Paris et à Dublin, et qui souhaite promouvoir les relations entre les deux pays. Les candidats doivent rédiger un essai d'une douzaine de pages sur la philosophie du thème « Ireland, one of the twelve », avant le 31 mars 1990.

★ Renseignements : Pat Kitty O'Shea, 10, rue des Capucines, 75002 Paris. Tél. : (1) 40-15-00-30.

Droit allemand

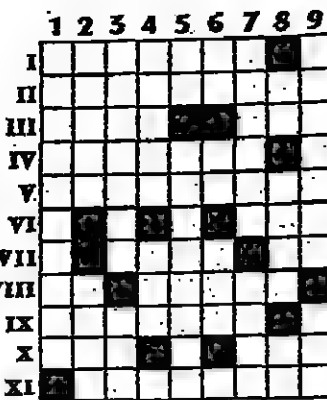
Une formation de deuxième cycle permettant aux étudiants

de droit privé d'acquiescer une formation en droit allemand créée à la rentrée prochaine, à l'université II. Elle comportera : des cours d'initiation au système juridique de la République fédérale, au droit allemand du commerce et des sociétés, au droit allemand de la distribution ; un enseignement approfondi de la langue allemande, un séjour d'un semestre dans une faculté de droit allemande. Les candidats doivent être titulaires du DEUG mention droit et justifier d'une connaissance suffisante de la langue allemande.

★ Université Paris-II, 12, place du Panthéon, 75005 Paris. Tél. : 46-34-96-05.

Mots croisés

PROBLEME N° 5830



VERTICALEMENT

- Homme qui n'en est pas un.
- Des quinquilles sont utiles pour sa fabrication. Joignant le geste à la parole.
- Arrive dans la poche. C'est souvent le mot de la fin.
- Employé pour rassembler les montons. A des robes à nettoyer.
- Préposition. Se porte bien.
- Notes. Partie de cartes. Des milliers de lustres.
- Réalistes pour un sondage. Titre ancien.
- Nous arrive à la cheville. Faisait avancer bien des choses. Qui s'est donc fait attendre.
- Participe à un concours. On certains encaissent mal les coups qu'ils prennent.

Solution du problème n° 5829

Horizontalement

- Cocarde.
- II. Hâle. Gan.
- Idem.
- IV. Raser. Si.
- V. Accorde.
- VI. Or. Umar.
- VII. Récrimine.
- VIII. Lésés.
- IX. Sna. Tuer.
- X. Trémer. Nu.
- XI. Nasses.

Verticalement

- Harboriste.
2. Cédé. Ré. Ur.
3. Aléa. Clon.
4. Sincère. Na.
5. Extrémistes.
6. Ramours.
7. Age. Brisé.
8. Tasse. Um.
9. En. Recur.

GUY BROUTY.

LOTTO LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER AUX BILLETTS ENTRÉS (J.O. du 22/06/89)

Le tirage du TAO-TAG se fera samedi 24 juin 1989 à 20h00.

Le numéro gagnant : **3 3 9 1 1 0** gagne **4 000 000,00 F**

Les numéros	Les numéros	Les numéros	Les numéros	Les numéros	gagnent
0 3 9 1 1 0	6 3 9 1 1 0	3 3 9 1 1 0	3 3 9 1 1 0	3 3 9 1 1 0	4 000,00 F
1 3 9 1 1 0	7 3 9 1 1 0	3 3 9 1 1 0	3 3 9 1 1 0	3 3 9 1 1 0	400,00 F
2 3 9 1 1 0	8 3 9 1 1 0	3 3 9 1 1 0	3 3 9 1 1 0	3 3 9 1 1 0	200,00 F
3 3 9 1 1 0	9 3 9 1 1 0	3 3 9 1 1 0	3 3 9 1 1 0	3 3 9 1 1 0	100,00 F

Tous les billets valent 10 F.

Le tirage du TAO-TAG se fera samedi 24 juin 1989 à 20h00.

LOTTO LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER AUX BILLETTS ENTRÉS (J.O. du 22/06/89)

Le tirage du TAO-TAG se fera samedi 24 juin 1989 à 20h00.

Le numéro gagnant : **4 8 20 31 32 42** gagne **4 000 000,00 F**

Les numéros	Les numéros	Les numéros	Les numéros	Les numéros	gagnent
0 4 8 20 31 32 42	1 4 8 20 31 32 42	2 4 8 20 31 32 42	3 4 8 20 31 32 42	4 4 8 20 31 32 42	4 000,00 F
5 4 8 20 31 32 42	6 4 8 20 31 32 42	7 4 8 20 31 32 42	8 4 8 20 31 32 42	9 4 8 20 31 32 42	400,00 F
10 4 8 20 31 32 42	11 4 8 20 31 32 42	12 4 8 20 31 32 42	13 4 8 20 31 32 42	14 4 8 20 31 32 42	200,00 F
15 4 8 20 31 32 42	16 4 8 20 31 32 42	17 4 8 20 31 32 42	18 4 8 20 31 32 42	19 4 8 20 31 32 42	100,00 F

Tous les billets valent 10 F.

Le tirage du TAO-TAG se fera samedi 24 juin 1989 à 20h00.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONDAMNATION PÉNALE.

Par jugement rendu le 23 janvier 1989 (contradictoire article 411 C.P.P.), la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ - pour avoir à Paris, le 18 mars 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, entrant par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du code du travail, en faisant travailler 12 salariés exposés à un risque de chute dans le vide, sans protection collective ou individuelle, à la peine de 13 amendes de 500 F chacune, M. KAUFMANN Gérard Paul, né le 11 février 1937 à Mulhouse (Haut-Rhin), gérant de la société DAMIFER, 142 bis, rue Gustave-Delory à Héris (Nord).

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition.

N'AYANT APPEL.

Par arrêt de la 13^e chambre de la cour d'appel de Paris du 28 février 1989, M. AMAR Edouard, 99, rue Marceau à Paris (18^e), a été condamné à 10 000 F d'amende pour délit d'ouvrages contrefaits, apposition et usage de marques contrefaites.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONDAMNATION PÉNALE.

Par jugement rendu le 21 décembre 1988 (contradictoire) sur opposition du jugement du 25-11-1987, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ - pour avoir à Paris, le 16 avril 1987, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, entrant par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II et III du titre III du code du travail, en faisant travailler 5 salariés dans un immeuble en démolition dans les locaux d'écoulement par un système d'écoulement n'ayant pas été suffisamment aménagés, notamment en recouvrant une trémie carrée d'environ 50 cm d'une planche en bois dont la superficie était à peine égale à la surface de la trémie ; le 12 mai 1987, en faisant travailler un salarié sur une plate-forme sans protection latérale - à la peine de 6 amendes de 3 000 F chacune.

LUPO André, Jacques, René Elie, né le 17 juillet 1948 à Toulouse (Haute-Garonne), promoteur immobilier, 34, rue Hamelet à Paris (16^e).

Le tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.

N'AYANT APPEL.

Par arrêt du 21 décembre 1987, définitif, la cour d'appel d'Aix-en-Provence, 5^e chambre, a déclaré : CAZET Alain, né le 24 septembre 1967 à Castelsarrasin (32), demeurant Chemin des Basses-Ribes-Sainte-Anne, 06130 Grasse, coupable de contrefaçon d'une œuvre d'esprit contrast 1986. Et, en vertu des articles 423, 426, 426-1, 428 et 429 du code pénal, le condamner à six mois d'emprisonnement avec sursis, à une amende de 6 000 F et publication dans Nice-Matin et le Monde.

Le tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Monde.

Pour extrait conforme, LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONDAMNATION PÉNALE.

Par jugement (contradictoire) rendu le 9 janvier 1989, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour TROMPERIE SUR LA QUALITÉ DE LA MARCHANDISE VENDUE ET D'INFRACTIONS A LA LOI « SCRIVENER », pour avoir à Paris, courant février et mai 1988, pratiqué ou fait pratiquer le démarchage à domicile de personnes physiques pour proposer la vente de marchandises en percevant un versement en numéraire ou effet avant expiration du délai de réflexion de 7 jours, et sans utiliser des contrats conformes à l'article 2 de la Loi du 22-12-1972, trompé ou tenté de tromper le contractant sur la nature, les qualités substantielles de la marchandise vendue, ou sur le montant en versement de la déduction faite de - montre en or 18 carats - des montres en métal recouvert d'un flash d'or d'une épaisseur inférieure à 5 microns.

KABAS Didier, né le 27 juin 1962 à Paris (12^e), gérant de la SARL TROPICOR, demeurant 58, av. Simon-Bolivar, Paris (19^e), à la peine de six mois

d'emprisonnement avec sursis et une amende de 20 000 F.

Le tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.

N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 13^e chambre de la cour d'appel de Paris du 8 novembre 1988, section A, Mme MAZEL épouse CHA-PALAIS, née le 22-02-1928 à BOURDEAUX (24), demeurant à Paris (9^e), 47, rue des Martyrs, a été condamnée à 30 000 F d'amende pour TROMPERIE commise le 14 janvier 1986 à Paris (art. 1, 3, 5 et 7 de la loi du 1^{er} août 1905).

Le tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Monde ; l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant sept jours, aux frais du condamné, sur la porte extérieure de l'immeuble 12, rue Paul-Coudere à Sceaux (92).

Sté nouvelle des Quatre Saisons, ou Mme Mazel, PDG de société, exerce son activité.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

Pour extrait conforme, LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONDAMNATION PÉNALE.

Par jugement (contradictoire) rendu le 10 mai 1988, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour DÉTENTION DE DENRÉES CORROMPUES ET NUISIBLES A LA SANTÉ, pour avoir à Paris, le 26 juin 1987, détenu sans motif légitime des denrées servant à l'alimentation de l'homme, corrompues et impropres à la consommation, à la peine de 3 mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende.

RIQUIER François, né le 20 juin 1962 à Versailles (78), restaurateur, 7, rue Tournetfort à Paris (5^e).

Le tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.

N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONDAMNATION PÉNALE.

Par jugement (contradictoire, article 411 C.P.P.) rendu le 10 octobre 1988, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTIONS AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ - bâtiment et travaux publics, - pour avoir à Paris, le 1^{er} septembre 1987, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, entrant par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II et III du titre III du code du travail, en faisant travailler 3 salariés exposés à une chute dans le vide sans protection et en faisant travailler 3 salariés avec des échelles trop courtes pour accéder au lieu de travail, à la peine de 3 amendes de 2 000 F chacune, CHAPON Jean-Antoine, né le 30 janvier 1931 à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), PDG de la société GLADAMOVER, demeurant route de Marçigny à Pouilly-sous-Charluis (Loire).

Le tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.

N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONDAMNATION PÉNALE.

Par jugement (contradictoire) rendu le 31 octobre 1988, la 31^e chambre correctionnelle de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ, pour avoir à Paris, le 2 mars 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, entrant par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II et III du titre III du code du travail en faisant travailler 2 salariés à une hauteur de plus de 3 mètres sans mettre en place des moyens de protection collective, les exposant ainsi à un risque de chute dans le vide, à la peine de deux amendes de 3 000 F chacune.

FAJOT Philippe, né le 4 août 1950 à Courbevoie (92), gérant de la société BORGNY SERVICE, demeurant 25, rue des Gréillons à Gennevilliers (92).

Le tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.

N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONDAMNATION PÉNALE.

Par jugement (contradictoire) rendu le 9 janvier 1989, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour TROMPERIE SUR LA QUALITÉ DE LA MARCHANDISE VENDUE ET D'INFRACTIONS A LA LOI « SCRIVENER », pour avoir à Paris, courant février et mai 1988, pratiqué ou fait pratiquer le démarchage à domicile de personnes physiques pour proposer la vente de marchandises en percevant un versement en numéraire ou effet avant expiration du délai de réflexion de 7 jours, et sans utiliser des contrats conformes à l'article 2 de la Loi du 22-12-1972, trompé ou tenté de tromper le contractant sur la nature, les qualités substantielles de la marchandise vendue, ou sur le montant en versement de la déduction faite de - montre en or 18 carats - des montres en métal recouvert d'un flash d'or d'une épaisseur inférieure à 5 microns.

KABAS Didier, né le 27 juin 1962 à Paris (12^e), gérant de la SARL TROPICOR, demeurant 58, av. Simon-Bolivar, Paris (19^e), à la peine de six mois

d'emprisonnement avec sursis et une amende de 20 000 F.

Le tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.

N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONDAMNATION PÉNALE.

Par jugement (contradictoire) rendu le 9 janvier 1989, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour TROMPERIE SUR LA QUALITÉ DE LA MARCHANDISE VENDUE ET D'INFRACTIONS A LA LOI « SCRIVENER », pour avoir à Paris, courant février et mai 1988, pratiqué ou fait pratiquer le démarchage à domicile de personnes physiques pour proposer la vente de marchandises en percevant un versement en numéraire ou effet avant expiration du délai de réflexion de 7 jours, et sans utiliser des contrats conformes à l'article 2 de la Loi du 22-12-1972, trompé ou tenté de tromper le contractant sur la nature, les qualités substantielles de la marchandise vendue, ou sur le montant en versement de la déduction faite de - montre en or 18 carats - des montres en métal recouvert d'un flash d'or d'une épaisseur inférieure à 5 microns.

KABAS Didier, né le 27 juin 1962 à Paris (12^e), gérant de la SARL TROPICOR, demeurant 58, av. Simon-Bolivar, Paris (19^e), à la peine de six mois

d'emprisonnement avec sursis et une amende de 20 000 F.

Le tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.

N'AYANT APPEL.

LOTTO LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER AUX BILLETTS ENTRÉS (J.O. du 22/06/89)

Le tirage du TAO-TAG se fera samedi 24 juin 1989 à 20h00.

Le numéro gagnant : **4 8 20 31 32 42** gagne **4 000 000,00 F**

Les numéros	Les numéros	Les numéros	Les numéros	Les numéros	gagnent
0 4 8 20 31 32 42	1 4 8 20 31 32 42	2 4 8 20 31 32 42	3 4 8 20 31 32 42	4 4 8 20 31 32 42	4 000,00 F
5 4 8 20 31 32 42	6 4 8 20 31 32 42	7 4 8 20 31 32 42	8 4 8 20 31 32 42	9 4 8 20 31 32 42	400,00 F
10 4 8 20 31 32 42	11 4 8 20 31 32 42	12 4 8 20 31 32 42	13 4 8 20 31 32 42	14 4 8 20 31 32 42	200,00 F
15 4 8 20 31 32 42	16 4 8 20 31 32 42	17 4 8 20 31 32 42	18 4 8 20 31 32 42	19 4 8 20 31 32 42	100,00 F

Tous les billets valent 10 F.

Le tirage du TAO-TAG se fera samedi 24 juin 1989 à 20h00.

LOTTO LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER AUX BILLETTS ENTRÉS (J.O. du 22/06/89)

Le tirage du TAO-TAG se fera samedi 24 juin 1989 à 20h00.

Le numéro gagnant : **4 8 20 31 32 42** gagne **4 000 000,00 F**

Les numéros	Les numéros	Les numéros	Les numéros	Les numéros	gagnent
0 4 8 20 31 32 42	1 4 8 20 31 32 42	2 4 8 20 31 32 42	3 4 8 20 31 32 42	4 4 8 20 31 32 42	4 000,00 F
5 4 8 20 31 32 42	6 4 8 20 31 32 42	7 4 8 20 31 32 42	8 4 8 20 31 32 42	9 4 8 20 31 32 42	400,00 F
10 4 8 20 31 32 42	11 4 8 20 31 32 42	12 4 8 20 31 32 42	13 4 8 20 31 32 42	14 4 8 20 31	

Communication

Des actions très convoitées

La CFDT demande le retour à la « collectivité nationale » de 6 % de TF 1

Qui rachètera les 6 % de TF 1 détenus par la Syllia ? Cette société avait été créée lors de la privatisation de la chaîne pour porter les 10 % d'actions réservées au personnel, et vendues à 132 F l'action (au lieu des 165 F du prix de vente au public). Mais le personnel de TF 1 (mille cinq cents personnes environ) n'a pas exercé tous ses droits. Et la Syllia décline toujours 6 % du capital de TF 1 environ, d'une valeur de 480 millions de francs au cours actuel de l'action (414 F). La loi de privatisation prévoit que la Syllia peut remettre ces actions sur le marché dès le mois d'août, et au plus tard en 1991. Les dix actionnaires de la Syllia (BNP, Société Générale, BUL, Crédit lyonnais, banque Worms, société de Bourse Châtel Dupont, Suez, groupe Maxwell, GNF et TF 1 elle-même) en détiennent chacun 10 %, depuis que TF 1, qui en détenait 45 %, a baissé sa part pour faire droit aux

critiques du comité d'entreprise en 1987. C'est dans ce contexte que la CFDT Radio-Télé demande que ces actions « retournent à la collectivité nationale », faisant ainsi de TF 1 une société d'économie mixte. Mais la CFDT n'est pas seule à s'intéresser à ces actions.

Certains n'ont pas manqué de remarquer que l'amendement voté par le Sénat pour autoriser la détention de 33 % d'une chaîne privée cotée en Bourse (au lieu du plafond actuel de 25 %) avait permis au groupe Bouygues de reprendre ces actions à son compte. Même si cet amendement n'est pas adopté par l'Assemblée nationale (le Monde du 14 juin), ce bloc d'actions pourrait jouer son rôle dans la reconstitution du capital de TF 1.

Les groupes Bouygues et Boussac ont en effet envisagé un rapprochement qui n'est traduit par une candidature commune (et un échec

commun) au satellite TDF 1, et surtout par l'entrée de Boussac au capital de TF 1 (3,5 %) et de sa maison mère, le groupe Bouygues (2,5 %). Les relations entre Bouygues et son principal associé Maxwell (12 % de TF 1) n'étant pas vraiment cordiales, un renforcement de Boussac dans TF 1, grâce à la Syllia, permettrait un nouvel équilibre.

Mais le gouvernement ne l'entend pas de cette oreille, et étudie plusieurs solutions pour « éviter tout phénomène spéculatif et toute stratégie possible sur ces actions », dit-on au ministère de la culture. Car une modification substantielle du capital pourrait remettre en cause la décision d'autorisation de TF 1 déléguée par la CNCL. « Aucune décision n'est encore prise sur la vente de ces actions », précise la chaîne.

M.C.L.

M. Didier Plateau nouveau PDG

Casterman renforce sa présence en France

Casterman, le célèbre éditeur belge de bandes dessinées - *Thuis, Quick et Flupke, Corto Maltese* etc. - et de livres, renforce sa présence en France. Après avoir implanté sa filiale Casterman-France, le groupe a créé en 1988 une filiale de distribution, Districast à Courbevoie (Seine). Outre les ouvrages Casterman, Districast distribue aussi ceux des éditions Atlas et Pastorelly, éditeur de « Tout Pagnol ». Casterman s'est aussi lancé dans la co-édition de livres d'art - sur Magritte, Buffet, Klee, etc. - avec les Nouvelles éditions françaises (NEF).

La maison d'édition implantée à Tournai (Belgique) et qui a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 450 millions de francs a l'intention de poursuivre ce développement et de développer la diffusion de ses ouvrages en France. Casterman-France et Districast viennent donc de se doter d'un nouveau PDG, Didier Plateau, et d'un directeur général, Simon Casterman. Didier Plateau, qui succède à Étienne Pilet, nommé secrétaire général du groupe éditorial, a mené la direction de Casterman. Au poste de directeur général du département édition, fonction qu'il conserve, il a notamment développé la création en bandes dessinées, mis au point un catalogue de livres d'histoire, aidé à la création des magazines *« Sifus et Corto »* et à la production depuis 1981 de deux séries animées comme *« Yaktar, Petzi et Quick et Flupke »*, diffusés par Antenne 2. Riche d'un catalogue de mille huit cents albums de bandes dessinées, Casterman est actuellement en négociation afin de produire de nouvelles séries pour la télévision.

Y.-M.L.

La situation financière des chaînes publiques

Déficit pour A2, bénéfice pour FR3

A l'occasion du débat parlementaire sur l'audiovisuel public ont été dévoilés les résultats financiers des deux chaînes publiques, A2 et FR3, qui doivent encore être approuvés par les assemblées générales prévues respectivement les 26 et 30 juin. Antenne 2 affiche un déficit de 100 millions de francs, qu'elle explique essentiellement par les pertes de recettes publicitaires consécutives aux grèves de l'automne (80 millions de francs), ainsi que par des objectifs trop ambitieux fixés par le Parlement en matière de collecte (125 millions de francs réalisés contre 177 budgets). Ces pertes n'ont pas été compensées en fin d'année alors que dans les années précédentes la chaîne faisait souvent les yeux sur des « dépassements » publicitaires qui jouaient un rôle de soupape de sécurité dans les budgets.

Pas mécontente d'appareiller pour une fois comme meilleure qu'A2, FR3 a aussi fait savoir qu'en

1988 elle avait enregistré un bénéfice net de 23,1 millions de francs, soit un augmentation de 145 des horaires de diffusion et de 13 % ses investissements en production nationale.

Si les chaînes publiques étaient libres de leurs mouvements, en recettes comme en dépenses, ces chiffres seraient sans grande signification. Mais tel n'est pas le cas : c'est le Parlement qui fixe le montant de la redevance et les objectifs publicitaires. Or ceux-ci ne seront pas moins difficiles à tenir en 1989 : les pertes d'audience enregistrées par les chaînes publiques vont continuer à se traduire en termes pécuniaires. De plus, la structure des écrans publicitaires de ces chaînes les handicape par rapport aux heures de grande écoute. Ainsi Antenne 2 devra attendre la refonte de sa tranchée de 19 heures-20 heures, une fois « libérée » des informations régionales, pour regagner du terrain sur ce créneau.

Par ailleurs, le budget 1989 a reconduit des objectifs qui n'ont pu être réalisés l'année passée : la publicité collective d'A2 est par exemple toujours survallée à 177 millions de francs, sur un budget total de 3,025 milliards de francs. Le futur PDG comme des deux chaînes devra gérer des budgets sous contrainte.

M.C.L.

La télévision par satellite en Grande-Bretagne

Cinq chaînes mais six mois de retard pour BSB

L'Independent Broadcasting Authority (IBA), organisme britannique chargé de réguler les chaînes privées, vient d'accorder au consortium British Satellite Broadcasting (BSB) deux canaux supplémentaires pour la diffusion directe de télévision par satellite, qui s'ajoutent aux trois alloués précédemment. Avec cinq chaînes, BSB pourra donc exploiter l'ensemble des fréquences de télévision directe de la Grande-Bretagne (chaque pays d'Europe a reçu cinq fréquences lors d'une conférence internationale à Genève en 1977), à partir d'un satellite de construction américaine qui doit être lancé en août. Cette victoire de BSB, obtenue face à deux autres demandeurs (ITC et Starstream) n'empêche pas le consortium d'affronter de sérieux problèmes.

La mise au point des antennes de réception câblées (« squarrels ») sur lesquelles BSB basait sa publicité a pris de retard. Aussi BSB a-t-il décidé de repousser au printemps 1990 le lancement commercial de

ses chaînes, prévu initialement en octobre. D'ici là, BSB devra procéder à une nouvelle augmentation de capital, de 400 millions de livres. Ses actionnaires principaux sont l'homme d'affaires australien Alan Bond, qui a l'intention de se retirer prochainement (« le Monde » du 22 avril), les groupes britanniques Pearson et Granada, et la française Chargeurs SA de M. Jérôme Seydoux.

En choisissant d'attendre, BSB pourra offrir un éventail de programmes plus large, et se donner le temps de régler les problèmes de commercialisation des équipements de réception qui ont handicapé son principal concurrent, M. Rupert Murdoch, et ses quatre chaînes Sky Television regroupées sur le satellite Astra. Mais ce dernier garde l'avantage de l'antériorité, et pourra notamment profiter de la période de Noël, saison de pointe pour la vente des matériels audiovisuels.

M.C.L.

Un hôtel parisien équipé d'un réseau Visicâble

Un hôtel de premier arrondissement de Paris vient de doter ses cent dix-huit chambres avec un réseau câblé de télévision de type Visicâble Plus, une technologie légère commercialisée par une filiale de Canal Plus et de Thomson. Répondant à des critères de la capitale, ce mini-réseau offrira aux clients de l'hôtel les

chaînes nationales gratuitement, et les autres sur la base d'un paiement à la consommation (Pay per View).

Un assés ainsi à la mise en place d'un « second niveau » de câblage, dont la construction et l'exploitation privées se déroulent en marge du schéma général dans lequel France-Télécom construit le réseau, et la société Paris-Câble l'exploite. La création de mini-réseaux privés, adaptés aux collectivités comme les hôtels, foyers ou hôpitaux, à l'intérieur des grands réseaux du plan Câble, est l'un des objectifs de Visicâble Plus, à côté du câblage de villes moyennes (la portée technique du réseau atteignant maintenant 8 kilomètres). En créant ainsi des « poches » dans les grands réseaux, la politique de vente en consommation finale peut être adaptée, ce qui n'est pas le cas pour les particuliers câblés directement dans la technologie actuelle.

Virgin-France se lance dans l'achat de droits audiovisuels. Virgin-France et le holding financier Palsu-Mermont S.A. viennent de constituer la société 2001 Audiovisuel, qui interviendra sur le marché des droits audiovisuels en France et en Europe. Présidé par M. Jean-Marcel Lefranc (Virgin) et François de Bernard (Palsu-Mermont), cette société doit également coproduire des courts métrages. Son tour de table réunit plusieurs établissements financiers comme la Société financière d'Autun, le groupe des Banques populaires et la Caisse d'Épargne (Eureux) de Cannes-Grasse.

MEDIASPOUVOIRS

Sommaire du n° 15 JUN-JUILLET-AOÛT 1989

Dossier

MÉDIAS : LES NOUVEAUX VENUS

Pierre MUSSO et Guy PINEAU
La stratégie de Berlusconi : du télé au média
Bernard CLARENS
Parcours sans faute de Jean-Paul Baudouin, entrepreneur de radio
Guillaume GOUBERT
Gérard Worms (Suez) : Un financier dans la communication

Bernard PRADES

Les trois challenges de Lyonnaise

Jean-Paul LAFRANCE

Le modèle artisanal des réseaux câblés : le cas

Jean-Marie CHARON

France Télécom : l'inévitable partenaire

Isabelle PAILLART

Les villes communiquent etc.

BAVARD PRESSE

Téléphone : (1) 47.23.81.88

(Publicité)

A l'occasion de la visite officielle

de M. Mikhail Gorbatchev à Paris le 5 juillet

P.A.J.E.F.

(Assoc. des journalistes économiques et financiers)

et EXA INTERNATIONAL organisent un colloque.

LA PERESTROÏKA ÉCONOMIQUE

Chances ou mirage pour les entreprises ?

Avec la participation exceptionnelle de Valentin Pavlov,

ministre des finances, et Vladimir Seberkov, ministre des prix.

Seront présents : Abel Aganbegyan, Vladimir Bessanov,

Gabriel Popov, Bernard Cambournac, Lolk Le Floch-Prigent,

Jean Gandois, Samuel Pissar...

Participation : 3 300 F HT - 3 913,80 F TTC.

(Attention nombre de places limité)

Renseignements et inscriptions

TEL : (1) 42-85-72-36 - Télécopie : 42-81-27-51

EXA INTERNATIONAL - « Colloque AJEF »

87, rue Saint-Lazare 75009 Paris.



DROUOT-RICHELIEU

9, rue Drouot, 75009 PARIS

Téléphone : 48-00-20-20

Télécopie : Drouot 642280

Informations téléphoniques permanentes : 48-00-20-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Régisseur G.S.P., 64, rue La Boétie, Paris. Tél. : 48-63-12-66

Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 heures à 18 heures, sauf indications particulières, * après le matin de la vente.

LUNDI 26 JUIN

- S. 2 - Livres d'histoire des 15^e et 16^e s. Livres anciens. Bonnes livres reliées modernes. PARIS AUCTION (M^{rs} Cardinaud, Kalk-Moreau). Tél. : 42-36-89-10. MM. Guerin et Courvoisier.
- S. 3 - Bijoux, argenterie ancienne et moderne. - M^{rs} AUDAP, GODEAU, SOLANET, M^{rs} DELORME.
- S. 5 et 6 - 14 h 30 Dessins et tableaux anciens provenant de la succession de la comtesse Alain Costa de Beauregard, des collections du château de Beaucourt et appartenant à divers amateurs par ou attribués à : A. van Aertveld - L. Beckinghous - J. van Breda - F. Cassova - V. Codazzi - G. Coque - J. Corde - J. Dureau - G. Francis - F. Goud - C. van Haeften - W. Houdin - H. Jourd'heuil - Th. Lemaire - C. Lellenbergh - L. Liche - F. Le Moyne - J. Lingelbach - J. van Oost - J.-B. Perrotman - A. Schouman - A. van Strij - F. Snyders - L.-R. Tihouasse - C. de Vos. Sc. de la Renaissance 1500. SCULPTURES PAR PAJOU ET FALCONET. - M^{rs} LIBERT, CASTOR.
- S. 10 - Objets d'art. - M^{rs} BONDU.
- S. 13 - Bons meubles, objets mobiliers. - M^{rs} ADER, PICARD, TAJAN.
- S. 15 - Numismatique. - M^{rs} COUTURIER, de NICOLAY, BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN M. Bouquet, expert.
- S. 16 - Tapie. M^{rs} ROGBON.

MARDI 27 JUIN

- S. 1 et 7 - Tableaux anciens. Meubles. ARCOLE. - M^{rs} RIEUNIER, RAILLY-FOUMERY.
- S. 2 - 11 h 45 et 14 h 15, collection Yves Sabot. « TUMACO ». Mille ans d'art précolombien (Sud Colombien). - M^{rs} LOUDMER.
- S. 3 - Mobilier de château, tableaux, meubles et objets d'art. - M^{rs} DAUSSY, de RICQUES.
- S. 10 - Livres anciens et modernes. - M^{rs} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. M^{rs} Vidal-Mégret.
- S. 15 - Suite de la vente du 26 juin. - M^{rs} COUTURIER, de NICOLAY, BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN.

MERCREDI 28 JUIN

- S. 2 - Art nouveau, art déco. M^{rs} REINAUD (ARCOLE).
- S. 3 - 14 h 15 - Bijoux, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et moderne. - M^{rs} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Déchant et Sureau, experts. Exposition à l'étude sur rendez-vous.

Veuillez contacter Lucien Gouglé au (1) 42-61-80-47 - Poste 623.

- S. 5 et 6 - 14 h 30 - Objets d'art et de très bel aménagement provenant notamment de la succession de M^{rs} M... de la succession de M^{rs} Y... des collections de M^{rs} et M^{rs} L... et appartenant à divers amateurs. - M^{rs} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Dille, Le Puel et de l'Espère. Exposition publique (salle 5 et 6) mardi 27 juin de 11 h à 18 h.

Veuillez contacter Chantal Gouglé au (1) 42-61-80-47 - Poste 624.

- S. 8 - 11 h 15 et 14 h 15, suite de la vente du 27 juin. - M^{rs} LOUDMER.
- S. 11 - 14 h 15 - Art d'Extrême-Orient. - M^{rs} ADER, PICARD, TAJAN, M. Fortier, expert.
- S. 12 - Estampes, lithographies et aquarelles. - M^{rs} LENORMAND, DAYEN.
- S. 14 - Tableaux, tableaux, meubles anciens et de style. - M^{rs} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
- S. 15 - Suite de la vente du 26 et 27 juin. - M^{rs} COUTURIER, de NICOLAY, BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN.

JEUDI 29 JUIN

- S. 9 - 14 h ARTS PRIMITIFS : Amérique, Océanie, Afrique. - M^{rs} LOUDMER. Exposition pour l'Australie : 8 h lundi 26/06 de 11 h à 18 h, pour l'Afrique et l'Océanie : 9 mercredi 28/06 de 11 h à 18 h et de 21 h à 23 h et le jeudi 29/06 de 11 h à 18 h.
- S. 10 - Saites en douane. M^{rs} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 11 - Suite de la vente du 28 juin. - M^{rs} ADER, PICARD, TAJAN.
- S. 12 - Cartes postales. M^{rs} MORAND.

VENREDI 30 JUIN

- S. 2 - 14 h 15 - Objets d'art et de bel aménagement des 18^e et 19^e siècles. - M^{rs} ADER, PICARD, TAJAN, M. Dille, expert.
- S. 3 - Bijoux, argenterie. - M^{rs} ROGBON.
- S. 5 et 6 - Dessins et tableaux anciens. Meubles et objets d'art de 18^e. Tapisseries. - M^{rs} COUTURIER, de NICOLAY.
- S. 7 - 16 h 30 - Tapie d'Orient. - M^{rs} ADER, PICARD, TAJAN, M. Bertinot, expert.
- S. 10 - Suite de la vente du 29 juin. - M^{rs} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 12 - Cartes postales. - M^{rs} LENORMAND, DAYEN.
- S. 14 - 14 h 15 - Dessins et tableaux anciens. - M^{rs} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Herdohant et Latreille. Veuillez contacter Chantal Gouglé au (1) 42-61-80-47 poste 446.



DROUOT-MONTAIGNE

15, avenue Montaigne, 75008 PARIS

Tél. : 48-00-20-80 - Télécopie 660673

SAMEDI 17 JUIN à 19 h 30

IMPORTANTES TABLEAUX MODERNES dont Cassatt, Dali, Dubuffet, Jean Gria, Laurens, Marc Ray, Picasso, Renoir. - M^{rs} BRIEST, Commissaire-Priseur.

En présence de M^{rs} Lucien SOLANET, commissaire-priseur, 32, rue Drouot, 75009 Paris.

Collection d'un grand amateur

IMPORTANTES TABLEAUX ANCIENS

Principalement flamands et hollandais du 17^e. Bernini, Bar, Rembrandt, Raphaël le Moine, Neri, Oils, Pascher, Ruyssdael, Verax, Dumesnil, Govers, Heck, Sallabert, Suer, Tienin la Jene, Heda, Heron, Hondelcoeter, Kessel, Valckenborch, Valde, Wouwerman, Massys, Michals, Molitor, Molitor, Wynants.

Exceptionnel triptyque : « LA LÉGENDE DE SAINTES LUCIE » par Bernardo MARTORELL. M^{rs} ADER, PICARD, TAJAN, M. Turquin, expert.

Les tableaux sont visibles à l'étude - Ader, Picard, Tajan - 12, rue Favart, 75002 Paris.

Exposition publique à Drouot-Montaigne : lundi 26/06 de 11 h à 22 h et mardi 27/06 de 11 h à 17 h.

Veuillez contacter Chantal Gouglé au (1) 42-61-80-47 - Poste 446.

JEUDI 29 JUIN à 20 h

IMPORTANTES TABLEAUX ANCIENS, DESSINS

M^{rs} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Herdohant et Latreille, de Bayet, Ryand, Turquin. Exposition publique à Drouot-Montaigne : mercredi 28/06 de 11 h à 22 h et jeudi 29/06 de 11 h à 17 h.

Exposition à l'étude (sur rendez-vous) 12, rue Favart, 75002 Paris.

Veuillez contacter Chantal Gouglé au (1) 42-61-80-47 - Poste 446.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-47.
ARCOLE (G.L.E. de C.F.), 40-22-02-30.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-15.
BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
COUTURIER, de NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 48-74-38-93.
DAUSSY, de RICQUES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.
DELORME, 16, rue de Ménilmontant (75009), 48-62-31-10.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RVS-LAURIN), 2, rue Drouot (75009), 42-46-61-14.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lucas (75009), 42-81-50-91.
LIBERT, CASTOR, 3, rue Roquette (75009), 48-24-31-20.
LOUDMER, 18, rue de Provence (75009), 45-23-15-25.
PARIS-AUCTION : de Capry, Cardinaud-Kalk, Desbergues, Demoussier-Dumax, Houdon-Comarier, Ribeyre, 4, rue Drouot 75009 Paris, Tél. : 42-47-03-99.
REINAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
ROGBON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

(Publicité)

MARCEL LASSANGE

SOLDES

du 20 Juin
au 8 Juillet 1989

17, rue du Vieux-Colombier
Paris (6e)

21, rue Marbeuf
Paris (8e)

daniel hechter
SOLDES

71, rue de Passy, 75016 Paris
Centre commercial
Créteil Soleil

MICHEL SWISS
vous accorde
les mêmes
remises exceptionnelles
qu'aux touristes étrangers

PARFUMS
ACCESSOIRES HAUTE COUTURE
PRODUITS DE BEAUTE
MAROQUINERIE
PORCELAINE

PLACE
DE L'OPERA

16, rue de la Paix
75002 Paris 2^e étage
TEL: 42.61.61.11

Du lundi au Samedi
de 9 h à 18 h 30
sans interruption

PLACE
VENDOME

TOUTES
LES GRANDES MARQUES

SOLDES D'ÉTÉ

LES SOLDES!

Oui, les soldes, et ce n'est pas le moment de nous dire que vous n'avez pas le temps, car nous sommes, à un jour près de la Saint-Jean ! Il est impossible d'espérer des journées plus longues que celles que vous vivez en ce moment ! Donc, le temps, vous l'avez, nous vous le donnons ! La Saint-Jean, c'est aussi le début de l'été, cela tombe bien pour se rappeler qu'il est grand temps de renouveler et de mettre un peu de fraîcheur dans votre placard estival. Puisque vous avez le temps et que les soldes ont lieu en ce moment, comme en témoigne cette page ! Qu'attendez-vous ? Oui, on se le demande... Puisque le temps, c'est de l'argent !

RALLY AU PLURIEL

Pour la première fois, Rally organise des grandes soldes dans tous ses magasins de Paris et de province. Tout, vêtements et accessoires, homme, femme, enfant, seront soldés de 30 à 50 % à partir de vendredi 23 juin. Nul doute que cette marque mondialement connue fera des femmes heureuses avec l'escarpin « Pirée » en cuir tressé, noir, brun, rouge, bleu ou jaune à 795 F, soldé à 500 F ! Les sandales soldées à 300 F en cuir tressé bicolore, en toile, 150 F. Pour monsieur, des superbes déryts à partir de 400 F, le mocassin « Ravello » en cuir tressé à 200 F au lieu de 395 F. Sans oublier les pantoufles, les sacs, les accessoires et autres promotions diverses.

HUGO BOSS A MOINS 20 %

Chez Brighton, voici Hugo Boss et ses costumes en laine super 100 à 3 600 F soldés à 2 800 F, en cachemire et laine 2 750 F au lieu de 3 450 F, des vestes en lin soldées à 2 100 F, en lin et laine à 2 300 F, des pantalons en lin à 675 F au lieu de 895 F et des pulls d'été en coton à partir de 600 F. Sous la signature de Cerruti, voici des costumes magnifiques à partir de 3 000 F. Le blouson de style 3/4 de Daniel Hechter, en coton, à 915 F au lieu de 1 525 F. Des chemises Melton, Hugo Boss, Daniel Hechter... à partir de 250 F, 95, rue Saint-Lazare, 75009 Paris. TEL: 48-74-25-54.

LE CLUB EN SOLDE!

Le Club des Dix en soldes ! Révons-nous ? Non, Le Club des

Dix qui pratique d'habitude des prix déjà tellement inférieurs aux prix courants, propose des soldes à 50 % et plus, à cause du ravallement de la façade ! Profitez donc des travaux pour vous offrir un costume de marque : Dior, Fath, Carven... pour 1 700 F seulement, les vestes, laine, coton et lin pour 600 F. Les deux pantalons à 490 F, les 3 chemises et chemisettes, 100 % coton, pour 500 F. Pour madame : des tailleurs de marques différentes à 1 200 F, des ensembles à 900 F, des robes à partir de 500 F, etc. Un choix étonnant est proposé ! Ouvert tous les jours, même le dimanche, 58, Fbg Saint-Honoré 75008 Paris 1^{er} étage. TEL: 42-66-43-61.

DAKS : LE BON CHIC ANGLAIS !

Daks est une marque anglaise qui fait fureur de l'autre côté de la Manche, et, depuis 1986, les parisiens peuvent aussi avoir ce style classique avec le « plus » qu'apporte, justement, Daks : ce qui a fait sa célébrité ! Ce « club » décoré d'acajou et de cuivre, solide en ce moment ! De vrais soldes, même les petits articles tel que Tee-shirts ! Cela va de 20 à 50 % ! Pour femmes, nous avons aimé les ensembles chemisiers et jupes à 50 % de réduction, ainsi que les vêtements classiques bien sûr ! Pour hommes, des vestes en coton, lin, laine fine, des imperméables et de cravates à moins 50 % Daks Corner Paris, 269, rue Saint-Honoré, 75008 Paris.

CHAUSSURES D'ÉTÉ EN SOLDE!

Bonne idée que voilà, les soldes des chaussures Bowen pour vos pieds d'été ! Cette grande marque française de prestige propose des chaussures de bateau pour toute la famille, pour la femme la paire à 300 F au lieu de 450 F, pour l'homme à 350 F au lieu de 495 F et, pour les bambins, seulement 150 F ! Si vous avez le mal de mer et préférez la ville, quoi de plus chic que les mocassins américains cousus main signés Bowen ? Ils sont soldés à 245 F au lieu de 350 F et, pour les enfants, en bordeaux ou marine, 150 F au lieu de 245 F. Enfin, pour les sportifs, les tennis, en toile de toutes couleurs, sont soldés à 100 F ! Bowen, point de vente au TEL: 47-39-80-62.

L'HOMME DE PIED EN CAP!

Marcel Lassange : cet homme habille, entre autres, les comédiens de l'écran et les hommes politiques, et cela de haut en bas ! Maintenant, ils pourront même profiter des soldes et s'acheter des chemises, à cols divers et en popeline de coton à 250 F au lieu de 495 F ! Les cravates qui vont avec, à moins de 50 %, tout comme les pulls, et il y en a beaucoup ! Les chaussures, elles, sont à moins 40 % ! Costumes en laine super 100 à 5 900 F soldés à 3 450 F. Pantalons en coton à 795 F soldés à 390 F, plusieurs coloris. Courez-y vite ! 17, rue du Vieux-Colombier, 75006 Paris et 21, rue Marbeuf 75008 Paris.

MARIE MOOR, LA MODE QUISE CONJUGE!

Marie Moor, cette jeune styliste française, inventeur du bustier « nid d'oiseau » et sa nouvelle transparence, vous propose ses soldes de l'été 89. Ses prix sont habituellement très accessibles, c'est sa volonté première. Apprenez à conjuguer la mode avec Marie Moor et son ensemble baroque italien en lin, inspiré d'une gravure, blazer avec col chape brodé main 650 F, jupe entièrement doublée 350 F, le gilet 450 F et le chemisier 450 F, brodé main. Tee-shirts en lin mélangé à 150 F tailleurs ajourés, entièrement doublés à 900 F les mailles d'été en coton, de style veste, rayées noir, rouge, vert,

bleu marine sur blanc, 200 F, tailleurs 700 F, 74, rue Notre-Dame-des-Champs, 75007 Paris. TEL: 43-25-23-53.

MICHEL SWISS VOUS OFFRE UN CADEAU

Chez Michel Swiss, c'est la fête tous les jours ! La fête des prix. Il suffit de monter au deuxième étage (par l'ascenseur) au 16, rue de la Paix, là, vous trouverez facilement deux cadeaux pour le prix d'un ! En effet, ici, on pratique des prix très compétitifs sur tous les produits de luxe dont tout le monde rêve : parfums de grandes marques et même les derniers sortis, produits de soins, accessoires tels que : sacs, ceintures, foulards signés de grands noms de la couture. Et, en promotion ces jours-ci, pour tout achat de deux produits solaires au minimum, Michel Swiss vous offre un cadeau. Gardez l'adresse précieusement.

MONTANA ON SOLDE!

Le grand styliste parisien Claude Montana qui fait la pluie et le beau temps dans le prêt-à-porter, vous propose, dans ses soldes, de 10 à 50 % sur le cuir. Voici encore : pour madame, des tailleurs en lin à pantalons larges, noir, benetton ou tomate, 4 100 F au lieu de 6 000 F, tailleurs en coton, blanc, noir et beige, à 5 500 F, maintenant soldés à 3 300 F. Divers pulls, débardeurs etc., soldés de 30 à 40 %, des ceintures avec des clous et beaucoup d'autres choses à partir de 350 F. Pour les hommes, il faut absolument voir les pantalons et les chemises en lin, superbes ! 31, rue de Grenelle, 56, av. Marceau ou 3, rue des Petits-Champs à Paris.

L'ÉVÉNEMENT DE L'ÉTÉ CHEZ DANIEL HECHTER 10

Cela se passe... à la boutique phare de Daniel Hechter au cœur du 16^e, 71, rue de Passy. Il faut faire vite, très vite si vous voulez profiter des soldes. Ici les stocks sont très limités, et si vous connaissez la mode de ce créateur parisien, vous savez quelle est délectable comme tout. Si en plus, elle est soldée, alors il faut se dépêcher. Bref, le grand chic pour hommes et femmes dans des prix choqués.

Ça vient de sortir

La balance parfaite

Quoi de neuf dans les balances électroniques ? Quelques choses de révolutionnaires, mesdames et messieurs. Pour la première fois on peut se trouver face à face et savoir s'en servir ! Elle est signée Soehle et elle n'a qu'un seul bouton pour peser et tarer, de plus elle se remet à zéro après chaque pesée et supprime dans le cadage du bol, fait les additions cause-été !... 450 F

Balmain au bijou

Voici que la maison de haute couture Pierre Balmain prête ses salons au service de la joaillerie en installant une boutique d'accessoires de luxe dans le Carré d'Or, George-V. Vous y trouverez dans une ligne de bijoux composés d'or et de diamants ainsi qu'une collection de montres en or, bref, que du beau dans cet espace.

Cherchez l'homme

Belle comme tout, un teint doré 18 carats, ronde, carrée ou rectangulaire, des accessoires, accessoires avec du plumeau, du pécarri, de l'autruche, du lézard... La nouvelle montre « Boucheron » dans une ligne godronnée à partir de 22 000 F cherche de beaux bras sachant l'apprécier à sa juste valeur ! 26, place Vendôme 75001 Paris. TEL: 42-61-55-16.

Récupérateur d'ongles!

Vous elles vivez si je vous dis que l'on peut encore inventer dans le domaine des ongles à ongles, mais c'est vrai, Sandrine vient de la prouver avec un sous-dérmis qui a l'aspect de récupérer les ongles d'ongles ! Noves, une petite phrase à vous : « ongles ! 199 F environ dans les pharmacies.

Matis, l'innovateur!

Après sa fabuleuse ligne « Bis Exornu Maquillage-Cosmétique » destinée à vous donner un teint parfait tout en cachant les imperfections telles que brulures, tâches de naissance, etc., Matis, cette jeune société française, continue dans sa lancée. Voici « Soins fondamentaux embellissants », une petite crème jour et nuit, réparatrice et équilibrante, flatteuse pour le teint, tout en étant fraîche, légère et capotante. Un soin idéal pour les beaux jours. Matis numéro vert. TEL: 05-00-55-33.

Ça vient de sortir

Un nouvel espace, entièrement consacré aux mobiliers contemporains, vient d'ouvrir ses portes à Paris, au 65, rue de Bac, et cela dans un lieu tout à fait exceptionnel, à savoir le couvent des récollettes datant du dix-septième siècle ! Il abrite, sur trois étages, la œuvre de la création contemporaine, cela en des lignes les plus pures pour les concepts à celles pleines d'esprit pour les chaises, en passant par le style géométrique ; sans oublier l'italien Luigi Radice qui, lui, « joue la transparence », comme c'est la mode de la dire.

Le papier peint à l'anglaise

Enfin, le charme anglais se laisse imprimer sur des papiers peints grâce à Salobra, qui le propose dans la gamme « Cherry Hill Studio » avec ses bouquets et girlandes aux différents coloris. Voici des très et des faciles, ainsi que des effets de matières, agrémentés ou non de motifs floraux, marbres mouchetés, moirés, soies sauvages, lamés... et cela à la portée de tous, puisque le rouleau ne coûte que de 164 à 176 F. Salobra, points de vente TEL: (1) 48-34-17-90.

L'hiver selon Aquascutum!

Si vous allez en Scandinavie pour les vacances, jetez donc un coup d'œil, d'abord, sur la collection automne-hiver d'Aquascutum, c'est plus sûr ! D'ailleurs plus qu'elle est irrésistible puisque inspirée d'un des grands mystères de la nature, les pierres précieuses : grenat, lapis, sircan, jade, œil de tigre... Donc des coloris superbes pour des duff-coats, des manteaux, des pulls, des écharpes en cachemire, des tailleurs, des blazers et des robes, 10, rue de Castiglione, 75001 Paris. TEL: 42-60-09-40. GURMAY P.

SOLDES DAKS
269, rue Saint-Honoré 75001 Paris Téléphone 42-60-22-19
ONE LOOK TELLS YOU IT'S DAKS

Librairie del Duca
26, Boulevard des Italiens
75009 PARIS
TEL 47 70 37 17

Montana
Soldes
collections homme et femme
31, rue de Grenelle, Paris-7^e - 56, av. Marceau, Paris-8^e
3, rue des Petits-Champs, Paris-1^{er}

BOWEN®
The luxury shoes
SOLDES
CHAUSSURES
HOMMES - FEMMES - ENFANTS
11, rue Monsieur-le-Prince, 75006 14, avenue Mozart, 75018
40, rue Saint-Honoré, 75001 50, rue du Bac, 75007
30, rue de Miromesnil, 75008 5, place des Terres, 75017
Printemps Haussmann-Parly II-Vélizy II-Galeries Lafayette
Barron's, 17, rue Chomel, 75007
4, rue du Commandant-Pilot, Neuilly-6, rue des Arts, Toulouse

Aquascutum
SOLDE
à des conditions exceptionnelles de prix ses collections
Imperméables et trench
Tailleurs, costumes, cachemire, pull-over, chemisiers
accessoires pour hommes et femmes
10, RUE DE CASTIGLIONE - PARIS-1^{er} (OUVERT DE 10 h à 19 h)

Réalisation DU STOCK
chez le discounteur de luxe ; remises 50 % et plus.
CLUB des 10 COSTUMES DIOR : 8.900 F = 2.495 F
VESTES J. FATH : 3.300 F = 990 F
58, Faubourg-Saint-Honoré.
OUVERT MEME DIMANCHE

Brighton
diffusion
HUGO BOSS
Cloth by Cerruti
LORO PIANA
95, rue St-Lazare,
75009 Paris.
TEL: 48-74-25-54

Marie Moor
SOLDES
ouvert de mardi
à samedi de 11 h à 19 h
74, rue Notre-Dame-des-Champs
75006 Paris
TEL: (1) 43-25-23-53

regle
pour les
E
La mutui
da
ROGRAPHIE
Les règle
du gr
POLONAI
sur la Pologne
et
Europe de l'Es
LIBELLA
143-05 51-05

Europe 1993

Accord entre la France et la RFA

Les règles fiscales sont améliorées pour les travailleurs frontaliers

Un accord est intervenu entre les gouvernements français et allemand pour simplifier la situation fiscale des travailleurs frontaliers français résidant dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. Aux termes d'un projet de convention qui devrait être prochainement signé, et qui s'appliquera à compter du 1^{er} janvier 1990, ces salariés paieront leurs impôts sur le revenu en France et leur domicile sera situé à moins de 30 kilomètres de la frontière, contre 20 kilomètres actuellement.

Cet accord témoigne du souci des gouvernements français et allemands de faciliter la circulation des personnes aux frontières, affirme un communiqué publié le 9 juin par le ministère des finances. Mais l'union locale CFTD d'Alsace, qui a constitué une section syndicale des frontaliers et défend le dossier depuis des années, considère le résultat obtenu comme une « demi-victoire ». Elle craint une augmentation du contentieux entre les deux pays.

Sont exclus de la mesure les intéressés ou les salariés autres que les « salariés parés ». Notamment, les résidents allemands en France, les fonctionnaires en RFA, ne peuvent en bénéficier. Pour aller dans le sens de la réciprocité et « dans un esprit européen », la CFTD aurait souhaité que tous

s'acquittent de leurs impôts sur leur lieu de résidence, à charge pour le pays de reverser automatiquement 50 % des sommes ainsi collectées à son partenaire.

Compte tenu de l'importance prise, au fil des années, par les échanges transfrontaliers, les problèmes de relations fiscales entre les deux pays revêtent une acuité grandissante. Ce qui s'explique à l'origine par des raisons de travail, de commodité de domicile, mais aussi par des causes familiales et conjugales, finit par avoir des répercussions financières pour les administrations ou les collectivités locales. Les définitions administratives des déplacements frontaliers ne correspondent plus, par exemple, aux limites physiques, toujours respectées par l'amélioration de l'équipement routier et les performances des véhicules.

Sur le fond, cette affaire illustre les difficultés d'harmonisation des règlements en vigueur dans deux pays quand l'un a davantage recouru à l'impôt indirect et que l'autre — la RFA — pratique le prélèvement à la source sur les salaires.

Dans la situation antérieure, et de part et d'autre de la frontière dans une zone de 20 kilomètres, un travailleur frontalier versait ses impôts dans son pays d'habitation. Pour plus de facilité, nombre de personnes qui n'étaient pas dans ce cas déclaraient même une domiciliation fictive avec, parfois, la bienveillance de leurs employeurs allemands, par-

faîssent un contrat de développement d'une telle pratique qu'ils avaient parfois contribué à favoriser.

Tout a changé à partir de 1986 quand une nouvelle loi, édictée en RFA et destinée à périaliser les travailleurs immigrés, s'est retournée contre les travailleurs frontaliers, dont on a commencé à vérifier l'adresse exacte. En vertu de ce texte, il est précisé que toute personne travaillant en Allemagne et habitant à plus de 20 kilomètres de la frontière est soumise, à la règle du prélèvement à la source sur son salaire mensuel. N'ayant pas sa famille en Allemagne, elle est en outre considérée comme célibataire, et on lui applique le régime fiscal correspondant. Ce qui ne l'empêche pas, aux yeux de la réglementation française, d'avoir à acquiescer sa France des impôts sur le revenu.

Dans la réalité, traitée à quarante personnes ont été victimes de cette interprétation « extensive » des textes, qui s'est traduite par des rappels d'impôts parfois importants. Faute d'une règle mieux définie, on pouvait craindre que le système ne fasse de nouvelles victimes. Le projet règle donc une partie du problème, mais ne permet pas encore d'établir un système simple. La CFTD, pour sa part, note que la solution retenue met la France en position d'obligée. La convention lui accorde tous les bénéfices de l'imposition, sans compensation pour les Allemands.

A. L.

La mutualité veut trouver sa place dans la Communauté

BRUXELLES
de notre correspondant

L'Europe va enfin s'occuper des quelque millions de mutualistes qui comptent les Etats membres de la CEE. La Commission de Bruxelles vient d'être dotée d'une unité administrative dénommée « Economie sociale » et la prochaine Assemblée de Strasbourg a l'intention de créer un intergroupe parlementaire sur les mutuelles afin notamment d'apprécier la cohérence des politiques communautaires avec les activités des mutuelles. Enfin le gouvernement français, qui assurera la présidence des travaux de Douze pendant le deuxième semestre de cette année, a prévu d'organiser un colloque sur ce thème en novembre prochain à Paris.

Il était temps, car le marché unique suscite autant d'inquiétude que d'intérêt chez les mutualistes. La section Europe de l'Association internationale de la mutualité tente de donner aux mutualistes des Douze leur place dans la Communauté de 1993. Jusqu'à la diffusion d'une étude de la mutualité, la difficulté a consisté pour eux à trouver une structure de dialogue et à être

considérés par les responsables de la CEE comme des partenaires sociaux à part entière.

En effet, en l'absence d'unité administrative spécifique, les discussions se sont déroulées de manière dispersée en fonction des principales questions qui préoccupent la mutualité : protection sociale, assurances, santé juridique. Par ailleurs, les différents rapports des services bruxellois sur la « dimension sociale du marché intérieur » ne consacrent pas une ligne au dossier mutualiste.

Le mouvement s'interroge sur l'évolution de la protection sociale obligatoire dans « une Europe sans frontières ». Jusqu'à présent, la Communauté a évité de prendre la moindre initiative dans ce domaine, préférant laisser chaque Etat membre conserver son propre régime national. Mais, tandis que les syndicats des pays du sud de la CEE demandent un rapprochement des systèmes nationaux, fort différents et assurant une couverture fort inégale, ceux des Etats du nord de l'Europe et, avec eux, les mutualistes des mêmes pays sont opposés à toute idée d'harmonisation ; ils craignent que celle-ci ne conduise à un

nivèlement par le bas. D'autant que certaines capitales du nord de la CEE seraient tentées de prendre prétexte de l'« alibi européen » pour réduire les dépenses de santé, de manière à élargir les régimes obligatoires.

Si les mutualités ont plutôt tendance à obtenir des mesures conservatoires en la matière, elles sont, au contraire, pour leurs prestations de complément ou leurs activités sociales, très intéressées par l'ouverture des frontières à la libre prestation de services. Actuellement, c'est la branche des assurances qui est considérée comme la priorité. Mais, pour l'instant, seuls les grands risques industriels et l'assurance-vie — mais de portée très limitée dans ce dernier cas — font l'objet d'une « directive » communautaire prévoyant la libération du marché européen.

Le cas des « risques de masse »

La Commission n'a pas encore formulé de proposition au sujet des « risques de masse », qui intéressent au premier chef les mutuelles, notamment françaises. Récemment par un arrêt récent de la Cour européenne de justice qui demande aux Douze de procéder à une harmonisation des polices d'assurance avant d'entamer la libération du marché, les travaux de Bruxelles devront finalement aboutir, sous la pression des Britanniques, qui estiment essentielle une complète concurrence dans ce domaine.

L'accès au marché européen de la mutualité, au même titre que les compagnies à capital, soulève une interrogation de taille. Le traité de Rome (article 58) prévoit que « les sociétés qui ne poursuivent pas de but lucratif » ne sont pas considérées comme des sociétés relevant du droit civil ou commercial. En dépit des affirmations des mutualistes, les experts communautaires ne sont pas convaincus que le statut actuel soit compatible avec des activités répondant à la pure loi du marché. Or les mutuelles, notamment françaises, souhaitent disposer de la même liberté d'action que les assureurs dans le domaine de la prévoyance, qui représente une part croissante de leur activité (un chiffre d'affaires évalué à 15 milliards de francs pour la France).

Ce qui est vrai pour les assurances l'est également pour l'épargne et les valeurs mobilières (SICAV notamment) gérées par la mutualité. Ses dirigeants en ont visiblement conscience puisqu'ils souhaitent l'élaboration d'un statut européen des mutuelles. Ne souhaitent-ils pas aussi que soit « rattaché » au projet de statut de société européenne un texte spécifique à la question mutualiste ?

Economie sociale, convergence, statut européen des mutuelles, dispositions particulières insérées dans la législation sur les entreprises communautaires : autant de formules vides de contenu pour Scott.

MARCEL SCOTTO.

BIBLIOGRAPHIE

Les règles économiques du grand marché

L'Europe au quotidien existe déjà. Nombreux sont ceux qui depuis trente ans ont su tirer avantage de l'acquis communautaire. Mais plus nombreux encore sont ceux qui, par ignorance ou timidité, ont perdu des marchés, se sont égarés dans le dédale des réglementations économiques des Douze ou n'ont pas su saisir les occasions qui se présentaient.

Il est vrai qu'il existait jusqu'alors aucun traité ou manuel donnant une vue complète des dispositions maintenant en place cet espace économique intégré.

Cet instrument, le marché unique européen, ses règles, son fonctionne-

ment, par M. Alfonso, M. Mattioli haut fonctionnaire de la Commission des communautés européennes, M. Mattioli dirige depuis 1980, une division qui est au cœur des problèmes du marché unique européen puisqu'elle est responsable de l'élaboration et de la prévention des obstacles non tarifaires à la libre circulation des marchandises et de l'application des clauses de sauvegarde. Professeur de droit communautaire au Collège d'Europe de Bruges et à l'université de Bologne, il est l'auteur de nombreuses publications en la matière.

Dans une première partie, M. Mattioli décrit les objectifs et les instruments du marché commun. Il analyse ensuite les barrières techniques et douanières aux échanges entre Etats membres ainsi que les obstacles non tarifaires et explique de quelle manière le droit communautaire s'attaque aux barrières monétaires et établit la libre circulation des capitaux et des moyens de paiement. Toute les dérogations et les clauses de sauvegarde économiques monétaires et commerciales sont décrites de façon détaillée dans une dernière partie.

Cet ouvrage est destiné à un public très large, aux chefs d'entreprises et aux opérateurs économiques, aux professeurs et étudiants, tout comme aux milieux judiciaires.

Le marché unique européen, ses règles, son fonctionnement, M. Alfonso Mattioli, éditions Jupiter, 600 pages, 130 francs.

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4^e
Tél : 43-28-51-09

Le Carnet du Monde

Naissances

— Jean-Marc et Marie-Françoise BORGOMANO-DELECOUX partagent avec Mathilde la joie d'annoncer la naissance de

Paul.

Le 20 mai 1989.
Le Prioux-Saint-Germer,
60, rue M.-Duchemin,
60500 Clermont.

— Anette LEVY-WILLARD, Ladi BOKKEN et

Julia sont heureux d'annoncer la naissance de

Tom Benjamin.

Paris, le 20 juin 1989.

Décès

— Orféa, M. Alphonse Cachera, ingénieur général honoraire des Ponts et Chaussées, son épouse,

M^{me} Martine et M. Claude Boncompagni, M^{me} Marie-Françoise Rolland Cachera,

Valérie et Olivier Boncompagni, Philippe et Bernille Rolland, ses petits-enfants,

M. Gérard Cachera, ses enfants et petits-enfants, Les familles Cachera, Trouvé, Lodon, Jossant, ses alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Madeleine CACHERA, née Trouvé,

survécant à Orléans, le 20 juin 1989.

Ses obsèques ont lieu à Orléans, le vendredi 23 juin.

1, allée des Pépinières, 45100 Orléans.

— Nicole Cassanova, à la douleur de faire part de la mort accidentelle de son fils

Bruno.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

— M. Jean Conduché, Et sa famille ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} HÈRE CONDUCHÉ,

survécant le 16 juin 1989.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 21 juin, dans la plus stricte intimité.

21, avenue Aristide-Briand, 35000 Rennes.

— M. Christian Dablan et ses enfants ont la douleur de faire part du décès de

M. Christian DABLAN, prêtre,

survécant le 19 juin 1989, à Paris.

Selon les souhaits exprimés par le défunt, les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale la plus stricte.

— M^{me} Jean Debey, M^{me} Gabrielle Debey, Marie-Françoise et Jean-François Bilet avec Claire, Etienne et Laure, Marie-Pascal Debey avec Michel et Emmanuel, M^{me} Aimé North, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Charles Gérard, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Ferry et Pautot, ont la douleur de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-septième année, le 18 juin 1989, de

M. Jean DEBEY, professeur honoraire du lycée Henri-IV, chevalier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 20 juin, en l'église de Breuche, Hazebrouck, à 14 h 30.

3, rue Pasteur, 75006 Paris.
2, rue de Lancry, 60200 Compiègne.
38, rue Lacépède, 75005 Paris.
107, avenue de Chateaubriand, 75013 Paris.

— M^{me} Rosi Hochwald, son épouse, Cécile et Sophie Boleas, ses petites-filles, Michel Boleas, son gendre, Ses parents, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Thé BOCHWALD,

survécant le 21 juin 1989, à l'âge de 84 ans.

Les obsèques auront lieu le lundi 26 juin, à 10 h 15, au cimetière du Montparnasse (réunion porte principale), 64, rue de Vaugirard, 75015 Paris.

— M. et M^{me} André Martin, Daniel Martin, Denise Martin, Robert Martin, Françoise Zuberi et leurs enfants, Les familles Berrier, Froment et Henry, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Charles MARTIN, née Henriette Berrier, institutrice retraitée,

survécant le 17 juin 1989.

Les obsèques ont eu lieu à Montparnasse (38), dans l'intimité familiale, le 21 juin 1989.

28, Petit-Chemin-de-Charges, 38300 Bourgoin-Jallieu.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 43-47-95-03.

Tarif de la ligne M.T.

Toutes rubriques 83 F

Abonnés et actionnaires 73 F

Communications diverses 88 F

Les lignes en capitale grasse sont facturées sur la base de deux lignes.

Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par la 11

— Reine Morin, Gildesme et Alice, Bruno et Arlette Morin et Sonia, Xavier et Thérèse Morin, Thomas, Nicolas et Alexis, Florent Morin, Jean-François et Capucine le Douarin, Anne-Jean, Benjamin, Corinne et Simon, Ses frères, parents, Allée et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Francis MORIN,

survécant le 20 juin 1989.

La cérémonie religieuse est célébrée en l'église du Parc, vendredi 23 juin, à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Cassey, 38930 Le Parc.

Remerciements

— La famille de Robert KIEFF, avocat à la cour de Paris,

remercie de tout cœur ceux, si nombreux, qui se sont associés à son deuil ; profondément émue par les témoignages de sympathie qui lui ont été adressés, et dans l'impossibilité de répondre à tous, elle leur exprime sa profonde gratitude.

Anniversaires

— Les cendres de Nino FRANK

seront déposées dans le caveau de famille de son épouse, mardi 27 juin 1989, à midi, jour de son anniversaire. Il aura eu quatre-vingt-cinq ans.

Ses amis sont invités à se retrouver en cette occasion au cimetière du Montparnasse (porte centrale, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14^e).

Suzanne Londergan-Frank, 332, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

— Il y a un an, le 22 juin 1988,

Jacques WALINE

était brutalement enlevé à l'affection des siens.

Ses nombreux amis, Son épouse Dominique, Son fils Guillaume, Sa fille Alice, Et toute sa famille, demandent à ceux qui l'ont connu de se souvenir de l'homme qui a su allier humour, courage et honneur, et d'en garder la mémoire.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 22 juin 1989 :

DES LOIS

• N° 89-401 du 21 juin 1989 autorisant l'approbation d'une convention pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Asie orientale et de deux protocoles, dont l'un relatif à la faune et à la flore sauvages.

• N° 89-402 du 21 juin 1989 autorisant l'approbation d'un amendement à l'Article XI de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction.

DES DÉCRETS

• N° 89-403 du 2 juin 1989 instituant un Conseil supérieur de la langue française et une délégation générale à la langue française.

• N° 89-405 du 20 juin 1989 portant transfert à la région Bretagne des compétences de l'Etat en matière de voies navigables.

STRASBOURG-PALMA 950 F*
PARIS-MYKONOS 2100 F*

Free Air France

Avec Air Charter, filiale d'Air France et d'Air Inter.

Jumbo SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER.

MINITEL 3615 + JUMBO. PARIS 6^e : 46 34 19 79 / PARIS 14^e : 45 42 03 87.
STRASBOURG : 88 22 09 10 / NANCY : 83 32 97 79 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES.

SOMMAIRE

ci-dessous). ■ Le conglomérat américano-britannique Hanson lance, jeudi 22 juin, une OPA de 3,1 milliards de livres (34 milliards de francs) sur le groupe minier britannique ConsGold (lire page 48).

Sept sociétés américaines se regroupent pour la production de mémoires superpuissantes

ductor, Advanced Micro Devices et LSI Logic Corp. Quelques heures avant cette annonce, j'apprenais que les trois fabricants européens de semi-conducteurs — Philips, Siemens et SGS-Thomson, — qui ont décidé d'unir leurs forces afin de maîtriser la technologie des puces, avaient pris longue pause la première fois avec leurs homologues américains, réunis au sein de Sematech. Un groupe d'étude définira des domaines communs d'activité.

soumettra le personnel à une discipline d'enfer.

Microas
En effet, dans le monde des puces électroniques, où l'unité de mesure est le micron (un millième de millimètre) toute particule — bactérie, grain de poussière, poil... — est impitoyablement pourchassée. Un simple cheveu (10 microns de largeur) se disposant sur une puce où les gravures

Microas
En effet, dans le monde des puces électroniques, où l'unité de mesure est le micron (un millième de millimètre) toute particule — bactérie, grain de poussière, poil... — est impitoyablement pourchassée. Un simple cheveu (10 microns de largeur) se disposant sur une puce où les gravures

Classes

Dans les salles blanches, les niveaux de propreté se divisent en classes : en classe 100 000, on dénombre moins de cent mille par-

Certaines sont encore employées dans l'établissement. Mais elles ont dû se plier aux exigences croissantes de la fabrication, qui requiert de plus en plus de techniciens : le budget formation représente 8 % de la masse salariale. Souffrant-elles de leurs conditions de travail ? « Au début, nous nous sommes habituées. » Même celles qui travaillent dans les salles de photographie, éclairées à la lumière jaune toute la journée pour éviter tout rayon ultraviolet, assurent ne pas en souffrir : « Le travail a gagné peu à peu en intérêt, et les rapports hiérarchiques se sont

Les salariés travaillent en trois équipes, l'une ne pouvant s'arrêter de tourner ; le temps de présence, en salle blanche, est de trente-huit heures trente par semaine, le temps de travail effectif étant de trente-trois heures et cinquante centimes. Les équipes du matin commencent leur vacation à 5 h 30, celles du soir terminant à 21 h 30, avant de céder la place à ceux qui assurent la nuit. À la production, le salaire moyen brut mensuel est de 7 200 francs.

« Ils ont le droit de sortir des salles dès qu'ils en éprouvent le besoin », assure Laurent Bosson. En fait, le jeu est ponctuée de deux pauses, une pour le café, l'autre pour le repas. Ce qui vous oblige à en passer à chaque fois par la cérémonie de l'habillage et du déshabillage. Pour éviter ce type de cérémonie, SGS-Thomson a installé des toilettes à l'extérieur d'après (près de Milan) des toilettes en classe 1000. De retour dans le monde ordinaire, on a quelques surprises : celle du silence, d'abord, tant est étonnant le bruit permanent de la soufflerie de l'air conditionné en salle blanche. Celle de la lumière : on avait oublié dans cet univers artificiel qu'il faisait jour « dehors ». Mais le plus étonnant, c'est la présence de ces hommes et de ces femmes que vous n'avez vue que masqués. Encore que l'on ne sourit pas qu'avec la bouche...

Contraintes

En 1965, lors de la création de l'usine, on a même été chercher les couturières de la région (Fougères, la capitale de la chaussure n'est pas loin) pour faire le travail : « On les a envoyées en formation en Italie. Pour rassurer les mamans, nos Bretonnes étaient logées dans un couvent », sourit Laurent Bosson, le dynamique patron de l'usine.

FRANÇOISE VAYSSE

prévoit enfin l'abandon d'un **système** de tous les contrôles sur le prix et des subventions gouvernementales. Cette liberté des prix s'accompagnerait, durant six douze mois, d'un contrôle des salaires et des allocations sociales.

A Londres où il a rencontré M^{me} Thatcher, M. Brandt a fait part de son espoir de voir ce plan entériné par les pays industriels le 20 du sommet de mi-juillet à Paris.

Toutes les entreprises nationales verraient leur sort réglé par une agence chargée de restructurer, concentrer ou revendre au privé (polonais ou étranger) leurs actifs. Plus surprenant, dans un pays où la quête de consensus social le nia-

● **GUATÉMALA** : grèves de
le secteur public... Les employés
des postes et des télégraphes
organisé des débrayages mercredi
21 juin pour soutenir les enseignants
qui sont eux-mêmes en grève depuis
deux semaines pour réclamer une
hausse salariale. La menace est
réelle d'une extension du mouvement
à l'ensemble de l'administration
publique. Le gouvernement estime
que les augmentations de traitement
compromettraient les investissements
publics... (AFP.)

La politique commerciale de Washington condamnée par ses partenaires

La séance extraordinaire du conseil du GATT (1), mercredi 21 juin à Genève, a donné lieu à une attaque en règle de la politique commerciale américaine et notamment de la classe « super 301 » de la législation, qui vise à imposer des représailles contre les pays dont les pratiques sont jugées « déloyales ». Retour au bilatéral, naufrage du GATT.

Il n'est pas assez dur pour les partenaires de Washington afin de dénoncer l'attitude des Américains.

Les pays de la « liste noire » des Etats-Unis ont été les seuls à stigmatiser les procédures envisagées par les Etats-Unis et qui, le directeur général du GATT l'a rappelé, sont en contradiction avec les principes du GATT. Le représentant de la CEE, M. Van Thiel, en a

appelé au Congrès américain pour lui signifier « la contradiction fondamentale » de la législation qu'ils ont entérinée l'été dernier. On ne saurait atteindre des objectifs multilatéraux avec des moyens unilatéraux, sans en revenir à la « loi d'attraction ».

Les Etats-Unis seront à nouveau sur la sellette en octobre prochain. Pour la première fois, le GATT utilisera les nouvelles prérogatives que lui a offertes l'Uruguay Round pour surveiller les politiques commerciales des pays membres et passera en revue les méthodes américaines, que Washington n'apprécie d'ici là les esprits, cette revue s'enonce boukaze.

(1) Accord général sur les tarifs
douaniers et le commerce.

S'estimant insuffisamment rémunéré

Un gouverneur de la Fed, M. Heller, démissionne

M. Robert Heller, l'un des sept gouverneurs du bureau de la Réserve fédérale (Fed), a annoncé sa démission, le mercredi 21 juin, s'estimant insuffisamment rémunéré. Nommé en août 1986, M. Heller avait la réputation, au sein du Fed, d'être l'un des gouverneurs les plus favorables à la baisse des taux d'intérêt. M. Heller devient l'un des présidents de la compagnie internationale de cartes de crédit, Visa.

Il a affirmé qu'il s'était mis à la recherche d'un nouvel emploi depuis que le Congrès avait refusé d'augmenter le salaire des gouverneurs de la Fed à 125 000 dollars par an (81 000 F environ). M. Heller gagnait 82 500 dollars. Le président Bush doit maintenant nommer un nouveau gouverneur pour terminer le mandat de M. Heller, qui devait prendre fin en 1996.

Chère et fragile New-York

(Suite de la première page.)

Cet « exode » a beau être limité — beaucoup menacent de partir en fait pour tirer avantage de la situation, — il touche à peu près tous les secteurs de la vie économique locale.

D'après le département des statistiques, entre octobre 1987 et octobre 1988, Manhattan, qui concentre encore un cinquième de la population et deux tiers du business, aurait ainsi perdu 29 600 emplois dont 20 000 liés à l'assurance, à l'immobilier et à la finance, les deux secteurs de la ville qui ont perdu le plus de postes, 8 000 dans l'industrie. Dans le même temps, 18 000 nouveaux emplois ont été créés dans les quatre autres arrondissements, essentiellement dans le Queens et à Long Island, où la Cifcorv vient également de faire construire une tour administrative de cinquante étages. Mais 1 662 banqueroutes ou entreprises en faillite ont été enregistrées l'année dernière, soit 35 % de plus qu'en 1987.

Si l'on ajoute à cette « fragilité » du milieu financier une stagnation bien réelle de l'immobilier, qui, selon un spécialiste, plafonne depuis deux ans, la question d'une possible récession peut légitimement se poser. A l'origine de ce phénomène, les prix extravagants atteints par les ventes et les locations ainsi que les multiples règlements imposés aux constructeurs et le poids des syndicats qui font que construire à New-York revient presque à 50 % plus cher que construire dans le New-Jersey.

80 000 tonnes de moins de dix-sept ans», le sida (20 000 cas déclarés et 235 000 personnes contaminées) et les sans-abris (25 % d'entre eux travaillent, mais ne peuvent s'offrir un logement), la municipalité, déjà constamment au bord de la faillite, a dû recourir à des choix drastiques pour pouvoir faire un effort sur une couverture sociale quelque peu délaissée ces dernières années. Cette situation a été aggravée par les coupes fédérales opérées par Ronald Reagan dans les programmes que la municipalité a décidé d'appliquer.

De plus, l'infrastructure et la voirie sont dans un état plus que vétuste. Le pont de Williamsburg, un des plus importants de la ville, est resté longtemps fermé à la circulation, tandis que le FDR Drive, cette sorte de boulevard périphérique, s'est effaissé deux fois la semaine dernière. Enfin, un bloc de ciment s'est effondré il y a quinze jours dans le métro, tuant deux personnes et en blessant six. Débloquer des crédits supplémentaires pour de nouveaux sacrifices pour prévoir un fonds spécial de réhabilitation de la voirie de 3 milliards de dollars sur trois ans...

En présentant son budget pour l'année fiscale à venir (26,6 milliards de dollars), le maire M. Edwards Koch, lui-même en proie à une réélection difficile, accusé de laxisme en ce qui concerne la sécurité en ville, a choisi d'augmenter les forces de police au détriment des pompiers et des services de nettoyage, qui seront réduits de 44 %, ce qui ne contribuera certainement pas à améliorer l'image de marque de New York.

Drogue, sida et sans-abri

La municipalité s'interroge : que faire pour restaurer une certaine qualité de vie à New-York et surtout pour faire baisser les taxes ? Débordée par trois fleaux auxquels elle n'était pas prête à faire face, la drogue (qui touche-rait ici 10 % de la population dont

● **ETATS-UNIS** : ralentissement de l'inflation et de la croissance, selon la Fed. — Un rapport réalisé à partir des enquêtes de douze banques régionales de la Réserve fédérale. (« Boige Book ») publié mercredi 21 juin indique que dans la plupart des régions américaines des signes de ralentissement de la croissance économique sont manifestes. Le rapport souligne également que, « à part quelques exceptions, les pressions sur les salaires et les prix ne s'accroissent pas ». Sa publication est interprétée par le marché comme un signe de la poursuite probable du desserrement de la politique monétaire de la Réserve fédérale, observé depuis plusieurs semaines, qui a contribué à faire baisser le dollar. Jeudi, le devise américaine s'échangeait à 8,63 F environ, contre 6,7475 F la veille à la cotation officielle.

C'était assez, pour que Félix Rohatyn, un des auteurs de la résurrection fiscale de New-York dans les années 70, lance à son tour un cri d'alarme très remarqué la semaine dernière devant le City Club de New-York : « *De nos jours, ce que nous nous tournons, explique M. Rohatyn, nous faisons face à des problèmes plus graves encore que durant la grande dépression d'il y a dix ans. Les secteurs économiques qui nous ont portés margueront le pax. (...) Nos ponts s'effondrent, beaucoup de nos écoles sont en haïgènes et nos rues seraient dangereuses dans les pays du tiers-monde (...). Il en est de même aujourd'hui qu'il y a dix ans pour le business et les habitants de fuir la ville.* »

Interrogé par le *New York Times* à la suite de cette déclaration, Edwards Koch devait conclure, faussement philosophe : « Nous sommes comme Joseph dans la Bible, qui, après avoir traversé six ans de prospérité, s'achemina pour un certain nombre d'années (j'espère qu'il n'y en aura pas six) vers une période de vaches maigres. »

MARIE-CLAUDE DECAMPS



Jean-Paul Benoit
INDISPENSABLE EUROPE
Ce texte, totalement dégagé du débat français, ne se soucie pas d'épargner les "acteurs politiques" à la veille de l'élection européenne.
Un volume 232 pages, 78F

"C'EST UN LIVRE DECAPANT"
Collection "Mondes en devenir" dirigée par Edmond Jouve
EDITIONS BERGER-LEVRULT INTERNATIONAL
5 RUE AUGUSTE COMTE, 75006 PARIS - TEL. 46 34 12 35

Économie

FISCALITÉ

Dans son dixième rapport annuel remis au président de la République

Le conseil des impôts suggère que l'Etat intervienne moins dans la fiscalité locale

Se présentant sous la forme de deux volumes de 800 pages au total, le dixième rapport du conseil des impôts consacré cette année à la fiscalité locale vient d'être remis au président de la République.

Ce document exhaustif, à la fois analytique et prospectif par les réformes qu'il suggère, à l'image des rapports de la Cour des comptes (le premier président de la Cour, M. André Chadenet, est par ailleurs président du conseil des impôts) souligne la complexité d'un système dans lequel l'Etat, en dépit des lois de décentralisation, joue toujours un rôle majeur. Ce sont en effet les agents qui continuent à établir l'assiette des impôts directs locaux (taxe d'habitation, taxes sur les propriétés bâties et non bâties, taxe professionnelle), à définir leur champ d'application et à opérer leur recouvrement.

Le conseil des impôts, après avoir indiqué les difficultés statistiques rencontrées pour aborder à des comparaisons homogènes, situe le poids financier des collectivités locales : 524 milliards de francs de dépenses en 1987 (le tiers de celles de l'Etat), soit 9,2 % du produit intérieur brut. Sur ce total, la fiscalité directe locale a rapporté 180 milliards. A cela s'ajoute le produit de plus de quarante taxes diverses allant des

impôts sur les jeux à la surtaxe sur les carburants minéraux.

Le conseil fait quatre remarques, essentiellement :

— Les impôts directs conservent une assiette foncière et immobilière à la différence de la situation dans la plupart des pays étrangers.

— Une part croissante des ressources fiscales que devraient acquiescer les contribuables est prise en charge par l'Etat au titre de compensations ou de dégrèvements divers (37 milliards), notamment au titre de la taxe professionnelle dont 28 % sont payés par l'Etat et de la taxe d'habitation (18 %).

— La taxe professionnelle, qui frappe les entreprises, couvre encore, à elle seule, 47 % de l'ensemble du produit des impôts directs locaux. Toutefois, la fiscalité sur les ménages s'est fortement accrue au cours de la période récente. Entre 1980 et 1987, elle est passée de 43 % dans l'ensemble à 49 %.

— L'inégalité fiscale des Français selon leur lieu de résidence ou d'emploi est considérable : dans 20 % des communes de plus de 10 000 habitants, par exemple, les taxes de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle s'écartent des niveaux moyens nationaux de plus de 50 %, en plus ou en moins.

Les dépenses des collectivités locales augmentent plus vite que les prix et, en conséquence, leurs ressources fiscales progressent rapidement. Les impôts, qui entraient pour 33,9 % dans leurs disponibilités totales en 1980, ont atteint 42,7 % en 1987 et, parallèlement, le poids des impôts locaux dans ce que l'on appelle les prélèvements obligatoires, à côté des impôts d'Etat et des cotisations sociales, s'est, lui aussi, accru.

Trois recommandations

Dans sa conclusion, sous forme de mises en garde et de propositions, le conseil des impôts souligne : « Les mesures successivement intervenues, souvent contraires aux caractéristiques propres à la fiscalité directe locale, qu'il conviendrait pourtant de préserver, remédient aux effets et non aux causes principales des difficultés constatées. Elles tendent à différer les adaptations nécessaires, au risque de conduire, à terme, à l'effondrement du système. »

M. Chadenet, M. Georges Dominiou, secrétaire général, et M. Anne Bollet, rapporteur général, regroupent leurs recommanda-

tions aux pouvoirs publics autour de trois axes.

1) L'assiette sur laquelle sont fondés les impôts locaux présente certains avantages qu'il faut préserver. Par conséquent, « les collectivités locales doivent bénéficier de ressources stables et géographiquement identifiables dans le produit pûment être réparti sans trop de difficulté entre tous les bénéficiaires des services rendus par chacune de ces collectivités. Ce principe conduit à écarter notamment les impôts assis sur la bénéfice. L'assiette des services rendus par la collectivité, l'impôt doit concerner toutes les personnes qui sont bénéficiaires de ses services. Enfin, les caractéristiques propres de l'impôt local excluent des formes de fiscalité comme l'impôt sur le revenu dans l'assiette serait trop étroite et les redevables insuffisamment nombreux ».

2) Certaines adaptations sont cependant nécessaires et possibles. En effet, souligne le conseil, le système est à bien des égards trop ancien puisque la propriété foncière n'est plus, comme au dix-huitième siècle, la principale source de revenus.

Les ménages se trouvent injustement payer la taxe d'habitation quand ils sont exonérés d'impôt sur le revenu : voilà une autre anomalie.

Pour élargir l'assiette et la stabiliser, on pourrait par exemple, suggère-t-il, réduire le champ des exonérations. S'agissant de la taxe professionnelle, une assiette reposant sur la valeur ajoutée de l'entreprise (et non sur les équipements et les salaires) offrirait des avantages de simplicité et de neutralité et permettrait une répartition plus équitable de l'impôt. En effet, aujourd'hui, pour 90 % la taxe professionnelle est acquittée par moins de 20 % des redevables. Autre suggestion : il conviendrait de prendre acte de l'insuffisance de plus en plus flagrante entre les limites communales de l'assiette et celles des pôles d'activité qui perçoivent la taxe professionnelle et de désigner une circonscription fiscale plus large que la commune.

3) L'aggravation des défauts du système, de nature à mettre en cause sa pérennité, semble résulter de l'évolution du rôle de l'Etat. « En agissant seulement pour atténuer les conséquences des anomalies constatées au lieu d'agir sur leur cause, l'Etat est conduit inéluctablement à accroître son intervention permanente. A défaut d'une réduction du nombre des collectivités locales dans les campagnes comme en ville, on a tenté de limiter les

effets de l'émiettement communal et des inégalités qui en résultent par des mécanismes de péréquation ou de regroupement communal, mais les résultats se sont avérés décevants ».

Le conseil des impôts est, à un autre titre, sévère pour l'Etat. Les révisions et les mises à jour de l'assiette de la taxe locale, notamment des valeurs locatives, n'ont jamais été réalisées conformément à la réglementation. Aussi s'il est urgent que l'Etat fasse son devoir de clarification, si les collectivités elles-mêmes se doivent de recourir à l'avenir plus modérément à la fiscalité directe, le conseil, en ultime conclusion, avance une idée audacieuse : « Les changements les plus décisifs, estime-t-il, pourraient être attendus d'une action portant sur les facteurs extérieurs à la fiscalité, à savoir les structures administratives elles-mêmes. Seule l'évolution vers un nombre plus réduit de collectivités autorisées à lever l'impôt serait de nature à préserver, voire à accroître, les marges d'autonomie financière de celles-ci, tout en rapprochant nos structures administratives de celles de nos partenaires européens. »

F. G.

POINT DE VUE

Patience et modestie

par PIERRE RICHARD

président du directoire du Crédit local de France

La réforme de la fiscalité locale est de nouveau à l'ordre du jour. Des réflexions nombreuses ont été faites. En particulier, la commission des finances de l'Assemblée nationale a constitué un groupe de travail qui rendra ses conclusions à la fin du mois de juin. La maîtrise de la fiscalité locale est possible. Le rythme de sa croissance s'intensifie depuis trois ans. Les taxes des impôts locaux s'orientent toutes à la hausse, l'augmentation du produit fiscal étant désormais uniquement le reflet des bases d'imposition. Ainsi, la pression fiscale des communes n'a pas augmenté en 1988 et devrait rester stable en 1989.

Les élus locaux sont aujourd'hui soucieux de modérer les impôts locaux. Encore faut-il qu'ils aient les moyens de le faire. Ils se sentent de plus en plus impuissants devant la complexité croissante du système et son manque de souplesse.

La taxation est grande de remettre l'ensemble du dispositif à plat en lançant une importante réforme de l'assiette des impôts locaux, dans la lignée de la loi de 1980, qui avait posé notamment le principe du passage à la valeur ajoutée pour le calcul de la taxe professionnelle. De telles réformes, par les transferts massifs qu'elles impliquent pour les contribuables, mécontentent les pousseurs, qu'ils soient entrepreneurs, ménages ou collectivités locales ; et l'Etat est conduit tôt ou tard à accorder, sur ses propres deniers, des compensa-

tions toujours jugées insuffisantes. C'est ainsi que l'Etat est devenu aujourd'hui le premier contributeur des collectivités locales : il apporte à celles-ci 30 % de leurs recettes de taxe professionnelle ! Plutôt que de tout bouleverser, ne peut-on pas engager un processus long, patient et modeste, de gestion fine sur le terrain du dispositif fiscal ?

Quelques pistes concrètes et simples peuvent être tracées :

1) Tout d'abord, responsabiliser les élus, dans le calcul et le recouvrement des impôts locaux. Le système actuel fait tout le contraire.

— La mécanisme de vote des quatre taxes locales est largement verrouillé. La marge de manœuvre dans la modulation entre les quatre impôts locaux est devenue très réduite.

— Il y a asperpersion sur un même impôt de plusieurs collectivités locales. La contribution renvoie alors sur la maîtrise la responsabilité de l'augmentation d'impôt décidée par le département ou la région.

— Le montant de l'impôt voté par une collectivité locale lui est garanti en versant l'Etat, qui en fait son recouvrement. L'Etat fait son affaire des impôts.

Dans un premier temps, les élus pourraient être informés tous les ans du rendement de la fiscalité votée par eux. Plus généralement, il est indispensable de redonner des responsabilités effectives aux élus locaux dans la gestion de l'assiette des impôts locaux. Un organisme de concertation locale existe : la com-

mission communale des impôts directs. Il est composé de représentants des communes des impôts directs sont en sommeil. Cette-ci, réactivée, pourrait jouer un rôle déterminant dans le classement des terrains et des logements : les décisions seraient prises par une instance locale, après instruction par les services fiscaux.

De même le prélèvement de 3,6 % opéré par l'Etat sur la collecte des impôts locaux pour compenser les non-recouvrements pourrait-il faire l'objet d'une modulation en fonction des risques réels de non-recouvrement.

Pour souligner cette implication plus forte des élus locaux dans la gestion de l'impôt local, pourquoi ne pas instaurer au niveau national un organe de concertation entre l'Etat et les collectivités locales sous la forme, par exemple, d'un office national de la fiscalité locale. Celui-ci serait un baromètre permanent de la situation de la fiscalité et aurait la possibilité de proposer des améliorations de méthode et les adaptations locales qui s'avèreraient nécessaires.

2) Spécialiser progressivement les impôts locaux par type de collectivités locales, afin que les contribuables en identifient mieux les responsables.

Ceci ne pourra pas se faire du jour au lendemain. Il faut profiter d'opportunités pour éliminer le processus. Ainsi en est-il du projet de révision des valeurs locatives. Celui-ci, en général, perçu comme un geste de compréhension vis-à-vis des agriculteurs « pénalisés » par la taxe sur le foncier non bâti. Pourquoi ne pas

envisager, à cette occasion, de réserver la taxation du foncier non bâti aux communes, les autres collectivités opérant leur propre ajustement sur les trois autres taxes ? Ceci allégerait la charge des contribuables concernés d'un moins 30 %.

3) Accentuer la péréquation de la taxe professionnelle.

Un pas important a été fait avec la création du Fonds national de la taxe professionnelle et des fonds départementaux, qui viennent en aide très efficacement aux communes défavorisées.

Il serait souhaitable de poursuivre dans cette voie, en s'orientant vers une plus grande péréquation des sommes que l'Etat verse aux collectivités locales, au lieu et place des entreprises. Tel n'a pas été le cas de la réduction uniforme de 16 % des bases de taxe professionnelle effectuée en 1987 et compensée par l'Etat sans modulation.

En outre, partant du principe qu'il est plus facile de partager ce que l'on a que ce que l'on n'a pas, on a déjà, la mise en commun, au niveau des cantons ruraux ou des agglomérations, de la taxe professionnelle résultant d'implantations nouvelles devrait pouvoir être fortement encouragée. Le mécanisme pourrait consister, par exemple, à attribuer une fraction du supplément de taxe professionnelle à une structure de coopération intercommunale, si elle existe (syndicat, district, communauté urbaine) ; à défaut, cette part irait au fonds départemental. La coopération intercommunale serait, par ce biais, encouragée.

La décentralisation a montré la bonne voie, en accroissant les responsabilités des collectivités locales. Celles-ci sont devenues des acteurs économiques de premier plan dans notre pays. Conscients du défi européen, elles sont prêtes à le relever avec dynamisme. Aidons les collectivités locales à bien gérer leur fiscalité, en les associant mieux aux décisions. Le consentement à l'impôt en sera facilité.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

sogebail

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 21 avril 1989 sous la présidence de M. Jean-Paul Delcœur.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1988 faisant apparaître :

— un montant de 1 044 millions de francs de recettes locatives provenant des opérations de crédit-bail immobilier ;

— un bénéfice net de 276,5 millions de francs représentant 22 % de l'actif moyen du capital et des réserves.

Les engagements nouveaux de crédit-bail immobilier de SOGEBAIL en 1988 se sont élevés à 2 457 millions de francs contre 1 334 millions de francs en 1987 (+ 84 %).

L'effort de diversification entreprise en direction des PME, la recherche et le

développement des investissements dans les secteurs des bureaux, des immeubles polyvalents, des hôtels et des résidences pour personnes âgées, qui sont les principaux moteurs de cette croissance, ont continué, dans un contexte conjoncturel très vif, d'alimenter l'activité à un rythme soutenu pendant les premiers mois de l'exercice en cours.

Le volume et la qualité des opérations réalisées depuis le début de l'année et de celles actuellement en cours d'étude laissent bien augurer des perspectives de l'exercice dont la production, exprimée en m² de surfaces construites, devrait être, sans impondérables, au moins comparable à celle de l'exercice précédent tout en traduisant un nombre d'opérations en sensible augmentation.

Parfaire la décentralisation

QUAND il n'était plus ministre des finances, Edgar Faure aimait colporter cette boutade : « Un bon impôt est d'abord un impôt qui baisse. C'est, évidemment, un impôt qui, une fois supprimé, n'est remplacé par aucun autre ».

A propos de la fiscalité locale, ce n'est évidemment pas le cas car la pression fiscale des communes, des départements et des régions, surtout, s'accroît plus lourdement que celle de l'Etat et les citoyens-contribuables n'ont pas tort de se demander parfois si la décentralisation ne constitue pas pour eux un marché de dupes coûteux. Depuis 1981, en effet, le rythme annuel de progression des impôts locaux a toujours dépassé de beaucoup (2 à 7 points) celui des impôts dont se nourrit le budget de l'Etat.

C'est pourquoi le volumineux, minutieux, et parfois austère rapport du conseil des impôts vient à son heure. La fiscalité locale n'est pas moins douloureuse ni moins contestée que celle de l'Etat. Et pourtant, il faut bien que les collectivités territoriales, à qui les gouvernements demandent de plus en plus au titre de l'économie mixte et de la rigueur budgétaire, et qui doivent tenir leur place dans la concurrence européenne, aient les moyens de leur politique.

Indépendance, confusion, inégalité. Voilà trois maîtres-mots qui reviennent comme une rengaine dans le constat des experts dans le document grand souvent l'air d'une démonstration vis-à-vis de l'Etat : le tout dans le style des rapports de la Cour des comptes mais, malheureusement, avec une réticence à recourir à des exemples nommés — ce qui rend sa lecture moins captivante — parce qu'il s'agit de maîtres-mots à déconstruire à des maîtres des « bons points » et à d'autres des bonnes d'œuvre.

Indépendance, confusion, inégalité. Voilà trois maîtres-mots qui reviennent comme une rengaine dans le constat des experts dans le document grand souvent l'air d'une démonstration vis-à-vis de l'Etat : le tout dans le style des rapports de la Cour des comptes mais, malheureusement, avec une réticence à recourir à des exemples nommés — ce qui rend sa lecture moins captivante — parce qu'il s'agit de maîtres-mots à déconstruire à des maîtres des « bons points » et à d'autres des bonnes d'œuvre.

Après beaucoup d'autres — notamment des parlementaires de tous bords à l'occasion de la journée d'étude organisée la semaine dernière par l'Institut de la décentralisation, — le Conseil des impôts, à partir d'un matériel documentaire souvent inédit, pose les vraies questions. Faut-il spécialiser les impôts locaux en fonction de la collectivité, avec un impôt pour la commune, un autre pour le département ou la région ? La péréquation entre les riches et les pauvres, qui porte encore sur des sommes faibles, doit-elle se faire dans le cadre de l'agglomération urbaine (en Ile-de-France), du canton ou du département ? Est-il normal que l'Etat, qui possède des bâtiments ou des établissements industriels dans les communes, soit exonéré d'impôts ? Faut-il déjà réfléchir à une harmonisation européenne, ou bien l'immense, et toujours épuisé, chantier de la réforme des finances locales restera-t-il une affaire franco-française ?

Michel Chénassat, vendredi 23 juin, en réponse aux questions de trois sénateurs, commence à lever un coin de voile sur les intentions réformatrices du gouvernement qui pourraient prendre la forme d'un texte législatif à l'automne. Mais le ministre du budget a prévenu : pas de chirurgie. On procèdera par homéopathie et le traitement sera de longue durée.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Le Monde

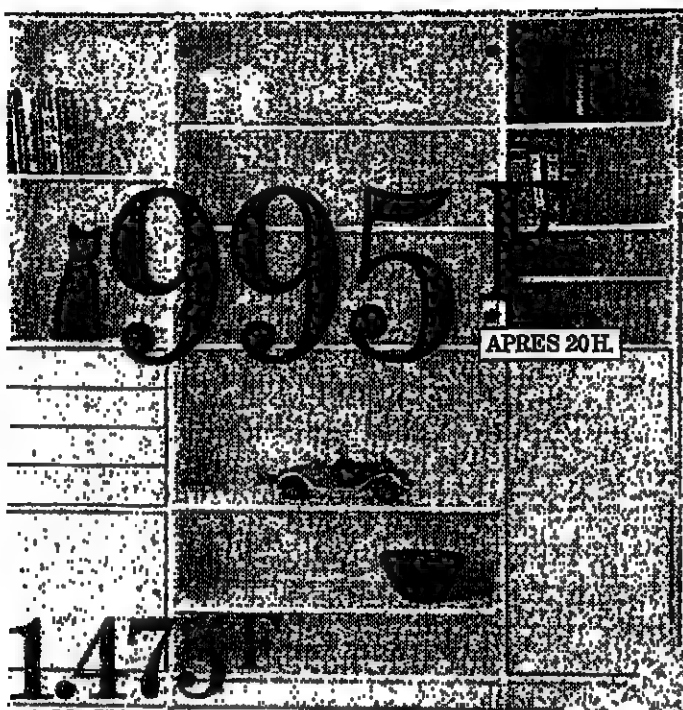
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

مكتبة جامعة القاهرة

Pour une fois, le 23, vous allez gagner de l'argent la nuit en sortant des boîtes.



SKALD. Élément de rangement.
Panneau de particules
revêtu décor blanc.
2 portes en verre trempé.
168 x 40 cm, H. 175 cm.



FREYLE.
Nappe ronde.
Divers coloris.
Diam. 155 cm.



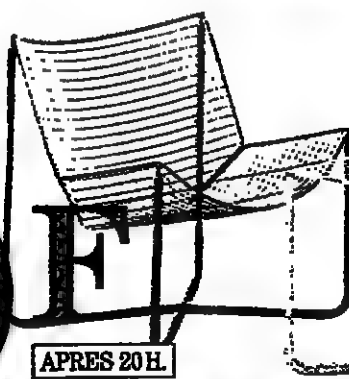
BODD.
Jardinière à miroirs.
Cadre en métal laqué noir.
51 x 51 x 51 cm.

KOON.
Chaise de plage.
Métal laqué époxy.
Textilène jaune.
Dossier réglable
plusieurs positions.

95F

75F

BARON.
Élément de rangement.
Structure laquée noir. Rideau
rouge. 50 x 124 cm. Prof. 40 cm.
Socle vendu séparément.



ARFEN. Salon: 2 fauteuils
65 x 66 cm, H. d'assise 38 cm)
et 1 table basse (59 x 59 cm,
H. 48 cm). Acier laqué
blanc ou noir.

59F

TIDAN. Tablette de lavabo.
Verre transparent / plastique
divers coloris. 40 x 50 cm.

75F



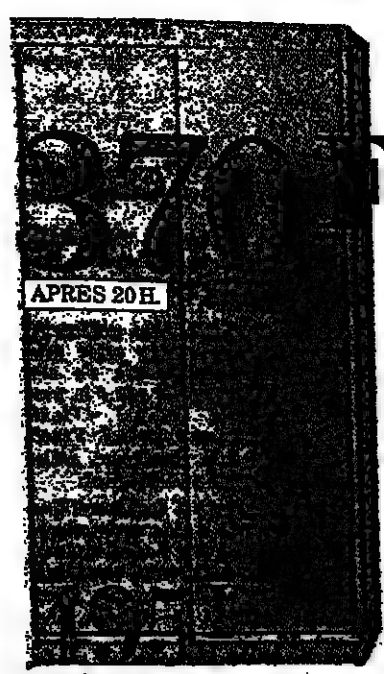
CANNA.
Lot de 2 carreaux
de chaise.
Chintz 100% coton
multicolore.

65F

85F

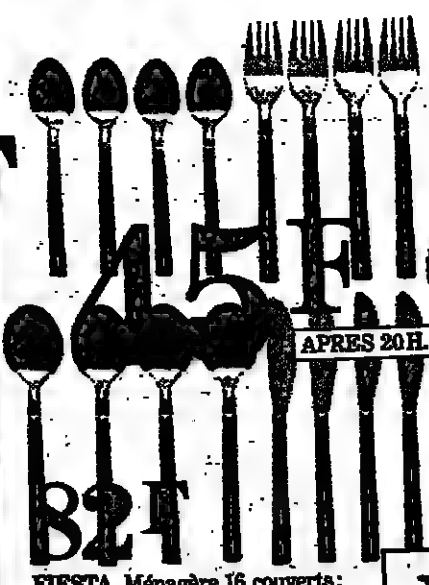
280F

280F



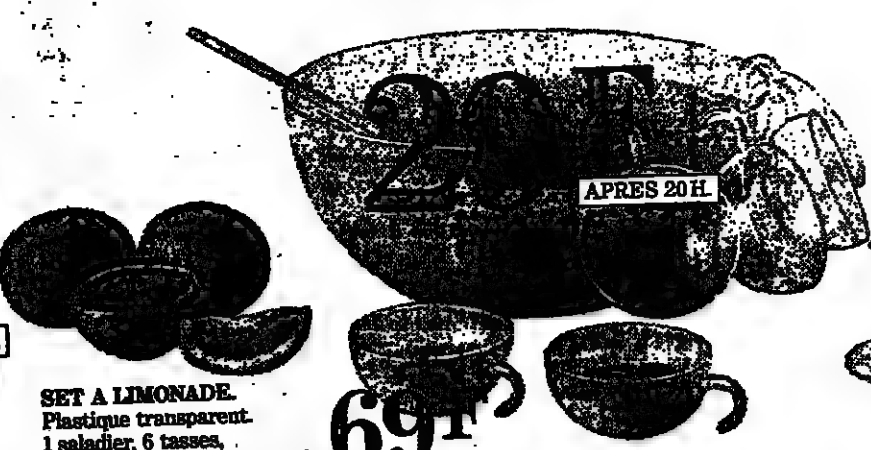
APRÈS 20 H.

RUSSEL. Armoire-penderie.
Revêtement décor blanc.
80 x 180 cm, prof. 60 cm.



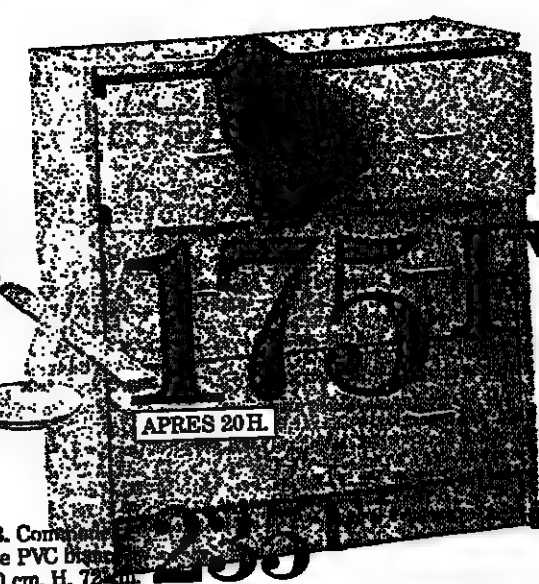
APRÈS 20 H.

FIESTA. Ménagère 16 couverts:
4 couteaux, 4 fourchettes,
4 cuillères, 4 cuillères café.
Inox/plastique turquoise.



APRÈS 20 H.

SET À LIMONADE.
Plastique transparent.
1 saladier, 6 tasses,
1 louche et 1 couvert à salade.



APRÈS 20 H.

GIGG 3. Commode.
Revêtement PVC blanc.
62 x 30 cm, H. 72 cm.



APRÈS 20 H.

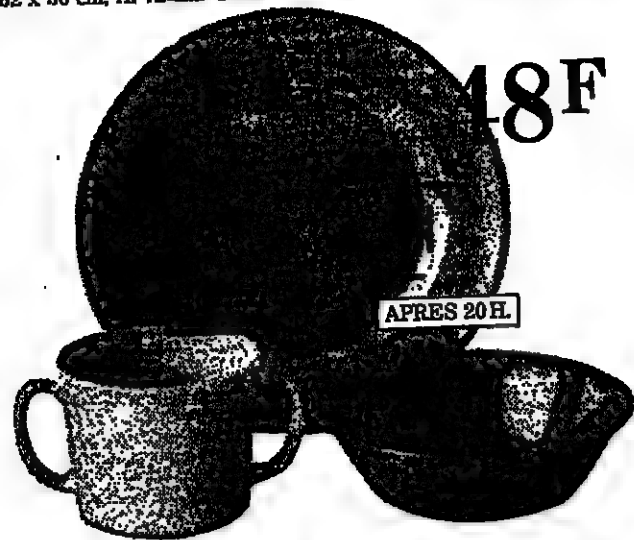
MARTIN.
Chaise. Hêtre massif/
multiples laqué blanc.
50 x 45 cm, H. 73 cm.



FILIP. Étagère.
Bois massif non traité.
75 x 165 cm, prof. 23 cm.

VENDREDI 23 JUIN IKEA FÊTE MIDSOMMAR

LA TRADITIONNELLE FÊTE SUÉDOISE DE L'ÉTÉ.
OUVERTURE EXCEPTIONNELLE
JUSQU'À MINUIT
JEUX POUR LES ENFANTS
AUTOUR D'UN MAT FLEURI.
DÉGUSTATION
DE SPÉCIALITÉS SUÉDOISES.
MARCHÉ SUÉDOIS. MUSIQUE.
UNE JOURNÉE
DE PRIX EXCEPTIONNELS
SUR DE NOMBREUX ARTICLES
ET BEAUCOUP D'AUTRES
QUI BAISSENT AU FIL DES HEURES
APRÈS 20 H.



APRÈS 20 H.



APRÈS 20 H.

ORILLA.
Table. Pin massif verni.
80 x 80 cm, H. 73 cm.



KUMMIN.
Parure: 1 housse de couette
(220 x 200 cm) et 2 taies d'oreiller
(50 x 60 cm). 100% coton.
Bleu clair ou rose.



APRÈS 20 H.

TALUS.
Chaise à accoudoirs.
Acier laqué noir,
assise rotin gris.
50 x 60 cm,
H. d'assise 44 cm.

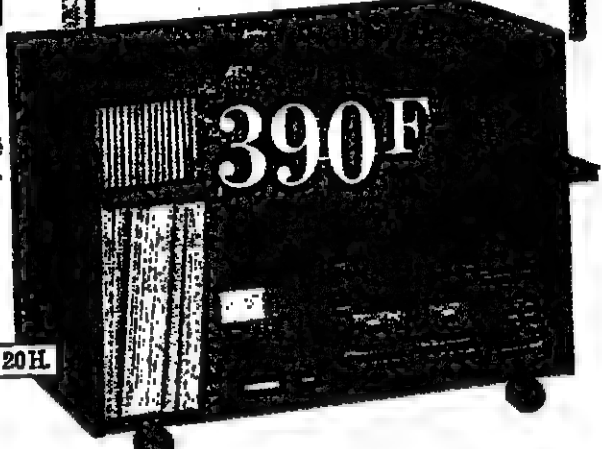


APRÈS 20 H.

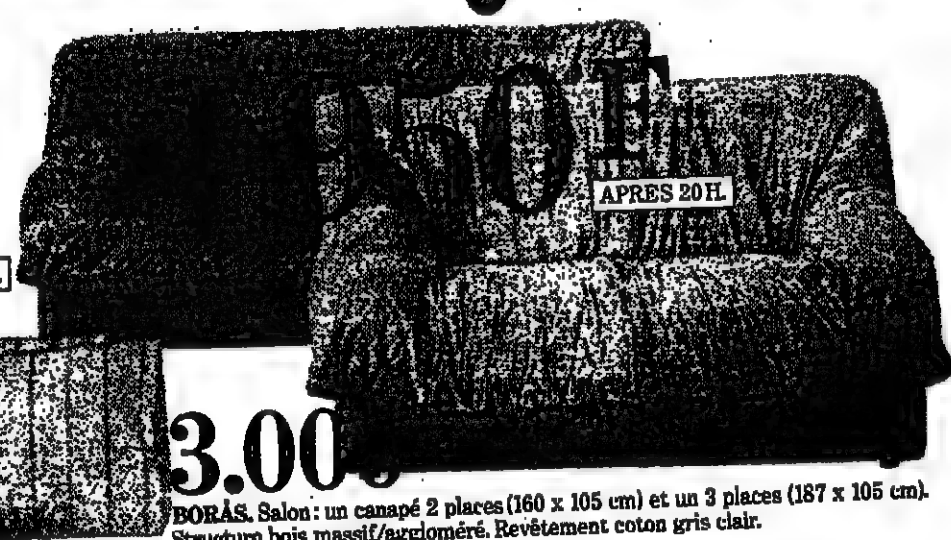
SLÖR.
Meuble audio/vidéo. Plaque pin, teinté
brun noyer. 80 x 45 cm, H. 60 cm.

235 F

APRÈS 20 H.



390 F



APRÈS 20 H.

FORÅS. Salon: un canapé 2 places (160 x 105 cm) et un 3 places (187 x 105 cm).
Structure bois massif/aggloméré. Revêtement coton gris clair.



APRÈS 20 H.

TIDAN.
Lot de 3
brosses de bain.
Bouleau massif,
très doux.

39 F

Midsommar, en Suède, c'est le jour le plus long vu que, justement, il dure aussi la nuit. Et ça se fête ça. Ce n'est pas toutes les nuits qu'on a l'occasion d'aller en boîtes de jour.
Comme ici, le 23 juin, la nuit c'est la nuit, chez IKEA ils ont eu une idée: en faire un grand jour. En restant ouvert tard dans la nuit. Et comme ce ne sont pas les boîtes qui manquent chez IKEA, vous n'avez pas fini de faire des rencontres intéressantes.
Commençons par les boîtes de lits. Comment des lits aussi grands, beaux, confortables, dans des styles aussi différents peuvent-ils tenir dans des boîtes? Miracle IKEA. En tout cas, pour se livrer soi-même, il n'y a pas plus simple. C'est comme pour les monter, un jeu d'enfant. Les prix? Puisque la livraison c'est vous

et le montage encore vous, il ne reste que le meuble. Et comme on dit chez IKEA, quand on monte un meuble, ça descend son prix.
Et c'est la même chose pour les boîtes de cuisines, de rangements, de tables, de sièges, de luminaires, de tout ce qui peut équiper, décorer une maison.
Tout ça fait près de 12.000 articles en boîtes. A des prix déjà exceptionnels toute la journée et qui en plus, la nuit du 23, vont aller en diminuant de 20 h à 24 h. Quand on vous disait de sortir des boîtes, on ne vous mettrait pas en boîte...



Ils sont fous ces Suédois

IKEA PARIS NORD
AUTOROUTE DU NORD, SORTIE 21 PARIS NORD.
LUN. A VEN. 11 H. 20 H. SAM. ET DIM. 10 H. 20 H.
NOCTURNE MER. 22 H. TEL. (1) 42.63.21.23

IKEA PARIS-EVRY
AUTOROUTE DU SUD, SORTIE EVRY LISSES MENECY.
LUN. A VEN. 11 H. 20 H. SAM. ET DIM. 10 H. 20 H.
NOCTURNE JEU. 22 H. TEL. (1) 64.97.12.24

IKEA LYON
ZAC DU CHAMP DU PONT ST-PIERRE.
LUN. A VEN. 11 H. 20 H. SAM. ET DIM. 10 H. 20 H.
NOCTURNE VEN. 22 H. TEL. 78.26.49.49

IKEA MARSEILLE
EN 113 CENTRE CIAL VITROLLES ESPACE.
LUN. A VEN. 10 H. 20 H. SAM. 9 H. 20 H.
DIM. 10 H. 19 H. TEL. 43.89.96.16

IKEA LILLE
C. CIAL DE L'OMME. BUS - METRO. STATION
ST-PHILIBERT - LUN. A VEN. 11 H. 20 H. SAM. 10 H. 20 H.
NOCTURNE MER. ET VEN. 22 H. TEL. 20.93.36.77

RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS DANS TOUS NOS MAGASINS - MINITEL 3015 IKEA

مكتبة الامم المتحدة

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE
DES ACTIONNAIRES DE HACHETTE SA DU 20 JUIN 1989

Message du président

L'année 1988 restera, pour notre groupe, celle où nous avons radicalement changé de dimension, devenant un acteur majeur dans le monde des médias. Ce sont les résultats de ce changement de dimension que nous vous présentons aujourd'hui.

Sur les 24,4 milliards de francs de chiffre d'affaires, 50 % sont réalisés hors de France. L'augmentation du chiffre d'affaires de 42 % en 1988 a permis à Hachette de pénétrer dans le club très fermé des groupes de communication de plus de 4 milliards de dollars de chiffre d'affaires. Nos 28 500 collaborateurs travaillent ainsi dans quarante pays. En même temps, le résultat est 88 fois plus-value a augmenté de 28,4 %. Le résultat d'exploitation (sur la base de l'apport des Etats-Unis) a plus que doublé comme a doublé le total du bilan au cours de cette même année.

Se situer dans les tout premiers rangs des groupes mondiaux multimédias de communication implique des responsabilités. D'abord celle de répondre sans cesse avec qualité et créativité aux attentes d'un marché culturel d'un milliard de personnes. Et puis celle de continuer à aller de l'avant en innovant et en mettant en œuvre les indispensables synergies, en sachant élargir et adapter dans le monde entier nos gammes de produits dans leur extraordinaire diversité, du roman à l'encyclopédie, du magazine au quotidien, du son à l'image, de la distribution en gros à la vente au détail des produits d'information et de culture.

Pour tenir ses ambitions, Hachette doit aussi faire preuve d'une rigueur de gestion reconnue. Cela passe d'abord par une bonne maîtrise des développements internes et des acquisitions ; en 1989, il importe en particulier de démontrer la bonne intégration dans le groupe des acquisitions de 1988, et la validité des hypothèses stratégiques et financières sur lesquelles nos acquisitions ont été fondées.

Mais préparer l'avenir, conforter et améliorer sans cesse nos positions dans le monde entier doit aussi continuer à être notre préoccupation constante. Evidemment, il ne s'agit pas de déléguer notre marché d'origine : la France et la langue française. Cela suppose d'être en permanence à l'écoute des évolutions dans notre perspective multinationale et de disposer à tout moment des capacités financières indispensables pour relever les défis nationaux et internationaux.

En quelques années, la « communication » avec ses enjeux mondiaux est devenue aussi importante que l'est et le sera encore les industries dominantes. Les concentrations, les acquisitions y sont probablement plus fréquentes que dans n'importe quel autre secteur de l'économie. Chaque semaine, ou presque, de nouvelles restructurations sont annoncées. En ce qui concerne, le groupe Hachette est protégé contre les risques de malaise : en revanche, il doit être prêt à tout instant à saisir des opportunités, donc à se donner les moyens. C'est notre défi pour 1989 et l'avenir. Nos sommes prêts à le relever.

Jean-Luc LAGARDÈRE

Le résultat net consolidé pour la part du groupe a représenté 327,2 millions de francs pour l'exercice 1988.

L'assemblée générale ordinaire du 20 juin a décidé la mise en répartition d'un dividende net de 3,30 F par action, donnant droit à un avoir fiscal de 1,65 F, soit un revenu global de 4,95 F. Ce dividende sera mis en paiement le 6 juillet 1989.

COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI
ET DES SALINES DE L'EST

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 19 JUIN 1989

Réunis le 19 juin 1989, l'assemblée générale ordinaire a approuvé les comptes de l'exercice 1988. Le bénéfice net de l'exercice a atteint 99 383 971 F après une plus-value à long terme s'élevant à 14 033 246 F (contre 117 932 622 F en 1987 après une plus-value à long terme de 10 902 332 F).

L'assemblée a décidé de mettre en distribution, le 3 juillet 1989, un dividende de 27 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 13,50 F, soit un revenu global de 40,50 F (contre 39 F l'an dernier), et de reconduire l'autorisation donnée au conseil d'opérer éventuellement en Bourse sur les actions de la compagnie.

ALLOCATION DE M. PHILIPPE MALET, PRÉSIDENT

Après avoir rendu hommage à la mémoire du président Roger Genebrier, décédé en juillet 1988, le président Malet rappelle les divers éléments qui ont concouru aux résultats de l'exercice 1988 et donne les indications suivantes concernant l'année en cours :

« L'an dernier, je vous avais fait part de ma conviction que les résultats de 1988, tout en restant très honorables, ne seraient pas à la hauteur de ceux, exceptionnels, de l'année 1987. Le recul des résultats qui a été constaté trouve son origine dans des conditions atmosphériques hivernales qui ont été particulièrement défavorables à la production saline.

Selon un phénomène d'entraînement bien connu qui joue dans les deux sens, le tassement de ce marché s'est indirectement répercuté sur les autres utilisations du sel. Toutefois, à l'exportation, où les marchés sont très contrastés selon les pays, les ventes, globalement en diminution, se sont maintenues à un niveau élevé malgré la très vive concurrence régnant sur le marché international. Au total, compte tenu de la bonne récolte de sel de mer et malgré le freinage de l'extraction du sel gemme, les stocks de ces deux produits se sont gonflés en 1988, en dépit des efforts des services commerciaux pour trouver de nouveaux débouchés.

En Italie, la compagnie Italiana Sali n'a pu, malgré tous ses efforts, maintenir le retour aux bénéfices qu'elle avait obtenu lors de ses exercices antérieurs.

Outre-mer, vos filiales ont, toutes, été bénéficiaires en 1988. Toutefois, la situation de la Société nouvelle des salins du Sénégal dont les ventes ont encore baissé — quoique plus faiblement qu'antérieurement — reste préoccupante.

L'activité du département de coopération technique est demeurée satisfaisante grâce à la diversification de sa clientèle.

La maîtrise des prix de revient ainsi que la politique de valorisation et de développement entreprises depuis plusieurs années par vos domaines viticoles ont commencé à porter leurs fruits : c'est ainsi que de nouveaux produits ont été lancés et ont reçu, dans un contexte extrêmement concurrentiel, un accueil très favorable des distributeurs et des consommateurs. Il en est résulté que l'activité viticole a contribué, de manière significative, aux résultats globaux de votre compagnie.

En ce qui concerne le domaine foncier, diverses cessions ont pu être réalisées dans des conditions satisfaisantes.

S'agissant de la pollution du Rhin, la délégation néerlandaise a annoncé qu'elle renonçait à la mise en œuvre de la deuxième phase de la Convention de Bonn. La pollution du Rhin par les chlorures n'a plus, à ses yeux, de raison d'être traitée prioritairement par rapport à celle, beaucoup plus grave, qui résulte des rejets de produits chimiques toxiques.

Pour conclure sur l'exercice écoulé, votre Conseil d'administration a cependant voulu marquer sa confiance dans l'avenir en prévoyant, après la nette progression de l'an dernier, une nouvelle augmentation, certes beaucoup plus modeste, de la distribution. Aussi vous propose-t-il de fixer le dividende net à 27 F par action contre 26 F l'an dernier.

Votre direction a décidé d'engager une campagne de mobilisation de son personnel et, en premier lieu, de ses cadres, sur le thème d'un nouveau renforcement de la compétitivité dans la perspective du grand marché européen.

Compte tenu de l'absence quasi totale de chutes de neige qui a caractérisé le début de cette année, des problèmes de stocks, et donc de production, se posent sur les salins méridionaux et à Varangville.

Les perspectives de production de sel de mer devraient être globalement moyennes.

Au total, bien qu'il soit trop tôt pour préjuger les résultats de l'exercice en cours, l'activité saline devrait s'apparenter sensiblement à celle de 1988.

Les ventes de vos domaines viticoles poursuivent leur progression en volume comme en chiffre d'affaires. Bien qu'il ne soit pas à ce jour possible d'évaluer la vendange, elle devrait être meilleure que celle de l'année passée.

En terminant, je vous informe de la décision qu'a prise ce matin votre Conseil d'administration de confier à M. Jean Rougier en qualité d'administrateur, en remplacement de M. Alain Garnier, qui représente désormais la Compagnie La Réhlin. M. Rougier, président d'honneur de la société Rougier, leader mondial en matière de foies gras, est devenu récemment actionnaire de votre compagnie.

En conclusion, je voudrais souligner que la qualité de ses activités continue, pour votre compagnie, un facteur de stabilité et pour l'avenir un gage de prospérité.

مكة امه الاول

Économie

SOCIAL

Une réforme du travail temporaire est à l'étude

Le développement de l'intérim révèle les évolutions du marché de l'emploi

Devant les députés, M. Jean-Pierre Soisson s'est engagé à fournir, avant le 15 octobre, un rapport sur le travail temporaire et à durée déterminée, en attendant, éventuellement, une nouvelle réforme. Cette perspective met en face la profession de l'intérim et suscite un nouveau débat sur la précarité de l'emploi.

Ces dernières semaines ont été épuisantes pour la profession de l'intérim. La première alerte survient le 9 mai quand le ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson, annonce pour les mois à venir « une action politique de correction » (*Le Monde* du 11 mai) qui vise l'ensemble du travail temporaire.

La polémique rebondit à l'Assemblée nationale, lors de la discussion

du projet de loi sur les licenciements. Par un amendement, qui ne sera pas retenu, les socialistes veulent interdire, à toutes les entreprises ayant licencié, l'embauche d'intérimaires pendant douze mois. Dans chaque groupe les orateurs s'expriment sévèrement à l'égard de l'intérim et jugent son essor inquiétant. M. Soisson promet alors la remise, avant le 15 octobre, d'un « rapport sur le recours au travail temporaire et à durée déterminée et sur ses conséquences sur le marché de l'emploi ».

De telles convergences s'expliquent par l'addition de plusieurs facteurs. Après des années de récession, la reprise de l'emploi s'est accélérée en faisant la part belle à de nouvelles formes d'activité. On estime ainsi qu'un tiers, voire la moitié, des créations nettes d'emplois supplémentaires, soit de 70 000 à 105 000,

ont été fournies par l'intérim en 1988.

De l'ordre de 20 % en 1986 et 1987, l'augmentation du nombre de contrats conclus est passée à 36,5 % en 1988. Or, avec ses 5,5 millions de contrats dans l'année — du jamais vu — qui correspondent à 210 000 employés à temps plein, soit 1,7 % de la population salariée, l'intérim devient synonyme d'emploi précaire.

Assomée par ces chiffres, la profession de l'intérim fait valoir qu'elle avait jusqu'à le sentiment de servir la cause de l'emploi, en prospérant et en se forçant progressivement une image d'honorabilité. Forte d'une vingtaine d'accords signés en cinq ans, sa politique conventionnelle et son ouverture à la négociation ne sont-elles pas exemplaires ? Et, d'ailleurs, ne pousse-t-on pas prétendre que l'intérim dispose d'un « statut de la mobilité » qui préfigure l'avenir ?

Chercher ailleurs
l'origine du mal

Les syndicats de la profession se posent aussi en « boucs émissaires », victimes d'un « amalgame » avec les autres variantes de l'emploi précaire. Selon les enquêtes de l'INSEE, « la part de l'emploi autre qu'à durée indéterminée augmente de 15 % par an au cours de la dernière décennie », explique le président du syndicat professionnel Promatt, M. Philippe Beauval. « En 1980, elle représentait 10 % de la population active salariée ; en 1988, elle atteindrait 20 %. C'est-à-dire que le marché de l'emploi est l'objet d'un profond mouvement de diversification des formes d'emploi, dans lequel l'intérim représente 7 % aujourd'hui contre 11 % en 1980. » Sous-entendu : il faut chercher ailleurs que chez nous l'origine du mal.

De fait, d'autres formes seraient aussi, sinon plus, contestables si elles ne relevaient d'une longue pratique de traitement social : TUC, SIVP, contrats de chantage sociaux, et tous ces emplois de seconde main, qui, sous couvert de stages en entreprise, ont souvent permis de s'affranchir du SMIC, voire des obligations du code du travail.

Et que dire des contrats à durée déterminée, moins protecteurs socialement que l'intérim, et qui connaissent un fort engouement ? Offert, si l'on peut dire, à 67 % des nouveaux embauchés, ce statut autorise parfois un allongement de la période d'essai. Il connaît une expansion très rapide (+ 23,5 % en 1986, + 22,9 % en 1987 et + 12,6 % en 1988) pour atteindre 530 000 personnes en mars 1989.

La main-d'œuvre
gérée en flux tendus

Si l'on a « amalgamé » entre l'intérim et la progression effrénée du travail précaire, c'est aussi parce que les changements à l'œuvre dans le travail temporaire soulignent les modifications profondes du marché de l'emploi. Mais toutes montrent aussi que l'on s'éloigne progressivement de l'usage prévu pour l'intérim, à savoir le recours exceptionnel à un personnel d'appoint pour cause d'absence (de 7 % à 15 % des cas, selon les saisons) ou pour faire face à un surcroît d'activité non programmé. Ce phénomène naît d'ailleurs renforcé par le fait que ce sont les directions du personnel qui passent les commandes. L'intérim figure en outre à la rubrique « autres services extérieurs » dans le compte d'exploitation.

Selon une première hypothèse — et cela tend à se généraliser dans l'industrie (voir le cas de Citroën-Autony) — l'intérim est venu à être utilisé comme le pendant, dans la gestion de la main-d'œuvre, de la production en flux tendus, sans stocks et à délais réduits. Dès lors que le « point mort » est atteint, pour que le seuil de rentabilité d'une unité soit inférieur à ses capacités de fabrication, l'appel au travail précaire devient un mode permanent de fonctionnement pour résorber l'ajustement dans l'intérim.

Les illustrations abondent de cet état de sous-effectif ainsi compensé, que ce soit chez Renault-Diesel où il y a en jusqu'à 1 000 intérimaires pour 6 000 ouvriers de production, ou encore chez un fabricant d'instruments de mesure, à Amiens, qui totalise 42 % de son personnel en contrats à durée déterminée et en intérim. Quand la SOVAL, à Batilly en Lorraine, doit faire face, venant de chez Chausson, à la construction de 50 Tráfico par jour, elle recrute aussitôt 400 intérimaires. Un pro-

ducteur de bronchettes métalliques d'Alsace, pour se redresser, fait varier son effectif au rythme de ses commandes.

Signe des temps, une entreprise comme Contact-Intérim offre gratuitement à ses clients un logiciel pour gérer le personnel extérieur. Intitulé « Flexilog », celui-ci devrait devenir l'outil indispensable à la flexibilité, affirmant les déliants publicitaires.

D'autres variantes montrent que l'intérim permet à des entreprises, traumatisées par des licenciements, de ne pas avoir à recruter, craignant par-dessus tout d'augmenter leurs effectifs. Parfois, également, les mêmes ne sauraient même plus accomplir l'acte d'embauche après des années de crise, affirmant des responsables de l'intérim, qui prétendent que leur profession profite d'une propension à déléguer les pouvoirs en la matière. Cette quasi-démision des responsabilités entraîne « une professionnalisation des intérimaires », selon l'expression de M. Eric de Fiequelmont (PROMATT).

L'intérim a fleuri un marché, autour de cette incapacité. Bien que cela soit légalement interdit, nombre d'agences en viennent maintenant à pratiquer la présélection de personnels en vue d'une embauche définitive. Le marché du travail va dans ce sens : il y a quelques années encore, une mission d'intérim sur cinq se concluait par une embauche, on en est aujourd'hui à deux sur cinq.

Précarité

Du coup, certaines entreprises d'intérim ont bâti leur réputation sur ce rôle nouveau. Manager, l'une des premières agences spécialisées dans la fourniture de cadres, ne fait pas mystère d'avoir le statut d'agence d'emploi de recrutement, et de se faire rémunérer en conséquence. Alpha Intérim, qui travaille exclusivement pour les banques et les compagnies d'assurances, insiste aussi sur la capacité de sélection de personnel « embauchable ». A tel point que des salariés en poste dans une société s'adressent à cette société pour changer d'emploi : 20 % des candidats effectueraient une période d'essai sans la forme d'un intérim. Mieux, Alpha Intérim a déjà recouru, pour le compte de leur client, des personnes qui n'ont pas été retenues pour une embauche ou « recat », ou « out-placement », ceux qui l'on prévu le licenciement.

Cette nouvelle fonction de « régulation » économique conduit l'UNITEP, le deuxième syndicat de la profession, à pousser la logique jusqu'à son terme. Quitte à réaliser du placement, autant être rémunéré pour cette activité comme les chasseurs de tête, estime en substance M. Philippe Portier, le secrétaire général. Une remise en cause du monopole de l'ANPE, dévolu aux agences publiques par la réglementation de l'OIT (Organisation internationale du travail), au nom du principe d'égalité de tous les travailleurs devant l'emploi et pour interdire le marchandage de main-d'œuvre.

Privée de ses meilleurs éléments, obligée de former son personnel pour résister à la concurrence, la profession de l'intérim trouverait une compensation et un nouveau créneau.

Un dilemme

L'intérim semble donc participer de la recomposition d'un marché du travail qui a mis l'accent sur la souplesse, au prix de la précarité.

Pour le ministre du travail, cette adaptation de l'intérim et des autres formes d'emploi représente aussi un dilemme. M. Soisson ne veut pas que le marché du travail sorte plus bouleversé qu'il ne l'est de la longue épreuve du chômage. Pour autant, il ne peut se permettre de casser le mouvement de création d'emplois, même si celui-ci s'accompagne de phénomènes malsains. Mais il lui sera difficile de revenir sur des pratiques liées aux règles de production ou aux performances de l'économie. A part la définition d'un quota d'intérimaires ou de travailleurs précaires à ne pas dépasser dans les entreprises, on le voit mal, en effet, édicter des dispositions coercitives qui rompraient avec les mécanismes qui vigeant. Il ne peut pas non plus accepter, aux prix d'un aménagement social qui amplifierait la protection sociale des « précaires », d'être celui qui aura entraîné le développement d'un marché du travail à plusieurs vitesses. Celui-ci même dont la profession de l'intérim se nourrit.

ALAIN LEBLAUD

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 11,70 % octobre 1979

Les intérêts courus du 25 juillet 1988 au 24 juillet 1989 seront payables, à partir du 25 juillet 1989, à raison de 210,60 F par titre de 2 000 F contre détachement du coupon n° 10 ou estampillage du certificat nominatif, après une remise à la source d'au moins 23,40 F (montant brut : 234,00 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 35,08 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,68 F, faisant ressortir un net de 170,94 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

A compter de la même date, les 98 231 obligations comprises dans les séries de numéros 527.094 à 630.077 et 652.961 à 657.396, sorties au tirage du 19 mai 1989, cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000,00 F, coupon n° 11 au 25 juillet 1990 attaché.

Ce après, sont rappelées les séries de numéros d'obligations sorties aux tirages antérieurs :

1981 :	630.078 à	652.960
1982 :	224.434 à	233.041
1983 :	1.216.408 à	1.244.964
1984 :	309.468 à	346.386
1985 :	274.505 à	309.467 et 346.387 à 369.386
1986 :	369.387 à	433.046
1987 :	739.725 à	838.644
1988 :	126.464 à	124.433 et 253.042 à 262.445

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 8 % juin et octobre 1986

Les intérêts courus du 15 juillet 1988 au 14 juillet 1989 seront payables, à partir du 15 juillet 1989, à raison de 360,00 F par titre de 5 000 F après une remise à la source d'au moins 40,00 F (montant brut : 400,00 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 39,97 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,00 F, faisant ressortir un net de 292,03 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 59,82 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,98 F, faisant ressortir un net de 291,30 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations à taux variable juin 1988

— tranches C/A

Les intérêts courus du 11 juillet 1988 au 10 juillet 1989 seront payables, à partir du 11 juillet 1989, à raison de 1.661,00 F par titre de 20.000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 415,25 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 33,22 F, faisant ressortir un net de 1.212,53 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

— tranches C/B et C/C

Les intérêts courus du 11 juillet 1988 au 10 juillet 1989 seront payables, à partir du 11 juillet 1989, à raison de 335,50 F par titre de 10.000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 208,87 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 16,70 F, faisant ressortir un net de 609,93 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE — Obligations 14,70 % juillet 1989

Les intérêts courus du 25 juillet 1988 au 24 juillet 1989 seront payables, à partir du 25 juillet 1989, à raison de 661,50 F par titre de 5 000 F, contre détachement du coupon n° 6 ou estampillage du certificat nominatif, après une remise à la source d'au moins 73,50 F (montant brut : 735,00 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 110,20 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 14,70 F, faisant ressortir un net de 536,60 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION ET DE CONTRÔLE DE PARTICIPATION — Obligations à taux variable juillet 1985

Les intérêts courus du 16 juillet 1988 au 15 juillet 1989 seront payables, à partir du 16 juillet 1989, à raison de 375,51 F par titre de 5 000 F après une remise à la source d'au moins 41,73 F (montant brut : 417,24 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 62,55 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 8,34 F, faisant ressortir un net de 304,62 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

POUR QUE NOTRE CIEL
SOIT PLUS BLEU.

TOTAL PREMIER
SUPER SANS PLOMB 98.

LE 1^{ER} JUILLET
DANS 1000 STATIONS



TOTAL PREMIER HOMOLOGUE ET RECOMMANDE PAR CITROËN

VOYAGEZ MIEUX SUR TOTAL.

مكتبة الامم المتحدة

Marchés financiers

M. Jean-Marc Vernes remplace
M. Jack Francès
à la tête du groupe Victoire

M. Jean-Marc Vernes, président de la société sucrière Beghin, a succédé, mercredi 21 juin, à M. Jack Francès comme président de la Compagnie industrielle et prend pratiquement la tête de la Compagnie financière Victoire, second groupe privé d'assurance en France et numéro cinq de la profession, avec 22 milliards de francs de primes annuelles (compagnies Abeille et Paix). Cette nomination était attendue. M. Jack Francès avait annoncé, le 18 mai dernier, qu'il entendait se retirer en fonction de son âge (soixante-cinq ans). De plus, elle était logique, puisque la Compagnie industrielle contrôle à 48,5 % la Financière Victoire et que les familles Vernes et Dassault sont les premiers actionnaires (25,3 %).

La Compagnie industrielle et la détiennent à plus de 50 % par d'autres sociétés-droits cessionnaires - Blancy notamment.

La nomination de M. Jean-Marc Vernes met fin, pour l'instant, aux espoirs de la Compagnie financière de Suez qui, avant sa nationalisation, en 1982, contrôlait en commun avec le groupe de M. Francès les compagnies du groupe Victoire, très prospères et dotées de réserves financières considérables. Après la nationalisation, M. Francès avait baillément manœuvré pour faire sortir les assurances de l'orbite de Suez, un armistice ayant été signé en 1983 pour maintenir à 34 % la part du groupe nationalisé dans les assurances. Par ailleurs, on ne peut pas dire que les relations soient au beau fixe entre M. Jean-Marc Vernes et Suez, dont la banque Indosuez, sa filiale, avait dû consacrer 500 millions de francs au renouveau de la Banque Vernes nationalisée en 1982. En outre, en octobre 1988, Suez a revendu à l'Indosuez sa participation de 5 % dans Beghin-Say, après les opérations menées avec le groupe italien Feruzzi, dont le principe fut contesté.

Le directeur général
de la Bourse de Londres
démissionne

M. Jeffrey Knight, directeur général de la Bourse de Londres depuis 1982, démissionne de ses fonctions. Cette décision surprise, qui n'a pas été commentée, a lieu au moment où certains intervenants s'inquiètent des mauvaises performances de la place.

Agé de cinquante-trois ans, siégeant à la Bourse depuis vingt-deux ans, M. Knight est depuis sept ans « chef exécutif » (directeur général) de l'International Stock Exchange. A ce titre, il a participé au lancement du « Big Bang » en 1986 démantelant le marché financier londonien.

La nomination en novembre dernier de M. Andrew Hugh Smith comme président (chairman) à plein temps de cette institution en remplacement de Sir Nicholas Goodson avait restreint certains des pouvoirs de M. Knight. D'autre part, durant ses sept années de direction, les coûts de fonctionnement de la Bourse ont été multipliés par cinq, atteignant 180,1 millions de livres (1,9 milliard de francs) pour l'année achevée en mars dernier.

La Montedison veut prendre le contrôle d'Enimont dans trois ans. — Double coup de théâtre, mercredi 21 juin, au cours de l'assemblée générale de la Montedison réunie à Milan. Quelques trois cents actionnaires écologistes sont en effet intervenus pour demander d'être représentés au conseil d'administration. « C'est un thème de réflexion », leur a-t-on répondu.

Mais c'est surtout M. Raul Gardini (groupe Ferruzzi), le PDG du groupe, qui a fait sensation en déclarant que la Montedison s'efforçait de tirer partie d'une clause spéciale pour, dans trois ans, prendre le contrôle d'Enimont, le nouveau groupe chimique constitué avec Enichem (filiale de l'ENI) et divers actifs de la firme milanaise sera officiellement opérationnelle le 1^{er} juillet prochain.

Selon M. Gardini, cette clause serait « incontournable ». L'ENI aurait le choix entre trois solutions : soit accepter le transfert dans Enimont d'actifs supplémentaires appartenant à la Montedison et rétroceder à cette dernière le contrôle de l'affaire ; soit racheter la participation de la Montedison selon lesquelles la compagnie de l'ENI, Franco Reviglio, « Mais une chose est certaine : Enimont restera avec l'ENI une société d'Etat ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La Caisse des dépôts et consignations, la Banque d'Escompte et GNI, l'un des premiers courtiers britanniques sur les marchés à terme, annoncent la création de TRIFUTURES, négociateur-courier sur le Matif.



TRIFUTURES a pour objet de fournir à sa clientèle d'investisseurs tant français qu'internationaux un service complet d'exécution des ordres sur l'ensemble des produits des marchés à terme français et étrangers.

TRIFUTURES permet ainsi de répondre aux besoins des opérateurs étrangers, principalement européens, qui souhaitent intervenir sur le Matif.

le matif s'ouvre
sur l'Europe



Pour toute information téléphoner ou écrire à :
Anthony NORTON - TRIFUTURES
13, bd Haussmann 75009 PARIS - Tél. (1) 4824 85 41

NEW-YORK, 21 juin
Irrégulière

L'indice Dow Jones a clôturé en baisse mercredi, perdant 7,97 points. Il revenait à 2 464,91 points à l'issue d'une séance marquée par des fluctuations erratiques. Quelques 169 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des bourses a dépassé celui des baisses : 835 contre 597. En revanche, 507 titres ont démontré l'inchangeabilité. Les analystes ont attribué la faiblesse initiale du marché à l'attente du rapport sur l'évolution de l'économie américaine que la Réserve fédérale (Fed) devait publier dans la journée. Le récent rapport des taux d'intérêt obligataires faibles, en effet, plaçant des incertitudes sur la politique de crédit de la Fed. Ce rapport, publié dans l'après-midi, mentionnait un ralentissement de la croissance et un abaissement des pressions inflationnistes, a provoqué une réaction positive, permettant à l'indice de gagner plus de 12 points. Le reprise a été ensuite effacée. Parmi les valeurs en baisse figurent UAL, le groupe chimique Dow Chemical et le constructeur informatique Honeywell. Du côté des hausses, on voit Delta Air, Hilton Hotel et Philip Morris. Parmi les valeurs les plus actives apparaissent American Telephone (2,14 millions de titres échangés), Hercules Inc. (1,658 million), Smith Barney (1,443 million), Paramount Communications (1,287 million), Alcoa Aluminum (1,153 million) et USX Corp. (1,153 million).

VALEURS	Cours de 20 juin	Cours de 21 juin
Alcoa	65 7/8	65
A.T.T.	36 1/4	36 3/8
Chrysler	38 3/8	38 1/2
Delta Air	38	37 7/8
Dow Chemical	110	109 1/2
Enimont	48 1/2	48 1/2
Ferruzzi	44 5/8	44 1/2
Ford	49 1/8	48 5/8
Gardini	40 5/8	40 1/2
General Electric	52 5/8	53 1/4
Hercules Inc.	105 1/2	105 1/4
ITT	58 1/2	58 3/4
UAL Corp.	43 3/4	43 1/2
USX Corp.	58 1/8	57 3/8
Westinghouse	38 1/2	38 1/4
Yates Corp.	52 1/2	51 1/2

LONDRES, 21 juin

Hausse

Après avoir réduit leurs gains de milieu de séance, les cours des valeurs ont terminé en légère hausse mercredi, au Stock Exchange. L'indice Footsie a clôturé en progrès de 7,4 points, à 2 172,2. Le marché a été extrêmement calme avec 281,4 millions de titres échangés au cours d'une séance écourtée en raison de la grève des transports en commun à Londres. La faiblesse de la livre sterling ainsi que les pertes enregistrées à Wall Street à l'ouverture ont freiné la progression des cours en fin de journée.

La plupart des secteurs ont, toutefois, terminé en hausse, notamment les alimentaires (United Biscuits), les magasins (Great Universal Stores), les tabacs (BAT), les pétroliers (Lamson) et les assurances (Commercial Union). La fermeté du dollar a, d'autre part, stimulé les valeurs exportatrices (ICI, Reckitt et Colman). En revanche, le groupe hôtelier Trusthouse Forte s'est déprécié sous l'effet de rumeurs selon lesquelles la compagnie était sur le point de lancer une OPA sur les hôtels Hilton. Les fonds d'Etat ont terminé en repli et les mines d'or ont cédé du terrain.

FAITS ET RÉSULTATS

• Carrefour acquiert 12 % d'Office Depot. — Carrefour a pris une participation de 12 % (ce qui en fait le principal actionnaire) d'Office Depot, une société américaine spécialisée dans la vente de fournitures de bureaux en grande surface, à prix cassés. Cette en Bourse, Office Depot exploite 37 magasins dans le sud-est des États-Unis et a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 132 millions de dollars.

• Rapprochement bancaire franco-allemand. — Le Crédit français et le Crédit agricole ont signé un accord de coopération financière, qui prévoit une participation privilégiée en octobre prochain. Les pourparlers portent sur les modalités d'une « coopération bancaire », ainsi que l'a annoncé, mardi 20 juin, le président du directeur de la DSI, Bank, M. Gerhardt Thibault. Celle-ci pourrait prendre la forme d'une « participation mutuelle par l'intermédiaire d'un échange de capital ».

La DSI, Bank, spécialiste des crédits aux exploitations agricoles, aux commerces, et dans les financements financiers, a acquis en 1988 le 16^{ème} rang des banques en RFA (43,6 milliards de deutschemarks, soit environ 148 milliards de francs en total de bilan. Elle a déposé en 1988 un bénéfice net de 38 milliards de deutschemarks (environ 130 milliards de francs).

• Le Crédit français se réorganise. — Le Crédit français va reprendre l'activité bancaire de l'ancien directeur du Crédit agricole, filiale du groupe Pirelli, pour un montant non révélé. C'est le Crédit agricole qui l'a annoncé, dans un communiqué publié mercredi 21 juin, expliquant la cession de ses deux agences et de deux bureaux au Crédit français par un acte de cession sur la clientèle PMF-PME et sur l'activité de gestion de factures. Par ailleurs, on a appris mercredi

PARIS, 22 juin

Très résistant

Le mois boursier s'est achevé haut rue Vivienne. La liquidation générale de juin a, en effet, eu lieu ce jour. Pour la troisième fois de l'année, elle a été positive, sensiblement même (+2,5 % environ). Car le marché a finalement bien défendu ses positions. En repli à l'ouverture matinal (à -0,21 %), il devait par la suite remonter son handicap. A 13 heures, l'indice instantané n'accusait plus qu'un modeste retard de 0,03 %. Dans l'après-midi, il s'est établi à 0,04 % en dessous de son niveau précédent. L'irrésistibilité a été la note dominante de la journée. Même les grands noms de la cote ont été d'humeur partagée, l'optimisme continuant de régner du côté de Michelin et au sujet de qui les spécialistes continuaient de se poser des questions.

En définitive, malgré la mauvaise mine de Wall Street, Paris a fait bonne figure. Faut-il imputer le phénomène aux derniers pronostics du BIPE sur une croissance du PIB en France de 2,8 % l'an en moyenne jusqu'en 1994 ? Ce qui pourrait motiver une poursuite de la Banque mondiale en termes d'expansion. A moins que ce ne soit la baisse du dollar à propos de laquelle le rumeur affirme que les trois grands (États-Unis, RFA, Japon) se seraient mis d'accord pour lui appuyer sur la tête jusqu'à la récession de la Banque mondiale, ce qui est en soi une perspective inquiétante. Autre explication : le pronostic de M. Robert Heller, gouverneur démissionnaire du FED, sur un recul de l'inflation aux États-Unis, n'est pas passé inaperçu. Quel qu'il soit, les professionnels se sont tenus de la tournure prise par les événements, sans toutefois parier sur une reprise d'été. Mais, surtout, beaucoup appellent celle-ci de tous leurs vœux. Une telle opportunité reste plausible si l'aventure une détente survient sur le front des taux d'intérêt.

TOKYO, 22 juin

Légère baisse

La séance de jeudi aura été particulièrement irrégulière, et l'indice Nikkei a finalement perdu 20,31 yens, revenant à 33 324,97 yens. Pourtant la Bourse de Tokyo a été très active, jeudi à la mi-journée, dans un marché peu animé. L'indice Nikkei s'appréciait de 26,17 yens après une hausse de 111,81 yens la veille. Le volume des échanges était déjà modeste. Comme la veille, seulement 350 millions de titres ont été changés de mains durant cette demi-journée.

D'une manière générale, les investisseurs ont profité de la baisse de la réserve devant l'évolution du dollar. D'où ce phénomène de prise de bénéfice observé dans l'après-midi après la montée de certains cours durant les heures précédentes.

VALEURS	Cours de 21 juin	Cours de 22 juin
Akai	808	810
Alcatel	1 885	1 885
Canon	1 950	1 950
Fuji Xerox	2 370	2 370
Honda Motor	1 840	1 840
Hitachi	2 400	2 400
Hitachi Heavy	2 200	2 200
Kenwood	720	720
Yamaha Motor	2 720	2 720

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Amis & Associés	418	418	La ptière de m...	276	276
Aspex	280	280	Leclercq	150	150
B.A.C.	388	388	Leclercq	225 20	225 20
B.C.M.	400	400	Leclercq	225	225
B.C.P.	442	442	Leclercq	225	225
B.C.P.	475	475	Leclercq	225	225
B.C.P.	495	495	Leclercq	225	225
B.C.P.	515	515	Leclercq	225	225
B.C.P.	535	535	Leclercq	225	225
B.C.P.	555	555	Leclercq	225	225
B.C.P.	575	575	Leclercq	225	225
B.C.P.	595	595	Leclercq	225	225
B.C.P.	615	615	Leclercq	225	225
B.C.P.	635	635	Leclercq	225	225
B.C.P.	655	655	Leclercq	225	225
B.C.P.	675	675	Leclercq	225	225
B.C.P.	695	695	Leclercq	225	225
B.C.P.	715	715	Leclercq	225	225
B.C.P.	735	735	Leclercq	225	225
B.C.P.	755	755	Leclercq	225	225
B.C.P.	775	775	Leclercq	225	225
B.C.P.	795	795	Leclercq	225	225
B.C.P.	815	815	Leclercq	225	225
B.C.P.	835	835	Leclercq	225	225
B.C.P.	855	855	Leclercq	225	225
B.C.P.	875	875	Leclercq	225	225
B.C.P.	895	895	Leclercq	225	225
B.C.P.	915	915	Leclercq	225	225
B.C.P.	935	935	Leclercq	225	225
B.C.P.	955	955	Leclercq	225	225
B.C.P.	975	975	Leclercq	225	225
B.C.P.	995	995	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 015	1 015	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 035	1 035	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 055	1 055	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 075	1 075	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 095	1 095	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 115	1 115	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 135	1 135	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 155	1 155	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 175	1 175	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 195	1 195	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 215	1 215	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 235	1 235	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 255	1 255	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 275	1 275	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 295	1 295	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 315	1 315	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 335	1 335	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 355	1 355	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 375	1 375	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 395	1 395	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 415	1 415	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 435	1 435	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 455	1 455	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 475	1 475	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 495	1 495	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 515	1 515	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 535	1 535	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 555	1 555	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 575	1 575	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 595	1 595	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 615	1 615	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 635	1 635	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 655	1 655	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 675	1 677	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 695	1 695	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 715	1 715	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 735	1 735	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 755	1 755	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 775	1 775	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 795	1 795	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 815	1 815	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 835	1 835	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 855	1 855	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 875	1 875	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 895	1 895	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 915	1 915	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 935	1 935	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 955	1 955	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 975	1 975	Leclercq	225	225
B.C.P.	1 995	1 995	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 015	2 015	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 035	2 035	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 055	2 055	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 075	2 075	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 095	2 095	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 115	2 115	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 135	2 135	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 155	2 155	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 175	2 175	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 195	2 195	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 215	2 215	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 235	2 235	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 255	2 255	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 275	2 275	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 295	2 295	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 315	2 315	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 335	2 335	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 355	2 355	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 375	2 375	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 395	2 395	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 415	2 415	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 435	2 435	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 455	2 455	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 475	2 477	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 495	2 495	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 515	2 515	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 535	2 535	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 555	2 555	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 575	2 575	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 595	2 595	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 615	2 615	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 635	2 635	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 655	2 655	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 675	2 677	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 695	2 695	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 715	2 715	Leclercq	225	225
B.C.P.	2 735	2 735	Leclercq	225	225

Marchés financiers

BOURSE DU 22 JUIN

Règlement mensuel

Compteur	VALEURS	Cours précédent	Précédent	Dernier	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Précédent	Dernier	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Précédent	Dernier	%
2888	C.M.E. 25 *	3810	3905	3901	- 0.24	2890	VALEURS	Cours précédent	Précédent	Dernier	%	2892	VALEURS	Cours précédent	Précédent	Dernier	%
1073	B.A.P.P. 1 *	1137	1110	1110	+ 0.17	1075	C.S. Lyonn. (C) *	633	632	625	- 1.26	1077	Laf. Bellouet *	2060	2015	2020	- 1.94
1589	C.A.P. 1 *	1137	1110	1110	+ 0.17	1079	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1081	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1700	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1083	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1085	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1085	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1087	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1087	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1089	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1089	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1091	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1091	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1093	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1093	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1095	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1095	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1097	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1097	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1099	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1099	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1101	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1101	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1103	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1103	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1105	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1105	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1107	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1107	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1109	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1109	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1111	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1111	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1113	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1113	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1115	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1115	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1117	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1117	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1119	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1119	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1121	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1121	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1123	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1123	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1125	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1125	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1127	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1127	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1129	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1129	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1131	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1131	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1133	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1133	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1135	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1135	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1137	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1137	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1139	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1139	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1141	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1141	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1143	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1143	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1145	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1145	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1147	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1147	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1149	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1149	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1151	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1151	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1153	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1153	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1155	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1155	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1157	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1157	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1159	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1159	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1161	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1161	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1163	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1163	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1165	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1165	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1167	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1167	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1169	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1169	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1171	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1171	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1173	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1173	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1175	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1175	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1177	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1177	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1179	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1179	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1181	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1181	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1183	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1183	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1185	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1185	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1187	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1187	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1189	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1189	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1191	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1191	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1193	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1193	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1195	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1195	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1197	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1197	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1199	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1199	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1201	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1201	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1203	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1203	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1205	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1205	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1207	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1207	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1209	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1209	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1211	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1211	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1213	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1213	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1215	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137	1137	1137	+ 0.18	1215	C.R.E. H. St. *	1083	1071	1089	- 1.25	1217	Laf. St. Louis *	1379	1370	1370	- 0.68
1944	Renault T.P. *	1137															

Comptant (sélection)

VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
VALEURS				VALEURS				VALEURS							

SICAV (sélection)

VALEURS	Extension Frane incl.	Rachet net	VALEURS	Extension Frane incl.	Rachet net	VALEURS	Frane incl.
A.A.A.	9007 52	592 95	France	478 22	464 25	Flame Invest.	729 15
Action	528 25	228 80	France-Fin	104 94	101 86	Flame Invest.	1110 91
Action France	528 25	519 79	France-Fin	1200 82	1165 55	Flame Invest.	70428 05
Action France	644 54	621 24	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	54882 06
Action internationale	614 43	611 26	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	62529 31
Adiffond	1189 49	1140 67	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	112 94
A.E.F. Action (non-OP)	628 94	611 65	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	10624 33
A.E.F. ECU	1050 31	1049 81	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	110 46
A.E.F. ECU	116 79	113 94	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	22891 22
A.E.F. ECU	438 20	428 48	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	127 86
A.E.F. ECU	125 42	122 38	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	168 71
A.E.F. ECU	1088 16	1080 06	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	5469 95
A.E.F. ECU	1058 25	1050 25	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1182 85
A.E.F. ECU	661 26	645 23	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	216 76
A.E.F. ECU	207 77	200 28	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	278 15
A.E.F. ECU	175 68	169 29	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	588 08
A.E.F. ECU	618 25	603 74	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1119 19
A.E.F. ECU	834 18	818 82	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1258 53
A.E.F. ECU	133 31	130 27	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	528 08
A.E.F. ECU	151 32	148 28	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	11819 19
A.E.F. ECU	1413 55	1372 35	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	9078 74
A.E.F. ECU	119 65	117 62	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1423 93
A.E.F. ECU	101 35	101 34	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	719 41
A.E.F. ECU	134 13	130 05	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	82 02
A.E.F. ECU	126 71	120 56	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	17 00
A.E.F. ECU	2546 12	2541 50	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1678 46	1676 45	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	33 37	31 93	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1035 65	1018 57	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	5303 23	5357 19	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	110 12	106 31	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	398 60	381 95	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	102 72	102 71	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1068 53	1021 79	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	861 34	822 28	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1181 21	1108 65	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	254 48	242 34	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	745 02	735 00	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1132 22	1114	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	5192 78	5023 35	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1303 25	1246 75	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	307 73	304 44	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	2024 86	2137 72	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	213122	213722	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	202 51	200 61	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	2739 90	2738 90	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	4197 68	4187 21	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	24628 54	24628 23	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	8494 55	8494 54	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	525 66	525 66	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1094 68	1039 80	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	84 24	82 33	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	62 66	62 46	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	53818 91	53818 91	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	187 91	187 91	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1442 39	1442 39	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	12481 98	12398 97	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1093 46	109 42	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1093 46	109 42	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00
A.E.F. ECU	1384 85	1318 02	Franch-Associations	29 25	20 26	Flame Invest.	1 00

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS DES BILLES		COURS DES BILLETS	
	COURS prix	22/6	Achat	Vente
East-Unit 69 (\$)	7 747	6 838	6 400	8 900
ECU	7 022	7 022		948
Allemagne (100 marks)	339 180	339 550	359	18 660
Autriche (100 schillings)	18 202	16 216	282	312
Belgique (100 francs)	501 180	501 180	83 890	91 800
Canada (100 \$)	52 860	53 290	90	98
France (100 francs)	10 362	10 850	3 760	4 800
Grèce (100 drachmes)	3 948	3 942		4 400
Italie (1 000 lire)	361 130	363 200	39	400
Italie (100 \$)	100 850	103 200	48 750	105 50
Japan (100 yen)	42 187	48 280	48 750	5 650
Grande-Bretagne (100 £)	5 238	5 038	5 100	5 650
Portugal (100 escudos)	4 098	4 535	3 900	4 350
Spain (100 pesetas)	5 038	5 572	5 350	5 800
Japan (100 yen)	4 864	4 701	4 550	4 77

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES		COURS par 100	COURS 22/6		
Or fin 900 en barre	79000	79000		Cachet	60 60
Or fin (en lingot)	79950	79050		Jay Dagmar	545
Pièce française (20 fr)	457	475		Marcelle-Huguette-Dub	218
Pièce suisse (20 fr)	457	485		Hugon	297
Pièce italienne (20 L)	458	466		Milano Lombardini	240
Pièce espagnole (20 P)	457	475		Nicolas	380
Secours	2980	2960		Percher, Percher	270
Pièce de 20 dollars	1442 50	1470		Percher-Dubois	184 50
Pièce de 10 dollars	895	895		Royen H. H.	347 50
Pièce de 5 dollars	475	475		Sara-Martin	56 30
Pièce de 50 francs	.....	.....		Sara, Equip. Vals	60 60
Pièce de 10 francs	.....	.....		S.P.R.	515
Or Londres	.....	.....		Ed. Lacroix	380
Or Zurich	.....	.....		Union des Banques de Suisse	144
Or Hongkong	.....	.....		Union Banquiers	1520
Argent Londres	.....	.....		Wander	

c : coupon

Hors-cote

Hydro-Energie	351	..
.....	880	..
.....	185	18
.....	978	..
.....	235	3
.....	48	..

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, posto 4330

c: coupon détaché - o: offert - * : droit détaché - d: demande - v: voir page

ISTH INSTITUT INFORMATIQUE DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
DEPUIS 1974

Pour vous aider à réussir
à l'expérience comptable

DECF - DESCF : UV 1 à 16
Succès garantis

- Séries intensive 6 semaines
AOUT-SEPTEMBRE
- Séries préparatoires semestrielles

Tel. : 42.34.10.72 - 45.85.59.35